

**Contribution à l'histoire des
institutions d'éducation des adultes :
le Complexe de Nancy
(CUCES/ACUCES-INFA),
1954 – 1973**

(volume 2 : ANNEXES)

Françoise FRÉCHET-LAOT

Rapporteurs :

Raymond BOURDONCLE
Georges VIGARELLO

Jury :

Nicole MOSCONI, Présidente,
Jacky BEILLEROT, Directeur de thèse,
Antoine PROST,
Renaud SAINSAULIEU.

Thèse de doctorat soutenue le 9 juillet 1998
à l'Université Paris X - Nanterre

SOMMAIRE

Partie 1 : le Complexe de NANCY, objet d'étude

1-1 - Les sources de documentation	
- INFA	5
- CUCES	16
1-2 - La liste des entretiens	28
1-3 - Les guides d'entretien	30
1-4 - Trois courriers	
- lettre envoyée aux anciens cadres de l'INFA et du CUCES	32
- lettre reçue du directeur des archives de Saint-Gobain/Pont-à-Mousson	33
- lettre reçue de la caisse de retraite CRAM Nord-Est	34

Partie 2 : Le complexe de Nancy, récit

2-1 - Fiches-Actions	35
Sommaire des fiches	36
2-2 - Tableau chronologique des principales actions	180
2-3 - Divers CUCES-ACUCES	183
2-31 - Statuts	
2-311. Compte rendu de la réunion de Bureau du 22 nov. 1956 et proposition des statuts de l'Institut et de l'Association	184
2-312. Récépissé de déclaration de l'ACUCES (mars 1957)	196
2-313. Liste des membres du CA du CUCES (1957)	198
2-314. Lettre au ministre de l'Education nationale demandant le statut d'Etablissement Public à caractère scientifique et culturel pour l'UER (ITN + CUCES) du 28 mai 1969	199
2-315. Statuts de l'ACUCES, modifiés en 1969 (titre I à III)	200

2-32 - Organigrammes – budgets	
2-321. Organigramme de 1964	207
2-322. Répartition des effectifs selon groupes Actions et Fonctions, Etat au 17 septembre 1966	208
2-323. Organigramme du 15 octobre 1967	211
2-324. Données financières	212
2-33 -Sélection de documents	
2-330. Note du 17 janvier 1966 concernant le séminaire INFA-CUCES (8-12 février 1966)	214
2-331. Décret n° 69-62 du 20 janvier 1969 : instituts érigés en unités d'enseignement et de recherche	217
2-332. Arrêté du 12 juin 1969 sur l'agrément des AUREFA	218
2-333. Projet AUREFA (1968) :	
- schéma récapitulatif des missions	219
- financement	220
2-334. Reprise du travail au CUCES, note du 7 juin 1968	221
2-335. « L'assemblée du personnel à la direction du CUCES », note du 30 avril 1970	222
2-336. « Arrêtons la "magouille" au CUCES », tract CGT-CFDT du 29 janvier 1971	226
2-337. Photographie du nouveau bâtiment de l'ACUCES (ouverture en 1972)	228
2-34 - Sélection d'articles de presse	
2-341. « Le CUCES crée une section de promotion du travail », <i>l'Est Républicain</i> du 11 février 1956	229
2-342. « La seconde journée nancéienne de M. HABIB-DELONCLE... », <i>Le Républicain Lorrain</i> du 23 mars 1966	230
2-343. « A Nancy, une expérience pilote de formation des adultes », <i>L'Education nationale</i> , n° 816 du 16 février 1967	232
2-344. « Chronique syndicale. CUCES : fin de la grève », <i>L'Est Républicain</i> du 6 mars 1971	235
2-35 – Essai de reconstitution de l'effectif cadre du CUCES de 1960 à 1969	236
 2-4 - Divers INFA	 250
2-41 - Sélection de textes officiels	

2-411. Décrets du 14 octobre 1963 : n° 63-1031, portant création de l'INFA et n° 63-1032 portant organisation administrative et financière de l'INFA	251
2-412. Liste des membres du Conseil d'Administration de l'INFA (1963)	253
2-413. Décret du 1 ^{er} octobre 1965 : situation des personnels de l'INFA	255
2-414. Question écrite de M. ANDRIEUX à l'Assemblée nationale sur la situation de l'INFA, séance du 22 juin 1972	257
2-415. Décret du 23 mars 1973 : suppression de l'INFA	258
2-42 - Organigrammes – budgets	
2-421. Répartition du personnel entre Paris et Nancy à compter du 16 septembre 1970	259
2-422. Données financières	260
2-43 – Divers documents	
2-431. Texte de P. RANJARD, « Les chefs sont-ils cannibales ? »	261
2-432. Lettre des sections SNESup et SNAU INFA aux Groupes Parlementaires du Sénat du 6 novembre 1972	263
2-44 - Sélection d'articles de presse	
2.441. « Un institut de formation des adultes va être créé à Nancy », <i>Le Monde</i> du 2 juin 1962	266
2.442. Couverture de l' <i>Education nationale</i> , 816, du 16 février 1967 (photographie de la salle des chercheurs de l'INFA)	267
2.443. « On le croyait malade, il paraît mort », <i>Est Républicain</i> du 3 novembre 1972	268
2-444. « Les chercheurs stupéfaits... », <i>Le Républicain Lorrain</i> du 3 novembre 1972	270
2-45 – Les documents de l'INFA	
2-451. Catalogue des « Documents de l'INFA » (liste retrouvée à l'INRP)	271
2-452. Où trouver des documents produits par l'INFA ?	273
2-5 - Fiches biographiques (sommaire des fiches)	279

ARCHIVES ET SOURCES DOCUMENTAIRES

INFA

TEXTES OFFICIELS (100)

- 1963, Décret n° 63-1031 du 14 octobre 1963 portant création d'un institut national pour la formation des adultes, JO du 17 octobre 1963, p. 9301
- 1963, Décret n° 63-1032 du 14 octobre 1963 portant organisation administrative et financière de l'INFA de Nancy, JO du 17 octobre 1963, pp. 9301-302
- 1964, Arrêté du 2 juillet 1964 désignant les membres du CA de l'INFA, JO du 25/07/64, 1 p.
- 1964, Rectificatif : CA de l'INFA paru au JO du 25/07/64, JO du 30 sept. 1964, p. 8329
- 1964, Budget 1963. Arrêté du 6 oct. 1964, JO des 26 et 27 oct. 1964, p. 9564
- 1965, Décret n° 65-850 du 1er octobre 1965 : Situation des personnels de l'INFA de Nancy, JO du 8 octobre 1965 (BO n° 39 du 28/10/65), pp. 2270-72
- 1965, Décret n° 65-1006 du 26 novembre 1965 : Création d'un conseil scientifique et d'une assemblée à l'INFA de Nancy, JO du 2 décembre 1965 (BO n°47 du 23/12/65), p. 2744
- 1966, Remplacement d'un membre du CA de l'INFA (arrêté du 13 avril 1966), JO du 27 avril 1966, p. 3415
- 1966, Remplacement d'un membre du CA de l'INFA (arrêté du 14 juin 1966), JO du 3 juil. 1966, p. 5663
- 1966, Remplacement d'un membre du CA de l'INFA (arrêté du 30 sept. 1966), JO du 12 oct. 1966, p. 9004
- 1966, Composition du conseil scientifique de l'INFA (arrêté du 26 mars 1966), JO du 24 avril 1966, p. 2798
- 1967, Circulaire n° III 67-151 du 20 mars 1967 : Lancement d'un programme de recherche pédagogique sur les méthodes d'enseignement dans les IUT, B.O. n° 13 du 30 mars 1967, pp. 896-897
- 1967, Remplacement d'un membre du Conseil Scientifique de l'INFA (arrêté du 30 nov. 1967), JO du 7 déc. 1967, p. 11931
- 1967, Composition du CA de l'INFA (arrêté du 30 octobre 1967), JO du 9 nov. 1967, p. 10999
- 1970, Arrêté du 25 août 1970 nommant M. AUBERGIER agent comptable de l'INFA, (via Archives Nationales), 1 p.

- 1972, Question écrite n° 25 025 de M. ANDRIEUX sur l'INFA, JO débats parlementaires du 22 juin 1972,
- 1972, Réponse à la question écrite, JO débats parlementaires du 9 sept. 1972,
- 1972, Arrêté du 29 février 1972 nommant Guy JEANTET agent comptable de l'INFA, INFA (via Archives Nationales), 1 p.
- 1973, Décret n° 73-334 du 23 mars 1973 : Suppression de l'INFA, JO du 24 mars 1973 (BO n° 15 du 12/04/73), pp. 1220-21

RAPPORTS D'ACTIVITE ET DOCUMENTS D'AUTO-PRESENTATION (200)

- 1968, Bulletin de l'INFA n° 2 - mars-avril 1968, INFA (via R. CUQ), 31 p.
- 1969, Notice sur les activités, INFA (via R. CUQ), 14 p.
- 1969 ?, Action-recherche 6e plan - Note sur le projet, INFA (via R. CUQ), 9 p.
- 1970, Notice sur l'INFA, nov. 1970, INFA (via ISST), 35 p.
- 1970, Compte rendu d'activité. Exercice 1970, INFA (via Archives Nationales), 54 p.
- 1972 ?, Note sur l'INFA, (via R. CUQ), 2 p.
- 1972 ?, Avant-projet d'une notice INFA, INFA (via R. CUQ), 9 p.
- 1972, INFA : Fiche technique

INSTANCES OFFICIELLES (210) (CA, AG, Statuts, Budgets)

- 1964, Compte rendu du CA du 26 octobre 1964, INFA (via Archives Nationales)
- 1964, Liste des membres du CA, INFA (via ISST), 2 p.
- 1965, Compte rendu du CA du 8 juin 1965, INFA (via Archives Nationales)
- 1965, Compte rendu du CA du 2 novembre 1965, INFA (via Archives Nationales)
- 1966, Compte rendu du CA du 3 juin 1966, INFA (via Archives Nationales)
- 1966, Compte rendu du CA du 18 novembre 1966, INFA (via Archives Nationales)
- 1967, Compte rendu du CA du 7 novembre 1967, INFA (via Archives Nationales)
- 1967, Compte rendu du CA du 14 juin 1967, INFA (via Archives Nationales), 21 p.
- 1968, Extraits du compte rendu de la séance du Conseil d'Administration tenue à Nancy (rayé et marqué Paris au crayon) le 4 juillet 1968, INFA (via R. CUQ), 30 p.
- 1968, Liste des 10 personnes de l'INFA assistant au CA en vertu des délibérations du conseil en sa séance du 4 juillet 1968, INFA (via Archives Nationales), 1 p.
- 1969, Compte rendu du CA du 2 décembre 1969 (extraits), INFA (via Archives Nationales)
- 1970, Compte rendu du CA du 2 juin 1970, INFA (via Archives Nationales), 32 p.

- 1970, Compte rendu du CA du 15 décembre 1970, INFA (via Archives Nationales), 60 p.
- 1971, Convocation de la section financière de l'INFA le 24 septembre 1971 (pas de CR), INFA (via Archives Nationales), 1 p.
- 1971, Convocation du CA le 17 mai 1971 (projet de stencil, pas de CR), INFA (via Archives Nationales), 1 p.
- 1971, Membres de la commission financière de l'INFA votée par CA le 2 juin 1970, INFA (via Archives Nationales), 1 p.
- 1971, Ordre du jour de la réunion de la section financière, le 29 janvier 1971, INFA (via Archives Nationales), 2 p.
- 1971, Compte rendu du CA du 15 janvier 1971, INFA (via Archives Nationales), 29 p.
- 1972, Déclaration de la CGT au conseil d'administration de l'INFA du 17 octobre, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1972, Compte rendu du conseil d'administration du 26 juin 1972, INFA (via R. CUQ), 13 p.
- 1972, Avant-projet de nouveaux statuts porté à la connaissance des membres du CA pour la séance du 17/10/72, INFA (via Archives Nationales)
- 1972, Convocation au CA du 17 octobre 1972, INFA (via Archives Nationales), 1 p.

AUTRES INSTANCES, AUTRES REUNIONS (220)

- 1968, Compte rendu du Comité de direction qui a été élu à l'Assemblée du 12 juillet, INFA (via R. CUQ), 7 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion du Conseil de Direction du 14 novembre 1968, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion du Conseil de Direction du 18 décembre, INFA (via R. CUQ), 7 p.
- 1968, Comité de direction. Compte rendu de la séance du jeudi 28 novembre 1968, INFA (via R. CUQ), 4 p.
- 1968, Conseil de Direction. Compte rendu de la séance du 23 octobre 1968, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion du Conseil de Direction du 10 octobre 1968, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion du Conseil de Direction du 27 septembre 1968, INFA (via R. CUQ), 9 p.
- 1968, Commission de défense du personnel, réunion du 27 septembre, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion du Comité de Direction du 12 septembre 1968, INFA (via R. CUQ), 7 p.

- 1968, Comité du 20 janvier 1968 (notes manuscrites), INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1968, Commission mixte CUCES-INFA, réunion du 19 juin 1968, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1968, Commission revendications-temps libre, INFA (via R. CUQ), 4 p.
- 1969, Compte rendu du Comité de Direction du 6 juin 1969, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1969, Compte rendu du Comité de Direction du 12 mai à Paris, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1969, Compte rendu du Comité de Direction du 17 avril, INFA (via R. CUQ), 4 p.
- 1969, Compte rendu de la réunion du Comité de Direction du 26 mars 1969, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1969, Compte rendu de la réunion du Comité de Direction du 28 février, INFA (via R. CUQ), 11 p.
- 1969, Compte rendu de la réunion du Comité de Direction du 10 février, INFA (via R. CUQ), 6 p.
- 1969, Note préparatoire de la réunion du 25/06/69, Équipes - Paris, INFA (via R. CUQ), 14 p.
- 1969, Comité de direction du 6 au 10 juin, note préparatoire, INFA (via R. CUQ), 6 p.
- 1969, Note préparatoire au conseil de Direction du début juillet 1969, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1970, Compte rendu du Comité de Direction du mercredi 18 novembre, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1970, Réunion du Comité de direction du 9 décembre 1970 (Convocation), INFA (via R. CUQ), 2 P.
- 1971, Réunion du Comité de Direction du 15 janvier 1971 (Convocation), INFA (via R. CUQ), 1 p.
- 1971, Groupe de travail INFA : Compte rendu de la seconde séance, le 5 juin 1971, INFA (via Archives Nationales)
- 1971, Groupe de travail INFA : Compte rendu de la 3ème séance, le 11 juin 1971, INFA (via Archives Nationales)
- 1971, Groupe de travail INFA : Compte rendu de la première réunion, le 26 mai 1971 : mission confiée à MM. FAIST, MYON et TABATONI, INFA (via Archives Nationales)

COURRIER ET NOTES INTERNES (230)

- 1964, Lettre de B. SCHWARTZ à Marcel DAVID sur difficultés fonctionnement INFA et convocation CA, INFA (via ISST), 2 p.
- 1964, Lettre de B. SCHWARTZ à M. BLANCHARD (Secrétaire général aux affaires financières) : inquiétudes sur l'avenir de l'institut en raison des conditions de recrutement, 4 mars 1964 (via Archives Nationales)
- 1964, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN sur la situation des personnels de l'INFA, 24 juin 1964 (via Archives Nationales)

- 1964, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN (DES) : demande de recrutement des premiers membres du personnel de l'INFA, 07 février 1964 (via Archives Nationales)
- 1964, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN : état des effectifs néant, 27 mai 1964 (via Archives Nationales)
- 1964, Note à l'attention de M. LUZI : statuts de l'INFA et problème du personnel, 29 décembre 1964 (via Archives Nationales)
- 1964, Note de B. SCHWARTZ concernant le recrutement d'universitaires sur des postes de titulaires à l'INFA, 10 décembre 1964 (via Archives Nationales)
- 1964, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN : demande de fixer le taux des indemnités (directeur et agent comptable) pour pouvoir mandater les sommes dues au titre de l'exercice 1964, 30 décembre 1964 (via Archives Nationales)
- 1965, Note sur le statut du personnel, Nancy : projet de décret : historique et obligation de revoir le texte, B. SCHWARTZ, 5 mai 1965 (via Archives Nationales)
- 1966, Lettre de M. RICHELET Maurice, agent-comptable, Ministère de l'Economie et des Finances au MEN (DGES), 28 février 1966 (via Archives Nationales), 1 p.
- 1966, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN (DES) : demande de prise en charge par l'INFA de frais de déplacements entre Montréal et Syracuse, 2 décembre 1966 (via Archives Nationales)
- 1968, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN (DES) : problème de la rémunération du personnel temporaire, 5 mars 1968 (via Archives Nationales)
- 1968, Lettre de B. SCHWARTZ au MEN (DES) : création d'une antenne à Paris, 7 février 1968 (via Archives Nationales)
- 1969, Note à M. PALMADE et aux membres du comité de direction, E. BOLO, INFA (via R. CUQ), 4 p.
- 1970, Note aux membres du Comité de Direction, M. LESNE, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1970, Communication aux chefs d'équipe, M. LESNE, INFA (via R. CUQ), 1 p.
- 1970, Lettre de M. LESNE à R. VATIER concernant le transfert des services administratifs de l'INFA à la date du 16 septembre, 8 juillet 1970 (via Archives Nationales), 1 p.
- 1970, Note de l'INFA échelon parisien pour le contrôleur financier (et réponse du 1 octobre) sur le recrutement éventuel de Mme BOLO, 24 septembre et 1 octobre 1970 (via Archives Nationales)
- 1971, Trois courriers en provenance du Ministère, MEN-INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1971, Courrier départ, INFA (via R. CUQ),
- 1971, Lettre de R. VATIER à J. MYON : demande de faire le point sur l'INFA, 12 mai 1971 (via Archives Nationales), 1 p.
- 1971, Lettre de F. SELLIER au MEN refusant la direction de l'INFA, 16 septembre 1971 (via Archives Nationales), 1 p.

- 1971, Lettre des représentants du personnel de l'INFA à MM PINET et SIRINELLI à la suite de la démission de M. LESNE, 2 avril 1971 (via Archives Nationales), 1 p.
- 1971, Lettre de PARRAULT à R. VATIER au sujet de l'installation de l'ICSU à l'Hôtel de Noailles, 28 septembre 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Lettre de M. PINET à la dir. chargée des affaires budgétaires et financières sur le projet de décret relatif à la rétribution des personnels collaborant à l'INFA, 6 décembre 1971 (via Archives Nationales),
- 1971, Lettre du MEN (service des affaires administratives et financières) à M. le directeur de l'INFA : pas d'autorisation accordée pour la rémunération de frais de déplacements, 1 avril 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Note confidentielle pour R. VATIER sur le rapport des sages sur l'INFA (auteur non identifié), 20 août 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Note de R. VATIER à M. BENOIST (Dir. Adj. cabinet du MEN) : sur la réponse à donner au référé de la cour des Comptes, une des premières tâches de M. CUQ, 8 décembre 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Note de l'INFA sur le budget 1972 et sur la rétribution des vacataires, 22 décembre 1972 (via Archives Nationales)
- 1971, Note de M. RACHON (DUESR) au DDOFC : projet d'arrêté portant rétribution des personnes collaborant à l'INFA, pas de suite à donner, 6 août 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Note de l'ensemble des chercheurs de l'INFA à R. VATIER : inquiétudes des personnels, 5 octobre 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Lettre de M. PINET (DUESR) à VATIER (DDOFC) : sur projet de CA restreint, 7 avril 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Lettre de M. PINET à M. LESNE : « à la suite des difficultés pour mettre au point le budget 1971... », 30 mars 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, Lettre de M. LESNE au Dir. chargé des universités : réponse à la lettre du 30 mars, 6 avril 1971 (via Archives Nationales)
- 1972 ?, Lettre, SNEsup, INFA (via R. CUQ), 1 p.
- 1972, Note de service en réponse aux rumeurs, R. CUQ, INFA (via R. CUQ), 1 p.
- 1972, Lettre du Président de Nancy II au MEN au sujet de la bibliothèque de l'INFA, 6 novembre 1972 (via Archives Nationales), 1 p.
- 1972, Lettre de R. CUQ au MEN (DUESR) : avis favorable pour la demande d'autorisation de cumul de M. PALMADE, 5 mai 1972 (via Archives Nationales)
- 1972, Note de M. PINET à M. VATIER sur la nécessité d'un arrêté pour réunir à nouveau le CA de l'INFA, 18 juillet 1972 (via Archives Nationales)

- 1972, Note critique sur les nouveaux statuts de l'INFA adressée R. VATIER, 21 février 1972 (via Archives Nationales)
- 1972, Note de M. PINET à l'attention du MEN : situation préjudiciable au bon fonctionnement de l'INFA, règlement d'urgence nécessaire..., 29 mai 1972 (via Archives Nationales)

AUTRES ARCHIVES ET DOCUMENTS SYNDICAUX (240)

- 1964, Personnel de l'INFA suivant l'état des prévisions budgétaires au 1 juillet 1964, INFA (via Archives Nationales)
- 1966, État des personnels permanents de l'INFA au 1er octobre 1966, INFA (via Archives Nationales)
- 1968 ?, Note provisoire au sujet de l'emploi des secrétaires de l'INFA, B. SCHWARTZ, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1968, Note pour M. JOBA, secrétaire général de l'INFA, INFA (via R. CUQ), 1 p.
- 1968 ?, Projet de formation des secrétaires, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1969 ?, Document - objet : installation à Paris, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1969 ?, Document - objet : Locaux CDEP, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1969 ?, Document - Besoins en locaux à Paris pour l'équipe Education Nationale, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1969 ?, A la mémoire de Xavier JOSEPH, (via C. GRIFFATON), 4 p.
- 1970, Compte rendu de mon voyage à Nancy du jeudi 20 octobre 1970, M. PARRAULT à M. LESNE, INFA (via R. CUQ), 1 p.
- 1970, Note du SNEsup INFA du 21 décembre 1970 : émotion face à la rumeur de disparition de l'échelon nancéien de l'INFA, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1970, État du personnel au 1 avril 1970, échelon parisien, INFA (via Archives Nationales)
- 1970, Répartition du personnel à compter du 16 septembre 1970 entre Nancy et Paris (personnel administratif et personnel enseignant, INFA (via Archives Nationales)
- 1970-1971, Dossiers relatifs au rapport de la cour des comptes, INFA (via R. CUQ), 73 p.
- 1971 ?, Note à M. LESNE. Problèmes de la formation scientifique et technique, G. MALGLAIVE, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1971, Réponses sur divers points du référé de la cour des comptes, INFA (via R. CUQ), 6 p.
- 1971, Motion proposée au congrès du SNESUP des 6, 7 et 8 juin, par la section INFA de Paris, juin 1971 (via Archives Nationales)
- 1971, État du personnel : durée des contrats, INFA (via Archives Nationales)
- 1971, Répartition du personnel entre Nancy et Paris à la date du 1 avril 1971, INFA (via Archives Nationales)

- 1972, Les sections SNESUP-INFA et SNAU-INFA aux groupes parlementaires du Sénat, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1972 ?, Liste des établissements ayant demandé des interventions à l'INFA, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1972, Communiqué de la conférence de presse du 7/11/72, INFA (via R. CUQ), 3 p.

TEXTES FONDATEURS, PROJETS, ORIENTATIONS (250)

- 1968 ?, Note brève sur la réorganisation de l'INFA, INFA (via R. CUQ), 6 p.
- 1971, Proposition d'objectifs pour 1971, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1972, Objectifs 1973, INFA (via R. CUQ), 8 p.
- 1972, Objectifs 1972, INFA (via R. CUQ), 13 p.

PROJETS ET COMPTES RENDUS : ACTIONS SPECIFIQUES (260)

- 1964, Projet d'un programme INFA Formation continue et développement, INFA (via J.M. CHARRIAUX), 8 p.
- 1965, Étude sociologique du public de la PST (présentation), INFA (via F. MARQUART), 4 p.
- 1966, Sociologie de l'éducation des adultes, projet 1 et projet 2, INFA (via R. CUQ), 11 p.
- 1966, Sociologie de l'éducation des adultes. + projets 1, 2, 3, INFA (via F. MARQUART), 17 p. + 8 p.
- 1966 ?, Pour une sociologie de l'éducation des adultes, INFA (via F. MARQUART), 16 p.
- 1966, Projet de formation des maîtres du cycle terminal pratique, INFA (via G. BARBARY), 58 p.
- 1967, Formation des maîtres du cycle pratique - informations, INFA (via G. BARBARY), Fiches 20 p.
- 1968, Note sur l'action IUT, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1968, Le sens des difficultés d'établissement d'un fichier d'institutions d'éducation d'adultes, P. FRITSCH, INFA (via F. MARQUART), 5 p.
- 1968, Formation et entreprises. Notes préparatoires, M. MORIN, INFA (via F. MARQUART), 14 p.
- 1969, Sociologie de la formation dans l'entreprise (présentation), M. MORIN, INFA (via F. MARQUART), 2 p.
- 1969, Sociologie de la formation dans l'entreprise. Formation et perfectionnement à Air France. Rapport préliminaire, M. MORIN, INFA (via F. MARQUART), 27 p.
- 1969, Formation et perfectionnement à IBM. Le département éducation générale, INFA (via F. MARQUART), 29 p.

- 1969, Formation et perfectionnement à Air-France. Le psychiatre et l'entreprise, M. MORIN, INFA (via F. MARQUART), 13 p.
- 1969, Étude du service de documentation de l'INFA concernant les services de formation dans les entreprises, INFA (via F. MARQUART), 9 p.
- 1969, Sociologie de la formation dans l'entreprise, M. MORIN, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1969 ?, Le public des IPST, INFA (via F. MARQUART), 14 p.
- 1969 ?, Programme du séminaire de recherche sur le développement de l'Education Permanente, INFA (via F. MARQUART), 4 p.
- 1969, Note concernant les recherches de l'INFA sur la sociologie de la formation dans l'entreprise, INFA (via F. MARQUART), 13 p.
- 1969 ?, Résumé de la thèse de 3ème cycle de C. de MONTLIBERT (pourquoi s'inscrit-on au cours du soir ?), INFA (via CUCES), 21 p.
- 1969, Étude d'un organisme de perfectionnement de cadres (présentation), INFA (via F. MARQUART), 2 p.
- 1969, Étude des organismes de formation d'adultes d'après leur public (présentation), INFA (via F. MARQUART), 2 p.
- 1969 ?, Enquête auprès des personnes qui s'inscrivent en IPST (modèle de questionnaire), INFA (via F. MARQUART), 11 p.
- 1969, Pour une politique cohérente des séminaires et des colloques, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1969, Bibliothèque - Documentation. Problèmes de structure et de groupement des équipes, INFA-CUCES, J. M. BERBAIN (via R. CUQ), 3 P.
- 1969, Bibliothèque - Documentation. Orientations de l'INFA, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1969, Préparation des colloques généraux sur la formation des adultes, compte rendu de la réunion du comité de coordination du 16 mai 1969, INFA (via R. CUQ), 4 p.
- 1969, Projet INFA sur la formation de formateur. Réunion INFA/CUCES du 4/07/69, INFA (via F. MARQUART), 4 p.
- 1970, Projet de recherche à l'intention de la MGEN, INFA (via R. CUQ), 15 p.
- 1970, Liste des documents correspondant aux travaux sur le thème progrès, changement, formation, INFA (via R. CUQ), 5 p.
- 1970, Étude Air France. Bilan et perspectives, INFA (via F. MARQUART), 8 p.
- 1970, De l'utilisation des sciences humaines dans la formation, INFA (via F. MARQUART), 7 p.
- 1970, Sommaire détaillé de " Les élèves de la PST ", INFA (via F. MARQUART), 3 p.
- 1970, Recherche. Formation des militants syndicalistes. Note interne, R. VOROBIEFF, INFA (via F. MARQUART), 18 p.
- 1970, Description formelle du système de formation à la CGT-FO, R. VOROBIEFF, INFA (via F. MARQUART), 10 p.

- 1970, Note concernant la demande de l'EREP de l'académie de Paris (Liotard), INFA (via F. MARQUART), 6 p.
- 1970, Psychosociologie et management à IBM France. Notes d'enquête, INFA (via F. MARQUART), 24 p.
- 1970, Recherche. Sociologie et formation dans l'entreprise, M. MORIN, INFA (via F. MARQUART), 17 p.
- 1971, Revue Éducation permanente : bilan fin avril, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1971, Compte rendu des activités du SIDFA (octobre 70/avril 71), INFA (via R. CUQ), 14 p.
- 1971, Action Education Nationale, Compte rendu d'Activité pour le premier semestre 1971, INFA (via R. CUQ), 7 p.
- 1971, Équipe Pédagogie de l'objet technique, État d'avancement des travaux depuis janvier 71, INFA (via R. CUQ), 11 p.
- 1971, Équipe IUT - Compte rendu d'activité de janvier 1971 à mai 1971, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1972, Actions 1 à 49 (projets), INFA (via R. CUQ),
- 1972 ?, Liste des actions de recherche, INFA (via R. CUQ), 2 p.
- 1972, L'action sociale et l'économie familiale. Étude d'une nouvelle fonction, F. MARQUART, (+ courrier et divers problèmes avec la CNAF), INFA (via F. MARQUART), 45 + 35 p.

NOTES SUR LA PEDAGOGIE, DOCUMENTS PEDAGOGIQUES (270)

- 1969, Non directivité et pédagogie. Exposé de G. PALMADE, INFA (via CUCES), 35 p.
- 1970, Dossier : références /orientations significatives en pédagogie/ les groupes d'évolution/ attitudes et motivation des français à l'égard du changement, INFA (via R. CUQ), 3 p.
- 1970, Note de G. PALMADE à M. LESNE, INFA (via R. CUQ), 3 p.

REUNIONS EXTERNES, RELATIONS PARTENARIALES (280)

- 1972, Compte rendu de la réunion de travail du 19 janvier 1972 de la commission ministérielle chargée de l'étude des structures de la formation continue (4 documents), (via R. CUQ), 14 p.

PUBLICITE, PLAQUETTES (290)

- 1972 ?, Catalogue des documents INFA, INFA (via CUCES), 2 p.

ARTICLES DE QUOTIDIEN (600-5)

- 1962, Un institut de formation des adultes va être créé à Nancy, Le Monde, 2 juin 1962, 1 p.
- 1972, Le personnel de l'INFA proteste contre la situation matérielle de l'établissement, Le Monde 9/10 juillet 1972, 1 p.
- 1972, Dix ans après sa création, l'INFA sera remplacé par une agence pour l'éducation permanente, Le Monde, 9 Novembre 1972, 1 p.
- 1972, L'INFA sera remplacé par une agence pour l'éducation permanente, Le Monde, 9 nov. 1972, 2 p.
- 1972, On le savait malade : il paraît mort ! L'INFA liquidé par décision budgétaire ?, L'Est Républicain, 3 nov. 1972, 2 p.
- 1972, Différents articles sur la fin de l'INFA, Républicain Lorrain, 9 nov. 1972, 1 p.
- 1972, L'INFA risque d'être mangé par Paris, L'Est Républicain, 24 mai 1972 (via CUCES), 1 p.
- 1972, Les chercheurs stupéfaits... A l'heure où la formation continue est officialisée, l'INFA ferme ses portes, Le Républicain Lorrain, 3 nov. 1972 (via CUCES), 1 p.
- 1972, Une agence pour la formation permanente (une vive émotion à l'INFA), Le Figaro, 8 nov. 1972 (via CUCES), 1 p.

CUCES

TEXTES OFFICIELS (100)

- 1955, Arrêté du recteur de l'académie de Nancy (MAYER) : nomination de OLMER à la direction du CUCES (15/05/55), (via P. OLMER), 1 p.
- 1968, Arrêté du 31 décembre 1968 : Liste des unités d'enseignement et de recherche, BOEN n° 2 (9-1-69), p. 113-121
- 1969, Décret n° 69-62 du 20 janvier 1969 : Institut du travail et autres instituts, JO du 21 janvier 1969 (BO n° 5 du 30/01/69), pp. 339-340
- 1969, Arrêté du 12 juin 1969 : agrément des AUREFA, BOEN n° 25 (19-6-69), 2134-2135
- 1970, Décret n° 70-1216 du 23 décembre 1970 : Application de l'article 44 de la loi du 12 novembre 1968 et régime financier provisoire de certains établissements..., BOEN n° 50 (21-12-70), pp. 3489-3490
- 1971, Décret n° 71-370 du 12 mai 1971 : modification du décret du 20 janvier 1969 relatif aux instituts du travail et autres instituts, BOEN n° 21 (27-5-71), 1336-1337

RAPPORTS D'ACTIVITE ET DOCUMENTS D'AUTO-PRESENTATION (200)

- 1957, Rapport d'activité du CUCES, CA du 13 décembre (S 14), CUCES (via Archives départementales M & M), 17 p.
- 1958, Rapport d'activité du CUCES. CA du 12/12/58, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson¹), 15 p. + Tableaux
- 1959, Rapport d'activité du CUCES du 29 juin (S 21), CUCES (via Archives départementales M & M), 11 p.
- 1961, Rapport sur l'activité du centre pendant l'année scolaire 1960-1961, Compte rendu d'activité de l'université de Nancy, 60-61 (via F. BIRCK), 335-346
- 1963, Compte rendu d'activité 1962-1963, CUCES (via B. SCHWARTZ), 20 p.
- 1964, Compte rendu d'activité, CA du 13 février 1964, CUCES (via B. SCHWARTZ), 108 p.
- 1964, Compte rendu d'activité, A.G. du 4 décembre 1964, CUCES (via B. SCHWARTZ), 59 p.
- 1965, Compte rendu d'activité, CA du 7 décembre 1965, CUCES (via B. SCHWARTZ), 102 p.
- 1966, Compte rendu d'activité, CA du 26 novembre 1966, CUCES (via B. SCHWARTZ), 107 p.

¹ Les archives des sociétés St Gobain/Pont-à-Mousson à Blois ont été consultées sur les conseils de F. BIRCK, historienne, ARESLI, Archives départementales de Moselle

- 1966, Programme d'action et d'étude de l'ACUCES + Note à tous les permanents du CUCES (note d'accompagnement de M. DESHONS de 2 pages), CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 9 + 2 p.
- 1967, Compte rendu d'activité, CA décembre 1967, CUCES (via B. SCHWARTZ), 150 p.
- 1968, Compte rendu d'activité, CA décembre 1968, CUCES (via B. SCHWARTZ), 178 p.
- 1970, Compte rendu d'activité, CA janvier 1970, CUCES (via B. SCHWARTZ), 210 p.
- 1971, Compte rendu d'activité, CA janvier 1971,, CUCES (via B. SCHWARTZ), 216 p.
- 1972, Compte rendu d'activité, CA février 1972,, CUCES (via B. SCHWARTZ), 164 p.
- 1976, Activités 1975-1976, ACUCES (via G. BARBARY), dossier

INSTANCES OFFICIELLES (210) (CA, AG, Statuts, Budgets)

- 1955, Statuts CUCES et ACUCES, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 5 + 5 p.
- 1955, Rapport moral (pour l'AG de fin 1955), CUCES (via P. OLMER), 11 p.
- 1955, Compte rendu Bureau du 15 juillet (S 1), CUCES (via Archives départementales M & M), 11 p.
- 1955, CA du 28 octobre (S 2), CUCES (via Archives départementales M & M), 5 p.
- 1956, Bureau du CA du 22 nov. 1956 et propositions de statuts, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 4 + 5 p.
- 1956, CA du 27 janvier (S 3), CUCES (via Archives départementales M & M), 4 p.
- 1956, Bureau du 19 mars (S 4), CUCES (via Archives départementales M & M), 6 p.
- 1956, Bureau du 8 juin (S 5), CUCES (via Archives départementales M & M), 5 p.
- 1956, Bureau du 26 juillet (S 6), CUCES (via Archives départementales M & M), 4 p.
- 1956, Bureau du 22 novembre (complément) (S 7), CUCES (via Archives départementales M & M), 1 p.
- 1957, Lettre de MAYER au Préfet, création de l'association + récépissé JO du 13 mars 1957, CUCES (via CUCES), 2 p.
- 1957, CA du 13 février (S 8), CUCES (via Archives départementales M & M), 6 p.
- 1957, Bureau du 12 avril (S 9), CUCES (via Archives départementales M & M), 3 p.
- 1957, Bureau du 10 mai (S 10), CUCES (via Archives départementales M & M), 3 p.
- 1957, Ordre du jour CA du 11 juillet (S 11), CUCES (via Archives départementales M & M), 1 p.
- 1957, Bureau du 27 septembre 1957 (S 12), CUCES (via Archives départementales M & M), 7 p.
- 1957, CA du 13 décembre (S 13), CUCES (via Archives départementales M & M), 6 p.
- 1957, Membres du CA du CUCES en 1957, CUCES (via Archives Nationales)
- 1958, CA du 12/12/58, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 15 p. + Tableaux

- 1958, Bureau du 10 février (S 15), CUCES (via Archives départementales M & M), 6 p.
- 1958, CA du 13 juin (S 16), CUCES (via Archives départementales M & M), 5 p.
- 1958, Bureau du 31 octobre (S 17), CUCES (via Archives départementales M & M), 7 p.
- 1958, Ordre du jour du CA et de l'AG du 12 décembre + RA (S 18), CUCES (via Archives départementales M & M), 3 p.
- 1959, Rapport d'activité du CUCES. CA du 7/12/59, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 8 p.
- 1959, Bureau du 27 février (S 19), CUCES (via Archives départementales M & M), 4 p.
- 1959, Bureau du 29 mai (S 20), CUCES (via Archives départementales M & M), 8 p.
- 1959, CA du 29 juin (S 21), CUCES (via Archives départementales M & M), 4 p.
- 1959, Bureau du 4 novembre (S 22), CUCES (via Archives départementales M & M), 8 p.
- 1959, CA du 7 décembre + RA (S 23), CUCES (via Archives départementales M & M), 5 p.
- 1960, Bureau du 14 janvier (S 24), CUCES (via Archives départementales M & M), 7 p.
- 1960, Bureau du 24 mars (S 25), CUCES (via Archives départementales M & M), 11 p.
- 1960, Ordre du jour du Bureau du 31 mars (S 26), CUCES (via Archives départementales M & M), 1 p.
- 1960, Ordre du jour du Bureau du 23 mai (S 27), CUCES (via Archives départementales M & M), 1 p.
- 1960, Ordre du jour du CA du 2 décembre (S 28), CUCES (via Archives départementales M & M), 1 p.
- 1965, CA du 7 décembre 1965, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 6 p.
- 1965, CA du 25 mai 1965 (+ comptes de résultats 64), CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 5 + 2 p.
- 1966, CA du 29 nov. 1966 (+ résultats exercice 66), CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 6 + 2 p.
- 1966, Répartition des effectifs encadrement selon groupes Actions et Fonctions, Etat au 17 septembre 1966, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 3 p.
- 1966, Note à tous les permanents : composition de la commission de développement, des groupes A, B, C et de la commission audio-visuelle, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1966, Note sur les structures du CUCES, résultats des discussions de la commission « structures », CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 40 p.
- 1967, CA du 15 décembre 1967, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 4 p.
- 1967, CA du 9 juin 1967 + lettre B. SCHWARTZ à GRANDPIERRE, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 3 p.
- 1967, Communiqué des membres de la commission de développement : Note à tous les permanents du CUCES, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 1 p.

- 1968, CA du 13 décembre 1968, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 2 p.
- 1969, Convention Université/ACUCES + lettre d'accompagnement, Université Nancy (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 5 p.
- 1969, CA du 2 juillet 1969, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 9 p.
- 1969, Assemblée Générale du 27 mars 1969, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 8 p.
- 1970 ?, Note sur les problèmes actuels de financement de l'ACUCES, ACUCES (via M. DESHONS), 7 p.
- 1970, Convention B entre le Ministère de l'Education Nationale et l'ACUCES du 25 juin 1970 + annexe financière, ACUCES (via Archives Nationales), 3 p.
- 1970, Budget prévisionnel 1970. ACUCES, ACUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 1 p.
- 1973, Accord d'entreprise, ACUCES (via G. BARBARY), 40 aine p.
- 1973, Statuts de l'ACUCES (votés en 1968), ACUCES (via CUCES), 11 p.
- 1976, PV du CA, ACUCES (via G. BARBARY), 14 p.

AUTRES INSTANCES, AUTRES REUNIONS (220)

- 1962, Compte rendu de la réunion du 16 mai 1962 relative à l'organisation du CUCES (avec l'Enseignement technique), CUCES (via Archives Nationales), n. 2 p.
- 1965, Compte rendu des discussions des Prémontrés, avril 1965, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 14 p.
- 1966, Liste des questions qui seront inscrites à l'ordre du jour des prochaines réunions du groupe B, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1966, 1ère réunion du Groupe B, du 26 septembre 1966, notes manuscrites de JMC, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1966, DOSSIER : Séminaire INFA-CUCES du 8 au 12 février, dossier de préparation comprenant une note de M. DESHONS et de chaque équipe + notes manuscrites JMC, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), env. 30 p.
- 1967, Compte rendu de la réunion des responsables, CUCES (via A.M. PAGEL), 9 p.
- 1967, DOSSIER : La fonction formation (A. BERCOVITZ et P. CASPAR). Diverses notes de décembre 1966 à juin 1967, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 23 p.
- 1968, Notes manuscrites prises par A. M. PAGEL sur l'intervention du B. SCHWARTZ au cours de l'AG du personnel du 19 juillet 1968, (via A.M. PAGEL), 6 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion d'information INEFA-IREFA du 14 juin 1968 animée par B. SCHWARTZ, (via A.M. PAGEL), 5 P.

- 1968, A tous les permanents, note sur les travaux des différentes commissions, du 3 juillet, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1968, A tous les permanents du CUCES, note du comité de coordination pour les journées cogestion, du 24 juin 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 1 p.
- 1968, Séminaire sur le cogestion des 1 et 2 juillet 1968, programme, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1968, Compte rendu de la réunion du comité de coordination du 20 juin 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 1 p.
- 1968, Commission axes politiques du CUCES, rapport du 28 juin 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 9 p.
- 1968, Analyse de synthèse des différentes réunions d'équipe, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 5 p.
- 1968, Commission « Pratiques quotidienne de la cogestion », 10 juin 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1968, Commission Théorie de la co-gestion, réunions des 15 juin, 10 et 13 juillet 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 4 p.
- 1968, DOSSIER : Commission mixte INFA CUCES, réunions du 13 au 15 juin et du 19 juin 1968 + note sur le rattachement à l'Education Nationale et notes manuscrites JMC, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 14 p.
- 1968, Réunion de l'équipe SNS avec la direction du CUCES du 1er avril 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 8 p.
- 1971, Extrait du Compte rendu réunion du sous-comité pour le bassin houiller lorrain (sur les accords de 1970), CUCES (via M. DESHONS), pp. 10-13 sur 13 p.

COURRIER ET NOTES INTERNES (230)

- 1956, Lettre du Recteur MAYER au MEN (DES) : demande de subvention pour la section promotion du travail du CUCES, 17 mai 1956 (via Archives Nationales), n. 1 p.
- 1957, Lettre du Recteur MAYER au MEN (Dir. Enseignement technique) : renseignement sur le CUCES qui ne doit pas porter ombrage aux cours de PT de l'ENP, 10 mai 1957 (via Archives Nationales), n. 2 p.
- 1964, 3 lettres entre BS et PAM sur la disparition du CUCES à Pont-à-Mousson, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 3 p.
- 1966, Note de B. SCHWARTZ à tous les permanents du CUCES et de l'INFA du 8 septembre 1966 sur les problèmes de statuts des deux organismes, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 1 p.

- 1967, Note (au ministère) sur le système de crédit ou de points, CUCES (via M. DESHONS), 12 p.
- 1967, Lettre de ARNAUD à GRANDPIERRE sur le bâtiment de l'ACUCES, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 2 p.
- 1968, Note au personnel du CUCES : La loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de l'éducation des adultes et ses conséquences pour le CUCES et l'ACUCES, Note du 23 novembre 1968 (via A.M. PAGEL), 9 p.
- 1968, Note au personnel du CUCES : projet de modification des statuts de l'ACUCES et exposé des motifs, (via A.M. PAGEL), 10 p.
- 1968, Note de B. SCHWARTZ au personnel du CUCES et de l'INFA sur les manifestations organisées par le CUCES et l'INFA, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1968, Réflexions sur les objectifs de la formation, note du 22 juin 1968, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 4 p.
- 1968, Lettre du Préfet de la Région Lorraine au Président de l'ACUCES, CUCES (via L. TANGUY), 4 p.
- 1969, Note à l'intention de B. SCHWARTZ, CUCES (via M. DESHONS), 3 p.
- 1969, Éclaircissements sur les activités de l'ACUCES (lettre), réponse aux accusations, ACUCES (via M. DESHONS), 3 p.
- 1969, Note à l'attention du Président (E. Faure) sur les problèmes de recherche et de développement de l'éducation, (via M. DESHONS), 12 p.
- 1969, Document interne de travail : sur les conventions de formation, Note du 30 juillet 1969 (via A.M. PAGEL), 9 p.
- 1969, Note du 3 janvier 1969 à tous les permanents CUCES-INFA : observations demandées sur l'article de B. SCHWARTZ : Pour une éducation Permanente + projet d'article, (via A.M. PAGEL et via W. ROUX-MARCHAND), 75 p.
- 1971, Note aux membres du personnel, CUCES (via M. DESHONS), 14 p.
- 1971, Note aux cadres sur le lancement de la collection « Les cahiers du CUCES », ACUCES (via J.M. CHARRIAUX), 2 p.
- 1972, Note sur les contradictions des statuts ACUCES, ACUCES (via M. DESHONS), 3 p.
- 1972, Lettre du recteur à J.M. PECHENART, réunion du 09/01/73, (via J.M. PECHENART), 1 p.
- 1984, Lettre de G. FRIEDEL au Président de l'Université de Nancy 2 (sur l'histoire du CUCES), 3 p.

AUTRES ARCHIVES ET DOCUMENTS SYNDICAUX (240)

- 1956, Les étapes du perfectionnement, exposé de M. PREDSEIL le 29 sept. 1956, (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 4 p.

- 1966, Retour à l'école ? (Film), A. BERCOVITZ, J. DENEUVE, ORTF/CUCES/Dél. générale à la PS, 45 mn (via Paris X)
- 1968, Sténotypie d'une conférence de JMP à ANIF (Salzburg) (histoire du CUCES de 54 à 68), Salzburger Gespräche Volkshochschulverband (via J.M. PECHENART), 12 p.
- 1968, Note aux adhérents CGT CUCES-INFA : convocation à la réunion du 4 novembre 1968 et liste des adhérents CGT CUCES INFA, (via A.M. PAGEL), 4 p.
- 1968, Reprise du travail au CUCES. Note du 7 juin 1968 (date de reprise des cours), (via A.M. PAGEL), 1 p.
- 1968, Projet de motion : pourquoi le personnel du CUCES a voté la grève + note du 22 mai sur décision du 20 mai de grève illimitée, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1968-69, Les chefs sont-ils cannibales ? (2 ex), (via A. BERCOVITZ, et P. HUMBERTJEAN), 2 p.
- 1969, Sténotypie d'une conférence de JMP à ANIF (Salzburg) (sur l'avenir de l'Education Permanente), Salzburger Gespräche Volkshochschulverband (via J.M. PECHENART), 25 p.
- 1969, Liste des candidats aux élections des Délégués du personnel du 18 décembre 1969, note signée de M. DESHONS, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1970, L'Assemblée du personnel à la Direction du CUCES : mécontentement sur la situation générale dans l'organisme, note du 30 avril 1970, (via A.M. PAGEL), 4 p.
- 1970, Contre l'insécurité de l'emploi, battons-nous ! Tract CFDT-CGT pour l'Assemblée Générale du personnel du CUCES du mercredi 29 avril 1970, (via A.M. PAGEL), 3 p.
- 1971, Sténotypie d'une conférence de JMP à ANIF (Salzburg) (Note sur la formation générale dans les cours de PS), Salzburger Gespräche Volkshochschulverband (via J.M. PECHENART), 20 p.
- 1971, Lettre du Secrétaire Général de l'UD-CGT à M. le Président du CUCES : demande d'informations suite à la grève du personnel, (via A.M. PAGEL), 1 p.
- 1971, La grève au CUCES (2-3-4 mars 1971). Revue de Presse CFDT-CGT, (via A.M. PAGEL), 8 p.
- 1971, Arrêtons la magouille permanente au CUCES, tract du 29 janvier 1971, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1971, Communiqué du personnel du CUCES en grève au Conseil d'Administration, daté du 3 mars 1971, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1971, Avant la réunion d'information de vendredi 30 avril, tract CFDT-CGT, (via A.M. PAGEL), 2 p.
- 1972, Position intersyndicale des sections CGT-CFDT concernant l'avenir de l'ACUCES, tract du 29 mai 1972, (via A.M. PAGEL), 1 p.

- 1972, Bulletin édité par la cellule Henri WALLON (ACUCES) du Parti Communiste Français, section de Nancy, Fédération de M.-et-M. sud, n° 3, juin 1972 (via A.M. PAGEL), 6 p.
- 1972, Notes Manuscrites de A.M. PAGEL prises au cours de la réunion du 24 janvier 1972 au cours de laquelle B. SCHWARTZ annonce son départ, (via A.M. PAGEL), 11 p.
- 1974, Texte intégral des déclarations faites par les représentants des syndicats CGT-CFDT de l'ACUCES au cours de la conférence de presse du 8 avril 1974 + articles presse, (via A.M. PAGEL), 14 p.
- 1974, Programme des 13-14-15 novembre 1974 : XX^e anniversaire de l'ACUCES, 1 p.
- 1975 ?, CUCES-ACUCES. Nous attirons votre attention sur la confusion... (données historiques), CUCES (via CUCES), 10 p. et schéma
- 1984, Formation continue et mutations régionales, 30^{ème} anniversaire du CUCES, CUCES, 75 p.

TEXTES FONDATEURS, PROJETS, ORIENTATIONS (250)

- 1954, Extraits de l'Allocution du recteur Capelle, FL d'après sources diverses, 2 p.
- 1960, Le Centre Universitaire de Coopération Économique et Sociale, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson. Existe aussi aux Archives Nationales), 19 p.
- 1961, CUCES. Département Éducation Permanente, CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson - existe aussi aux Archives Nationales), 35 p.
- 1962, Projet pour une éducation permanente dans l'industrie, Département éducation permanente, CUCES (via G. BARBARY), 11 p.
- 1962, Quelques idées sur le DEST, CUCES (via C. GRIFFATON), 7 p.
- 1964, L'éducation permanente, CUCES (via G. BARBARY), 25 p.
- 1967, Note sur les objectifs généraux de l'organisme et règles de fonctionnement + organigramme au 15/10/1967, CUCES (via J.M. CHARRIAUX), 10 p.
- 1968, Projet de développement de l'éducation des adultes + schémas, CUCES (via M. DESHONS, G. BARBARY, A.M. PAGEL, W. ROUX-MARCHAND), 18 p.
- 1968, Pourquoi implanter une organisation, un système d'éducation des adultes ? (INEFA-IREFA), CUCES (via A.M. PAGEL et W. ROUX-MARCHAND), 22 p.
- 1968, Schéma sur les AUREFA (missions et financements) diffusé dans une note au personnel, (via A.M. PAGEL et W. ROUX-MARCHAND), 2 p.
- 1968, Note sur la création d'un système d'éducation des adultes disposant d'une instance nationale (CN) et d'instances régionales (CR), CUCES (via W. ROUX-MARCHAND), 19 p.
- 1970 ?, L'éducation continue des adultes, (via M. DESHONS), 37 p.

1972, Rapport sur les objectifs possibles du CUCES au sein de l'ensemble universitaire de Nancy, C. GAGNY (CPST-PIC, 24 octobre 1972 (via C. GAGNY), 10 p.

PROJETS ET COMPTES RENDUS : ACTIONS SPECIFIQUES (260)

1961, Séjour USA - Mars-Avril 1961, B. SCHWARTZ, CUCES (via B. SCHWARTZ), 30 p.

1963, Note sur les cours de PST à Pont-à-Mousson (historique de 1959 à 1963), CUCES (via Archives Sté Pont-à-Mousson), 3 p.

1965, Note au sujet de la création d'une école de PST, CUCES (via M. DESHONS), 6 p.

1967?, Quelques problèmes posés par la recherche et l'action en pédagogie des adultes, CUCES/INFA, J. MIGNE (via M. DESHONS), 10 p.

1968, Rapport d'activité (extrait) : Action dans le bassin ferrifère, CUCES (via CUCES), env. 30 p.

1968, Notes d'A.M. PAGEL prises au cours de la conférence de M. B. SCHWARTZ à partir de différentes expériences du CUCES et en particulier l'Expérience du bassin ferrifère de Briey, (via A.M. PAGEL), 5 p.

1968, Les expériences du CUCES en matière d'enseignement téléguidé, (via A.M. PAGEL), 4 p.

1968, Projet de création d'un centre régional d'éducation et de formation d'adultes, note au Comité régional de la FP, de la PS et de l'emploi des Pays de Loire, A. BERCOVITZ, nov. 1968, CUCES (via A. BERCOVITZ), 11 p.

1968-1969, DOSSIER : Projet Nancy (équipe : EGG, GIRARD, HUMBERTJEAN, LAROCHE, MARQUART, DESHONS, SCHEFFKNECHT), INFA (via F. MARQUART), env. 150 p.

1969, A propos de la création d'une AUREFA dans les Pays de la Loire, note du 2 juillet 1969, A. BERCOVITZ, CUCES (via A. BERCOVITZ), 21 p.

1970 ?, Projet formation Ford, CUCES (via M. DESHONS), 4 p.

1970, Formation ou néo-colonisation ? Intervention socianalytique au CUCES de R. LOUREAU, CR d'intervention des 9-10-11 juin 1970 (via W. ROUX-MARCHAND), 10 p.

1971, Projet de mise en place d'un système de formation de formateur, CUCES (via M. DESHONS), 16 p.

NOTES SUR LA PEDAGOGIE, DOCUMENTS PEDAGOGIQUES (270)

1968, A propos de la formation générale, CUCES (via M. DESHONS), 13 p.

1970, Éléments d'introduction à la pratique pédagogique. Formation de formateurs, Projet, CUCES-GIRED (via M. DESHONS), 30aine p.

- 1970, L'adulte en situation de formation, note de J.-J. SCHEFFKNECHT, 1970, 18 p. (via J.-J. SCHEFFKNECHT)
- 1971, Les contenus des unités de formation de formateur, CUCES (via M. DESHONS), 16 p.
- 1972, La formation de formateurs dans des actions intégrées, ACUCES (via M. DESHONS), 2 p.
- 1972 ?, L'adulte en situation de formation, quelques caractéristiques, ACUCES, 7 p.
- 1973, L'addition et la soustraction, méthode Télé-groupe ACUCES, (via R. CROGUENOC), 5 p.
- 1975, Pneumatique, limitation de vitesse, méthode Télé-groupe, ACUCES (via M. HAUTENAUE), 20aine p.

REUNIONS EXTERNES, RELATIONS PARTENARIALES (280)

- 1954, Séances du 12 janvier 1954 et du 9 mars 1954 à la Chambre de commerce de Nancy (extraits sur le CUCES), CC Nancy (via Chambre de Commerce de Nancy), 4 p.
- 1966, Structures d'un centre de recherche pédagogique (note de J.-J. SCHEFFKNECHT et M. LESNE remise au colloque de Caen), (via J.M. CHARRIAUX), 8 p.

PUBLICITE, PLAQUETTES (290)

- 1959, Calendrier des sessions des cycles de perfectionnement 1959-1960, CUCES (via Archives départementales M & M), 39 p.
- 1969, Bulletin d'information de l'action collective d'éducation permanente, CUCES (via C. GRIFFATON), 4 p.
- 1970, Brochure Formation permanente (dans le bassin ferrifère), CUCES (via Bibliothèque Municipale de Nancy), 47 p.
- 1970, Pourquoi la formation permanente (action collective dans le bassin ferrifère lorrain) : plaquette (avis des syndicats), CUCES (via C. GRIFFATON), 5 p.
- 1972, Le CUCES (plaquette), CUCES (via G. BARBARY), 8 fiches
- 1974, ACUCES (4 pages A3 de présentation), ACUCES (via G. BARBARY), 4 p.
- 1976, ACUCES : présentation sommaire, ACUCES (via CUCES), 8 p.
- 1977 ?, plaquette de publicité pour les programmes télé-groupes, ACUCES, (via M. HAUTENAUE)
- 1994, CUCES Universités. Programme 94/95, CUCES, Dossier

ARTICLES DE QUOTIDIEN (600-5)

- 1956, Le CUCES décide de créer des cours de promotion du travail, *Le Républicain Lorrain* du 11 fév. 56 (via P. OLMER), 1 p.
- 1956, Le CUCES crée une section de promotion du travail, *L'Est-Républicain* du 11 fév. 56 (via P. OLMER), 1 p.
- 1960, MM Debré et Joxe ont inauguré les nouveaux locaux de l'Ecole des Mines de Nancy, *Le Monde*, 28 juin 1960, 1 p.
- 1965, Le CUCES, c'est l'histoire d'une grande espérance d'homme : s'élever pour mieux aimer la vie qu'on a choisie, *L'Est Républicain* (?) mai, 2 p.
- 1966, La seconde journée nancéienne de M. HABIB-DELONCLE a été consacrée..., *Le Républicain Lorrain* 23 mars 1966 (via P. HUMBERTJEAN), 1 p.
- 1968, Une expérience de formation des mineurs de fer de Briey. L'éducation des adultes doit s'appuyer sur les préoccupations concrètes des intéressés, *Le Monde*, 23 janvier 1968, 1 p.
- 1968, But des expériences du CUCES : porter l'université dans les milieux vivants, *L'Est Républicain* (?), 1 p.
- 1972, L'ACUCES au service de la promotion professionnelle et sociale des travailleurs... mais des grands-mères y viennent aussi pour s'initier aux maths modernes, *L'Est Républicain*, 7 août 1972, 1 p.
- 1972, L'ACUCES est à votre service, *Le Républicain Lorrain*, 30 sept. 1972 (via CUCES), 1 p.
- 1974, On vide l'ACUCES de son contenu dénoncent les syndicats, *L'Est Républicain* du 09 avril 1974, 1 p.
- 1974, Privatisation ou disparition de l'ACUCES ? Les syndicats s'émeuvent, *Le Républicain Lorrain* du 09 avril 1974, 1 p.
- 1984, Pour les 30 ans du CUCES, B. SCHWARTZ-J. CHEREQUE : du tout terrain pour la Lorraine, *L'Est Républicain ou Le Républicain Lorrain* (?) 22 juin 1984, 1 p.

AUTRES ARTICLES (600-6)

- 1969, Nouvelles tendances dans l'éducation des adultes en France (3e voie entre FPA et éducation pop. ; savoirs), J. M. PECHENART, Internationales Jalerbuch der Erwachsenenbildung (via J.M. PECHENART), 115-138
- 1970, Les lorrains sont retournés à l'école, Marie Claire ? (via J.M. PECHENART), 25-28
- 1983, Une page de la formation des adultes : Heurts et malheurs de L'école de Nancy, Article daté de mai 1983 de W. ROUX-MARCHAND prévu pour la revue Education Permanente, non publié, 9 p.

DOCUMENTS PRODUITS, COMPTES RENDUS D'ETUDES (300)

- 1961, DOSSIER : Analyse des besoins en formation (méthode Denis-Bercovitz), CUCES (via A. BERCOVITZ), env. 60 p.
- 1963, L'Education permanente à l'OCP, résultat de l'enquête préliminaire à une intervention, CUCES (Via A. BERCOVITZ), 12 p.
- 1964, Quelques problèmes posés par l'intervention. Extrait de l'éducation permanente à l'OCP, A. BERCOVITZ, CUCES (Via A. BERCOVITZ), 13 p.
- 1964, Etude des besoins en formation (version simplifiée), A. BERCOVITZ, CUCES - OCP (via A. BERCOVITZ), env. 30 p.
- 1965, De l'Hôtel-Dieu à l'Assistance Publique, CUCES (Via A. BERCOVITZ), 15 p.
- 1966, Rôles du formateur d'adultes, G. LAJOINIE, CUCES, 10 p.
- 1967 ?, Formation collective : réalité d'un mythe ou mythe d'une réalité ?, CUCES (via G. BARBARY), 13 p.
- 1968-1969, Journal de bord, CUCES, 109 p.
- 1969, Réflexions sur un atelier de formation générale, A. COLLOT, H. DESBROUSSES, CUCES, 78 p.
- 1969, Journées d'étude des formateurs, dimanche 2 mars 1969, centre culturel des Prémontrés à Pont-à-Mousson, CUCES (via M. DESHONS), 46 p.
- 1969, Action de formation dans le bassin ferrifère : Etude sur le public inscrit à la formation à la suite d'une campagne de publicité - mai 1968, CUCES (via C. GRIFFATON), 21 p.
- 1970, Formation collective et éducation permanente. Note sur l'Etude prospective réalisée dans le cadre de Europe 2000, CUCES (via W. ROUX-MARCHAND), 18 p.
- 1972, Un système d'unités capitalisables, Les cahiers du CUCES n° 3, avril 1972 (via G. BARBARY), 40 aine p.
- 1972, L'analyse des besoins en formation au CUCES et à l'INFA, présentation textes et résumés rassemblés par W. ROUX-MARCHAND, ACUCES (via R. CROGUENOC), env. 80 p.

ANNEXE 1-2

LISTE DES ENTRETIENS

NOM	Date	Enregistré
- SCHWARTZ Bertrand	30/11/94	Non
	22/11/95	Oui
	23/05/96	Oui
	3	
- BOURDONCLE Raymond (INFA)	16/06/95	Oui
- COLLOT Andrée (INFA)	27/03/97	Oui
- CUQ Robert (INFA)	15/02/95	Non
- FREICHE Janine (INFA)	10/01/97	Oui
- HIGELE Pierre (INFA)	22/06/95	Oui
- LESNE Marcel (INFA)	08/02/95	Non
	27/02/97	Oui
- MALGLAIVE Gérard (INFA)	17/12/96	Oui
- MARQUART François (INFA)	20/06/95	Oui
- MIGNE Jean (INFA)	10/10/97 (Tél.)	Oui
- MONTLIBERT Christian de (INFA)	01/10/97 (Tél.)	Oui
- PALMADE Guy (INFA)	28/06/96	Oui
- RANJARD Patrice (INFA)	27/10/95	Oui
- ROUSSEL Marie-Pierre (INFA)	10/02/97	Oui
- THESMAR Claude (INFA)	23/02/95	Non
- VOROBIEFF Roland (INFA)	21/06/95	Oui
	16	
- BARBARY Gérard (CUCES)	14/05/96	Oui
- BERCOVITZ Alain (CUCES)	24/10/95	Oui
- BOLO Paule (CUCES)	12/10/95	Oui
- CASPAR Pierre (CUCES)	20/11/95	Oui
- CROGUENOC Ronan (CUCES)	02/07/97	Non
- DENIS Gisèle (CUCES)	24/10/95	Oui
- DESHONS Michel (CUCES)	13/10/95	Oui
	(3 heures)	
- EGG Georges (CUCES)	13/11/95	Oui

- ELIE Alain (CUCES)	13/03/97	Oui
- GRIFFATON Christian (CUCES)	27/01/97	Oui
- HAUTENAUVE Michel (CUCES)	11/09/97	Oui
- HUMBERTJEAN Pierre (CUCES)	21/06/95	Oui
- JOBERT Guy (CUCES)	15/11/95	Oui
- LAJOINIE Guy (CUCES)	25/10/95	Oui
- MEIGNANT Alain (CUCES)	31/10/95	Oui
- MIROGLIO Isabelle (CUCES)	13/10/97	Non
- PECHENART Jean-Marie (CUCES)	05/10/95	Oui
- POIMBOEUF Jean-Claude (CUCES)	31/01/97	Oui
- ROUX-MARCHAND Wilfried (CUCES)	14/04/97	Non
- SCHEFFKNECHT Jean-Joseph (CUCES)	27/03/95 08/11/95	Non Oui
- GAGNY Claude (CUCES/CPST-PIC)	27/03/97	Oui
- OLMER Philippe (Début CUCES)	09/11/95	Oui
	23	
- CHOSSON Jean-François (EXT)	29/01/97	Oui
- DAVID Marcel (EXT.)	04/06/96	Oui
- DUMAZEDIER Joffre (EXT.)	05/06/96	Oui
- FERRY Gilles (EXT.)	21/05/96	Oui
- LIETARD Bernard (EXT.)	26/06/96	Oui
- VATIER Raymond (EXT.)	06/11/95	Oui
	6	
TOTAL	48	

De nombreux autres contacts ont été pris par téléphone, notamment à l'occasion de recherche documentaire. Parmi ceux-ci il convient de noter une aide particulièrement importante de deux personnes : Jean-Marie CHARRIAUX et Anne-Marie PAGEL, tous deux ex-cadres du CUCES.

Par ailleurs d'autres personnes ont été sollicitées sur des sujets divers : J. CLAUDEL, directeur actuel du CUCES (sur le CUCES-Universités), C. DESVE (sur l'ADEP), J.L. FERRAND (sur l'ACUCES, période 1973-1982), G. MLEKUZ (sur le CUEP et ses liens avec le CUCES), R. LICK (sur le CESI), Y. PALAZZESCHI (sur l'histoire de la formation).

GUIDES D'ENTRETIEN

1. Guide pour les entretiens auprès d'anciens cadres de l'INFA ou du CUCES

1ère partie

Analyse de l'expérience de Nancy

- 11 - Selon vous, qu'est-ce qui a été vraiment novateur dans l'expérience de Nancy ?
- 12 - Qu'est-ce qui s'est joué en 1968 ?
- 13 - Que reste-t-il de cette expérience aujourd'hui ? L'expérience a-t-elle produit des effets secondaires ou imprévus ?

2ème partie

- 21 - Comment s'est effectué votre recrutement et quels ont été, selon vous, les critères de votre sélection ?
- 22 - Quels obstacles ou difficultés avez-vous rencontrés ? (quelles sont les idées qui ont eu le plus de mal à passer et auprès de qui ?)

3ème partie

31. Intégration dans l'équipe

- 311. Quelles fonctions occupiez-vous avant d'intégrer le CUCES (l'INFA) ? Quel avait été votre parcours ?
- 312. Que représentait alors pour vous l'éducation des adultes ?
- 313. A quelle date avez-vous été recruté(e) ?
- 314. Quelles fonctions exerciez-vous ?
- 315. Avez-vous reçu, à votre arrivée, une formation (interne ou externe) et si oui, quel était son contenu ?

32. Parcours

321. Quels étaient vos principaux interlocuteurs internes et externes ?

322. Quels ont été vos principaux motifs de satisfaction et de mécontentement dans cet emploi ?

33. Conditions de départ

331. A quelle date avez-vous quitté le CUCES (l'INFA) ? Pour prendre quelles fonctions ?

332. Qu'est-ce qui a motivé votre départ ?

333. Avez-vous gardé des contacts avec le CUCES (les ex-collègues) après votre départ ?

334. Pouvez-vous détailler succinctement votre parcours professionnel depuis votre départ ?

34. Année de naissance

2. Guide pour les entretiens auprès de témoins extérieurs

01 : Comment avez-vous été amené à connaître le "Complexe de Nancy" ?

02 : Quelle image en aviez-vous à l'époque ?

Analyse de l'expérience de Nancy

- 11 - Selon vous, qu'est-ce qui a été vraiment novateur dans l'expérience de Nancy ?

- 12 - Que reste-t-il de cette expérience aujourd'hui ?

- 13 - L'expérience a-t-elle produit des effets secondaires ou imprévus ?

TROIS COURRIERS

Françoise F. LAOT
45 rue des Boulets
75011 PARIS

Paris, le 19 janvier 1995

(Aux anciens cadres du
CUCES ou de l'INFA)

M ,

En doctorat de sciences de l'éducation à Paris X - Nanterre, je commence une thèse sous la direction de Jacky BEILLEROT, sur l'histoire de l'éducation des adultes durant la période 1946-1971, soit de l'après-guerre à la loi sur la formation professionnelle continue.

Je m'intéresserai plus particulièrement aux trois institutions qui ont constitué le « complexe de Nancy » : le CUCES, l'ACUCES et l'INFA.

Je cherche dans un premier temps à rassembler le maximum d'écrits portant sur ces trois institutions. Aussi, vous serais-je très reconnaissante, si vous étiez en possession d'archives concernant cette période (jusqu'à 1973), de me les prêter, afin que je puisse en faire des photocopies. Je prendrai le plus grand soin des documents qui me seront confiés et les renverrai dans les meilleurs délais.

Dans un deuxième temps, si vous en étiez d'accord, je demanderais à vous rencontrer, afin d'approfondir les informations recueillies.

Vous remerciant vivement de l'aide que vous pourrez m'accorder, je vous prie de recevoir, M , l'expression de mes meilleures salutations.

BLOIS, 1^e 7 JUILLET 1995

Madame Françoise LAOT
5, Rue des Boulets
75011 PARIS

N/Réf. JP/sd n° 2 456

Madame,

Comme vous le pensiez nous avons quelques dossiers fort minces concernant le CUCES et l'ACUCES. Je vous en joins une liste sommaire.

En revanche nous n'avons aucun document concernant spécifiquement l'INFA.

Bien entendu, vous pouvez consulter ces dossiers sur place. Il suffit de nous prévenir quelques jours avant votre venue pour que nous puissions vous accueillir.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

N° 45 983/B - CUCES et ACUCES

- Statuts	1955
- Réunions du Conseil d'administration	1956-1969
- P.V. Assemblée Générale	27/03/69
- Notes et correspondance avec PAM	1956-1970

Le Directeur,

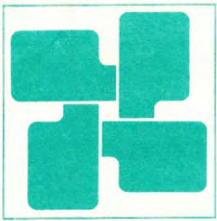


Jacques PORTEVIN

N° 98 300/B - CUCES

- Notes de PAM sur les stages de formation du CUCES	1961-1964
- Problèmes de formation et de recrutement : rapports d'activité - programmes	1958-1963

Tél.: 54 57 35 30 - Fax 54 57 35 35 (Annexes) 33



DIRECTION ADJOINTE RETRAITE

CTDS - GV/SC 93/96

Nancy, le 16 Octobre 1996

Affaire suivie par
Gina VERCELLI
☎ 83 34 49 33

Monsieur Jacky BEILLEROT
Professeur -
Sciences de l'Education
3, Bis Avenue Pasteur

92170 VANVES

CRAM
NORD-EST



Monsieur,

Votre correspondance par laquelle vous sollicitez une consultation des archives détenues par la Cram du Nord-Est a retenu toute mon attention.

Vous souhaitez dans le cadre d'une recherche historique consulter les documents détenus par la Cram du Nord-Est et relatifs au personnel des CUCES, ACUCES et INFA.

Je vous informe que les organismes de sécurité sociale sont tenus au respect du secret professionnel. Cette notion recouvre tout renseignement dont les caisses ont connaissance dans l'accomplissement de leur mission. Il s'agit notamment des informations relatives à la situation familiale, sociale ou médicale (état civil, domicile ou résidence, identification de l'employeur, ressources, nature et montant des prestations, état de santé, etc...).

Cette obligation peut être levée soit, dans le but de protéger une victime de violences psychiques ou physiques, soit à l'expiration d'un délai minimum entre la constitution de l'archive et sa divulgation au public.

Or, l'article 7 alinéa 2 de la loi n° 79-18 du 3 Janvier 1979 sur les archives porte à 120 ans à compter de la date de naissance le délai au delà duquel les dossier de personnel peuvent être consultés.

Le respect de ces textes ne me permet donc pas d'accéder favorablement à votre demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Directeur Adjoint,

Yves BATON



FICHES ACTIONS

CUCES-ACUCES/INFA

Fiches action par action

A - Enseignements et formations individuelles	38
I-A/1 Information économique et sociale	39
I-A/2 Perfectionnement des ingénieurs et cadres	40
I-A/3 Promotion du travail, puis promotion sociale	47
I-A/4 Cycle Maîtrise	70
B - Interventions dans les entreprises	73
I-B/1 Intervention à la Société des Automobiles Peugeot (SAP)	74
I-B/2 Intervention à l'Office Chérifien des Phosphates (OCP)	76
I-B/3 Intervention aux Ciments Lafarge	78
I-B/4 Intervention à l'Assistance Publique	80
I-B/5 Intervention aux Houillères du Nord	82
I-B/6 Intervention auprès de la Société Nationale de Sidérurgie (SNS)	83
I-B/6b Intervention auprès du Ministère du Travail et des Affaires Sociales Algérien	87
I-B/7 Intervention aux Forges de Strasbourg	88
I-B/8 Action au Laboratoire de Marcoussis	90
I-B/9 Action à la société SOVIREL	92
I-B/10 Autres interventions en entreprises à partir de 1970	94
C - Actions collectives	100
I-C/1 Action collective dans le bassin de Briey (bassin ferrifère)	101
I-C/2 Action collective dans le bassin houiller (Forbach-Merlebach)	104
I-C/3 Action collective dans la vallée de Senones (Vosges)	106
I-C/4 Action collective dans la région d'Alès	107
I-C/5 Autres actions collectives (conseil, aide méthodologique)	108
D - Autres actions	109
I-D/1 Action Agricole	110
I-D/2 Formation d'ouvriers d'entretien	111
I-D/3 Perfectionnement de responsables de centres sociaux	112
I-D/4 Diverses actions de formation en direction d'enseignants, de formateurs ou d'éducateurs (quelques exemples)	113
I-D/5 Formation de formateurs	116
E - Services et études	119
I-E/01 Service Audio-visuel	120
I-E/02 Relations internationales	124
I-E/03 Les différents groupes d'intervention (GIRED, GPS, GIO)	126
I-E/1 Etudes	129

II – INFA

A - Information - Documentation - Rencontres (Colloques)	136
II-A/1 Fichier des organismes de formation d'adultes	137
II-A/2 Service de documentation sur la formation des adultes	138
II-A/3 Action IUT	140
II-A/4 Colloque Formation	144
II-A/5 Revue Education Permanente	148
II-A/6 Autres publications	152
B - Formation de formateurs	156
II-B/1 Formation des maîtres du cycle terminal pratique	157
II-B/2 Formation des animateurs des C.I.F.F.A.	162
II-B/3 Autres actions de formation de formateurs	165
C – Recherches	168

I - CUCES

A - Enseignements et formations individuelles

I-A/1

ACTION : Information économique et sociale

Date de démarrage : 1954

Responsable(s) : Divers intervenants

L'information économique et sociale s'adresse aux élèves ingénieurs des grandes écoles de Nancy. Il s'agit de cours d'initiation à l'économie générale et financière, à l'organisation du travail, à la simplification du travail, à la législation du travail et de conférences sur les relations humaines.

Ce sont des chefs d'entreprise qui ont en charge la formation économique. La simplification du travail est abordée sous forme de "conférences-discussions", qui s'adressent à des petits groupes et s'appuient sur la projection de films et sur l'étude détaillée de postes de travail. La question de la formation aux relations humaines, quant à elle, est confiée à trois animateurs : Georges LAMIRANT, directeur du groupe Sigma au Maroc, André CONQUET, président directeur général des Ateliers-Ecoles d'orientation professionnelle et d'apprentissage de la Chambre de commerce de Paris et Guy LAJOINIE, de la COFROR, qui se charge plus spécialement de la discussion des cas.

Les intervenants du CUCES sont pour la plupart déjà plus ou moins impliqués dans l'encadrement d'enseignements à l'école des Mines de Nancy.

Les programmes sont proposés aux directeurs des grandes écoles. Ceux-ci acceptent, avec une conviction très variable suivant les personnalités. Cependant, cela ne leur coûte rien et relève plus de la sensibilisation que de la formation véritable. L'action ne représente en effet que quelques séances disséminées pour les élèves de troisième année. Ce seront les élèves eux-mêmes qui interviendront auprès de la direction de leur école pour demander que le crédit d'heures consacré à ces matières soit augmenté. Pourtant le CUCES souhaite dès le début limiter son ambition dans ce domaine. Il veut en effet jouer le rôle de promoteur d'idées.

L'information économique et sociale est étendue par la suite aux élèves en première et deuxième année, puis, en 1957, les interventions sont bloquées sur une semaine de six jours complets en internat. Cette formule qualifiée alors de "révolutionnaire" ne concerne en fait que les élèves de deux grandes écoles (ENS Electricité et Mécanique et ENS Industrie Chimique).

A l'arrivée de Bertrand SCHWARTZ en 1960, cette action, jugée trop superficielle, sera purement et simplement abandonnée sans que quiconque y trouve à redire.

I-A/2

ACTION : Perfectionnement des ingénieurs et cadres

Date de démarrage : 1954

Responsable(s) : M. DESHONS, puis G. EGG, puis P. CASPAR, puis M. CLEMENCIN

1) 1954-1959 : le perfectionnement des ingénieurs et cadres est de loin l'activité la plus importante du CUCES

En 1954, l'objectif du perfectionnement des ingénieurs et cadres est d'offrir aux auditeurs les moyens de recenser les problèmes qui se posent dans l'organisation et la gestion des entreprises. Il répond à une nécessité car il est devenu illusoire de croire que la formation peut s'arrêter à la sortie des grandes écoles.

Des cours sont proposés sous forme de cycles en dehors du temps de travail, le plus souvent le vendredi soir ou le samedi matin. Ils font appel au volontariat. Ces cycles sont organisés parfois à la demande de patrons mais le plus souvent à la demande des ingénieurs eux-mêmes (comme à Belfort par exemple où l'initiative vient de l'AIRBM, - association des ingénieurs de la région de Belfort-Monbéliard). Des conférenciers de renom (industriels, experts, administrateurs civils, mais peu d'universitaires) viennent de Nancy, de Paris, ou d'ailleurs, rencontrer des petits groupes de 15 à 25 personnes en fonction des contenus à des horaires peu attractifs et dans des conditions parfois difficiles. Ceci confère aux acteurs de l'action une figure de pionnier.

Les cycles démarrent dès 1954 à Nancy, mais très vite l'action s'étend à Belfort (1955), Metz (1956), Longwy (1959).

Dès le début, le perfectionnement des ingénieurs et cadres est fondé sur le souci d'analyser la demande et non pas de plaquer une offre de formation. En 1955, par exemple, des questionnaires sont adressés aux auditeurs pour connaître leurs souhaits en matière de contenus des cycles. Cette pratique est peu courante à l'époque...

En 1956 à Nancy, sept cycles sont organisés sur des thèmes divers pour 250 inscrits (organisation générale de l'entreprise, gestion financière, fonction commerciale, relations humaines, problèmes sociaux de l'entreprise, problèmes juridiques des affaires...)

Très vite, les cycles de perfectionnement connaissent un vif succès et le nombre d'inscrits ne cesse d'augmenter (70 inscrits la première année, 711 à la fin de 1959). La méthode de cas, alors très à la mode, est largement utilisée. Les premières expériences de dynamique des groupes sont également menées dans ce cadre. Ingénieurs et industriels leur portent un réel intérêt et le CUCES a parfois du mal à faire face à la demande.

2) 1960 - 1968 : extension et diversification de l'action

a) 1960 : une action à poursuivre et à améliorer

Au moment de la réorientation du CUCES à l'arrivée de B. SCHWARTZ en 1960, le perfectionnement des ingénieurs et cadres est reconnu comme une action répondant aux préoccupations et aux besoins des entreprises et donc appelée à se développer encore. Il est décidé de multiplier les contacts à la fois avec les ingénieurs et cadres et avec les directions d'entreprises afin d'améliorer les enseignements (contenus, matériels et méthodes, exploitation, ...) et de mieux prévoir les besoins à venir. L'autonomisation des groupes est recherchée. Ainsi, il est prévu que certains groupes pourvoient à leur organisation matérielle. La couverture géographique des cycles continue de s'étendre à Epinal (1961). En 1962, des cycles sont également organisés pour un public marocain, à la demande de l'Association Nationale des Ingénieurs des Mines Marocaines, avec des cycles organisés en Lorraine et au Maroc et des "cours par correspondance".

b) 1962 : une organisation consolidée

A partir de 1962, un permanent est spécialement affecté à la responsabilité du Département Ingénieurs et Cadres (G. EGG), ce qui améliore considérablement le suivi de cette action. Des études sont lancées pour mieux connaître la population cible et un effort d'évaluation des cycles est entrepris. Des actions sur mesure sont réalisées à la demande de l'industrie. C'est ainsi qu'est lancée l'action aux Ciments Lafarge (P. CASPAR est alors l'adjoint de G. EGG au département des ingénieurs et cadres).

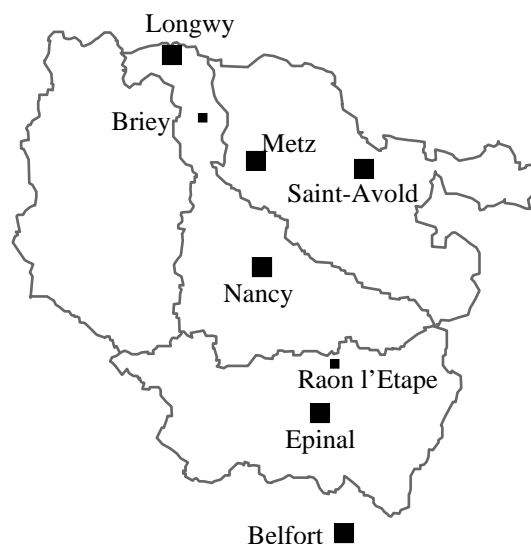
En 1964, la principale novation réside dans l'information vers l'extérieur : la présentation des programmes est rendue plus attractive ; les formules d'inscription comportent maintenant des rubriques pour accueillir les souhaits des participants et une brochure vient d'être rédigée pour présenter aux animateurs et conférenciers les différentes activités du CUCES, les méthodes pédagogiques qu'il préconise et les modalités pratiques d'intervention dans les cycles. Les intervenants étant en effet très nombreux, très divers et autonomes, la difficulté est d'orchestrer l'ensemble et de donner aux cycles des orientations convergentes.

c) 1965 : des interrogations sur la pertinence de la formule

En 1965, le Département doit faire face à une augmentation de la demande et constitue des groupes supplémentaires à Belfort, Metz et Nancy. Mais des questions émergent en raison de nombreux désistements ou de cycles non organisés faute d'un nombre suffisant de participants. Les programmes proposés sont-ils vraiment pertinents et répondent-ils bien aux attentes ? Une étude est lancée qui doit aboutir à la mise au point d'un instrument de sondage facilement utilisable. Par ailleurs, l'enquête menée à Belfort a montré que les participants des cycles poursuivaient des objectifs très différents. "Les

animateurs éprouvent de ce fait des difficultés à répondre aux attentes variées des participants. Une forte proportion d'entre eux cherche avant tout un accroissement de leur activité professionnelle. Il est à craindre que la formule des cours du soir, adoptées par des individus détachés de leur milieu de travail, poursuivant un effort personnel souvent inconnu de leur entreprise, réponde mal à leurs espoirs de voir leurs connaissances valorisées."¹ Par ailleurs, la question de l'avenir de l'action se pose. En effet, la population Ingénieurs et Cadres est limitée. Beaucoup ont déjà participé à un ou plusieurs cycles et la demande risque de s'épuiser. Par ailleurs, le département est sollicité pour organiser une action de perfectionnement à la conduite d'entretien (à la suite du cycle maîtrise) pour des assistantes sociales d'entreprises de Longwy et Nancy.

d) 1966 : des développements géographiques inégaux



Le déclin du centre de Longwy se poursuit alors que celui de Metz s'amorce², Belfort reste stable, tandis que Nancy et Epinal sont en expansion. Les participants de formation supérieure au baccalauréat représentent 70 à 80 % du public sauf à Epinal (55 %) et à Nancy (41 %). Dans ce dernier centre, la proportion de femmes est la plus importante. Elle atteint 32 % alors que dans les autres centres elle est de 10 à 15 %. Les enseignements qui connaissent à présent le plus grand succès sont les langues, l'expression orale, la conduite de groupes et d'entretiens individuels, l'initiation à l'électronique. Une enquête lancée avec le concours de l'AIRBM fait apparaître un fort intérêt de la population cible pour le domaine culturel, l'organisation de la société et l'économie. Ces résultats conduisent les responsables à proposer des cycles ou journées

¹Rapport d'activité, CUCES, CA du 7 décembre 1965, p. 5

²Ce sont les deux centres qui drainent un public plus éloigné

sur "La peinture moderne" ou "Le V^e Plan". D'autres programmes sont remaniés. Un cycle intitulé "L'homme et les organisations" donne aux participants l'occasion de s'entraîner à l'enquête. En anglais, des petits groupes autonomes fonctionnent guidés par une bande magnétique et suivis à distance par un professeur qui corrige les exercices enregistrés par le groupe. Par ailleurs, plusieurs réunions de travail sont organisées avec les représentants du GILIS (Groupement d'information et de liaison des ingénieurs de Sidélor) à propos d'une enquête par questionnaires auprès d'ingénieurs de cette société.

e) 1967 : ouverture du centre de St Avold et mise en place d'une formation interentreprises par Sessions Alternées

De nombreux cadres de cette région excentrée de la Lorraine qui se prépare à une mutation économique souhaitent la création d'un foyer supplémentaire de perfectionnement. Un groupe de travail composé d'ingénieurs des houillères, de représentants de l'industrie locale, de l'enseignement et de la municipalité assure le lancement et l'animation du centre et l'organisation de cycles à Forbach et St Avold.

Cette même année, une nouvelle activité voit le jour. A la demande de trois entreprises lorraines, le Département élabore en effet une formation interentreprises à temps partiel, par sessions alternées, pour des ingénieurs confirmés. Il s'agit de les préparer à des responsabilités accrues en leur apportant un complément de formation dans le domaine de la gestion et de l'analyse du fonctionnement d'une entreprise. Après une étude du problème avec les directions et les ingénieurs concernés, trois premières semaines de formation sont mises en place en janvier, avril et juin, un cadre du département assurant le suivi des travaux d'application pendant les intersessions.

Parallèlement, les activités habituelles par cours du soir se poursuivent, avec une stabilisation du nombre d'inscrits. Mais la pression s'accroît pour l'ouverture de nouveaux centres. La multiplication des antennes du CUCES pose des problèmes tant au plan de la qualité des enseignements qu'à celui de leur organisation pédagogique. De nouvelles formules doivent donc être trouvées.

3) 1968-1969 : Repositionnement de l'action en "cycles avancés de perfectionnement"

a) 1968 : remise en cause de certaines formations

Les grèves de mai déclenchent une série de réflexions sur la nature des actions de formation menées et conduisent le CUCES dans son entier à s'orienter dans l'avenir vers des activités de formation destinées à des personnes de niveau scolaire plus bas. Ceci conduit le département des Ingénieurs et Cadres à cesser certaines actions de formation

interentreprises, malgré l'intérêt qu'elles revêtaient : *"Il serait dommage en effet que le CUCES mobilise des forces à ce propos alors que d'autres organismes dont c'est la vocation plus évidente - nous pensons à l'Université - ont parfaitement les moyens de le faire".*³ L'action se poursuit cependant, en privilégiant certains axes, notamment la prise en charge progressive des actions par le milieu local (régionalisation accentuée) et la mise en place de réponses à de nouveaux besoins. De nouvelles études sont entreprises (besoins de formation à l'informatique ou relations entre formation et reconversion des cadres). Les activités de cours du soir sont en progression. On assiste à une diversification du public et les demandes se déplacent vers le développement personnel et culturel. Une nouvelle formule est tentée : l'organisation en deux ensembles de cycles structurés, l'un sur la gestion économique, l'autre sur l'économie générale. Ces enseignements sont proposés dans un enchaînement logique, programmés dans le temps et articulés entre eux. La formule vise à permettre aux participants de se déterminer un "itinéraire de formation". Par ailleurs, les actions en direction de groupes organisés s'intensifient, avec le GILIS, l'AIRBM, le groupe de travail de St Avold et avec un nouveau groupement d'industriels de Raon-l'Etape qui demande la mise en place de cycles de perfectionnement. Une centaine d'animateurs intervient dans les cycles (55 parisiens pour 45 régionaux). A la rentrée 1968, afin d'ouvrir les enseignements à un public plus large, la dénomination des activités proposées précédemment sous le titre "Département Ingénieurs et Cadres" est modifiée en "Service Cycles avancés de perfectionnement d'adultes".

b) 1969 : régionalisation

1969 est une année de transition, celle de la prise en charge progressive des cycles de perfectionnement par les équipes régionales. Celle-ci est effective en juillet 1969. A partir de cette date, chacune des trois équipes (Nancy et Vosges, Lorraine Nord et Bassin Houiller) assume totalement la responsabilité de cette action dans leur zone géographique respective. Par ailleurs, les difficultés financières du CUCES se font sentir au niveau de l'activité : des retards importants dans le paiement des honoraires et des frais de déplacement entraînent l'arrêt de la collaboration avec le CUCES de plusieurs intervenants. Les demandes d'inscription sont en progression très importante (+ 35 %). Le public s'élargit : la proportion d'ingénieurs et cadres diminue tandis qu'augmente celle des cadres moyens et techniciens supérieurs, ainsi que des enseignants et des professions libérales, ce qui n'est pas sans poser de problèmes quant au contenu des formations : les niveaux des participants deviennent moins homogènes et les objectifs poursuivis se diversifient.

³Rapport d'activité, CUCES, CA décembre 1968, p. 64

4) 1970 : Suite à la scission du CUCES, le Perfectionnement des Ingénieurs et Cadres (PIC) rejoint le Centre de Promotion Supérieure du Travail (CPST)

La scission du CUCES entraîne une répartition des activités entre les deux institutions : l'Institut CUCES, devenu CPST-PIC prend en charge les activités de formation du niveau supérieur au baccalauréat (donc le perfectionnement des Ingénieurs et Cadres), tandis que les activités menées à des niveaux de faible scolarisation et les actions collectives reviennent à l'ACUCES. Cependant, le CPST-PIC n'a pas encore le personnel nécessaire pour faire face à cette activité. En 1970, ce sont donc des permanents de l'ACUCES qui, dans le cadre d'une convention passée entre les deux institutions, continuent à assurer la responsabilité des cycles en attendant que le Centre prenne progressivement le relais. Cette situation transitoire s'achève sous la pression du Ministère de l'Education Nationale qui *"manifeste (...) avec vigueur et de façon réitérée son intention de faire disparaître toutes les traces d'un passé commun et d'une symbiose en contravention aussi flagrante avec les règles administratives."*⁴

Aujourd'hui, le CUCES-Universités, devenu Service de Formation Continue des Universités de Nancy propose des cours d'initiation ou de perfectionnement selon 250 unités ouvertes chaque année en cours du jour et/ou en cours du soir, sur le temps de travail ou en dehors, dans toutes sortes de domaines (ex. : agro-alimentaire, psychologie du travail, métallurgie, statistiques, etc.).⁵

⁴Rapport d'activité, ACUCES, CA février 1972

⁵CUCES-Universités, Programme 1994-1995

Le perfectionnement des ingénieurs et cadres

(nombre d'inscriptions)

	NANCY	BELFORT	METZ	LONGWY	EPINAL	FORBACH St AVOLD	RAON L'ETAPE	TOTAUX
1954/1955	70							70
1955/1956	213	194						407
1956/1957	208	151	141					500
1957/1958	178	145	167					490
1958/1959	248	119	148					515
1959/1960	235	144	257	75				711
1960/1961	252	155	113	83				603
1961/1962	276	191	165	73	57			762
1962/1963*	268	176	213	60	87			804
1963/1964	-	-	-	-	-			843
1964/1965	-	-	-	-	-			916
1965/1966	519	258	228	32	107			1144
1966/1967	540	258	165	20	102	97		1182
1967/1968	585	150	240	97	171	77		1320
1968/1969	794	248	246	(+ BRIEY) 130	170	103	63	1754

A la rentrée 68, les cycles changent de nom et se régionalisent. Au cours de l'année suivante (1969/1970), les demandes d'inscription croissent encore d'environ 30 % du fait de l'élargissement du public aux non-cadres ou ingénieurs. A partir de la rentrée 1970, les cycles sont placés sous la responsabilité du CPST-PIC, même si les cadres de l'ACUCES continuent de manière transitoire à en assurer l'organisation.

Sources :

- "Le centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale", CUCES, mars 1960 (1954 à 1960)
- Rapport d'activité, CUCES, novembre 1963 (1960 à 1963)
- Rapport d'activité, CUCES, décembre 1967 (1964 à 1967)
- Rapport d'activité, CUCES, décembre 1968 (1967-1968)
- Rapport d'activité, CUCES, janvier 1970 (1968-1969)

* En 1962-1963, des cycles ont également été organisés au Maroc (175 inscrits)

I-A/3

ACTION : Promotion du Travail, puis Promotion Sociale

Date de démarrage : 1956

Responsable(s) : M. DESHONS et P. ANTOINE, M. BOUSCARLE, puis P. HUMBERTJEAN (cours du soir) et F. VIALLET (ATP, puis ensemble de la PST), puis G. EGG et J. DECOMPS (système des unités)

1956 - 1959 : Mise en place de la Promotion du Travail

Inscrite dès l'origine dans les objectifs du CUCES, la Promotion du Travail s'avère délicate à mettre en œuvre. Les difficultés tiennent en partie à l'absence de diplôme et de passerelles avec les cursus classiques, mais également au problème de la reconnaissance de la formation dans l'entreprise.

Le CUCES veut limiter son ambition dans ce domaine à la mise en place d'une réponse à un "*exact recensement des besoins locaux*". Cela veut dire que les cours de Promotion du Travail sont ouverts exclusivement à ceux qui travaillent déjà dans une entreprise et qui veulent soit se former, soit se perfectionner soit, éventuellement, acquérir une qualification professionnelle nouvelle. Mais alors les précautions sont prises : les candidats sont avertis qu'ils ne doivent pas attendre trop - et notamment en matière de promotion salariale - d'une formation dispensée par le CUCES.

Octobre 1956 : Début des cours du soir

La Promotion du Travail se met en place progressivement à partir du mois de mars 1956, avec les premières séances d'information à destination des candidats aux cours du soir. Ceux-ci débutent véritablement en octobre 1956.

Trois objectifs sont assignés à la Promotion du Travail :

- 1- La formation rapide et le perfectionnement des Agents de Maîtrise (notamment sur les problèmes de commandement et sur les questions économiques et des relations humaines)
- 2- La formation de techniciens diplômés (notamment sur les questions d'organisation d'entreprise)
- 3- La formation d'ingénieurs pour "*des techniciens qui possèdent des capacités suffisantes*"

Ouverture de deux cycles : Promotion du Travail et Promotion Supérieure du Travail :

- un premier cycle (sur 2 ans) ouvert aux candidats du niveau du Brevet d'Etudes Industrielles (mais une année préparatoire et prévue pour accueillir ceux qui ne possèdent que le CAP ou le BEP). Ce cycle court n'est sanctionné par aucun diplôme.
- un second cycle, le cycle long, sur 5 ans (2 + 3 ans), ouvert aux bacheliers, diplômés des ENP, etc. Il ouvre droit à un diplôme de l'université de Nancy qui deviendra le DEST en 1959. 3 spécialités sont en place en 1956 : électrotechnique, électronique industrielle et mécanique.

Pour les deux cycles, en dehors des enseignements de spécialisation et de culture générale scientifique, sont également prévus des cours de formation générale.

Les cours ont lieu, bien entendu, en dehors du temps de travail, les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 19 à 21 heures. On mesure l'investissement personnel et familial à consentir pour suivre les cinq années du cycle long ! Ceci étant, c'est la règle générale à l'époque, pour qui veut saisir "sa deuxième chance" grâce à la Promotion du Travail.

Création de l'IPST (mars 1958) et du DEST⁶ de Nancy (juin 1959)

L'institut CUCES devient, comme celui de Grenoble, un centre autonome qui sera officiellement reconnu comme un IPST (Institut de Promotion Supérieure du Travail), deux ans plus tard, par décret du 5 mars 1958. Dès le mois de juin de l'année suivante seront délivrés les premiers DEST à 11 élèves de la PST. Parmi ceux-là, certains entrent dans les écoles d'ingénieurs de Nancy ou à l'institut de Chimie de Besançon. Les autres, sauf 2 d'entre eux, obtiennent une promotion dans leur entreprise. Aux élèves entrés à plein temps dans les écoles d'ingénieurs, le gouvernement décide de verser des "indemnités compensatrices de salaires.

La loi sur la Promotion Sociale entérine donc l'action du CUCES.

Rentrée 1959 : Des projets de décentralisation, mais une activité qui reste insatisfaisante

Pourtant après trois années de fonctionnement, la Promotion du Travail ne donne pas entière satisfaction. Un très faible nombre d'inscriptions, par rapport au potentiel de l'agglomération nancéienne, a été obtenu en 1958, malgré une "*action profonde de propagande*". D'autre part, le pourcentage très important de défections (de 30 à 50 % en fonction des niveaux, le premier degré du cycle long étant le plus touché) interroge les membres du CUCES. Le nombre de participants aux cours de Promotion du Travail en fin d'année scolaire, est de 87 en 1957, et de 90 en 1958 (tous cycles confondus). Cette activité reste donc de faible envergure. Une vingtaine d'hommes assure les cours. Ce

⁶Le DEST (Diplôme d'Etudes Supérieures Techniques) de Nancy est créé pour les 4 spécialités que sont l'électronique, la chimie, la métallurgie et la mécanique par arrêté du 8 juin 1959.

sont des professeurs de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement technique et quelques cadres d'entreprises : une équipe stable qui suit le CUCES depuis le début.

Le CUCES s'interroge sur la manière d'améliorer les enseignements et d'augmenter ainsi le nombre de candidats. Des aménagements des cours du premier degré sont effectués à la rentrée de 59 : accentuation de l'enseignement scientifique général, spécialement en mathématiques, pour "*permettre une meilleure assimilation des connaissances*"⁷ et création d'une année supplémentaire (formation scientifique de base) qui porte la durée de ce premier degré à trois ans et donc la durée totale du cycle long à 6 ans. Par ailleurs, le CUCES projette de décentraliser les cours, afin d'éviter aux élèves⁸ de longs déplacements. Les projets concernent Saint-Dié, Pont-à-Mousson et Longwy⁹. Dans cette dernière ville, les cours commencent dès janvier 1960 pour quelques 70 inscrits. Le CUCES cependant ne recueille pas les fruits de ses efforts et ses espoirs de voir les effectifs augmenter sont déçus. La sortie de la "première promotion de diplômés du CUCES" n'a pas produit l'effet d'incitation escompté : à deux unités près, le nombre d'inscriptions à l'automne 1959 à Nancy est le même que l'année précédente.

Janvier 1960 : Se donner les moyens de répondre aux objectifs

Bertrand SCHWARTZ dès son arrivée au CUCES va s'atteler à réformer les cours du soir. Lors de sa première intervention officielle, au Conseil d'Administration du CUCES, le 14 janvier 1960, il dresse un état des questions qui se posent au sujet de la Promotion du Travail sous la forme d'une série de problèmes à étudier distinctement à chaque niveau (cycle court, 1er et 2ème degré du cycle long). Le cycle court est celui qui donne le moins de satisfaction malgré diverses améliorations apportées au fil du temps. Mais il correspond à un réel intérêt des entreprises. Il doit être, selon B. SCHWARTZ, entièrement repensé à partir d'une étude préalable au plan national, afin de s'inspirer des réalisations existantes, et au plan local, afin de mieux déterminer les besoins. Le cycle court deviendra, à la rentrée de 1961, le Cycle Maîtrise (voir fiche I-A/4).

Pour ce qui concerne le cycle long, deux objectifs sont définis, l'un concernant individuellement les hommes, l'autre ayant une portée plus économique. Ainsi, la promotion supérieure du travail doit :

"- permettre à tous les hommes qui n'ont pas eu la chance et la possibilité de pousser leurs études lorsqu'ils étaient jeunes, de les reprendre, pour accéder à tous les grades et

⁷Rapport sur les activités du CUCES, CA du 7 décembre 1959, p. 7

⁸C'est ainsi que sont nommés les participants aux cours du soir dans les textes de 1959

⁹Les industriels du Pays-Haut (région de Longwy) avaient préféré s'adresser au CNAM pour obtenir la création d'un centre associé. Mais le Ministère a refusé cette solution et les a renvoyés au centre fonctionnant déjà dans le département, à savoir le CUCES

fonctions allant jusqu'aux échelons les plus élevés de la hiérarchie : en un mot, leur permettre un changement de classe sociale

- subvenir aux besoins en ingénieurs et techniciens insuffisamment approvisionnés par les moyens classiques actuels, à l'aide d'hommes alliant une pratique considérable à une culture minimum acquise pendant quelques années d'études effectuées dans les centres de PST."¹⁰

Bertrand SCHWARTZ s'attache à démontrer qu'en l'état actuel, ces objectifs ne peuvent être atteints. Son premier argument est que la sévérité du diplôme (DEST), oblige les hommes "à suivre un régime très dur, pour ne pas dire inhumain", peu d'entre eux seront élus. La promotion supérieure du travail ne s'adresse donc pas à tous les hommes, mais à ceux qui ont déjà un certain bagage. Il faudrait selon lui envisager d'autres débouchés, soit vers d'autres diplômes à inventer, soit en créant des passerelles avec des diplômes déjà existants. En second lieu, il note que les enseignements sont faits de manière classique : programmes, cours et examens sont la base du système. Or ceci ne tient absolument pas compte des spécificités du public adulte auquel cet enseignement est censé s'adresser. Bertrand SCHWARTZ, s'appuyant sur sa propre expérience à l'Ecole des Mines, estime que, pour ce public, le cours classique est à proscrire, que "*la seule méthode semble être celle qui utilise la participation de tous, la discussion par petits groupes ou "séminaires"*". De même l'examen final doit être remplacé par un contrôle régulier et permanent.

La transformation des enseignements demande une autre organisation, et en particulier, le recrutement de nombreux répétiteurs, qui viendront, comme à l'Ecole des Mines, seconder les professeurs dans leur tâche d'enseignement. Où les trouver ? Et bien, parmi les élèves de l'Université et des écoles d'ingénieurs de Nancy. La nouvelle organisation se met progressivement en place à partir de la rentrée de 1960.

1960-1964 : La réforme en marche

Dès la rentrée de 1960 les examens sont supprimés et remplacés par un système d'évaluation permanent. Comme à l'Ecole des Mines, des petits groupes sont institués, des moniteurs ou des répétiteurs sont recrutés pour seconder les enseignants. Une formation générale non scientifique est introduite dans les programmes en particulier au niveau de l'expression orale. Le niveau de départ exigé pour entrer à la PST dans les

autres centres, est celui du Baccalauréat de Mathématiques élémentaires. Au CUCES, le niveau correspond sensiblement à la classe de troisième ou de seconde. Mais il apparaît nécessaire d'élargir encore l'assiette de recrutement pour s'adresser à des personnes d'un niveau équivalent au CAP ou au Certificat d'Etudes. Il est recherché un moyen de raccourcir les études (année Temps Plein) et d'établir des paliers (CEIG) afin d'éviter que trop d'élèves n'abandonnent en cours de route sans aucune contrepartie. Mais toutes ces réformes ne peuvent être engagées sans une connaissance minimum du public de la PST et des besoins à satisfaire.

Lancement d'études

1 - Etudes sur les auditeurs de la PST

Le public des cours du soir doit être mieux connu. Quelles sont ses motivations, ses difficultés. Plusieurs études sont lancées dans ce sens. Une première enquête rapide est confiée par le Conseil d'administration à M. STOCKER¹¹, qui dans les premiers mois de 1960 fait un état précis des abandons dans les différents cycles. C'est à la suite de ces constats qu'est lancée, dès 1962, une étude sur *Les raisons des abandons aux cours du soir*, étude menée par Mlle Claude DEBON sous la responsabilité de Marcel. LESNE (Responsable du service des enquêtes du CUCES). Les résultats de cette étude seront remis en 1964, ils seront publiés sous forme de "Document de l'INFA" bien des années plus tard en 1970. Par la suite de nombreuses autres études seront menées sur le public de la PST, dont la thèse de C. de MONTLIBERT, *Les aspirations à la promotion*, qui sera publiée par l'INFA/CUCES en janvier 1966¹².

2 - Analyse des besoins pour définir les objectifs

Partant du constat que des cours sont organisés à la PST où s'inscrivent ceux qui "*croient y trouver une satisfaction de leurs besoins, mais qui savent assez mal ce qui leur conviendrait*"¹³, il convient de lancer des enquêtes pour mieux analyser les besoins réels. L'analyse des besoins passe par une analyse des fonctions. La PST s'intéresse donc aux résultats de deux enquêtes sur *La fonction d'ingénieur de fabrication* et la *Fonction de collaborateur polyvalent de service technique ou général de l'industrie*¹⁴. Les programmes sont révisés afin de tenir compte des données recueillies.

¹⁰Le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale, CUCES, mars 1960, p. 9

¹¹M. STOCKER est Directeur Général de la Société des Mines de sel gemmes et Salines des Aulnois. Il est membre du Comité Directeur du CUCES

¹²Elle sera reprise dans la série des *Documents de l'INFA* en 1970

¹³Rapport d'activité du CUCES, C du 13 février 1964

¹⁴Etude qui conduira à la création de l'année industrielle

Une nouvelle année A¹⁵

Cette année A fait l'objet de beaucoup d'attention et d'améliorations progressives. Le niveau de départ des élèves est le certificat d'études. L'idée maîtresse est que cette première année doit *"apprendre à assimiler les connaissances mathématiques, ce qui nécessite qu'on présente peu de connaissances nouvelles"*¹⁶. L'année A est conçue comme une *"transition entre la vie pratique et l'abstraction mathématique"*, elle est en quelque sorte une année d'apprentissage de l'étude. Des séances de "méthodes de travail" sont introduites par groupe de 15 élèves. Il s'agit de dégager les besoins en prise de note, organisation du travail, expression écrite et orale, travail de groupe, etc.

Création de l'Année Industrielle (1961), qui conduira au CEIG¹⁷ (reconnu officiellement en avril 1964)

Réclamée par les industriels dès 1958, cette formation a fait l'objet d'une enquête qui a permis d'aboutir à un programme, réétudié avec le concours d'industriels et d'ingénieurs. Il s'agit de préparer des collaborateurs polyvalents de services techniques ou généraux de l'industrie. L'année industrielle démarre en 1961 à Nancy, en 1962 à Longwy et en 1963 à Saint-Dié. Cette formation doit déboucher sur un diplôme afin de briser "la loi du tout ou rien" : en effet après 3 ans de cours du soir au premier degré, les élèves qui, pour des questions de niveau, ou pour des raisons personnelles ne pouvaient pas poursuivre les cours du deuxième degré sortaient du système sans aucun titre ou reconnaissance quelconque des efforts fournis. La Direction Générale de l'Enseignement Technique est sollicitée pour étudier la question avec le CUCES. La reconnaissance officielle du CEIG le 23 avril 1964 vient conforter la formule de l'année industrielle mais oblige également à revoir le programme : outre un enseignement de formation générale, une option technique est choisie en fonction des activités professionnelles des candidats. L'effectif de chaque promotion étant relativement faible (15 à 20 personnes) et les besoins très diversifiés, il est décidé d'ouvrir les options à d'autres personnes désireuses de se perfectionner dans le domaine en question. Elles sont considérées comme auditeurs libres. Dès la rentrée 1964 à Nancy, 40 auditeurs libres se répartissent dans les 6 options créées pour les 16 candidats au CEIG.

Réflexions pédagogiques

Si la réforme des structures et des contenus s'impose mécaniquement, il n'en est pas de même en ce qui concerne les méthodes d'enseignement. En effet, il s'agit ici de réformer

¹⁵Première année du premier degré du cycle long

¹⁶Rapport d'activité, opus cit.

¹⁷Certificat d'Etudes Industrielles Générales, diplôme de niveau Bac + 1

en profondeur des attitudes et des habiletés professionnelles établies parfois depuis de longues années. La majorité des cours du soir étant donnés par des professeurs du secondaire ou du technique qui enseignent, dans la journée, à de jeunes élèves, peu d'entre eux se soucient de modifier leurs contenus ou leur méthode en fonction de leur auditoire. La question se pose donc de chercher les moyens d'adapter les enseignements aux caractéristiques du public adultes. Les enseignants sont donc conviés à assister à des "Journées pédagogiques" qui sont consacrées à la réflexion collective sur les problèmes de la Promotion du Travail. En dehors des réflexions sur l'harmonisation des programmes, ces journées regroupent les professeurs dans des commissions qui étudient un problème donné, par exemple : l'organisation de la séance d'enseignement, l'évaluation des résultats, la formation générale à travers l'enseignement, etc. Des Journées Pédagogiques sont organisées :

- le 22 juin 1961 : ensemble des problèmes de la Promotion du Travail
- le 16 février 1962 : présentation des principes pédagogiques de l'équipe d'Education Permanente
- du 10 au 14 septembre 1962 : cinq journées consacrées aux "Méthodes de formation adaptées à un public d'adultes" à partir de l'analyse d'interviews enregistrées d'élèves du CUCES. A l'issue de ces journées, une commission est créée, elle a pour thème le "*Contenu de l'enseignement scientifique*" et réfléchit sur les méthodes de raisonnement, la création et l'utilisation de concepts et sur les connaissances scientifiques elles-mêmes.
- 25 mai 1963 : à partir des réflexions de la commission sur l'enseignement des mathématiques
- du 16 au 21 septembre 1963 : sur le matériel d'enseignement et les documents supports

C'est là un véritable travail de formation de formateur qui est entrepris là. Il ne donne pas toujours les résultats escomptés et le CUCES se voit dans l'obligation de se séparer des enseignants qui ne s'avèrent pas prêts à modifier leurs pratiques. En remplacement des partants, les professeurs de l'enseignement supérieur sont préférés aux enseignants du second degré, parce que leur formation les a amenés à réfléchir sur (et donc à prendre quelque distance avec) leur matière d'enseignement et parce que leur public est plus proche de l'âge adulte.¹⁸

Méthodes d'enseignement

Un modèle est testé et semble donner de bons résultats. Pour un cours d'une heure 30 : reprise des points importants du cours précédent en 10 mn et exposé du cours du jour en

35 mn devant la classe entière. Sont ensuite prévus des exercices d'application directe (15 mn) et des problèmes se référant au cours précédent (30 mn) en petit groupe. D'autres formules sont utilisées, faisant appel à du matériel audio-visuel (films de cinéma ou vues fixes), du matériel de démonstration (expériences et montages en électricité et mécanique), ou d'expérimentation (petit laboratoire de chimie). Par ailleurs le document est appelé à jouer un grand rôle : l'adulte n'a pas comme l'étudiant l'habitude de prendre des notes. Le CUCES fait donc un gros effort de préparation de documents : texte intégral des cours, cahier de l'auditeur (cahier remis au début du cours, comportant un schéma de la leçon et des parties blanches où l'auditeur écrit ses notes personnelles), résumés de cours, cahiers d'exercices, etc. Ce travail d'élaboration est mené en liaison avec l'enseignement technique.

De même la question de l'évaluation fait l'objet d'une réflexion approfondie et elle est outillée : fiche d'observation de l'assistant (il s'agit de multiplier les observations sur chaque auditeur afin de noter leur progression), carnet d'auto-évaluation (fiches pour aider chaque auditeur à s'évaluer lui-même et à identifier ses difficultés).

L'orientation enfin est organisée grâce à une série d'entretiens avec chaque auditeur. Ils sont menés par un psychologue au cours de second semestre et avec des professeurs. Ils ont pour objectif d'apprécier les capacités d'adaptation à une situation nouvelle et la qualité de l'expression et d'évaluer les capacités des candidats lors du passage au second degré.

Création de l'Année Temps Plein (ATP) en octobre 1962

La création d'une année à temps plein constitue une première en France. Elle remplace les deux dernières années de cours du soir. Il s'agit de :

- réduire la durée globale des études de PST jusqu'au DEST,
- donner à des adultes ayant au moins derrière eux 3 années d'expérience industrielle la possibilité de se consacrer, pendant 1 an, à leur perfectionnement
- augmenter l'efficacité des enseignements pour assurer une "véritable formation",
- introduire des enseignements non scientifiques et de développement personnel qui ne pouvaient trouver leur juste place en cours du soir,
- développer chez les "élèves"¹⁹ les moyens personnels de poursuivre leur perfectionnement ultérieur,
- permettre à ces élèves de prendre du champ par rapport à la vie industrielle, afin de mieux analyser l'expérience acquise sur le tas et d'en tirer le meilleur parti.

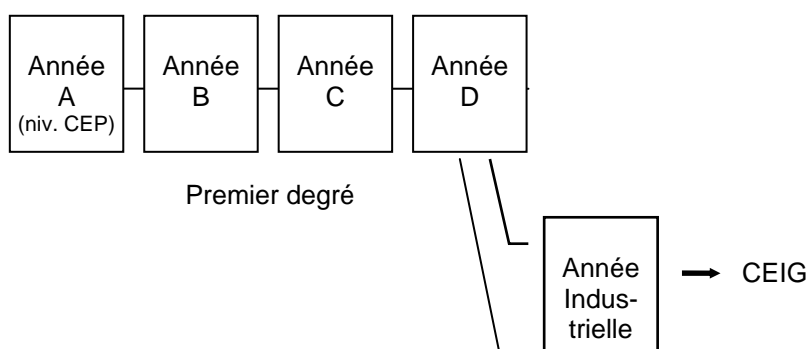
¹⁸Entretien avec Pierre HUMBERTJEAN

Le Ministère de l'Education Nationale donne son accord pour cette expérience et la rend possible en accordant le bénéfice de l'indemnité compensatrice de salaire aux élèves. Certains employeurs par contre émettent des réserves, mais la plupart accepte cependant de faciliter le départ de leur salarié. Quant aux élèves eux-mêmes, ils ne sont pas tous convaincus du bénéfice qu'ils peuvent retirer d'une telle expérience car ils doivent faire face à de nombreuses ruptures dans leurs habitudes professionnelles et familiales et cela provoque chez eux un sentiment d'insécurité.

L'expérience débute cependant avec 33 personnes d'une moyenne d'âge de 28 ans. Le programme comprend des enseignements communs à toute la promotion (statistique, sociologie, économie industrielle, organisation, expression orale et écrite, problèmes d'information), des travaux pratiques en fonction des spécialisations, un entraînement aux travaux de documentation et de bibliographie, un stage de 7 semaines en entreprise et des enseignements non scientifiques avec des possibilités de rencontres ou de perfectionnement sous forme de veillées culturelles (musique, poésie, littérature, cinéma, théâtre et philosophie). Ces activités facultatives regroupent un tiers de la promotion et quelques-unes des épouses des élèves.

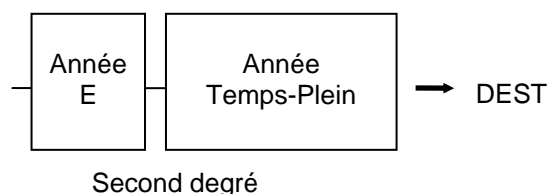
Le CUCES en tire de cette première année un bilan largement positif. Le DEST est délivré sans examen pour tous les élèves. 13 d'entre eux décident de continuer leurs études dans une école d'ingénieurs. *"Les conditions exceptionnelles dans lesquelles s'est déroulée cette scolarité ont permis de constater, d'une manière indéniable, que l'assimilation des enseignements s'est faite dans des conditions infiniment meilleures que dans le système cours du soir. Incontestablement, les élèves ont pu consacrer davantage de temps à leurs études et une plus grande densité de l'enseignement dans le courant de l'année a facilité l'assimilation des connaissances."*²⁰

Récapitulatif du cursus en 1964 :



¹⁹Le mot "élève" est encore employé, au côté du mot "auditeur" dans le compte rendu d'activité de février 1964, quoi que parfois entre guillemets. De même le mot "classe" désigne encore les groupes des cours du soir.

²⁰Rapport d'activité, opus cit., p. 34



Les éléments sont en place pour un développement en qualité et en quantité de la *Promotion Sociale*²¹. Effectivement à Nancy, le nombre d'inscrits fait plus que doubler de 1959 à 1964 (170 à 370) tandis que les abandons en cours de route ont tendance à diminuer fortement. A noter toutefois que le centre de Pont-à-Mousson ferme en septembre 1964 faute de candidats. Il convient de préciser que le patronat local n'a pas mené, de loin, une politique d'incitation: les directions des entreprises ont en effet déclaré procéder elles-mêmes à la formation de leur personnel et obtenir de bons résultats.²²

1965 - 1967 : Affermissement du système de la Promotion Sociale

Cette période est celle d'une augmentation constante des effectifs. De nouveaux locaux doivent être recherchés à partir de la rentrée 1967 : une année fonctionne à partir de cette

²¹La "Promotion Sociale" regroupe dans un même département à partir de 1964 les deux degrés de la PST et l'année industrielle ; les cours du soir et l'année à temps plein

²²Le centre avait été ouvert en octobre 1961, mais dès la rentrée 1962, la première année ne fonctionnait plus faute de candidats. Les cours ne reprendront pas, malgré les interventions des responsables de Pont-à-Mousson de Nancy aux chefs d'entreprise locaux : *"Il ne m'appartient pas de juger des mérites respectifs de la formation PAM et de la formation CUCES. Je puis en tous cas vous assurer, compte tenu du rôle présent et futur de M. SCHWARTZ, que cette rupture de relations constitue une erreur majeure"*. Note de M. Hubert COUSIN à M. Pierre GELOT et M. Arnaud de VILLEPIN, 4 mars 1964.

C'est qu'en fait se heurtent là deux conceptions différentes de la formation et de ses objectifs : *"J'ai bien reçu votre lettre du 12 mars concernant la disparition du CUCES à Pont-à-Mousson. Vous soulignez en particulier les regrets de la Direction de votre compagnie et l'espoir d'un nouveau départ pour la rentrée prochaine. Je suis pour ma part beaucoup moins optimiste que vous à ce sujet (...) Comme vous le savez, le CUCES est un Institut d'Université et délivre des diplômes officiels. Je me trouve donc contraint par des programmes très définis (...) Je suis tout à fait conscient de ce que ces programmes ne coïncident pas toujours avec les besoins immédiats des entreprises et je cherche sans cesse à les améliorer et à les réajuster. (...) Je crois aussi qu'il faut considérer que la vocation de l'université n'est pas de donner une formation spécifique, donc limitée, mais plutôt de dispenser une formation générale de base qui permette aux gens de s'adapter rapidement à des situations diverses. (...) parce que la formation dans l'entreprise ne peut être que pragmatique, on se limite à une formation professionnelle ou fonctionnelle. Je crois que cette formule est dépassée et qu'en tout cas, elle ne résout les problèmes qu'à très court terme. Très vite, l'évolution des techniques et des méthodes de travail rendra caduc l'effort entrepris. A mon sens, une véritable formation doit atteindre l'Homme tout entier et rester permanente. Mais vous connaissez mes idées à ce sujet. Vous voyez donc en définitive que l'implantation du CUCES à Pont-à-Mousson ne dépend pas exclusivement de la bonne volonté des uns et des autres, mais beaucoup plus d'un minimum de tronc commun dans la conception même de la formation. Peut-être la situation n'est-elle pas assez mûre pour permettre une nouvelle initiative ?"* Lettre du 26 mars 1964 de B. SCHWARTZ à Monsieur FAUROUX, compagnie de Pont-à-Mousson, Nancy.

date au centre de la faculté des Sciences de Vandoeuvre. Le système est opérationnel et donne ses résultats : au 7 décembre 1965, 135 DEST ont été délivrés. La création de postes de maîtres-assistants au CUCES a pour conséquence que de nombreux cours sont désormais assurés par un personnel appartenant à temps plein au CUCES. Quelques aménagements sont encore régulièrement apportés, mais pas de transformations en profondeur. La réforme la plus importante de ces années là est sans doute la création d'une formation générale obligatoire dans un cursus où les matières scientifiques étaient jusqu'alors sur-représentées.

Une deuxième option pour le CEIG

A partir de novembre 1965, l'Année Industrielle compte une option supplémentaire : à la demande d'industriel, il est ouvert une option administrative pour les salariés des services administratifs des entreprises de la région de Nancy. Pour assurer une meilleure préparation des candidats, l'année D est réaménagée en :

- une année D préparant au deuxième degré
- une année D_T préparant au CEIG technique
- une année D_A préparant au CEIG administratif

Cours par correspondance

Le centre de Saint-Dié ferme à la rentrée 1966 faute de candidats (10 en 65-66). Mais 5 auditeurs ayant obtenu le CEIG manifestent le désir de poursuivre vers le DEST. Ils travaillent par correspondance avec des documents transmis par le CUCES sur les programmes de l'Année D, dans une salle de la Mairie de Saint-Dié. Ils viennent à Nancy toutes les 3 ou 4 semaines, faire le point avec des formateurs.

Utilisation de la télévision en circuit fermé

Les cours de physique de l'année B, qui est l'année du premier contact avec cette matière, se font exclusivement par petits groupes et l'apport de connaissances, les expériences, les consignes de travail sont diffusées par l'intermédiaire d'un système de télévision en circuit fermé. Ce système permet à un seul enseignant de démultiplier ses consignes à un ensemble de petits groupes animés par un assistant et donc de supprimer le passage (jusqu'alors obligé) en amphithéâtre. L'expérience débute en 1965, le professeur assurant son cours en direct. Puis, pour obtenir une meilleure qualité de diffusion, les cours sont enregistrés à partir de 1967.

Formation générale

Une séance de formation générale obligatoire est mise au programme à partir de la rentrée de 1966. Il s'agit d'améliorer le "rendement pédagogique" dans les matières scientifiques en perfectionnant les élèves dans le domaine de l'expression écrite et orale.²³ Par ailleurs il semble malhonnête au CUCES de *"donner à [ses] auditeurs une formation, même poussée, dans le domaine des sciences théoriques ou des sciences appliquées, dans le but de les faire changer de milieu socioprofessionnel, sans leur donner en même temps les moyens de s'adapter à ce nouveau milieu sur le plan de la communication"*.²⁴

Cette formation générale est confiée à un animateur spécialement chargé de ce travail (Jean-Marie PECHENART) et 25 animateurs nouveaux sont recrutés et formés.

A partir de la rentrée 1967, quatre axes sont définis :

- travail sur la structure de la langue et révision des notions de base de la langue française
- entraînement à la résolution de problèmes (poser les problèmes, expérimenter toutes les étapes de la réflexion conduisant à leur solution)
- entraînement intensif à l'expression orale et écrite dans différentes situations
- introduction à la psychologie, à l'économie, aux grands courants de pensée contemporaine en "ateliers culturels"

Les méthodes audio-visuelles sont utilisées au maximum (émissions de la Radio Télévision Scolaire et documents existants dans les cinémathèques spécialisées)

Suppression du cours ex-cathedra

A partir de 1965, la plupart des cours se font par petit groupe. Le rôle de l'assistant devient donc de plus en plus important, il *"devient surtout un animateur aidant le groupe et chaque personne du groupe à avancer dans [son] apprentissage"*²⁵. Un gros effort est maintenu pour la formation de ces derniers, notamment à l'animation et aux techniques d'évaluation. Pour la première fois en 1966/1967 une expérience d'enseignement sans cours professoral est tentée en Année D grâce à la rédaction d'un document adapté. Les résultats sont jugés encourageants (petit nombre d'abandons, grande proportion passant en année supérieure). L'expérience est donc renouvelée l'année suivante.

²³"Pour prendre un exemple, nous pensons qu'un élève capable de répondre à une question touchant à la physique, le fera non seulement parce qu'il a compris la physique, mais parce qu'il dispose d'un "outil langage" suffisamment élaboré pour communiquer ses connaissances". Ibid. p. 20

²⁴Ibid. p. 20

²⁵Rapport d'activité du CUCES, CA du 26 novembre 1966, p. 19

Aménagements de l'Année à Temps Plein

1- Prise en compte des représentations

Une expérience est menée pour améliorer l'enseignement des statistiques. En effet, en 1965, on s'aperçoit grâce aux écrits d'auto-évaluation des auditeurs qu'ils ont des représentations sur les probabilités et les statistiques qu'aucun cours ou aucune discussion n'arrive à modifier. Pour progresser, il est mis en œuvre à la rentrée 1966 une "pédagogie des concepts par les représentations". Les auditeurs sont invités à exprimer leurs représentations au cours d'un séminaire de trois jours avant tout enseignement. Les résultats sont spectaculaires.

2- 1967 : Modification des contenus

Une étude préliminaire est menée pour élaborer un projet qui aboutit à la création d'une nouvelle option "Recherche opérationnelle et informatique". Par ailleurs, l'option "Métallurgie" est remaniée et renommée "Science des Matériaux" pour tenir compte du contexte économique : la sidérurgie lorraine réduisant considérablement l'embauche de techniciens supérieurs, il s'agit d'élargir les débouchés vers d'autres industries.

Quant à l'enseignement de la sociologie, il est totalement repensé sous forme d'ateliers fonctionnant simultanément sur des thèmes différents (Salaires - attitudes au travail et comportement social, Classes sociales, Mobilité sociale, Relations sociales dans l'entreprise). L'objectif étant d'accrocher plus fortement le public et de disposer d'un champ d'expérience élargi pour faire bénéficier les auditeurs des programmes d'IUT²⁶. Enfin, une réflexion s'engage sur la notion de "Développement personnel" et plusieurs "sessions d'entraînement destiné à explorer quelques outils mentaux" sont mis en place.

1968 - 1970 : Pour un itinéraire de formation individualisé

Dès la rentrée 1967 des changements se préparent qui seront confortés et largement complétés après les événements de mai. Ceux-ci, à la PST comme dans les autres secteurs d'intervention du CUCES, ont provoqué une réflexion en profondeur et débouché sur des modifications importantes des structures et des méthodes à l'œuvre.

Les changements se concrétisent dès la rentrée de septembre 1967 par la nomination de plusieurs responsables qui se partagent la charge - de plus en plus lourde - des cours de PST et qui viennent donc grossir l'équipe initiale. Ainsi un animateur est nommé sur l'année temps plein, assisté par un maître de conférence à temps partiel en septembre 1967 ; tandis qu'un responsable scientifique à temps partiel prend en charge, en février

²⁶Le Ministère de l'Education Nationale demande en 1967 au CUCES d'étudier différents problèmes relatifs à l'insertion de la PST dans le cadre des IUT. D'où un projet de préparation d'un diplôme d'IUT par des adultes dans un système d'"unités" (par opposition à un système d'années).

1968, l'ensemble du second degré (Année E + ATP). C'est en mai 1968 qu'un responsable est nommé pour superviser l'ensemble du premier degré (Années A, B, C, D), alors qu'un animateur à temps partiel assure le suivi des années industrielles depuis la rentrée 1967. Parallèlement, d'autres personnes sont nommées sur des responsabilités transversales et les équipes s'étoffent dans les "groupes fonctionnels permanents" de mathématiques, physique, formation générale, orientation conseil. Le secrétariat de la PST compte à lui seul 8 personnes en décembre 1968. C'est que les effectifs se sont beaucoup accrus (+ 33 % en 1966, + 9,5 % en 1967) et que les abandons ont notablement diminué (22 %). Le pari d'une formation ouverte au faible niveau d'étude est tenu puisque 40% des auditeurs entrent à la PST avec un CAP. La PST pourtant est encore loin d'atteindre la masse des ouvriers (41 % de techniciens et dessinateurs pour 35 % d'ouvriers²⁷). Parmi ceux-là les "ouvriers aux mains sales, travaillant dans les grandes usines métallurgiques" ne représentent que 2,6 %.

Ouverture de débouchés à l'issue de la formation au CUCES

Quant aux débouchés à l'issue de la formation, ils se multiplient. La loi cadre d'avril 1968 ouvre de nouvelles possibilités d'études pour les titulaires du DEST en faculté (certificat de maîtrise ou possibilité d'étaler sur quatre ans certaines maîtrises comme celle de physique). Avec le CNAM, des liens sont tissés afin d'étudier la possibilité pour les titulaires du DEST de préparer une thèse d'ingénieur. En janvier 1971, ils sont 24 anciens auditeurs du CUCES à être engagés dans un processus (Examen probatoire + soutenance de mémoire) permettant d'aboutir au diplôme d'ingénieur CNAM. 17 autres anciens auditeurs poursuivent leur formation dans des ENSI (ENSEM Nancy, IPG de Grenoble, Ecole de Géologie de Nancy, INSA de Toulouse, Institut d'informatique d'entreprise du CNAM). Enfin, 13 autres poursuivent des études en université.

Le découpage des contenus en unités (octobre 1968 - juillet 1969)

Expérimenté à l'extérieur du CUCES au cours de l'action collective de Briey pour les CAP, le découpage des contenus de formation gagne la PST par l'enseignement des mathématiques tout d'abord. Il s'agit de mettre sur pied, pour chaque unité, des contenus répondant à un objectif précis, visant un but concret correspondant à peu près à 50 heures de travail. Pourquoi un tel système ? Parce que le système "classique" impose

²⁷Agents de maîtrise, cadres : 4 % ; Techniciens, dessinateurs, aides-techniques : 41 % ; Employés : 9 % ; OP, OS, apprentis : 35 % ; Militaires et divers : 11 % (cf. Rapport d'activité, CUCES, CA décembre 1968)

aux auditeurs, pour un contenu donné, un seul rythme de travail alors qu'ils ont des disponibilités très diversifiées ; parce que les niveaux d'entrée sont hétérogènes ; parce que le brassage des anciens et des nouveaux oblige d'une année sur l'autre à des répétitions inutiles pour beaucoup... Le système par unité permet de résoudre de nombreux problèmes : un auditeur choisit le nombre d'unités qu'il veut suivre selon son rythme, ne s'inscrit que pour les enseignements qu'il n'a jamais suivis et passe donc par un "itinéraire de formation personnalisé" ce qui doit lui permettre de réduire son temps de formation et d'éviter les redondances. Mais ce système a encore l'immense avantage de proposer des passerelles d'une formation à l'autre et donc de décroïsonner un système qui était jusqu'alors très normé et générant sa propre perversité. La préparation du CEIG en année industrielle par exemple était devenue contre toute attente une véritable voie de garage pour ceux que les professeurs ne jugeaient pas aptes à entrer dans le second degré. Le CUCES en venait donc, lui aussi, à faire de la sélection par l'échec, ce qui n'était certes pas son objectif. Le décroïsonnement permet d'établir des voies de communication large entre les différents départements du CUCES : PST, cycle Maîtrise, Perfectionnement des Ingénieurs et Cadres, il permet également aux auditeurs du cycle Maîtrise d'accéder à un diplôme (le CEIG) et d'ouvrir (dans l'absolu) à chaque auditeur l'ensemble des débouchés possibles : l'ensemble des unités que l'auditeur devra suivre (en fonction de son niveau initial) pour atteindre le but qu'il se donne (CEIG, DEST, etc.) constitue son programme de formation (ex. : 6 unités de mathématiques, 4 unités de physique, 3 unités de formation générale pour atteindre le DEST en fonction d'un niveau de départ donné). Une commission spécialisée est chargée d'étudier la fusion entre la PST et la maîtrise en novembre 1968. La conclusion de ses travaux est : fusion non seulement possible mais souhaitable. Le système d'unités se met progressivement en place. Il est introduit à titre expérimental en octobre 1968 (niveau A et B) puis se généralise jusqu'en juillet 1969 date à laquelle il remplace complètement l'ancien système. La fusion conduit le CUCES à proposer un système éducatif unique destiné aux adultes de niveaux "bas" ou "moyen" du point de vue des connaissances de base. De juin à décembre 1969, 7 disciplines ou Familles d'Unités sont définies représentant au total 98 unités : C : communication (20 unités), E : économie (6 U), G : gestion (8 U), H : sciences humaines (6 U), M : mathématiques (23 U), S : sciences physiques chimie (18 U), T : sciences techniques (17 U). Chacune est gérée par un "responsable de discipline" attaché à l'équipe soit à temps plein, soit à temps partiel.

Mise en place du SOC (Service d'Orientation et de Conseil) en juin 1968

Le découpage en unités complexifie grandement le système et, pour que l'itinéraire de formation à bâtir soit vraiment "personnalisé" c'est-à-dire répondant aux besoins réels des

personnes, il est indispensable d'informer, d'orienter, de conseiller, de suivre les auditeurs tout au long de leur parcours. C'est précisément l'objectif du SOC.

Celui-ci a deux fonctions :

- la connaissance des auditeurs et de leurs objectifs
- la connaissance du milieu et des possibilités de formation

Dès le mois de juin 1968, chaque candidat désirant s'inscrire à la Promotion Sociale a la possibilité, au moyen d'entretiens et de tests de connaissance, de mieux situer son niveau et d'élucider ses besoins. Ce travail est réalisé par les formateurs de la PST et par des psychologues. A l'issue de cette phase, l'auditeur est mis en relation avec un "Responsable de formation". Le SOC est à la disposition ultérieure des auditeurs pour toutes leurs réflexions sur leurs objectifs ou sur leurs difficultés éventuelles. Il les renseigne également sur les possibilités qu'ils peuvent trouver à l'extérieur et les oriente le cas échéant sur d'autres organismes mieux appropriés pour résoudre leur problème.

Emergence de la fonction Responsable de formation

Le responsable de formation est chargé de s'occuper des personnes poursuivant un objectif commun. Cinq objectifs apparaissent : préparation au DEST, préparation au CEIG, préparation aux concours administratifs ou techniques, perfectionnement individuel, formation-orientation. Cette dernière catégorie comprend des personnes qui souhaitent reprendre une formation sans idée préconçue et qui ont besoin d'un an ou deux pour préciser leurs objectifs. Le responsable de formation prend donc en charge un auditeur à la suite du SOC. Ils précisent ensemble les options et construisent l'itinéraire de formation pour l'année. Il suit le participant tout au long de sa progression, l'aide à s'auto-évaluer et permet d'établir en fin d'année un nouvel itinéraire de formation. Le rôle de ce responsable de formation est prépondérant. Il répercute l'évaluation des participants sur la formation. En lien permanent avec les participants, les responsables de disciplines et grâce à ses contacts avec l'industrie, il est à même de créer de nouvelles unités, de définir des programmes, de réajuster les objectifs des formations. Il a un rôle important à jouer dans la formation de formateurs de discipline.

Rapprochement entre le CUCES et l'IUT de Nancy

Dès la création de l'IUT de Nancy en 1968, des liens étroits sont établis entre les enseignants de l'IUT et du CUCES. Le CUCES prend l'initiative de réunions de travail communes afin d'explorer les possibilités de collaboration. 4 commissions mixtes de travail sont mises sur pied en octobre 1969, correspondant aux départements IUT et options du CUCES :

- génie mécanique / énergétique

- génie chimique / chimie
- informatique
- génie électrique / électronique et électrotechnique.

Elles ont pour mission de mettre en évidence les similitudes et les différences entre les objectifs, programmes, méthodes et publics relatifs à l'IUT et au CUCES. Des projets de collaboration pédagogique font l'objet d'une note adressée à la Direction des Enseignements Supérieurs. Une expérience menée conjointement débute en avril 1970, il s'agit d'un perfectionnement d'adultes au département Génie-Mécanique de l'IUT. La responsabilité de la formation et de la délivrance du diplôme (DEST option mécanique) est confiée au CUCES. La formation concerne une douzaine d'adultes.

Par ailleurs une enquête comparative est menée sur la population des étudiants d'IUT et de la PST.

PERSONNEL EN PLACE EN 1970 ⁽¹⁾

	CADRES	SECRETAIRES
COORDINATION DE L'ENSEMBLE	1	1
SOC	3	1
RESPONSABLES DE FORMATION :		
- Formation-orientation	Responsabilité	assumée par le SOC
- Perfectionnement		
- Concours	1	1
- CEIG	0,5	1
- DEST	1	1
RESPONSABLES DE DISCIPLINES :		
- C	1,5	1
- G	0,5	0,5
- H	0,5	1
- M	2	3
- S	1	2
- T	1	1
SECRETARIAT GENERAL	1	1
TOTAL	14	14,5

(1) Source : Rapport d'activité du CUCES, CA janvier 1971

Le système par unités fait appel à 230 animateurs :

(répartition professionnelle)

Provenance	Nombre	%
Education Nationale		
- Enseig. Supérieur et recherche	112	48,7
- Enseig. Secondaire et technique	20	8,7
- Enseig. Primaire	5	2,2
TOTAL	137	59,7
Etudiants (Grandes écoles ou Fac.)	29	12,6
Industrie	18	7,8
Administration	17	7,4
Permanents du CUCES	21	9,1
Divers	8	3,5
TOTAL	230	100

La formation de tous ces formateurs n'est pas chose simple. Celle-ci est restée " près des unités elles-mêmes ", en 1971, le CUCES démarre une action plus systématique à caractère interdisciplinaire.

1971-1972 : Accroissement des effectifs et des incertitudes face à l'avenir

Pérennisation du système des unités

Le système des unités mis en place doit faire face à une demande croissante et régulière des effectifs (+ 28 % en avril 71, + 32,2 % en octobre 1971²⁸), et ceci sans aucune démarche publicitaire, ce qui n'est pas sans poser de gros problèmes : les moyens ont du mal à suivre, le besoin en salles passe de 80 à 120 par jour. De nouveaux locaux sont utilisés dans l'université et les établissements secondaires mais la dispersion géographique complique l'organisation et augmente le coût des formations. Une première incertitude naît des questions qui se posent quant au financement de ces activités. Sera-t-il prévu par la loi de juillet ? Continuera-t-il à être pris en charge par le Fonds National de la Promotion Sociale ? Autant de questions qui restent un temps sans réponse. Le développement des demandes de perfectionnement, au détriment des demandes de préparation d'un diplôme, est manifeste. Le système par unités enlève donc à l'ensemble des enseignements la finalité exclusive de promotion sociale qui était la sienne à l'origine. A la fin de 1971, l'ensemble des enseignements et des documents correspondants est maintenant spécifique d'un système d'unités. Il aura fallu deux années complètes pour transformer l'ensemble des enseignements. Par ailleurs est entamé un travail définition de filières de perfectionnement s'adressant à des professions définies : techniciens d'entretien, électricien, agent des méthodes, etc. ou relatives à des spécialités :

²⁸ Les habitudes d'inscription en début d'année scolaire commencent à s'estomper et à faire place à des pratiques d'inscription à chaque trimestre.

expression, psychologie, économie, etc. Cette réflexion doit permettre de préparer des “ itinéraires de formation susceptibles de répondre aux demandes qui naîtront de l’application de la loi de juillet 1971 ”.

Répartition des formations suite à la scission du CUCES

Mais la plus grosse incertitude réside dans l’avenir des relations entre les deux institutions qui ne faisaient qu’une jusqu’alors. En effet, la décision de scission du CUCES prise en décembre 1968 conduit à une répartition progressive des activités entre les deux institutions.

"D'une part, les activités de formation du niveau supérieur au baccalauréat, particulièrement celles conduisant à des diplômes, sont financées par une convention A passée entre le Centre de Promotion Supérieure du Travail et de Perfectionnement des Ingénieurs et Cadres (CPST-PIC) et la Direction des Enseignements Supérieurs.

*D'autre part les activités menées à des niveaux de faible scolarisation : les actions collectives d'éducation permanente et celles menées en relation avec des organisations publiques ou privées restent à la charge de l'association."*²⁹

Mais le CPST-PIC (ex-Institut CUCES) n'a pas encore en 1970 les postes qui lui permettent de fonctionner. Il bénéficie donc, grâce à une convention annuelle reconductible passée entre les deux institutions, des cadres permanents de l'Association. La “ distanciation ” entre les deux institutions va se faire progressivement. L’“assistance mutuelle” perdure jusqu’en décembre 1972. A partir de cette date, la partition est effective : l’année à temps plein “ part ” au CPST-PIC (“ *quitte le CUCES* ”, telle est la formulation employée dans le rapport d’activité de janvier 1971³⁰), ainsi qu’une partie du public qui prépare le CEIG, tandis que le système de formation par unités aux niveaux “ bas ” et “ moyen ” est du ressort de l’ACUCES.

1973 et après : un divorce avéré

Les conditions de la séparation forcée n’ayant pas été des plus favorables, les relations entre les deux institutions se réduisent au minimum.

Le CPST-PIC passe par une succession de statuts. Le statut d’UER dérogatoire obtenu en janvier 1969 n’est pas reconduit en septembre 1974. Un centre CNAM est ouvert à ses côtés à cette même date. Le CUCES devient alors service commun inter-universitaire de formation continue rattaché à l’université de Nancy I (ce qu’il est toujours). Il continue

²⁹Rapport d’activité du CUCES, CA janvier 1971

d'assurer l'année d'étude à temps plein pour l'obtention du DEST, ainsi que les cycles avancés de perfectionnement d'adultes. Pour l'année 1974-1975, il a 119 auditeurs en année temps plein qui proviennent pour 90 % des préparations en cours du soir à l'ACUCES dans l'un des centres de Nancy, Briey ou Longwy.³¹

L'ACUCES quant à elle, poursuit ses activités dans le cadre du système de formation par unités. En 1976, environ 2500 personnes étaient touchées par cette action³². Au cours des années qui suivent la rupture, elle développe fortement deux nouvelles activités au sein du Système d'Unités de Nancy et des deux actions collectives (Briey et Merlebach) : l'alphabétisation et les formations pré-professionnelles destinées aux travailleurs migrants. Le niveau de départ est encore abaissé, désormais des personnes sans aucune formation décrochent le CAP grâce aux cours du soir. Le système par unités fonctionnera jusqu'à la fin de l'ACUCES en 1981. Au moment où elle dépose son bilan ce sont quelques 3 000 auditeurs qui sont inscrits dans la région nancéienne, 3350 dans le bassin de Briey et 4200 dans le bassin houiller³³.

³⁰ A compter de février 1972, l'année à temps plein et les cycles avancés de perfectionnement ne figurent plus dans le compte rendu d'activité du CUCES, bien que l'assistance contractuelle soit encore effective à cette date.

³¹ Dossier CUCES transmis à Monsieur le Ministre, 1975

³² ACUCES, plaquette de présentation, 1976

³³ " ACUCES : De l'étonnement à la colère ", *Le Républicain Lorrain*, 29 octobre 1981

La Promotion sociale

(nombre d'inscriptions)

Année	Cours du soir Nancy	Année à temps plein	Pont-à-Mousson	Longwy	Saint Dié	Raon L'étape
1956/57	171 ⁽¹⁾					
1957/58	140					
1958/59	174					
1959/60	170			17		
1960/61	201			70		
1961/62	240		15	90		
1962/63	340	33	17	127		
1963/64	370	31	7	114	41	
1964/65	381	29	FERME	112	18	
1965/66	429	29		75	10	
1966/67	560	37		90	FERME	
1967/68	613	48		106		
1968/69	1023	84		143		
Système des Unités						
1969/70	1470	105		218		118 ⁽⁴⁾
1970/71	1716	113		266 ⁽³⁾		
1971/72	1934	133 ⁽²⁾				
1972/73		154				

Sources : les différents rapports d'activités du CUCES de 1957 à 1972, et document CUCES 1975

(1) Le pourcentage d'abandon étant de l'ordre de 30 à 50 %, en 1956 le nombre d'inscrits est de 171 en octobre, mais de 87 à la fin de l'année scolaire

(2) A compter de cette année scolaire, l'Année à Temps Plein ne figure plus dans les comptes rendus d'activité du CUCES (ACUCES)

(3) Restructuration du centre en petits groupes autonomes. A compter de la rentrée 1969, le centre de PST de Longwy passe sous la responsabilité de l'équipe "Lorraine Nord". Avec les passerelles qui s'établissent d'une activité à l'autre grâce au système d'unités capitalisables, avec également le fait que certaines personnes préparent à présent le DEST à Briey, les chiffres du "centre de Longwy" sont perdus dans l'ensemble.

(4) Reprise des inscriptions comptabilisées précédemment dans le cycle Maîtrise. La moyenne d'âge à Raon-l'Etape est de 33 ans contre 26 ans à Nancy.

Qui sont les auditeurs de la Promotion Sociale ?

1964/1965

Quelques statistiques portant sur les 381 inscrits aux cours du soir de Nancy :

La moyenne d'âge est de 25 ans. 44 % des auditeurs sont mariés.

50 % des auditeurs ont abandonné leurs études depuis plus de 5 ans, 16 % depuis plus de 10 ans.

Les données sur la situation socio-professionnelle ne sont pas disponibles.

1970/1971

Une enquête portant sur 1279 personnes inscrites à Nancy en décembre 1970 montre que :

- Un tiers habite Nancy (33,22%)

- Un tiers habite la banlieue de Nancy (Vandœuvre, Laxou, Villers-lès-Nancy, Malzéville, Saint-Max, Essey, Tomblaine, Jarville, Laneuveville Devant Nancy, Champigneules, Maxéville)

- Un tiers habite à l'extérieur (groupes importants de Toul, Ochev, Neuves-Maisons, Luneville, Pompey, Dieu-Louard, Frouard, Pont-à-Mousson, etc.).

Le public féminin est très largement sous-représenté, mais progresse : les femmes représentaient 2 % du public en 1968-1969, 6 % en 1969-1970, 16 % en décembre 1970.

Une femme célibataire vient en moyenne 2,3 soirées par semaine au CUCES, une femme mariée y vient 1,9 soirée, tandis qu'un homme (marié ou célibataire) y vient 2,8 soirées.

Les célibataires représentent les deux tiers du public.

La moyenne d'âge est de 25,9 ans. Plus de la moitié à moins de 25 ans (54 %), 5 % seulement ont plus de 40 ans.

Répartition par objectifs de formation (%)

Objectifs	F	H	Total
DEST	4,5	26,6	23,2
CEIG	5,5	13,7	12,5
Perfectionnement	50	26,9	30,5
Concours	10	9,2	9,3
Form. Orientation	30	23,6	25,5

Année à temps plein (1965 - 1973)

Emploi occupé à l'entrée de l'année d'études (%)

Promotions	Ouvriers	Employés et divers	Dessinateurs	Agents techn. Aides techn. Techniciens	Agents de maîtrise
65/66	7	4	17	65	7
66/67	9	13	21	57	-
67/68	8	15	15	60	2
68/69	8	14	18	56	4
69/70 ⁽¹⁾	22	19	16	40	3
70/71	24	23	10	40	3
71/72	28	18	9	40	9
72/73	22	16	18	35	3

Sources : Rapport d'activité, CA janvier 1971 ; Document CUCES 1975

⁽¹⁾ Pour la première fois, le Temps Plein accueille des auditeurs en provenance de Briey.

IA-4

ACTION : Cycle Maîtrise

Date de démarrage : octobre 1961

Responsable(s) : J.P. DIDELIN

Le Cycle maîtrise résulte d'une transformation du Cycle court de la Promotion du Travail qui ne donnait pas satisfaction. Le public y était en effet très hétérogène. Il était composé à la fois de personnes qui voulaient se former à titre individuel, et de personnes adressées par les entreprises en vue de les préparer à des fonctions de maîtrise auxquelles on les destinait.

Après une étude systématique de la question, le CUCES propose une nouvelle formule permettant de tenir compte de la diversité de la demande et s'inspirant plus de Perfectionnement des Ingénieurs et Cadres que des cours de la PST. Il s'agit d'un éventail large de programmes de perfectionnement au niveau maîtrise. Les candidats sont reçus en entretien afin de cerner les objectifs qu'ils poursuivent. Cet entretien peut être complété, avec l'autorisation des candidats, par un contact avec leur entreprise de façon à définir au mieux les programmes adéquats.

Le but du cycle maîtrise, ouvert en octobre 1961, est donc le perfectionnement d'agents de maîtrise déjà en fonction qui désirent augmenter leurs connaissances générales ou techniques et acquérir des connaissances nouvelles dans le domaine des relations humaines. Le cycle reçoit également des ouvriers (en 1964, ils représentent 40 % du public) qui désirent se former pour accéder à des postes de maîtrise. L'enseignement a la particularité d'être donné en programmes "personnalisés".

La moitié des inscrits a un CAP, plus du quart a un niveau inférieur au CAP.

En 1963-1964, 26 programmes très divers sont organisés (ex.: Electricité, Mécanique, Législation sociale, Mathématiques, Sociologie, expression, etc.). L'effort porte sur la rédaction des documents et la méthode de travail. Les textes remis aux auditeurs font appel à l'expérience, ils comportent des exercices intégrés, les travaux personnels demandés sont auto-contrôlés.

Formations en direction de groupes constitués

Au cours de cette même année, des expériences sont menées avec des groupes spécifiques :

- une soixantaine de jeunes du contingent (15è RGA - Toul, Ciselat-Nancy) suivent certains programmes maîtrise. Les cours sont organisés dans les casernes, mais l'extrême mobilité des effectifs limite l'expérience

- 15 horticulteurs groupés au sein d'une association (l'ANSCAH) se réunissent en sessions pour étudier les programmes suivants : sociologie, législation agricole, expression, chimie
- un groupe d'assistantes sociales d'entreprises se réunit pour trois journées, avec au programme l'étude des communications, la personnalité, les groupes. Le Département Ingénieur et cadres prend la suite avec cinq journées centrées sur l'entretien.

Recherche pédagogique

En 1966, une centaine d'auditeurs se déclare volontaire pour participer à des travaux de recherche pédagogique. Plusieurs groupes sont constitués sur l'enseignement programmé de la trigonométrie et de la règle de calcul.

Ouverture de cycles à Raon-l'Etape

Durant l'année 1966/1967 un groupe de directeurs d'entreprises de Raon-l'Etape demande au CUCES de mettre au point un cycle destiné aux agents de maîtrise. Un cours de psycho-sociologie est organisé qui regroupe 16 agents de maîtrise de janvier à juillet 1967. Le CUCES choisit alors un relais demeurant sur place pour assurer la suite de la formation. En septembre 67, six programmes sont assurés à Raon-l'Etape et le CUCES doit refuser une trentaine d'auditeurs faute de place dans les groupes. En septembre 1969, le CUCES estimant que cette action doit prendre son autonomie, n'intervient plus que comme conseiller technique.

1968 : Augmentation du volume des formations et création de l'option Maîtrise du CEIG

L'augmentation sensible des inscriptions provient de l'ouverture de 23 nouveaux programmes (de 28 programmes organisés en 67, le nombre de programmes passe à 51 en 68) qui correspondent à des ouvertures ou développement en langues, mathématiques, psychologie sociale appliquée, commerce dans tous ses aspects, informatique, Génie Civil, etc.

Jusqu'à présent le perfectionnement au niveau maîtrise ne débouchait sur aucun diplôme, un certificat sanctionnait l'assiduité mais ne garantissait pas la qualité de la formation. De nombreux auditeurs jugent ce certificat insuffisant et réclament un véritable diplôme. Le CUCES recherche donc ce que pourrait être ce diplôme. Le niveau est estimé sensiblement identique à celui du baccalauréat en sciences et mathématiques.

Est donc conçu un ensemble organisé sur trois axes qui constitue l'option maîtrise du CEIG :

Axe A : Mathématiques niveau bac

Axe B : Sciences humaines et économiques - organisation et développement personnel

Axe C : Une science fondamentale et ses applications techniques correspondant au cadre professionnel

1969 : le "Cycle Maîtrise" disparaît

A la rentrée 1969, le découpage des contenus de formation en "Unités" rend caduque la distinction entre "Promotion Supérieure du Travail" et "Cycle Maîtrise". Il s'agit d'offrir au plus grand nombre d'adultes, grâce notamment au SOC (Service d'Orientation et de Conseil), des possibilités diversifiées d'une formation ou d'un perfectionnement continu qui permettent à chacun de trouver, selon ses objectifs, un itinéraire de formation adapté.

CYCLE MAITRISE
(récapitulatif)

Année	Nombre d'auditeurs inscrits	Nombre d'inscriptions/ programmes	Nombre d'entreprises représentées
1961-1962			
1962/1963	184		
1963/1964	198		38
1964/1965	207	554	63
1965/1966			85
1966/1967	214	570	99
1967/1968	242	588	109
1968/1969	340	930	

Sources : les différents rapports d'activité du CUCES. Les chiffres manquent pour l'année 1961-1962 et 1965-1966.

I - CUCES

B - Interventions dans les entreprises

I-B/1

ACTION : Intervention à la SAP (Société des Automobiles Peugeot)

Date de démarrage : Décembre 1961

Responsable (s) : Jean-Joseph SCHEFFKNECHT

Le terrain d'intervention comporte 7 usines réparties en 3 groupes qui emploient environ 15 640 personnes réparties dans les usines du Doubs.

En 1961, les responsables du service de Formation et de Perfectionnement des cadres de la SAP viennent suivre au CUCES une session de sensibilisation aux problèmes de formation dans les entreprises. Dans le même temps, se pose à la SAP un problème de formation de chefs d'équipes. Le CUCES, qui cherche un terrain pour mettre à l'épreuve les hypothèses du texte de septembre 1961 accepte d'y intervenir en posant ses propres conditions, notamment que l'action de formation ne sera pas réalisée directement par le CUCES, mais par des formateurs internes formés par lui. Ces conditions étant acceptées, l'action débute par la formation de 12 ingénieurs-formateurs en décembre 1961, avec le soutien du BASSEPI¹ et la contribution de l'équipe de M. CROZIER. L'action chez Peugeot est menée dans l'esprit d'une "recherche-active" devant contribuer aux recherches sur les problèmes posés par la formation d'adultes, en précisant notamment les notions d'analyse des besoins, de contrôle de résultats, de méthodes adaptées aux objectifs de la formation. Il est prévu que le CUCES se retire une fois que le "milieu sera devenu autonome". Partant des hypothèses suivantes que *"le milieu socio-professionnel présente des conditions exceptionnellement favorables à une action d'Education Permanente"*², qu'une formation pédagogique des cadres devraient conduire ceux-ci à *"jouer le rôle d'agent de formation de leur entourage"* et que ceci est de nature à favoriser le développement de l'organisation, les principes d'action du CUCES consistent à former des "Ingénieurs-Formateurs" (IF) qui formeront à leur tour, suivant une progression géométrique, d'autres agents formateurs. Le futur formateur doit bien connaître le milieu dans lequel s'inscrit son action, il ne doit pas enseigner mais *"toujours créer les conditions d'une cogestion de la formation. Il devient un agent d'évolution de son milieu et doit être préparé à ce rôle. Une formation psychosociologique lui est indispensable"*³. Pour que la formation puisse vraiment déboucher sur des changements, il faut que la hiérarchie et tout le milieu d'accueil soit favorable à l'action de formation et y prenne une part active. L'extension de la formation est décidée en septembre 1963. 12 nouveaux IF sont formés et un séminaire des directeurs a lieu en novembre de la même année. En complément de

¹ Bureau d'application des sciences sociales et de l'éducation populaire pour l'industrie (Peuple et Culture)

² Rapport d'activité du CUCES, Conseil d'Administration du 13 février 1964, p. 73

ces actions de formation, la SAP se dote d'une véritable infrastructure pour le développement de la formation : nomination de responsables de formation à temps plein, d'"animateurs du personnel", etc. A la fin de 1963, 34% de la maîtrise a été touchée par la formation, la question de la formation des ouvriers est posée et les directeurs eux-mêmes commencent à envisager leur propre perfectionnement. En 1964-1965, l'action se poursuit avec des sessions de perfectionnement pour l'ensemble des ingénieurs formateurs (environ une 50aine) et pour le Service Central, avec la participation à des groupes de travail sur des problèmes spécifiques et avec des activités de recherche sur les effets de la formation. Une monographie sur l'action Peugeot paraît en 1966. Sous le thème "De la formation à la formation permanente", différentes personnalités de la direction de la SAP présentent en 1966, au cours d'un CA du CUCES, l'historique et la signification de "l'Expérience Peugeot". Cet exposé signifie, pour les promoteurs de l'intervention, que la "démultiplication" a fonctionné et que la direction de l'entreprise assume à présent totalement la prise en charge de l'action entamée par le CUCES. Celui-ci peut se retirer, tel était le but.

En 1966-1967, l'action du CUCES à la SAP se stabilise autour d'une fonction "conseil" : le CUCES fournit à l'équipe "Relais" de la SAP une assistance technique portant essentiellement sur les aspects pédagogiques et organisationnels de la fonction Formation-Développement. En outre, des séminaires sont organisés de manière ponctuelle, par exemple un "Séminaire d'Introduction aux Sciences Humaines", à destination des IF, avec le thème suivant : Développement personnel et changement social.

Début 1968 une enquête à visée d'évaluation et de diagnostic est lancée sur la demande du CUCES. L'INFA en la personne de M. MORIN y participe, mais l'enquête est interrompue par les grèves de mai et ne sera pas reprise. C'est néanmoins ce début de travail qui donne le point de départ de la thèse de M. MORIN et dont sera issu le livre « L'imaginaire dans l'éducation permanente »⁴, Gauthier-Villars, 1976.

³Ibid.

⁴ « L'entreprise A » où se déroule l'action de formation analysée dans l'ouvrage représente donc la SAP

I-B/2

ACTION : Intervention à l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) - Maroc

Date de démarrage : Octobre 1963 (enquête préliminaire en mai 1963)

Responsable(s) : Alain BERCOVITZ

A la suite d'un séminaire sur "La formation des adultes en milieu industriel" organisé à Nancy en juin 1962 et à laquelle participaient des membres de l'OCP, la direction de l'Office demande au CUCES une aide au développement de la formation de son personnel. L'OCP emploie un grand nombre de manœuvres pour la plupart illettrés. Son personnel national qualifié est en général jeune et inexpérimenté ou trop spécialisé. L'Office, qui est une entreprise pilote au Maroc, a entrepris un effort de modernisation technique, mais *"souhaite éviter le licenciement du personnel non qualifié, poursuivre la marocanisation de l'entreprise et favoriser le développement intellectuel de son personnel"*⁵. L'enquête préliminaire est effectuée à l'OCP en mai 1963. Il en ressort que *"le plus urgent et le plus adapté [des aspects de l'éducation permanente] c'est la démultiplication (géométrique ou non) des formateurs"*⁶

Octobre 1963 - mai 1965 : 1^{ère} phase : Partant de l'hypothèse que, pour avoir des chances de succès, une action d'éducation permanente doit rencontrer l'adhésion et le soutien de toute la hiérarchie, le CUCES démarre son action par l'organisation de deux séminaires, le premier regroupant les directeurs (17), le second réunissant les chefs de service (21). A partir d'une réflexion en commun sur les problèmes du personnel et d'avenir de l'office, les responsables doivent déterminer les moyens pratiques à mettre en œuvre pour lancer l'action de formation. Une commission permanente est constituée (CEPP) pour étudier les problèmes du personnel. Elle a pour mission d'étudier les besoins. Une dizaine d'ingénieurs sont désignés comme "premiers agents de l'éducation permanente". Il est prévu qu'ils suivent une formation pédagogique et qu'ils consacrent par la suite 20 à 30 % de leur temps de travail à la diffusion de la formation.

A. BERCOVITZ et M. LEFEBVRE s'installent au Maroc (Rabat) de janvier à juin 1964 et retournent y résider en octobre pour pouvoir se consacrer entièrement à cette action. La formation se déroule sur un an, les intersessions étant mises à profit pour effectuer une analyse du milieu professionnel et déterminer les besoins en formation au moyen d'interviews. La méthode se heurte aux habitudes (manque de temps des ingénieurs en poste, impératifs immédiats de production, incompréhension et résistance du milieu et de

⁵L'Education permanente à l'OCP, Résultats de l'enquête préliminaire à une intervention, CUCES, mai-juin 1963, p. 1

⁶Ibid., p.7

la hiérarchie...), mais le petit groupe d'ingénieurs devient, lui, très motivé. Ainsi des actions sont menées dans les différents sièges ou groupes d'exploitation : définition d'emplois, enquête sur les besoins en formation des surveillants mineurs, formation des conducteurs d'engins en relation avec le service de formation professionnelle (SFP). Ce dernier se trouve amené à redéfinir ses objectifs, ses méthodes et à repenser ses structures. Parallèlement, avec l'appui du CUCES, la CEPP lance une enquête sur le problème de l'avancement à l'OCP, mettant en relief la politique du personnel et le climat général. Cette enquête déclenche un vaste débat au niveau de la direction et débouche sur des propositions concrètes. A partir de mars 1965, de nouveaux IF sont formés. Les séminaires sont co-animés par le CUCES et le SFP. Cette fois, les deux animateurs du CUCES restent à Nancy de façon à influencer la prise en charge des actions par les membres de l'entreprise.

Juin 1965 à mai 1967 : Phase de latence. La direction de l'OCP, qui a changé, sans exprimer de réprobation, ne manifeste pas d'intérêt ni d'appui à l'action. Les décisions se trouvent suspendues dans l'attente d'une confirmation qui ne viendra pas. Les actions de formation sont réalisées mais les projets de développement sont mis en sommeil.

Mai 1967 à septembre 1968 : Dernière phase. En mai 1967, le Directeur Général de l'Office change à nouveau et les relations reprennent immédiatement entre le CUCES et l'OCP. L'office crée une Commission de la formation composée des principaux dirigeants de l'entreprise. Cette commission devient l'interlocuteur du CUCES. Des séminaires sont organisés pour les dirigeants : "Objectifs, organisations et structure de la formation" (avril 1968), "Contrôle de l'action et traitement des problèmes de formation" (2 et 3 mai 1968). Une étude approfondie sur le fonctionnement du SFP est décidée, mais retardée en raison des grèves de mai. En septembre, c'est la fin brutale de l'intervention à l'OCP. Le Directeur Général n'a en effet pas accepté que ses directeurs lui présentent des revendications sur l'organisation générale de l'office à l'issue des séminaires des 2 et 3 mai.

Comme l'intervention à la SAP, l'action à l'OCP (l'entreprise B) est analysée dans le livre de M. MORIN, « L'imaginaire dans l'éducation permanente ».

I-B/3

ACTION : Intervention aux Ciments Lafarge

Date de démarrage : novembre 1963

Responsable(s) : Pierre CASPAR, puis le GIO

La Direction Générale des Ciments Lafarge formule en juillet 1963 une demande de formation en statistiques. Conformément aux principes d'Education Permanente mis en œuvre à la SAP, le CUCES (via le Département des ingénieurs et cadres) propose de confier la formation non pas à des personnes extérieures, mais à certains ingénieurs de l'entreprise, spécialement formés pour cela. Un premier groupe de 6 Ingénieurs-Formateurs est formé par le CUCES, à la fois sur le plan statistique et sur le plan pédagogique, au cours de séminaires organisés fin 1963, début 1964.

Avril 1964 à juin 1965 : première vague de formation. Les 6 Ingénieurs-Formateurs *"démultiplient, leurs connaissances statistiques dans les usines et les laboratoires de la Société"*⁷, auprès d'une trentaine d'ingénieurs répartis en 5 groupes. La méthode fait alterner des périodes de travail personnel et des réunions de groupe d'une journée, animées par l'Ingénieur-Formateur responsable. Le CUCES visite les groupes régulièrement et réunit les Ingénieurs-Formateurs tous les trois mois environ pour faire le point des difficultés rencontrées. Cette première vague s'achève en mai 1965 par 2 journées d'évaluation.

La deuxième vague de formation débute en octobre 1965. Elle est ouverte à toutes les personnes d'un niveau en mathématiques suffisant. 30 nouveaux ingénieurs et 6 cadres commerciaux ou administratifs y participent. Les 5 Ingénieurs-Formateurs qui animent les groupes ont été choisis parmi les meilleurs des groupes précédents. Un questionnaire est remis à chaque participant afin de renseigner les Ingénieurs-Formateurs et le CUCES sur les raisons de leur inscription, leurs attentes, les difficultés qu'ils pensent à priori rencontrer, leur intérêt vis à vis de la méthode, etc.

1966 représente un tournant. Au plan quantitatif, un certain nombre d'actions viennent se greffer sur la formation des ingénieurs, notamment une expérience de formation d'agents de maîtrise et une étude sur la fonction d'ingénieur dans la société (à partir des travaux de M. LESNE et C. de MONTLIBERT, INFA). En même temps une évolution qualitative intervient. Le CUCES passe d'un travail par commandes successives à une collaboration prenant plutôt la forme d'une aide technique dans le domaine de la formation, aide qui doit progressivement s'interrompre au fur et à mesure de la prise en charge par

⁷Rapport d'activité du CUCES, CA du 7 décembre 1965

l'entreprise des problèmes rencontrés. Un "Groupe Complémentaire de Formation" constitué d'anciens Ingénieurs-Formateurs est créé. Il est l'amorce d'un relais du CUCES. En 1966-1967, de nouveaux départements de l'entreprise, ainsi que la Direction de l'Exploitation sollicitent une intervention du CUCES. Chaque nouvelle intervention débute par une phase de diagnostic et débouche le plus souvent sur l'organisation de séminaires spécifiques. Au cours de l'hiver 1967, une première sensibilisation des Directeurs d'usine à la statistique et aux problèmes d'ordre sociologique posés par une telle formation dans une organisation industrielle est réalisée.

A partir de 1967, le CUCES souhaite changer la nature de son intervention en cherchant à développer les structures-relais et à se retirer progressivement de l'action directe. Cette dernière se poursuit néanmoins avec la formation de formateurs dans le cadre de projets de formation des cadres à l'économie et à la gestion (1969), ou d'ouvriers à l'électricité et à la mécanique en vue d'une prochaine automatisation (1969) ou encore avec une formation psychosociologique de l'encadrement (1970-1971). En 1969, une nouvelle organisation du Groupe Lafarge se met en place, entraînant des besoins de formation notamment dans le domaine des relations et des communications et la direction demande la collaboration du CUCES. Différentes possibilités d'actions sont mises à la disposition de l'entreprise à partir de mars 1971 et pour les faire connaître une campagne d'information est organisée avec la participation d'intervenants du CUCES. Le rôle du centre consiste à proposer une démarche d'investigation et à aider dans son analyse le groupe de travail réuni pour localiser les problèmes de nature psychosociologique ; il consiste également à proposer des actions correspondant aux diverses situations analysées et à les conduire.⁸

Cette intervention a été analysée par Pierre CASPAR, dans *Formation des adultes ou transformation des structures de l'entreprise, une expérience du CUCES*, les éditions d'organisation, 1970.

⁸Rapport d'activité du CUCES, CA de février 1972

I-B/4

ACTION : Intervention à l'Assistance publique

Date de démarrage : Juin 1964 (phase de diagnostic en 1963)

Responsable (s) : Gisèle DENIS (participation de J.-J. SCHEFFKNECHT au début)

La phase d'exploration du problème (1963) conduit le CUCES à poser le diagnostic suivant : "Le système hospitalier parisien s'avère incapable de changer à la mesure des besoins de son environnement"⁹. L'objectif de l'intervention du CUCES est "d'apprendre à l'organisation à prendre en charge son propre développement"¹⁰. Un *Groupe Central* est chargé du suivi et de l'évaluation de l'action globale du CUCES.

1ère étape expérimentale (juin à décembre 1964) : action directe du CUCES sur un hôpital, l'Hôtel Dieu, et une école, l'Ecole des Cadres.

A l'Hôtel-Dieu :

- a) Enquête au niveau de deux services importants afin d'analyser la marche d'un service
- b) Session réunissant 4 types de personnes (médecins, gestionnaires, enseignantes, soignantes) sur le thème des problèmes de développement. A l'issue du stage, il apparaît que les médecins ne sont pas prêts à prendre une part active au développement du système hospitalier. Par contre, les "hospitalières", très motivées pourraient constituer le premier noyau d'un "Service central de développement"¹¹
- c) Réorganisation de la fonction soin : remédier à la confusion des tâches en créant un poste de "secrétaire hospitalière" devant permettre de décharger la Surveillante et les infirmières des tâches secondaires. Mise en place d'une formation de ces secrétaires hospitalières sur les bases définies par les surveillantes.

A l'Ecole des cadres :

Le rôle de cette école est de former des Surveillantes ainsi que des cadres enseignants (monitrices). Le CUCES est chargé de la formation de la nouvelle équipe mise à la tête de cette école, et joue le rôle de conseiller technique dans la réforme des études prévue pour la rentrée 1964-1965. La formation des cadres et des enseignantes consiste en des apports psychosociologiques, en de l'entraînement mental, par la suite un suivi sera assuré grâce à des groupes d'analyse de cas, des groupes Balint. Cette partie de l'intervention se poursuivra jusqu'à la fin.

⁹De l'Hôtel-Dieu à l'Assistance publique, CUCES, novembre 1965, p. 1

¹⁰Ibid.

¹¹Rapport d'activité du CUCES, AG du 4 décembre 1964, p. 30

2e étape (1966) : Reproduction des actions de réorganisation d'après le modèle de l'Hôtel Dieu dans les 10 principaux hôpitaux de la région parisienne. Ces actions sont prises en charge par deux groupes, l'un composé des 10 directeurs, l'autre des conseillères hospitalières, animés par le CUCES sans que celui-ci soit présent dans les hôpitaux. En parallèle, le CUCES commence une étude sur les écoles d'infirmières

La 3e étape (1967-1968) est centrée sur l'Administration Centrale et la Direction Générale. Celle-ci fixe les objectifs de la poursuite de l'intervention du CUCES et des études sont entreprises sur l'ouverture d'hôpitaux neufs et sur l'infirmière à différents moments de sa carrière (notamment sur la démission). Le programme de l'intervention est bouleversé par deux événements extérieurs : un projet de réforme hospitalière et les conséquences de la grève de mai 1968 dans les écoles d'infirmières, elle se poursuit néanmoins et se diversifie : intervention dans le nouvel hôpital de Créteil, dans des écoles d'infirmières... Par ailleurs, le CUCES continue d'animer les différents groupes créés. En février 1969, l'Assistance publique connaît un changement de Directeur Général, ce changement entraîne l'arrêt ou la "mise en attente" de plusieurs actions. Le rôle de conseil pédagogique du CUCES se poursuit cependant jusqu'en 1970.

Deux professions sont nées à l'Assistance publique de cette intervention du CUCES : les secrétaires hospitalières dans les équipes soignantes, et les conseillères hospitalières auprès des directions d'hôpitaux. Dans les écoles d'infirmières, l'intervention a notamment conduit à la réforme du stage hospitalier et à l'élaboration de nouveaux outils pédagogiques.

I-B/5

ACTION : Intervention aux Houillères du Nord

Date de démarrage : Janvier 1965

Responsable(s) :

En décembre 1964, le CUCES est saisi par une demande de formation en provenance des Houillères du Nord-Pas-de-Calais. Il s'agit de perfectionner, dans le domaine économique, les agents du Service Central des Etudes Economiques et de leur apporter les compléments pédagogiques nécessaires pour leur permettre de diffuser les connaissances économiques réclamées par les ingénieurs du Bassin.

Janvier à juillet 1965 : phase préparatoire

L'étude et la conception de la formation sont confiées à un groupe de travail comprenant des représentants des Houillères et du CUCES. Une série d'entretiens est réalisée auprès des ingénieurs par le CUCES. Ceux-ci font notamment état d'une charge importante de travail ne leur permettant pas de se libérer pour leur formation et a fortiori, pour une action de diffusion. La synthèse des entretiens fait l'occasion d'un feed-back auprès des intéressés et est présentée à la Direction. Le groupe de travail établit à partir de cette étude un programme de formation à l'économie et un projet de déroulement général de l'action :

1966 : Formation des ingénieurs

Une quarantaine d'ingénieurs des Houillères ayant à utiliser des concepts économiques participe à un séminaire de 15 jours axé sur l'économie. Deux séminaires ont lieu, l'un en janvier 1966, l'autre en avril 1966. Le contenu élaboré avec la collaboration d'experts de la SEMA et du Conseil National de Comptabilité (calcul des coûts et prix de revient, méthodes de comptabilité générale et analytique, rentabilité des investissements, problèmes de renouvellement du matériel, etc.). L'enseignement comprend des exposés, des études de problèmes, des présentations-discussions de cas. Par la suite, jusqu'à la fin de l'année 1966, la Direction des Services Economiques et Financiers (DSEF) prend l'initiative de constituer des groupes d'étude rassemblant tous les participants des séminaires. Le CUCES n'intervient pas dans cette phase et se prépare à jouer le rôle de conseiller dans la démultiplication. En effet, parmi les ingénieurs formés au cours de ces séminaires, douze sont appelés sur la base du volontariat, à participer à un séminaire de formation pédagogique.

I-B/6

ACTION : Intervention auprès de la Société Nationale de Sidérurgie (SNS) - Algérie

Date de démarrage : Mai 1966

Responsable(s) : Jean-Joseph SCHEFFKNECHT puis le GIRED (Groupe d'Intervention et de Recherche pour l'Education liée au Développement)

Le gouvernement algérien a décidé, en 1962, de créer un complexe sidérurgique devant employer 2000 personnes à l'horizon 1971 dans le site d'EL HADJAR à 12 km au sud d'ANNABA. L'un des grands problèmes auxquels la SNS doit faire face est celui du recrutement et de la formation de son personnel.

Mai 1966 - Mars 1967 : La demande, objet d'intervention

La clarification de la demande et un premier diagnostic sont effectués à travers un stage au CUCES de deux membres de la SNS (respectivement 4 mois et 1 mois) et des réunions de travail CUCES/SNS.

La première formulation de la demande est d'assister la Direction du Personnel dans ses tâches de formation et ceci, dans une perspective "d'algérianisation" :

- a - assistance dans la mise en place d'un Centre Inter-entreprises de Formation de Techniciens et Agents de Maîtrise (CITAM) : définir les profils des formateurs, assurer leur formation pédagogique, définir les contenus des formations, élaborer des documents pédagogiques, etc.
- b - intervenir dans la formation des cadres : sensibiliser les cadres déjà en place à leur futur rôle de formation, puis procéder à leur formation et prendre en charge la formation des futurs cadres.

En fait, à l'issue de la première phase de contact, *"la demande d'assistance technique s'est transformée en une demande d'intervention globale sur les problèmes de formation en relation avec les problèmes qui les déterminent (système socio-technique, élaboration de structures d'organisation, contexte social et économique, etc.)."*¹²

Le CUCES présente un projet d'intervention à long terme dont les axes principaux sont les suivants :

- 1 - Mise en place d'une institution éducative : le CITAM (aide à l'élaboration d'un projet institutionnel et pédagogique cohérent)
- 2 - Mise en place progressive d'un système de Formation Permanente à EL HADJAR avec la constitution d'un premier embryon, le Service Central de Formation Permanente, institution relais du CUCES à EL HADJAR

¹²Rapport d'activité du CUCES, CA décembre 1967, p. 109

3 - Elaboration du plan de formation et Etudes de fonctions. Il s'agit de déterminer le contenu des programmes de formation en partant d'études de fonctions précises et aussi objectives que possible.

4 - Etudes et recherches. L'action en Algérie étant explicitement définie comme terrain de recherche-action et comme le moyen d'approfondir les connaissances du CUCES sur des questions comme "l'intervention socio-pédagogique", "formation et structures de formation dans une organisation en pays en voie de développement", "populations en formation", "études de fonctions et analyse des besoins en formation", etc.

Les différentes actions

La 1ère phase de l'intervention se déroule d'avril à octobre 1967. L'essentiel de l'activité du CUCES porte sur le CITAM. Par ailleurs, divers échanges et journées de travail avec la Direction du Personnel ont lieu à Paris. Le CUCES mène également un diagnostic sur la population des Contremaîtres adjoints d'entretien en collaboration avec l'INFA. Enfin le CUCES débute l'étude de fonctions par des entretiens avec les ingénieurs de la direction technique et par un séminaire de 3 jours à Paris, avec ces mêmes ingénieurs.

En octobre 1967, des réorientations politiques sont décidées à la SNS et c'est la Direction Générale à Alger qui devient l'interlocuteur du CUCES (au lieu de la Direction du Personnel SNS à Paris). La Commission Centrale de la Formation et du Développement pilote l'ensemble de l'intervention et les restructurations nécessaires.

a - CITAM

La première phase d'intervention, jusqu'à octobre 1967, consiste à aider à la mise en place du Centre : réflexions sur les objectifs, élaboration des statuts et des structures de l'institution pensées de manière à favoriser la mise en place d'une pédagogie institutionnelle, formation de formateurs, formation d'un groupe d'intervention

L'action se poursuit selon deux axes :

- la formation interne des formateurs, avec l'objectif d'élargir la formation de base des permanents du CITAM aux problèmes de l'organisation industrielle et à ceux de l'économie d'entreprise. En mars 1970, le CITAM prend directement en charge la formation interne.
- une intervention auprès du Groupe de Direction et des instances de coordination pédagogique, par l'animation de groupes de travail périodiques sur différents thèmes : formation méthodologique à l'analyse des besoins, réflexion sur les objectifs et contenus d'une formation de formateurs, évaluation, conditions de développement d'une institution de formation, etc.

b - El Hadjar (septembre 1967 - septembre 1969)

L'action du CUCES consiste en une intervention auprès de la Direction d'Usine et de la direction du Personnel pour la clarification du projet "Formation permanente et politique du personnel" et la mise en place d'une nouvelle structure d'organisation de la division du personnel qui soit cohérente avec le projet de formation permanente de l'usine. En février 1969, la nouvelle "Fonction personnel" est en place et l'intervention peut s'orienter vers des tâches plus spécifiques de formation. Le démarrage du Haut fourneau en mai 1969 pose concrètement le problème de la "formation sur le tas" et met en évidence la nécessité de réviser la division du travail entre services de production et services du personnel. Un diagnostic est établi en juillet 1969 par un groupe réunissant les responsables de la sous-direction du personnel, le groupe de direction du CITAM et le GIRED. A partir de septembre 1969, c'est le CITAM qui prend directement en charge la suite de l'intervention à El Hadjar, le GIRED poursuivant l'action indirectement par le biais de la formation du groupe d'intervention du CITAM.

c - Intervention auprès du siège à Alger

Un travail de même nature qu'à El Hadjar (clarification du projet et organisation) est mené au siège de la SNS. L'ensemble des travaux conduit à la restructuration de la Direction du Personnel - Siège, de ses relations avec les usines et à une "semi-intégration" du CITAM dans les structures d'organisation de la Direction du personnel - siège. L'intervention du GIRED auprès du siège s'arrête à la suite de cette réorganisation, le suivi en étant assuré par le CITAM.

d - Formation de formateurs de longue durée (septembre 1968 - juillet 1971)

Devant la difficulté de recrutement des cadres algériens à la fois pour ses services de formation et pour le CITAM, la SNS décide une action de formation de longue durée (3 ans) pour les jeunes du niveau bac. Cette formation est menée conjointement par le CUCES et le CITAM, la responsabilité générale incombant au CITAM. Le CUCES prend en charge les deux premières années qui se déroulent alternativement en France et en Algérie. La troisième année est entièrement assurée par le CITAM en Algérie. Cette formation est conçue dans une perspective expérimentale.

La sélection des candidats a lieu en septembre-octobre 1968 et la formation commence le 18 novembre à Annaba pour un séminaire d'accueil de 3 semaines qui se poursuit par une période de 7 semaines de travail dans des entreprises algériennes en tant qu'OS. A l'issue de cette période, la formation reprend à Nancy en février 1969. Après une phase de sensibilisation globale et de formation méthodologique, la deuxième année consiste en un approfondissement des connaissances sur le fonctionnement des organisations

industrielles et le développement de la formation permanente. La troisième année est conçue comme une année de pratique pédagogique avec un suivi par le CITAM.

Le montage et la réflexion sur cette formation ont donné lieu à l'élaboration d'un document "*Formation des formateurs et création d'institutions éducatives dans le Tiers-Monde*", CUCES, novembre 1970.

I-B/6 bis

ACTION : Intervention auprès du Ministère du Travail et des Affaires Sociales Algérien

Date de démarrage : Septembre 1968

Responsable(s) : le GIRED

Cette intervention résulte d'un élargissement de l'intervention du CUCES en Algérie. Des responsables de la Direction formation du Ministère, intéressés par le développement du CITAM, font appel au CUCES "*pour les aider d'une part à clarifier leur projet politique, d'autre part à mettre en place un plan d'action cohérent avec leurs options*"¹³.

Intervention auprès de la Direction de la Formation

Clarification de son projet à travers une étude de la situation éducative actuelle en Algérie et de sa propre position dans ce système.

Elaboration d'un plan d'action et mise en place des moyens adéquats. Les axes prioritaires suivants sont définis :

- La formation dans l'entreprise
- Action sur l'appareil de formation du Ministère du Travail
- Action sur les organisations de Masse
- Action sur les autres instances de formation algérienne
- Les contenus de l'Education et de la Formation

Par ailleurs un groupe de réflexion mixte SNS-Ministère du travail est constitué sur le thème « Formation et Entreprise ».

Deux séminaires sont organisés avec le groupe responsable de la Direction Formation, l'un en septembre 1968, l'autre en novembre. Ils sont l'occasion de faire un diagnostic sur l'organisation et le fonctionnement de la Direction de la Formation.

¹³Rapport d'activité du CUCES, CA décembre 1968, p.125

I-B/7

ACTION : Intervention aux Forges de Strasbourg

Date de démarrage : Juin 1967 (enquête préalable début 1967)

Responsable(s) : A. BERCOVITZ

Une première demande de formation émanant de la direction des Forges de Strasbourg date du premier trimestre 1966. Le CUCES n'y répond pas immédiatement car une réorganisation profonde de l'entreprise est en cours et cela fait courir *"le risque que la formation soit associée dans l'esprit du personnel aux mesures drastiques prises par la nouvelle direction à cette occasion, et également parce que le CUCES ne disposait d'aucun permanent immédiatement disponible"*¹⁴.

A la fin de l'année 1966, les Forges renouvellent leur demande. Il s'agit de former le personnel d'encadrement sur le thème "les comptes prévisionnels et le respect des standards à tous les échelons". *"Pour la Direction Générale, l'objectif est (...) d'agir sur les attitudes et comportements des cadres et de la maîtrise, dans le sens d'une prise de conscience de leurs responsabilités et d'une plus grande participation aux objectifs économiques de l'entreprise"*¹⁵. Les premiers contacts des responsables du CUCES avec les dirigeants font apparaître que la demande en recouvre une autre plus vaste et moins précise, concernant une action sur les structures de communication et le mode de relations. Le groupe de coordination des Directeurs d'Usine est désigné pour suivre l'action.

1) Phase préliminaire

Le CUCES réalise une soixantaine d'entretiens de type non directif enregistrés auprès des cadres de la société afin qu'ils précisent leurs attentes. Le rapport d'enquête confirme notamment l'importance des problèmes de relations et de climat dans l'entreprise.

Fin juin 1967, un séminaire de deux jours regroupant le Président Directeur Général, les Directeurs des différents départements et les Responsables de différents services (15 personnes) est organisé. L'objectif en est de définir l'action à partir des résultats de l'enquête.

2) L'action (octobre 1967 - juillet 1968)

¹⁴Rapport d'activité du CUCES, CA décembre 1967, p. 103

¹⁵Ibid.

a - Au niveau de chaque département sont organisées des réunions de feed-back sur le rapport d'enquête. Ces réunions ont des suites dans une seule filiale : Strafor-Hausermann, qui se traduisent par des journées de réflexion collective sur les problèmes d'autorité.

b - Une nouvelle enquête est réalisée au niveau technique et maîtrise (décembre 1967-mars 1968). Mais les réunions de restitution ont cette fois du mal à s'organiser.

c - Un groupe de cadres-formateurs est constitué sur le thème de la gestion prévisionnelle. La formation pédagogique des membres de ce groupe par le CUCES représente la part la plus importante de l'intervention et donne lieu en interne à une très importante réflexion sur les objectifs et le contenu d'une formation de formateurs.

De novembre 1967 à mai 1968, le groupe se réunit en séminaires de trois jours tous les deux mois environ. Les intersessions sont mises à profit pour étudier des cas ou approfondir en terrain réel les apports des séminaires. Durant ces intersessions, des regroupements d'1/2 journée à 1 journée sont organisés (7 à 10 réunions par intersession) durant lesquelles les responsables du CUCES animent et suivent les travaux.

Des difficultés surgissent. Par exemple, le CUCES refuse de participer au choix des futurs formateurs autrement qu'en proposant des critères de sélection ce qui retarde la constitution du groupe. Ensuite, *"l'attitude permissive et le style pédagogique"* du CUCES surprennent les participants et s'ils sont finalement acceptés *"bon nombre des autres cadres de l'entreprise se sont montrés inquiets ou ironiques devant un processus (...) dont ils maîtrisaient mal l'évolution"*¹⁶. Enfin, étudier la gestion prévisionnelle à partir de cas concrets conduit inévitablement à s'interroger sur les structures, l'organisation et le fonctionnement général de l'entreprise, ce qui semble-t-il, n'était pas le but recherché par les commanditaires.

Fin juillet 1968 donc, la Direction demande au CUCES d'interrompre son intervention. Elle décide de poursuivre l'effort de formation interne par ses propres moyens.

¹⁶Rapport d'activité du CUCES, CA décembre 1968, p.76

I-B/8

ACTION : Action au Laboratoire de Marcoussis

Date de démarrage : Décembre 1968

Responsable(s) : A. BERCOVITZ, Groupe de psycho-sociologie (GPS)

Le centre de recherche des Laboratoires de Marcoussis emploie environ un millier de personnes dont 260 ingénieurs et 400 techniciens.

La demande originelle adressée au CUCES à la fois par la direction et par la « Commission formation » du Comité d'entreprise, porte sur la mise en place de formation pour les agents techniques du centre de recherche.

Deux problèmes lui sont soumis :

- aider la « commission formation » à définir des programmes en électronique, en mathématiques, en économie et en gestion
- organiser la formation pédagogique des ingénieurs volontaires pour devenir les animateurs de ces cours.

Par ailleurs, les membres de la commission pensent que les actions de formation auront un effet sur les problèmes de relation, de communication et de circulation de l'information qui se posent au centre.

Une phase préparatoire (avril à octobre 1968) conduit le CUCES à proposer un projet adopté par la direction de l'entreprise en décembre 1968. A la demande du CUCES, une instance représentative des différentes parties concernées par l'action de formation est constituée (1 représentant de la direction, 5 du CE, 2 de la hiérarchie, 1 des formateurs, 1 des auditeurs, et un membre du CUCES), la Commission « formation-emploi », qui se réunit une demi-journée par mois pour contrôler l'ensemble de l'action. Dans ce cadre, la demande est décortiquée et approfondie.

Première phase (1969)

a) Perfectionnement pédagogique des formateurs (janvier à juin 1969)

Un séminaire de sensibilisation est proposé à 8 ingénieurs volontaires. Il comprend deux sessions résidentielles de trois jours et a pour objectif de fournir aux participants l'occasion de mettre en lumière leurs motivations. A la suite de ce séminaire, quatre journées d'approfondissement espacées d'un mois chacune permettent une alternance entre pratique pédagogique et réflexion sur cette pratique.

b) Les enquêtes

Les membres de la commission prenant conscience peu à peu que la formation dans l'entreprise ne se pose pas seulement en termes de programmes à respecter ou d'horaires à aménager, la commission décide en avril 1969 une enquête auprès du personnel pour mieux connaître les besoins en formation. Bien qu'interrogés sur la formation, les interviewés s'expriment sur de nombreux autres points. Le rapport est remis à la direction en juin 1969. A la suite de quoi, la direction demande au CUCES de mener une enquête complémentaire auprès de la direction et de la hiérarchie afin de sensibiliser les personnes interviewées au problème de la formation. Le rapport est remis en novembre 1969

Deuxième phase (1970)

L'action se poursuit sur deux plans :

a) Assistance à la Commission Formation

dans sa réflexion à partir des éléments recueillis par les enquêtes. Ceux-ci font apparaître un certain nombre de désaccords entre les attentes des différentes parties, mais qu'une modalité de formation paraît assez satisfaisante pour les uns et les autres. Les travaux aboutissent en juillet 1970 à la conclusion qu'il faut promouvoir la « formation sur le tas », formule déjà existante mais à consolider. En septembre, l'entreprise nomme un cadre responsable de la formation dans l'entreprise.

b) Assistance au Comité d'Entreprise pour donner un nouveau départ à une institution issue des événements de mai 1968 : Les Conférences de Laboratoires

Chaque laboratoire devait organiser des réunions, envisagées comme « lieux de parole », où tout le personnel était invité à s'exprimer, tout problème pouvant être abordé. Le CE, constatant la dégradation de cette institution, passe un accord avec la direction pour que le CUCES puisse observer le fonctionnement de réunions. Un compte rendu d'observation est rédigé où il apparaît que les problèmes soulevés par les Conférences ne sont pas sans lien avec les conclusions auxquelles ont abouti les travaux de la commission formation.

Suspension de l'action

Un certain nombre de faits nouveaux étant intervenus en 1970, extérieurs à l'entreprise (accords du 9 juillet) ou internes (modification des structures, renouvellement de la direction, nomination d'un responsable formation...), la direction juge préférable de s'accorder un temps de réflexion avant d'examiner la mise en route de nouvelles actions. La collaboration avec le CUCES est donc suspendue.

I-B/9

ACTION : Action à la société SOVIREL

Date de démarrage : 1969

Responsable(s) : le G.I.O.

A la suite d'une visite au CUCES du responsable de formation de la société SOVIREL¹⁷ en décembre 1968, celui-ci présente une demande « d'assistance en formation » liée aux réformes de structures. La politique de formation de la société s'organise autour de deux axes : « l'adaptation à l'emploi, moyen de satisfaire les moyens d'expansion de l'entreprise en aidant le personnel à devenir plus compétent et plus efficient, et l'éducation industrielle, moyen de satisfaire les aspirations des hommes qui ont l'ambition naturelle de progresser ». ¹⁸ La demande de formation concerne trois niveaux de la maîtrise : les chefs d'atelier, les chefs de section et les chefs d'équipe, il s'agit d'aboutir à une action « structurée et programmée », répondant à des objectifs précis élaborés par le Département des relations humaines en lien avec le service « Organisation et développement » de l'entreprise. Le CUCES se montre intéressé par le projet mais déclare être dans l'impossibilité d'intervenir avant mai 1969. Des rencontres ont toutefois lieu avant cette date qui permettent une meilleure information du CUCES et lui permettent de formuler une réponse dans les termes suivants :

« Dans la mesure où la demande de la société est à la fois une demande et une réponse, c'est-à-dire qu'elle préfigure le type d'action demandée au CUCES, mais reste exploratoire quant à son objet, il a semblé utile au CUCES de manifester concrètement deux nécessités :

- d'une part explorer avec l'entreprise les tenants et les aboutissants de sa demande pour lui permettre de prendre elle-même ses décisions ;*
- d'autre part, mais en corollaire, d'indiquer l'extériorité du CUCES, consultant de l'entreprise, de manière à éviter, dans la prise de décision toute ambiguïté, substitution ou confusion des rôles. »*¹⁹

La société accepte ces principes, ainsi que la suggestion de créer une « Instance » (une institution qui n'existe que par rapport à l'intervention du CUCES) qui a pour objet de réfléchir aux projets d'action dans une phase de diagnostic, puis de mettre en place des réponses de formation et assurer leur suivi.

¹⁷ SOVIREL est une société de fabrication verrière (Pyrex, verres de laboratoire, lunetterie, ampoules, etc.) comptant plusieurs établissements de taille variable principalement implantés en Seine-et-Marne

¹⁸ cité dans le rapport d'activité, CUCES, janvier 1970, p. 149

¹⁹ Ibid. p. 150

Le rôle du CUCES est d'animer cette instance et d'apporter son assistance sur l'analyse des besoins. Pour cette analyse, il préconise une enquête par entretiens non-directifs destinés à analyser les représentations de la formation dans la société SOVIREL. La phase de diagnostic commence véritablement en novembre 1969 avec la réalisation de 31 entretiens. Le rapport est adressé en mars 1970 aux membres de l'Instance puis aux personnes interviewées. A partir de là, s'engage une activité de consultation du CUCES avec de nombreuses réunions de l'Instance jusqu'en juin 1970, qui conduisent à détailler des contenus possibles pour la formation de la maîtrise : formation aux relations humaines, à la gestion, formation technique et formation de base. Mais en septembre 1970, le CUCES est informé d'un changement de fonction au niveau du service de formation et de l'arrivée d'un nouveau Responsable de la formation. Celui-ci remet en question la fonction de « consultant », décide de modifier la démarche préconisée par le CUCES et demande une assistance directe auprès de ses services concernant les programmes et les méthodes de la formation destinée aux agents de maîtrise. Le CUCES répond par la négative à cette demande en soulignant la nécessité pour lui de conserver une place en « extériorité », incompatible avec le rôle d'experts auprès d'un seul service, et en insistant sur l'importance du rôle et du travail de l'Instance pour une prise en charge de la formation par la société elle-même.

A l'issue de ces échanges, l'Instance décide de se réunir sans le CUCES pour élaborer « le plus rapidement possible » un plan de formation et il est demandé au CUCES de préparer un projet de formation de formateurs s'articulant sur les décisions de formation qui seraient prises par l'Instance.

Le CUCES présente donc un projet en novembre 1970, concernant un ou deux groupes de 8 à 10 personnes qui comprend des séminaires de sensibilisation aux phénomènes de groupe, d'entraînement à la conduite de réunions, puis des séances de perfectionnement méthodologique et pédagogique. Ce projet est accepté et démarre en février 1971.

Mais l'échec de l'activité de consultation est analysé par le CUCES dans le rapport d'activité de janvier 1971, les difficultés tenant, selon lui, à « l'écart entre le rôle défini à l'Instance et sa possibilité institutionnelle à la tenir réellement »²⁰. Est ainsi posé le problème de la représentativité des membres qui, à l'exception des représentants syndicaux ne se « sentaient représentatifs que d'eux-mêmes ». Par ailleurs, l'animation non-directive de cette Instance par le CUCES a été ressentie comme « déroutante ».

Le rapport d'activité de 1972 ne mentionne plus l'action.

²⁰ Rapport d'activité, CUCES, janvier 1971, p. 157

I-B/10

ACTION : Autres interventions en entreprises à partir de 1970

1) Par le Groupe d'Intervention et de Recherche pour l'Education liée au Développement (GIRED)

a - La formation d'opérateurs pour le complexe d'engrais phosphate de la société nationale algérienne SONATRACH²¹ à Annaba

Il s'agit de prendre en charge une partie du plan de formation du personnel d'exploitation du complexe industriel d'engrais phosphaté. Cette formation a lieu en deux sessions successives à Nancy et répond aux objectifs suivants :

Permettre aux stagiaires :

- de mieux connaître le contexte industriel où ils exerceront leur fonction
- d'entrer dans un processus de développement personnel
- d'avoir une attitude active à l'égard de la formation

La formation a lieu entre janvier et avril 1971 et concerne 19 stagiaires.

b - Intervention à la compagnie de raffinage SHELL-BERRE

La demande initiale émane en juillet/septembre 1969 de la Direction de la Formation du siège et vise la transformation de la pratique pédagogique du Centre de formation de la maîtrise de Brunni à Berre. L'intervention du CUCES se développe en 1970 selon trois axes :

- sensibilisation et préparation d'un groupe de cadres-formateurs aux modifications pédagogiques à introduire dans le centre de formation, clarification du projet pédagogique. Les séminaires ont lieu à Nancy.
- évaluation des effets de la formation au centre de Brunni et mise à jour des facteurs qui freinent le développement de l'apprentissage. Cette phase débouche sur le démarrage de la formation des ingénieurs-formateurs.
- formation pédagogique des animateurs du service-formation de la raffinerie et d'un groupe-relais ingénieurs-formateurs.

L'action permet de revoir et de commencer à réaliser la réorganisation des objectifs et des contenus des formations assurées à Brunni.²²

c - Activités du GIRED auprès de l'usine Péchiney à l'Argentière (Hautes-Alpes)

²¹ Société nationale de transport et de commercialisation des hydrocarbures

Une première entrevue a lieu à Nancy en mai 1970 avec les responsables de l'usine de l'Argentière et le CUCES. Le directeur de l'usine et les responsables de la formation et du personnel exposent les problèmes de formation auxquels ils sont confrontés et demandent l'assistance du CUCES pour favoriser la prise en charge par les cadres hiérarchiques de l'animation des actions de formation. Des journées de travail sont organisées en juin 1970 et permettent à l'équipe du GIRED d'élaborer une analyse de la situation rencontrée. Un séminaire est organisé en janvier 1971 réunissant 16 ingénieurs et contremaîtres avec les objectifs suivants :

- clarification du projet de formation
- préparation de l'évaluation des actions
- amorçage de la formation méthodologique des participants sur le recueil et l'analyse des informations centrées sur l'évaluation des activités pédagogiques et de l'analyse des besoins.

De nouveaux séminaires sont organisés courant 1971, accompagnant la mise en place de plans de formation par chaque groupe hiérarchique dans son secteur. Durant l'année 1971-1972, la collaboration du CUCES porte sur la formation des différentes instances de l'usine à la prise en charge de l'action et sur la formation d'une personne qui, tout en conservant ses fonctions, devient « conseiller pédagogique » chargé d'apporter une aide aux formateurs pour la construction de supports audio-visuels adaptés aux actions poursuivies.

d - Intervention à l'usine d'Imphy (Nièvre) - Groupe Creusot-Loire

Les premiers contacts du CUCES avec la société métallurgique d'Imphy remontent à 1967. La direction avait demandé au CUCES de l'aider à étudier ce que pourrait être une action de formation permanente à Imphy. Un pré-diagnostic avait été réalisé qui avait conduit le CUCES, en accord avec l'entreprise, à différer l'intervention. En mai 1970, la situation de l'entreprise s'étant modifiée (fusion de deux sociétés en un Groupe Creusot-Loire à laquelle appartient à présent l'usine d'Imphy²³), la direction renouvelle sa demande au CUCES. Elle consiste globalement en la mise en place d'un système de formation permanente dans l'entreprise. Le CUCES propose des modalités d'intervention :

- constitution d'une « Instance politique centrale » qui regroupe la direction et les principaux cadres et qui a pour mission de piloter l'ensemble (objectifs, contrôle et évaluation de l'intervention du CUCES)
- constitution d'un « Groupe-relais » qui comprend des cadres et ingénieurs de chaque département de l'usine et qui étudie les besoins en formation.

²² Compte rendu d'activité, CUCES, janvier 1971, p. 172

²³ L'usine emploie environ 2 500 personnes et fabrique des aciers très spéciaux (acier inoxydable, métallurgie de précision)

Le rôle du CUCES est d'animer ces instances et d'assurer la formation pédagogique et méthodologique des membres du « Groupe-relais ».

De nombreuses demandes de « connaissance de l'entreprise » sont mises à jour par cette action et donnent lieu à une action d'information réciproque entre les différents services de l'entreprise.

L'intervention continue en 1972-1973 avec : une formation au travail en groupe pour les cadres et les chefs d'ateliers ; une formation de formateurs pour la formation des agents de maîtrise ; une assistance pour la création de CAP par unités capitalisables de spécialités de l'entreprise ; une formation de formateur pour la formation d'ouvriers professionnels et d'entretien.

L'action se poursuit plusieurs années au-delà de notre période d'étude.

L'intervention de 1970 à 1973 a donné lieu à la réalisation d'un film tourné par l'OFRATEME pour le magazine de RTS-PROMOTION sous le titre : « *Une expérience de formation collective : l'entreprise* ». ²⁴

2) Par le Groupe de Psycho-Sociologie (GPS)

a - Intervention auprès du commissariat à l'énergie atomique : centre de production de plutonium de Marcoule

En avril 1970, une demande émanant du Service Formation du personnel du Centre de Marcoule concerne deux types d'action :

- la formation des formateurs, qui sont des techniciens ou ingénieurs volontaires qui enseignent en plus de leur activité normale, pendant les heures de travail ou en dehors
- le fonctionnement des conseils d'unités, lieux d'information et d'expression du personnel mis en place à la suite d'accords conclus en 1968 et qui comptent environ 250 personnes élues

Le CUCES propose une formation des élus des Conseils d'unités (expression orale, étude de problèmes et préparation des décisions, consultation, enquête...) et la constitution d'un groupe de travail composé de représentants de toutes les parties intéressées par le fonctionnement des conseils. Cette instance est chargée d'analyser les causes de dysfonctionnements, de rechercher des actions possibles pour y remédier et d'évaluer ces actions

Pour ce qui concerne la formation de formateurs, le CUCES propose un séminaire de sensibilisation psycho-pédagogique et psycho-sociologique, un séminaire de méthodologie pédagogique et un suivi sous forme de séances courtes réparties sur l'année.

Au cours de l'année 1970-1971, une action s'ajoute. Il s'agit de mettre en place un système interne de formation et de formation de formateurs. Le rôle du CUCES a consisté à aider le service formation à se définir et à se répartir les tâches administratives, organisationnelles et pédagogiques.²⁵

L'action se poursuit plusieurs années au-delà de notre période d'étude.

b - Action à la Société nationale des pétroles d'aquitaine (S.N.P.A). et Aquitaine-Organico

En janvier 1970, une demande émane des représentants des Commissions Formation Emploi (C.F.E.) et des Comités d'établissement de ces deux entreprises pour l'organisation d'actions de formation concernant le personnel de faible qualification.

Un projet est mis au point durant l'année 1970. Une Commission de coordination constituée des Directions et des deux C.F.E. est chargée du suivi d'une action « expérimentale », c'est à dire qui ne « cherche pas à toucher d'emblée l'ensemble des personnels des niveaux concernés, mais qu'elle constitue un exemple susceptible d'extension, après analyse des résultats ».²⁶

Le déroulement prévu en est le suivant :

- réalisation d'une enquête par interviews auprès d'un échantillon du personnel concerné
- mise sur pied de deux groupes de formation sur des thèmes économiques de base

Ces deux réalisations ont pour objectif de « sensibiliser le personnel à la formation » et de recueillir des informations sur ses attentes.

L'enquête se déroule entre janvier et juin 1971. Le rapport d'enquête, un document d'une centaine de pages, sert de base au séminaire de la Commission de coordination qui a lieu mi-juin. Des décisions sont prises par cette commission concernant la diffusion du rapport d'enquête (à l'ensemble du personnel, 800 personnes environ) et la constitution de nouveaux groupes de formation.

3) Par le Groupe d'Intervention dans les Organisations (GIO)

Intervention à la Société TREFIMETAUX

En juillet 1970, le Directeur d'une usine de la Société TREFIMETAUX demande au CUCES de conduire une formation assurée par les membres compétents de l'entreprise dans le domaine des statistiques. Trois autres usines et un département de recherche de

²⁴ Dossier : Activités 1975-1976, ACUCES, Fiche « Intervention aux aciéries d'Imphy »

²⁵ Ibid. Fiche : « Commissariat à l'énergie atomique, Centre de production de plutonium de Marcoule »

²⁶ Rapport d'activité du CUCES, janvier 1971, p.196

la société se montrant également intéressés, un avant-projet d'action est adressé à la société par le CUCES qui comprend :

- une première étape visant à analyser la demande
- une deuxième étape concernant la formation des ingénieurs-formateurs
- une troisième étape visant à assurer le suivi de l'action sous forme de réunions périodiques.

L'action débute en janvier 1971 et se poursuit en 1972 par la mise en place de la troisième étape.

4) Par l'équipe « Lorraine-Nord »

Reconversion à la SNCF

En janvier 1970, l'aide du CUCES est sollicitée par la Direction et par des représentants syndicaux de la Commission Mixte du 3ème arrondissement Voies et Bâtiments de la SNCF pour le problème suivant : d'ici quelques années, il n'y aura plus de passages à niveau gardés. Pour se reconvertir, les gardes-barrières, généralement d'un niveau scolaire très faible, sont obligés de passer des concours. Le CUCES estime qu'une étude préalable est nécessaire. La direction lui demande alors une étude sur la préparation de 15 gardes-barrières au passage de l'examen de factrice²⁷ (niveau CEP). L'étude par interviews montre que les gardes-barrières sont très mal informées des dates prévues pour la fermeture des postes et de la nature des emplois de reconversion qui leur sont proposés. Ces incertitudes « semblent grever lourdement la situation et [rendent] difficile d'envisager une action de formation »²⁸. Le CUCES considère donc qu'une information substantielle doit être donnée avant toute action de formation. Ce qui est fait en mai 1970. Une commission permanente chargée du suivi de la formation est alors créée. L'action de formation proprement dite consiste en l'inscription des candidates aux cours du Centre National de Télé-Enseignement (CNTE), dispersion oblige et l'organisation de regroupements d'une demi-journée tous les 15 jours animés par un formateur choisi au sein de la SNCF. Le rôle du CUCES est essentiellement centré sur la tâche des formateurs et sur la mise au point, avec eux, des modalités de travail des groupes. En juin 1970, 60 gardes-barrières étaient candidates à l'examen de facteur.

²⁷ Les 15 gardes-barrières en question sont effectivement des femmes.

²⁸ Rapport d'activité, CUCES, janvier 1971, p. 79

I - CUCES

C- Actions collectives

I-C/1

ACTION : Action Collective dans le bassin de BRIEY (bassin ferrifère)

Date de démarrage : mars 1964 - avril 1966 (début de la formation)

Responsables : B. SCHWARTZ et G. LAJOINIE (premiers contacts), puis A. ELIE

La menace de fermeture de nombreuses mines de fer se précise et des solutions doivent être trouvées d'urgence. Les syndicats, et principalement la CGT, très largement majoritaire chez les mineurs, se mobilisent. C'est dans ce contexte qu'émerge l'idée¹ d'une action de promotion sociale en faveur des mineurs de fer, soutenue par le Comité Départemental de Coordination de la Promotion Sociale. En mars 1964, le CUCES est chargé de faire une étude préalable qui débouche sur plusieurs projets successifs. L'action à Briey pose en effets plusieurs types de problèmes. La demande du comité départemental concerne la reconversion, le CUCES lui entend intervenir sur le seul terrain de la formation, mais d'une formation collective qui reste à inventer. Par ailleurs, il faut convaincre les mineurs chez qui l'idée de formation est très fortement liée à celle de reconversion qu'ils refusent.

Deux ans pour mettre l'action en place

Une première invention consiste à décentraliser le lieu de décision concernant la formation à l'endroit même où se trouvent les mineurs à former. C'est ainsi qu'est créé le "*Sous-comité du Bassin de Briey*", présidé par le sous-préfet et réunissant l'ensemble des composantes du tissu social local qui se réunit régulièrement pour faire le point et éventuellement modifier les objectifs de l'action en fonction des résultats des enquêtes en cours. La règle du "consensus" est requise, toutes les décisions sont prises à l'unanimité. Ainsi il est décidé que les formations se feront en dehors du temps de travail (avec l'aval des syndicats), qu'elles seront assurées en premier lieu par des contremaîtres et des ingénieurs se déplaçant d'autres mines sur le terrain de Briey, qu'une bourse, financée par le Conseil Général, sera attribuée à chaque auditeur ayant suivi un cycle avec assiduité. Les premiers contenus de formation retenus sont : mécanique auto, électricité, expression, dessin et mathématiques. A ce stade de l'action, la responsabilité du CUCES est de trouver les formateurs et de lancer les inscriptions.

Premiers cycles de formation et naissance des CAP par Unités Professionnelles Capitalisables

¹ Selon B. SCHWARTZ (*Moderniser sans exclure*, opus cit.), l'initiative en reviendrait à la CGT, selon nous, elle reviendrait au CDCPS, selon L. TANGUY (opus cit.), elle reviendrait plutôt au CUCES lui-même.

Avril 1966, 482 inscriptions ayant été obtenues, les cycles peuvent débuter. Le CUCES réunit pendant 3 jours 15 formateurs volontaires ayant déjà une expérience d'animation ou de formation afin de les préparer à leur fonction et des salles sont investies un peu partout : foyers de jeunes, mairies, salles de réunion des Mines, etc. Les niveaux des personnes en formation sur les contenus étudiés étant très disparates, l'entraide entre participants et l'évaluation des acquis s'imposent d'eux-mêmes.

Un premier bilan, largement positif, est effectué deux mois plus tard, en juin 1966. Mais une nouvelle demande, inattendue, émerge des participants : certains souhaiteraient que leur formation débouche sur un diplôme. Etant donné le système français de délivrance des diplômes (programme à suivre, examen final, etc.) le projet ne paraît pas jouable, ce serait entraîner les mineurs à l'échec. Le CUCES va donc orienter sa réflexion sur la question en s'inspirant du système américain qui permet la reconnaissance des acquis : les diplômes s'acquièrent par une accumulation de points qui varient de 1 à 4 en fonction des contenus, chaque diplôme correspond à un nombre de points donnés. Ainsi l'étudiant capitalise-t-il les points qu'il conserve d'une année sur l'autre. Le CUCES travaille donc à découper en unités les contenus de formation nécessaires aux diplômes de CAP, chaque unité pouvant être sanctionnée par une attestation en cas de réussite. Les mineurs pourraient se bâtir ainsi un "*itinéraire de formation*"². Mais il reste à négocier le système avec l'administration parisienne "*gardienne des grands principes et président à la délivrance des diplômes*"³. Les négociations sont très ardues, mais elles aboutissent à la signature d'un arrêté qui autorise le professeur SCHWARTZ - pour l'action de Briey - et en concertation avec un Inspecteur général de l'enseignement technique à délivrer des CAP par unités professionnelles (ces unités seront mises en place en novembre 1967). Cette décision entraîne un certain nombre de conséquences : modification des contenus, mise en place d'un système de validation officiel (sans notation), modification des durées de formation, etc. En octobre 1966, le nombre de cycles organisés passe de 15 à 31. Le bilan de fin d'année apporte de nouvelles modifications : l'action est élargie à toute la population et plus aux seuls mineurs et la zone d'intervention est agrandie.

En 1967, trois mois de grève paralysent le bassin minier, mais l'action continue (y compris au sein des usines fermées) et une nouvelle action de sensibilisation est lancée. Au début de 1968, 600 auditeurs sont inscrits et 56 groupes fonctionnent.

1968 : extension de l'action

²A. ELIE, "Action de formation dans le bassin ferrifère", *Education Permanente*, 1, mars 1969, 87-102

³B. SCHWARTZ, *Moderniser sans exclure*, opus cit., p. 75

L'action ne semble pourtant pas avoir atteint sa pleine envergure. Avant de lancer une nouvelle campagne d'inscription, le Sous-comité décide de confier au CUCES une nouvelle recherche : la formation proposée correspond-elle bien aux besoins ? Cette recherche est menée en février-mars 1968. Elle conduit les décideurs à étendre l'action à tout le bassin ferrifère, à ouvrir la formation aux étrangers et aux femmes au foyer. Ces dernières entrent dans l'action avec des demandes concernant la coupe-couture ou l'apprentissage de langues (française et étrangères). Elles seront 200 à suivre une formation en 1969. Des formations en alphabétisation sont mises en place pour les étrangers. Le développement géographique de l'action ne se fait pas sans problèmes. Le patronat de la sidérurgie, par exemple, résiste et retarde l'extension de la formation au bassin de Longwy. Les effectifs ne cessent de croître : 1100 auditeurs en juin 1969 (dont 200 suivent des unités en vue d'obtenir un CAP), 1300 en décembre 1969. Les formateurs sont à présent au nombre de 120 (70 cadres des mines et 50 professeurs et instituteurs). En 1971 ils sont 3 000 inscrits dans 400 groupes. En juin 1970, 40 personnes ont obtenu leur CAP (19 CAP en Electromécanique, 18 CAP en Mécanique Générale, 3 CP de tourneur) et 50 autres sont sur le point de l'obtenir (il ne leur manque qu'une unité)⁴. D'autres préparent un DEST (150 personnes) ou un concours (20 personnes).

L'action se poursuit jusqu'à la fin de l'ACUCES (1982).

L'action de formation dans le bassin de Briey a été transposée par le CUCES dans d'autres sites avec plus ou moins de bonheur, elle a également engendré des initiatives proches par d'autres organismes⁵, labellisées sous le terme « action collective de formation »⁶. Elle a été relatée dans de nombreux écrits et a constitué un terrain d'exploration et d'étude très riche pour les chercheurs de l'INFA. Elle a récemment fait l'objet d'une étude par L. TANGY (1998)⁷.

⁴Brochure publicitaire "formation permanente dans le bassin ferrifère, CUCES, sept. 1970, 48 p.

⁵ Le CUEEP de Lille notamment

⁶En 1975, la circulaire GRANNET définit les rôles de l'action collective

⁷ « Reconversion industrielle et conversion culturelle dans un bassin minier lorrain » in ***Genèse d'un espace d'activités sociales, la formation professionnelle continue*** (opus cit.)

I-C/2

ACTION : Action collective dans le bassin houiller (Forbach-Merlebach)

Date de démarrage : février 1968 - avril 1969 (début de la formation)

Responsable(s) : Pierre CASPAR

L'action collective dans le bassin houiller se monte sur le modèle de celle de Briey. Après une phase d'étude et d'enquête préalable, l'action démarre officiellement le 5 novembre 1968 avec la première réunion du Sous-Comité, présidée par le Sous-Préfet de Forbach. La région pilote retenue compte 40 000 habitants et comprend 5 communes : Béning, Cocheren, Freyming, Hombourg-haut et Merlebach.

L'action bénéficie de ressources en provenance du Fonds de Gestion de la Formation Professionnelle et de la Promotion sociale et de l'Emploi, complétées par des subventions des entreprises, du Conseil Général et de la prise en charge de certains frais de fonctionnement par les communes.

Les premières décisions du comité sont d'ouvrir la formation à l'ensemble de la population et pas aux seuls mineurs, de ne pas prévoir de diplômes au départ et "*de dissocier entièrement l'action des problèmes de conversion*"⁸. Pour tenir compte des particularités linguistiques de la région, tous les documents de la campagne d'information ont été élaborés en deux langues. Durant la "phase d'animation", des "Groupes d'information" sont constitués dans chaque commune et se chargent par différents moyens de recueillir les attentes de la population.

La première série de cycles a lieu d'avril à juin 1969 : 71 groupes fonctionnent, ce sont 665 personnes qui suivent des formations en français, allemand, anglais, électricité, mathématiques, mécanique, coupe-couture et éducation familiale.

En octobre 1969, 80 cycles sont lancés. Ils réunissent 850 personnes dont une moitié de femmes.

Comme dans le bassin de Briey, le terrain de l'action collective en bassin houiller donne lieu à de nombreuses études menées conjointement par le CUCES et l'INFA (sur les motivations des femmes qui s'inscrivent aux cycles de coupe-couture, sur le bilinguisme, sur la pédagogie des contenus, sur le problème des abandons...).

En octobre 1970, les inscriptions ont presque quadruplé (2 200 inscrits). Les personnes en formation représentent 2 à 3 % de la population totale de chaque commune. Elargir

l'action à toute la région permettrait un essor considérable du nombre d'inscrits. Mais le Sous-comité veut limiter cette extension pour "éviter la répétition à l'infini d'un modèle" qui ne peut qu'aboutir à une trop grande bureaucratisation et à exclure les aspects essentiels de la formation, les problèmes pédagogiques et relationnels⁹.

A partir de 1971, le Sous-comité de Forbach, en référence à l'action de Briey, ouvre aux auditeurs la possibilité de préparer un CAP par unités capitalisables.

L'action est élargie en 1972 à l'ensemble du bassin houiller. Comme celle de Briey, elle se poursuivra jusqu'à la fin de l'ACUCES. Ces deux actions collectives et le système de formation par Unités Capitalisables de Nancy pour les personnes de faible niveau de qualification représenteront les 3/4 du volume d'action total de l'ACUCES de 1972 à 1982.

⁸Rapport d'activité du CUCES, CA de janvier 1970, p. 95

⁹Rapport d'activité du CUCES, CA de janvier 1971, p. 133

I-C/3

ACTION : Action collective de la vallée de Senones (Vosges)

Date de démarrage : 1965

Responsable(s) : Pierre HUMBERTJEAN

Une demande émanant de représentants des pouvoirs publics et des entreprises locales est faite au CUCES. Il s'agit d'organiser dans la vallée du Rabodeau une action de formation collective de base. La situation économique de la vallée est devenue très difficile à la suite de la fermeture d'entreprises textiles.

Une première enquête menée par le CUCES permet de proposer des contenus et des méthodes pédagogiques adaptés à un public d'adultes : recyclage dans le domaine de l'arithmétique et du français en prenant comme support des séances de travail centrées sur l'étude de grandes administrations publiques et des problèmes qui s'y rattachent (la feuille d'impôts, la Sécurité Sociale, la SNCF...).

Une centaine d'élèves suit les cycles organisés dans la plupart des villes de la vallée en 1965. Cependant, le public touché se trouve être assez différent du public prévu. L'âge moyen est beaucoup plus bas que celui attendu et il en résulte un décalage entre la nature de l'action et la nature du public touché.

Des aménagements sont donc déduits de cet état de fait pour l'année scolaire 1966-1967 : une campagne de recrutement à laquelle les syndicats et les pouvoirs publics sont conviés à s'associer, des contenus plus techniques, un effort plus grand en direction de la formation des formateurs, et des documents de travail mieux adaptés pour les auditeurs et les animateurs de séances. L'enseignement est organisé sous forme de cycles de trois mois portant sur la même matière et à des niveaux différents ou sur des matières différentes afin d'offrir aux auditeurs un itinéraire de formation qu'ils ont la possibilité d'adapter à leurs propres besoins et à leurs propres possibilités.

Mais la « mayonnaise » ne prend pas. Après 2 ou 3 ans de fonctionnement très relatif, l'action collective de la vallée de Senones est abandonnée.

L'INFA sera chargé d'étudier les raisons de cet échec (C. OECONOMO, R. VOROBIEFF, 1968).

IC-4

ACTION : Action Collective dans la région d'Alès

Date de démarrage : octobre 1968

Responsable(s) : Equipe de Briey

Sur l'initiative de l'A.D.I.R.R.A (Association pour le Développement Industriel et la Reconversion de la Région Alésienne), un groupe de personnalités de la région d'Alès vient en Lorraine pour examiner sur place les structures de la formation collective développées dans le bassin de Briey.

En novembre 1968, une lettre collective signée de représentants de l'Education Nationale, des organisations syndicales, d'industriels, de représentants de collectivités locales et d'organismes économiques est envoyée au Préfet de Région. Ces personnes demandent que soit créé un "Sous-comité de la formation professionnelle et de la promotion sociale de la région Alésienne", dont la mission serait d'étudier les conditions de mise en œuvre d'un projet d'éducation permanente ; et que le CUCES intervienne pour apporter une aide méthodologique durant la phase d'enquête préalable.

En février 1969, le Préfet du Gard donne son accord et une subvention est demandée au Fonds de la formation professionnelle.

Des permanents du CUCES entreprennent une série de contacts avec un certain nombre de personnalités locales et la première réunion du Sous-comité d'Alès a lieu le 17 juin 1969.

L'objectif de l'action projetée est "le développement des personnes adultes de la région" en tenant compte de leurs désirs de perfectionnement. Il est prévu que l'action démarre dans deux régions : celle de la Grand'Combe et celle de Bassège. Deux groupes de travail se constituent et se réunissent en juin et septembre 1969. Le CUCES mène parallèlement des entretiens auprès de chaque membre de ces groupes de travail dans lesquels sont abordés différents points : les objectifs et les modalités de l'action, la recherche des besoins, la sensibilisation... et présente ses conclusions en réunion. Mais, à la suite de cette présentation, le représentant de la CGT fait part de la position de son organisation de ne plus être présente dans l'action.

Considérant que les principes mêmes de l'action sont remis en question par cette défection (règle de l'unanimité et participation de toutes les forces vives de la région), le CUCES demande que les actions engagées soient stoppées en octobre 1969.

IC-5

ACTION : Autres actions collectives (conseil, aide méthodologique)

Date de démarrage : 1969-1970

Responsable(s) : Les équipes des actions collectives des bassins ferrifère et houiller

Le CUCES intervient en 1969-1970, comme conseiller méthodologique, auprès d'équipes qui souhaitent mettre en place des actions collectives de formation sur le modèle de celles des bassins lorrains.

Montceau-les-Mines, La Machine, Autun

Trois de ces actions collectives se situent dans l'Académie de Dijon. Elles sont prises en charge par l'Education Nationale, dans le cadre de conventions-A, liant les établissements techniques et le Ministère de l'Education Nationale.

A *Montceau-les-Mines* l'action débute en mars 1969 et concerne 600 personnes en février 1970. 48 groupes répartis en 7 lieux géographiques fonctionnent en mécanique, électricité, dessin technique, calcul mathématique, français expression, etc. Le CUCES joue dans cette action (jusqu'à fin 1971) un rôle central de soutien et de guidance des équipes et assure un appui logistique en prenant en charge l'élaboration des documents techniques et pédagogiques utilisés par les animateurs et les formateurs.

A *La Machine* (entre Nevers et Décize), l'action a également débuté en 1969. L'intervention du CUCES y est moins importante et se traduit par des réunions avec le groupe responsable et de journées avec les formateurs de l'action. Fin 1970, cette action concerne 150 personnes dont 20 qui préparent un CAP par unités capitalisables.

A *Autun*, l'action démarre plus tard, avec un séminaire de deux jours avec les responsables locaux en décembre 1970. L'action de formation qui débute en janvier 1971 est précédée d'un séminaire de formation de formateurs à Autun.

Sallaumines-Noyelles

Lorsqu'en 1969, dans le bassin houiller du Nord, se concrétise le projet d'une action collective en milieu minier inspiré du modèle des actions collectives lorraines, des rencontres s'organisent entre les responsables du tout nouveau CUEEP (1968), de Peuple et Culture-Nord et du CUCES. Gérard MLEKUZ fera alors le « voyage en Lorraine » afin de se rendre compte, de visu, des méthodes utilisées et des difficultés rencontrées sur les sites de Briey, Forbach et Merlebach. Cette action, directe héritière du « modèle SCHWARTZ », débute réellement en 1971 et survivra de longues années à la fin de l'ACUCES et de ses actions lorraines.

I - CUCES

D - Autres actions

I-D/1

ACTION : Action Agricole

Date de démarrage : 1963

Responsable(s) : R. JOSSE

Par une approche "socio-culturelle", l'objectif de cette action est "*la promotion individuelle et collective du milieu agricole*"¹⁰.

Celle-ci peut se traduire par l'accession à une culture générale, scientifique et économique plus large, par un changement professionnel (étant donné les nouvelles technologies, les exploitants agricoles sont en surnombre) ou encore par un perfectionnement des responsables agricoles des organisations professionnelles. Il s'agit de permettre à ceux-ci de mieux déterminer, dans le cadre de petites régions, les besoins de leur milieu, en vue d'élaborer et de réaliser des programmes d'activités économiques, techniques et culturelles.

L'action est menée dans 10 petites régions expérimentales des Vosges, de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Concrètement, elle consiste à animer des petits groupes d'entraînement à l'étude de problèmes réunissant des personnes de différents groupements ou statuts (exploitants élus des différentes sections syndicales, techniciens agricoles, instituteurs itinérants de l'Education Nationale, responsables de l'Administration de l'Agriculture, ...) et à organiser des cycles de perfectionnement.

Pour assurer la démultiplication de l'action, le CUCES propose une "préparation pédagogique" aux militants départementaux.

A la fin de 1964, faute de moyens (le responsable de l'action, consultant d'organismes agricoles, cesse ses interventions ponctuelles au CUCES) et parce que les groupes formés sont capables de poursuivre l'action sans lui, il est décidé que le CUCES n'interviendra plus que pour répondre à des appels sur des points particuliers.

Cette action a été décrite et analysée par Jean DUBOST dans le chapitre intitulé « A propos de "L'éducation permanente des adultes". Contribution des méthodes d'intervention psychosociologiques à la formation », in *Pédagogie et psychologie des groupes*, ARIP, Edition EPI, 1968, 321 p., 242-253.

¹⁰Rapport d'activité du CUCES, Conseil d'Administration du 13 février 1964

I-D/2

ACTION : Formation d'ouvriers d'entretien

Date de démarrage : Janvier 1963 (étude) - mars 1965 (première session)

Responsable(s) : A. ELIE

Action prise en charge conjointement par le CUCES et la FPA.

Cette action est demandée par le comité départemental de Coordination de Promotion Sociale, qui se saisit en janvier 1963 de propositions formulées par l'union départementale CGT-FO. Il s'agit de permettre aux ouvriers professionnels du travail des métaux de compléter leurs connaissances générales et techniques pour devenir des ouvriers d'entretien polyvalents. Des études sont menées et aboutissent à la mise au point d'un projet de formation comprenant deux enseignements complémentaires d'une durée de six mois : un enseignement de perfectionnement professionnel, par le centre FPA de Laxou, et un enseignement général complémentaire organisé par le CUCES.

En octobre-novembre 1963, des sondages sont effectués en lien avec les Chambres syndicales patronales dans les entreprises de Meurthe-et-Moselle. La première campagne de recrutement échoue. Le comité départemental décide de relancer le projet et aboutit à un accord avec le Ministère du travail le 30 octobre 1964.

Le contenu de la formation générale est construit à partir des éléments recueillis par une pré-enquête effectuée par le service Enquêtes sociologiques du CUCES en janvier 1964 « L'ouvrier d'entretien » : remise à jour, puis acquisition de connaissances de « base » (mathématiques, mécanique, électricité). Ces matières sont complétées par l'apprentissage du travail en groupe et un entraînement à l'observation, à l'analyse et à l'expression écrite et orale.

Début 1965, une nouvelle campagne de recrutement permet de démarrer l'action, en mars, pour une session de 8 semaines (3 semaines CUCES, 5 semaines FPA) avec 11 stagiaires. La période d'intersession est mise à profit pour suivre les stagiaires dans les entreprises. La deuxième session, novembre-décembre 1965 comprend d'abord 2 semaines au CUCES, puis 5 semaines au centre FPA, et enfin encore 3 semaines au CUCES.

Un rapport final est rédigé en février 1966.

I-D/3

ACTION : Perfectionnement de responsables de centres sociaux

Date de démarrage : avril 1967

Responsable(s) : D. HOF

A la fin de l'année 1966, l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) de Meurthe-et-Moselle adresse au CUCES une demande de participation à l'animation d'un groupe de perfectionnement de responsables de centres sociaux. Organisé à l'initiative de l'O.H.S. et de la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.), cette action se déroule dans le cadre de l'Institut Régional d'Enseignement du Service Social. Le CUCES, après examen du problème, accepte d'animer les séances de formation dans une première phase, en attendant de pouvoir être relayé par des personnes appartenant au milieu professionnel lui-même.

Après une brève enquête sous forme d'entretiens avec la majorité des participants, la première session a lieu en avril 1967 avec un groupe de 13 responsables de centres. Les réunions ont lieu à raison d'une session de 3 jours par mois. A chaque session un temps est consacré à l'expression libre et à l'exploration d'un ou plusieurs problèmes rencontrés par les membres du groupe. Le reste de la session est consacré à des activités de formation sur des thèmes définis : l'analyse de la fonction de Responsable de Centre, l'étude des objectifs des centres sociaux, l'étude et l'expérimentation des attitudes dans la communication interpersonnelle (en entretien ou en groupe), le fonctionnement des groupes, etc.

Après une première année de formation, la participation du CUCES décroît progressivement.

I-D/4

ACTION : Diverses actions de formation en direction d'enseignants, de formateurs ou d'éducateurs (quelques exemples)

Action au MP1 de la faculté des sciences de Nancy (GPS-1969)

En septembre-octobre 1968, à la demande des enseignants de maths et physique, le Groupe d'intervention psycho-sociologique intervient pour les aider à mettre en place les changements qu'ils souhaitent. L'action débute en janvier 1969, avec l'accord officiel du Doyen de la faculté. De nombreuses réunions sont organisées qui rassemblent étudiants et enseignants, animées par deux cadres du CUCES. Elles ont pour objet de « faire s'exprimer les étudiants et à faire entendre effectivement par les enseignants ce que disent - ou laissent entendre - les étudiants »¹¹. D'autres réunions rassemblent des enseignants pour une réflexion sur leur pédagogie. Mais des résistances importantes se manifestent (absence de participants, changements de personnes à l'intérieur des réunions, etc.) qui ne permettent pas aux groupes constitués de continuer à fonctionner. « Notons (...) que les réactions des enseignants à l'égard de l'action du CUCES se sont manifestées de façons diverses : depuis une compréhension bienveillante, jusqu'à une désapprobation ouverte. Cette désapprobation tenait, nous semble-t-il à des façons divergentes, entre nous et nos interlocuteurs, de concevoir les situations d'apprentissage et le rôle des enseignants ». Malgré le fait que certains enseignants se soient prononcés pour la poursuite de l'action, son financement n'étant pas assuré, elle est suspendue à la rentrée 1970.

Intervention auprès de l'UROFOP de Marseille (GIRED-1969)

L'Union Régionale pour l'Orientation, la Formation et la Promotion sociale est une association loi 1901 qui a pour mission de coordonner et d'animer les actions de formation d'adultes en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle fait appel au CUCES pour intervenir dans différentes formations dont le public se compose de trois catégories de travailleurs : des directeurs d'établissements de formation professionnels, de coordinateurs ou responsables de formation, de formateurs techniques ou de formation générale. « Au-delà d'une simple formation de maîtres, il s'agit pour le CUCES de poser, avec les établissements, un certain nombre de "questions institutionnelles". A travers ce questionnement, il s'agit en définitive de tendre à rompre la séparation fictive, mais soigneusement entretenue par toute bureaucratie pédagogique, entre Formation et Production »¹². Les axes d'approfondissement pédagogiques sont déterminés avec les

¹¹ Rapport d'activité, CUCES, janvier 1970, p. 180

¹² Ibid. p. 172

intéressés. Ils concernent : les problèmes de l'apprentissage ; la pédagogie du centre d'intérêt et de l'objet technique et ses liens avec la formation générale ; l'évaluation de la formation ; le groupe-classe, l'animation pédagogique, la relation maître-élèves ; conditions et limites d'une pédagogie institutionnelle. L'intervention dure 18 mois.

Formation à l'entretien de conseillers d'orientation (1969-1970)

Un groupe de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle de Meurthe et Moselle ressentant le besoin d'approfondir une approche psychologique plus clinique que celle à laquelle ils ont été formés fait appel au CUCES pour une formation à l'entretien qui se déroule comme suit : un séminaire de trois jours et des séances périodiques de perfectionnement à raison d'une demi-journée par quinzaine de septembre 1969 à juin 1970.

Formation de professeurs de l'enseignement technique (GPS-1968-1969)

La demande émane de l'inspectrice de l'enseignement technique. Il s'agit d'apporter aux professeurs de l'Académie de Reims et Nancy une formation qui les aide à travailler avec des petits groupes. Après quelques séances animées par un psychosociologue du CUCES, le groupe de Nancy continue à se réunir spontanément, « poursuivant ainsi l'alternance nécessaire entre la réflexion et la pratique ».

Action auprès des CEMEA (GPS-1969-1970)

La délégation régionale des CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) demande au CUCES de réaliser le perfectionnement psycho-sociologique de ses instructeurs. Ceux-ci éprouvent en effet le besoin d'une réflexion sur leurs méthodes et leurs principes pédagogiques et demandent une formation sur les phénomènes de la dynamique des groupes et sur les implications psychologiques de leur activité éducative. Un séminaire de sensibilisation, en résidentiel de 4 jours, est suivi de réunions périodiques visant l'étude de cas concrets et l'entraînement pratique entre novembre 1969 et mai 1970.

Diverses actions de conseil auprès de centres de formations dépendant d'entreprises ou d'administrations

Ces actions, pour certaines incluses dans des interventions plus larges, visent la plupart du temps à réorganiser les structures, à aider les équipes à repenser le projet pédagogique ou encore à revoir leurs méthodes pédagogiques afin de mieux les adapter aux objectifs de formation. La plupart du temps, l'action est bâtie à partir d'une - ou en parallèle à une - formation de formateurs (cadres pédagogiques, animateurs de formation, responsables de formation, etc.).

On peut citer par exemple les interventions suivantes¹³ :

- intervention à l'Institut Eurocontrol de la navigation aérienne de Luxembourg (centre international de formation du personnel de la navigation aérienne)
- intervention auprès des écoles d'infirmières (à la suite de l'intervention à l'Assistance publique)
- l'intervention auprès du Centre de formation de la maîtrise de Brunni (SHELL-BERRE)
- assistance pédagogique auprès de deux centres de formation de l'Office National des Forêts
- etc.

¹³ Liste non exhaustive

I-D/5

ACTION : Formation de formateurs

Date de démarrage : 1972

Responsable(s) :

A la suite des différents textes contractualisant ou légiférant le domaine de la formation des adultes (loi d'orientation de 1968, accords nationaux de 1970 et loi de 1971) la demande de formation se développe et pose du même coup la question des formateurs d'adultes. Selon des estimations officielles établies à la suite des accords de 70, 4 000 formateurs à temps plein et 40 000 à temps partiel seraient requis pour faire face à la demande de formation¹⁴. La formation de formateurs ne constitue pas à proprement parler une activité nouvelle pour le CUCES. En effet toute son action dans le cadre de l'éducation permanente, basée sur l'idée de «démultiplication», s'est traduite dans les faits par la mise en place de structures telles que des « groupes-relais », les « ingénieurs-formateurs », etc. Des actions de formation d'enseignants et d'éducateurs¹⁵ ont également été réalisées. Toute cette expérience, revisitée à l'occasion de la nouvelle donne institutionnelle, conduit tout naturellement le CUCES à revendiquer sa compétence dans le domaine de la formation de formateurs. Début 1972, le CUCES conçoit donc « une nouvelle approche de la formation de formateurs » et présente au Conseil d'Administration un projet d'une organisation générale du système de formation.

1) Analyse de la fonction de formateur

Celle-ci est réalisée à partir de deux points de vue : les lieux de formation et le niveau de leur prise en charge¹⁶ :

Niveau d'approche Situation de formation	Dominante pédagogique	Dominante politique
Entreprises Administrations	Formateurs d'entreprise	Responsables de formation dans les entreprises
Organismes de formation	Animateurs de formation	Responsables d'organismes de formation

Un effort de définition est entrepris. Il est ainsi précisé que « formateur d'entreprise » renvoie à : « ingénieur-formateur », « cadre-formateur », tandis que « responsable de

¹⁴ Rapport d'activité, CUCES, CA février 1972, p. 4

¹⁵ Par exemple l'action à la Faculté des Sciences de Nancy en septembre 1968, la formation à l'entretien des conseillers à l'orientation professionnelle de Meurthe-et-Moselle en 1969-1970, le perfectionnement d'enseignants avec l'A.R.O.E.V.E.N, l'action auprès des instructeurs des CEMEA également en 1969-70, etc. Il faudrait citer également les actions de formation des maîtres du cycle terminal pratique, puis des animateurs des CIFFA, officiellement menées par l'INFA.

¹⁶ Tableau figurant dans le Rapport d'activité de février 1972, p. 6

formation dans les entreprises » renvoie à : « responsable du personnel », « responsable de service-formation », etc.

2) Un système construit à partir d'unités de formation

Ces unités recouvrent trois niveaux :

- *un niveau de sensibilisation* (ex : séminaires : « introduction à la formation des adultes », « pratiques actuelles en formation des adultes », « cadre législatif et contractuel, les perspectives »)
- *un niveau de formation de base*, avec quatre voies différentes : formation psychosociologique ; formation technique et méthodologique (par exemple : utilisation des moyens audio-visuels) ; pédagogie de contenus particuliers (par exemple : la pédagogie des mathématiques) ; formation centrée sur les fonctions formatives (dans les entreprises ou dans les organismes de formation). Chaque itinéraire est constitué de cinq unités de formation.
- *un niveau développement-recherche*, avec des séminaires conçus comme des lieux de réflexion sur les problèmes nouveaux qui émergent, et de confrontation des pratiques et des innovations.

Le système est conçu pour permettre une souplesse d'adaptation. Deux grands types de formation sont envisagés :

- les formations répondant à une demande d'organisations (entreprises, centres de formation, administration) taillées sur mesure.
- les formations répondant à une demande d'individus (cycles de formation ou séminaires isolés organisés par le CUCES)

3) Le CUCES, « Centre de formation de formateurs »

Courant 1972, le CUCES édite une plaquette de présentation où il se définit sous huit facettes différentes¹⁷, la première de ces facettes étant « Le CUCES : Centre de Formation de Formateurs ».

Dans la plaquette de présentation de l'ACUCES de 1976, cependant, le « centre de formation de formateurs » n'apparaît plus en tant que tel. La formation de formateur (en fait les formations de formateurs, puisque l'action figure au pluriel), est devenu un

¹⁷ « Le CUCES : Centre de Formation de Formateurs ; Centre d'Interventions Socio-pédagogiques dans les organisations ; Centre de Formation et d'Intervention Psycho-Sociologiques ; Centre d'Assistance à la Création et au Développement d'Organismes de Formation ; Centre de Formation Professionnelle Générale et de Perfectionnement Personnel ; Centre de Production et de Formation Audio-Visuelle ; Centre de Documentation, d'Orientation et de Recherche » Brochure de présentation du CUCES, 1972, comprenant 8 fiches doubles indépendantes dans un dossier cartonné.

ensemble d'activités qui reprend grosso modo le découpage présenté dans le projet de 1972.

I - CUCES

E - Services et études

I-E/01

ACTION : Service audio-visuel

Date de démarrage : 1966

Responsable(s) : M. HAUTENAUE

Le CUCES crée en 1966 un service spécial animé par un responsable à plein temps : le service audio-visuel. Celui-ci est chargé d'une mission d'étude. Il s'agit de déterminer comment l'audio-visuel peut être utilisé dans les actions du CUCES.

Notons qu'en parallèle, le CUCES lie cette même année des rapports avec la télévision française. Une première émission sur le CUCES, « *Retour à l'école ?* » d'une durée de 45 minutes a été réalisée par le service de recherche de l'ORTF et produite par la Délégation générale à la promotion sociale. Ce film de J. DENEUVE, consiste en une interview d'A. BERCOVITZ et d'auditeurs des cours de PST ou de maîtrise. Ces derniers y expriment la façon dont ils vivent leur expérience d'adulte en formation.

Premières expérimentations

La première année est consacrée à prospecter et à faire le point des utilisations possibles. Puis à partir de la rentrée 1967, des expériences sont menées dans trois domaines.

1- L'utilisation du circuit fermé de télévision pour la diffusion de cours, essentiellement de physique dans le cadre de l'année B de la PST.

Le CUCES dispose d'un circuit fermé de télévision comprenant sept salles équipées d'un récepteur, un studio d'enregistrement et une régie.

Par l'utilisation du circuit fermé, il est possible de supprimer le cours traditionnel en amphithéâtre et ses inconvénients (impossibilité de réaliser des expériences, difficultés de lecture du tableau, etc.). Les auditeurs sont répartis en petites salles par groupes de 20 encadrés par un assistant et suivent le cours télévisé du professeur. Pendant la partie télévisée, les auditeurs ont la possibilité de poser des questions au professeur grâce à une liaison constante entre les salles de réception et le studio. Dans un deuxième temps, sous la direction de leur assistant, ils réalisent les exercices d'application. Cette expérience fait ressortir de nombreux avantages mais aussi ses exigences. En particulier pour le professeur. Celui-ci est conduit à une véritable remise en question de son enseignement (expériences plus nombreuses, recherche systématique pour visualiser au mieux son enseignement : schémas, tableaux...). La mise en forme audio-visuelle apparaît trop lourde, et demandant un investissement trop grand pour être

renouvelée. La décision est donc prise d'enregistrer les cours sur bandes magnétoscopes.

2- L'utilisation du magnétoscope pour la réalisation de programmes en différé

Le souci est de présenter un contenu ordonné dans lequel un maximum de moyens audio-visuels sont inclus (extraits de films, expériences filmées, vues fixes, tableaux, etc.). L'avantage est que les bandes peuvent être utilisées d'une année sur l'autre. De plus, le CUCES est amené à donner des enseignements en différents endroits et il est parfois difficile de trouver des animateurs suffisamment compétents sur place. Il devient dès lors plus facile de trouver des assistants assurant une animation en complément du cours enregistré. A la fin de l'année 1967, une série de 32 cours de physique constituant le programme de l'année B, est enregistrée. En 1968, ce sont 60 émissions qui sont enregistrées (20 en physique, 20 en mécanique et 20 en électricité).

Les cycles d'électricité et de mécanique organisés à Raon-l'Etape sont conduits de la sorte et donnent des résultats très satisfaisants. La télévision y est conçue comme un moyen complémentaire, le rôle de l'animateur, mais également celui du support papier restent très important.

3- L'utilisation du film 8 mm

D'un maniement facile (boucles sous cartouche à défilement sans fin de 3 à 4 minutes), trois types de films 8 mm sont réalisés par le CUCES :

- de type illustratif, ils permettent d'introduire dans les cours du soir des flashes rapides (présentation de matériel, de machines, etc.)
- présentation d'une expérience
- illustration des concepts par le dessin animé

8 films sont réalisés en 1967 en organisation du travail, psychologie et physique.

Par ailleurs le CUCES se pose la question de l'efficacité des techniques audio-visuelles et de leur intérêt en termes pédagogiques. En collaboration avec plusieurs autres institutions (l'Institut pédagogique national, le Centre de recherche audio-visuel de St-Cloud, le Circuit intégré de l'éducation nationale) il essaie de définir un programme de recherche sur ce thème. Il travaille également en collaboration avec la R.T.S. (Radio Télévisée Scolaire) qui produit des programmes pour adultes utilisés en formation générale PST et à Briey.

L'évolution technologique rend l'utilisation des magnétoscopes et de l'outil télévision en général de plus en plus souple et augmente la qualité des productions. Le CUCES mise sur la démocratisation de l'outil pour envisager un grand avenir pour la production audio-visuelle à des fins formatives :

« Une nouvelle esthétique va naître, elle est à créer. Cette télévision ne sera plus uniquement le fait des structures actuelles de production, elle est un nouveau moyen d'expression à mettre à la disposition des enseignants et c'est à eux qu'il appartient de prendre la part la plus importante dans la réalisation. En effet, les moyens audio-visuels apparaissent comme un outil exceptionnel de formation des formateurs, et donner à des enseignants la possibilité de réaliser, c'est leur permettre de se former en même temps qu'ils créent de nouveaux outils »¹⁸. A la lecture de ces lignes, qui datent de 1969, on mesure leur charge d'optimisme...

Diversification et ouverture sur l'extérieur

A partir de 1970, le service audio-visuel qui poursuit ses activités pour les besoins internes du CUCES s'ouvre davantage sur l'extérieur.

Une série « statistiques » est ainsi produite par le CUCES (François VIALLET) dans le cadre de la R.T.S. promotion, et diffusée à l'antenne nationale. Des membres du CUCES participent également à plusieurs manifestations audio-visuelles en France.

Une nouvelle prestation est offerte en ce qui concerne la diffusion dans les cours de films 16 mm : le service audio-visuel sert d'interface entre les utilisateurs et environ 25 cinémathèques et se charge des opérations de réservation, réception, vérification et réexpédition des films. Il décharge les animateurs et les aide à choisir le meilleur support. L'utilisation du film 16 mm s'accroît ainsi de manière notable.

Utilisation du magnétoscope comme support de l'expression

Jusqu'ici, le recours à l'image avait pour principale justification l'apport de contenu (ou son illustration). Radicalement différente est l'utilisation de l'outil pour amener à débloquer la discussion sur un thème particulier ou pour entraîner à l'expression orale dans les groupes.

Rapidement, le magnétoscope est utilisé dans les séminaires de psychosociologie, comme miroir des comportements interindividuels. L'auditeur, de spectateur devient objet d'étude ou sujet de ses propres réalisations. Des expériences sont ainsi menées avec différents objectifs, de l'entraînement à l'exposé dans la situation de conférencier à l'improvisation et aux jeux de rôles...

Réflexions sur la relation pédagogie/audio-visuel

Résistant à l'effet de mode et à la fascination qu'engendre la technique de l'image, les membres du service audio-visuel du CUCES veulent avoir sur l'outil un regard distancié :

¹⁸ Compte rendu d'activité, CUCES, CA janvier 1970, p. 203

« Nos expériences nous ont convaincus de l'efficacité de ces techniques, mais aussi de la nécessité de toujours les situer par rapport à l'acte pédagogique dans son ensemble. Ce n'est qu'à cette condition qu'il est possible de substituer au mythe de l'audio-visuel un bilan plus objectif de l'emploi d'une technique particulière dans une situation donnée, de ses avantages et de ses inconvénients et de ce qu'elle peut donner en tout état de cause. »¹⁹

Ainsi les productions du CUCES sont sous-tendues par des convictions et des choix pédagogiques bien repérés. La priorité est donnée à l'interrelation entre les participants de l'acte pédagogique (professeurs et auditeurs). Il en découle des options de forme : par exemple, pour combattre le « didactisme télévisuel » le principe retenu est celui courtes séquences alternant avec des phases de discussion ou de travail individuel ou en groupe. Toute la réflexion du CUCES sur l'acte pédagogique et l'acte d'apprendre est mobilisée dans la « méthode Télé-groupe » telle qu'elle est décrite en 1972 : découpage du contenu en petites séquences, établissement de documents complémentaires aux émissions télévisées, discussion, confrontation et réflexion en groupe pour permettre une appropriation collective des connaissances, utilisation de la dynamique de groupe pour favoriser leur restructuration, rôle de médiateur du professeur dans un système de relation entre les élèves et le savoir.

Le service audio-visuel continue à se développer à l'ACUCES après 1973 dans deux directions déjà explorées :

- le Télé-Groupe ACUCES avec une série de programme en différentes disciplines
- la production de documents audio-visuels en interne et pour des clients extérieurs

¹⁹ Compte rendu d'activité, CUCES, CA janvier 1971, p. 208

I-E/02

ACTION : Relations internationales

Responsable(s) : Principalement Jean-Marie PECHENART (après 1965)

Les contacts avec l'étranger sont recherchés dès 1960 (voir études pour le document « le CUCES, Département Education Permanente, et le voyage aux USA de B. SCHWARTZ en mars 1961). Le CUCES est curieux des expériences étrangères dans le domaine de l'éducation des adultes afin de s'en inspirer pour améliorer l'existant. « *Savoir ce qui existe dans d'autres pays comme documents, méthodes, machines, etc.* » est l'un des objectifs de la fonction prospective que le CUCES met sur pied en 1966. Il est même prévu de détacher un cadre qui, de façon tournante, consacrerait 3 à 6 mois à voyager et à étudier ces problèmes. Faute de moyens le projet est ajourné.

Mais au fil des ans, les demandes de contacts avec l'étranger s'accroissent et les visites sont de plus en plus nombreuses. Le rapport d'activité de novembre 1966 (c'est la première fois que les relations internationales figurent dans un compte rendu d'activité) fait état de missions de spécialistes venant de Pologne, URSS, Yougoslavie, Grande Bretagne, Allemagne, Algérie, Suisse, USA, Canada. Certaines visites durent 3 jours, d'autres sont de véritables stages de plusieurs semaines. Par ailleurs, les permanents du CUCES s'exportent également et sont invités à faire des conférences dans différents pays : Grande Bretagne, Italie, USA, Belgique, Allemagne.

En juin 1966, à la suite d'un congrès, B. SCHWARTZ est nommé membre du Bureau exécutif de l'Association internationale des universités pour adultes.²⁰ A ce titre, il se rend aux Etats-Unis. Il a pour mission de répertorier les recherches considérées comme prioritaires dans les différents pays et de proposer en conséquence un programme de recherche à l'Association internationale. En 1967, il se rend une nouvelle fois aux Etats Unis et au Canada en compagnie de plusieurs cadres du Complexe de Nancy. L'objet de ce voyage est une rencontre aux Etats Unis de 170 éducateurs de 52 pays sur le thème de la crise de l'éducation dans le monde. Les suites du voyage au Canada se concrétisent dans le cadre des accords franco-qubécois. Deux groupes de travail se créent, l'un au Québec, l'autre en France pour étudier les problèmes liés à l'éducation (enseignement primaire, secondaire et technique). M. TRAMBLAY, vice-ministre de l'éducation au Québec souhaite faire la même chose pour l'éducation des adultes avec l'équipe CUCES-INFA, l'Institut Desjardin, l'Université de Montréal et l'ICEA.

²⁰ Compte rendu du CA de l'INFA du 18 novembre 1966

Les relations du CUCES avec l'Université Ouvrière de Zagreb dépassent le cadre des relations épisodiques. Les premières rencontres ont eu lieu en 1963 et se développent en 1966. Après une série de contacts qui permettent une meilleure connaissance réciproque des deux organismes, ceux-ci se proposent de développer une collaboration autour des axes suivants :

- échange systématique d'informations
- consultation mutuelle sous forme de voyages d'études, de courts séminaires, sur des centres d'intérêt communs
- échange de stagiaires

Pour les actions en commun, par contre, les conditions sont difficiles à réunir.

Notons encore que B. SCHWARTZ dirige à partir de 1969 le « projet éducation permanente » du Conseil de l'Europe. J.-J. SCHEFFKNECHT notamment travaille à ses côtés sur ce dossier.

Le CUCES participe également à différents colloques internationaux, dont ceux de l'UNESCO.

I-E/03

Action : Les différents groupes d'intervention (GIRED, GPS, GIO)

Le GIRED (Groupe d'intervention et de Recherche pour l'Education liée au Développement)

Responsable : J.-J. SCHEFFKNECHT (jusqu'en 1970) puis A. MEIGNANT

Mis en place en 1967 à l'occasion de l'action auprès de la Société Nationale de Sidérurgie algérienne (SNS), le GIRED consacre l'essentiel de son activité à cette action dans ses premières années d'existence. Progressivement, la SNS prend en charge sa propre formation, dégageant ainsi le GIRED qui s'attache dès lors à définir de nouvelles orientations et de nouvelles actions en s'appuyant sur l'expérience acquise en Algérie.

Le GIRED est censé pallier l'insuffisance de l'INFA dans son rôle d'accompagnement de l'action. Il développe une « approche des problèmes éducatifs adaptée aux problèmes de développement du Tiers-Monde, susceptible d'être mise en œuvre dans d'autres pays ».

Deux projets donnent lieu à une diffusion restreinte :

- Stages de perfectionnement de responsables de formation des pays du Tiers-Monde (sept. 1970)
- Création d'institutions éducatives dans le Tiers-Monde (nov. 1970)

A la demande de l'I.N.P.E.D. (Institut National de la Productivité et du Développement industriel algérien), l'un des projets et repris dans le cadre du plan triennal (1970-1973) et fait l'objet de cycles de formation « d'organisateur de la formation » dans les entreprises nationales algériennes. L'année 1970-1971 correspond à une période de transition et de flottement. L'équipe éclate. Son coordinateur, J.-J. SCHEFFKNECHT est détaché au Ministère de l'Education Nationale, un autre membre du groupe part à l'université de Grenoble, tandis que deux autres personnes sont affectées pour la moitié de leur temps à la mise en place du projet de formation de formateurs du CUCES et une troisième au suivi de l'année d'études à temps plein de Longwy organisée par le CPST-PIC.

Le GIRED mène en 1971 trois types d'actions :

1 - Les actions dans le Tiers-Monde

Avec deux actions :

- l'une à la SNS en prolongement de ce qui a déjà été entrepris, il s'agit de la conception et de la rédaction d'un projet de formation d'animateurs du personnel pour la direction du personnel du Complexe sidérurgique d'El Hadjar ;
- l'autre auprès de la société KREBS, Société d'engineering qui assure la construction du complexe d'engrais phosphatés d'Annaba pour le compte de la Société Nationale de la recherche, la production et la commercialisation des hydrocarbures algérienne,

pour prendre en charge la formation d'opérateurs de cette usine (formation en France et en Algérie).

2 - Les interventions auprès d'entreprises françaises

A l'usine d'Imphy (Groupe Creusot-Loire) et à l'usine de l'Argentière la Bessée (Groupe Péchiney)

3 - Les actions auprès du Ministère de l'Education Nationale

Avec la formation de formateurs des CIFFA et une étude en vue de favoriser « l'introduction à la vie en France de travailleurs immigrés »

Le GPS (Groupe de formation et d'intervention psycho-sociologique)

Responsable : A. BERCOVITZ

Créé en 1969, le GPS propose, dans une brochure diffusée en novembre de la même année trois principaux types d'activité :

1- Des stages de formation, ouverts à toute personne désirant se former ou se perfectionner dans le domaine psychosocial. Il s'agit de stages organisés à dates fixes dans les domaines suivants :

- conduite des entretiens individuels ou en groupe,
- analyse de contenu,
- travail en groupe et conduite de réunions,
- relations interpersonnelles : perfectionnement psychosociologique par la méthode de cas et le jeu de rôle
- relations de groupe et pédagogie
- perfectionnement psychosociologique de formateurs et éducateurs d'adultes

2- Des groupes d'approfondissement qui s'adressent à des personnes exerçant la même profession (dans le même organisme ou dans des organismes différents). Le GPS répond à des demandes formulées par différents organismes (écoles, associations, entreprises ou groupements d'organismes agricoles). Le GPS organise dans ce cadre le perfectionnement d'enseignants :

- formation à l'entretien de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle de Meurthe-et-Moselle
- formation de professeurs de l'enseignement technique (Académies de Reims et de Nancy)
- perfectionnement d'enseignants organisé par l'A.R.O.E.V.E.N. (Association régionale des œuvres éducatives de vacances de l'Education Nationale)

En mai 1970, le GPS intervient également auprès de la délégation régionale des C.E.M.E.A. (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active) pour une formation à la dynamique de groupe de ses instructeurs.

3- Des interventions dans les organisations visant à clarifier et à prendre en compte les problèmes de fonctionnement et de formation :

- action au MP1 (1ère année du 1er cycle de mathématiques) de la faculté des sciences de Nancy
- action au laboratoire de Marcoussis
- action auprès de l'Institut Eurocontrol de la navigation aérienne (Luxembourg)
- intervention auprès du C.E.A. : Centre de production de plutonium de Marcoule
- action auprès de la Société Nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.)
- action auprès du centre d'animation globale du Sud-Luxembourg (CAGSL)

Il faut ajouter à ces activités principales l'animation de diverses réunions de sensibilisation à la psychosociologie pour différentes associations ou services publics ou privés.

Le GIO (Groupe d'Intervention dans les Organisations)

Responsable : P. CASPAR puis J.M. PECHENART

Constitué en 1970 à la suite de l'expérience menée aux Ciments Lafarge, le GIO est « *une petite unité de travail dont l'objectif essentiel est d'étudier et de mettre en œuvre des interventions qui favorisent la formation des personnes membres d'institutions* »²¹.

Le GIO développe une démarche qui met l'accent sur l'analyse de la demande et de la situation qui la détermine. Il mène quelques études théoriques et appliquées, notamment en psychologie sociale et participe également à des actions ponctuelles en parallèle à des actions plus importantes comme :

- la poursuite de l'action aux Ciments Lafarge, notamment la Formation psychosociologique de l'encadrement au début de l'année 1970, l'Evaluation de la formation économique des cadres du Groupe Lafarge en 1971 et la Formation et le perfectionnement aux communications dans l'entreprise et dans les groupes de travail, en 1971 également, en collaboration avec le G.P.S (Groupe de Psycho-sociologie)
- les interventions à la société SOVIREL et à la société TREFIMETAUX

²¹ Compte rendu d'activité, CUCES, janvier 1971, p. 150

I-E/1 à 18 : Etudes

I-E/1

ETUDE : "Relations entre progrès technique et besoins en formation"

Date de démarrage : 1963

Commanditaire et/ou financeur : OECD

Responsable(s) :

Cette recherche a pour but de préciser en quoi l'évolution technique engendre des besoins nouveaux en matière de connaissance et de compétences techniques chez les cadres scientifiques. Une première étude ayant pour but de définir la dimension du problème et une méthode de recherche est menée à la SNECMA. Elle donne lieu, début 1964, à un document "Connaissance scientifique et progrès technique". L'OECD ayant entre temps modifié ses attentes et ne souhaitant pas par ailleurs financer des études de longue durée, la recherche ne sera pas poursuivie. (Rapport d'activité, CUCES, CA du 7/12/1965, p. 12)

I-E/2

ETUDE : Etude sur les raisons des abandons en cours du soir

Date de démarrage : 1963

Commanditaire et/ou financeur : Promotion du travail - CUCES

Responsable(s) : Claude DEBON

Etude à partir de 32 entretiens de longue durée menés auprès d'auditeurs de la promotion sociale qui ont cessé de suivre les cours pendant l'année 1963-1964. Analyse de contenu par thèmes. Rapport interne de 82 pages, puis publication dans "Les dossiers de l'INFA" en 1970.

I-E/3

ETUDE : "Attitudes des cadres face à leur perfectionnement"

Date de démarrage : 1963

Commanditaire et/ou financeur : Département Ingénieurs et Cadres du CUCES

Responsable(s) :

Enquête participation menée dans la région de Belfort. Trois objectifs : donner aux cadres participant à un groupe de travail une formation sur les méthodes d'enquête sociologique ; recueillir des données objectives sur le milieu ingénieurs et cadres de la région et sur leurs attitudes en matière de perfectionnement ; sensibiliser le milieu aux problèmes de

formation. Un questionnaire construit en 1963 est diffusé et dépouillé en 1964 (1030 questionnaires reçus sur les 1800 envoyés). Le rapport de l'étude sera publié dans la collection « les documents de l'INFA ».

I-E/4

ETUDE : "Enquête préalable à l'expérience de promotion collective dans la région de Frouad, Liverdun, Pompey, Marbach et Custine"

Date de démarrage : 1964

Commanditaire et/ou financeur : Comité départemental de coordination de la Promotion Sociale

Responsable(s) :

L'objectif est d'étudier les caractéristiques de la population et ses activités économiques, ses équipements collectifs et les manifestations de vie collective en vue de monter une action de formation adaptée. Une cinquantaine d'entretiens est menée auprès des responsables locaux.

I-E/5

ETUDE : « Morphologie des ingénieurs »

Date de démarrage : 1964

Commanditaire et/ou financeur : Département des ingénieurs et cadres, CUCES

Responsable(s) :

Qui sont les ingénieurs de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse, Vosges et Territoire de Belfort ? Leur nombre, leur répartition géographique, leur formation d'origine, leur secteur d'activité, leur âge. Il s'agit de situer la population des ingénieurs et cadres suivant des cours au CUCES par rapport à la population globale, et de pouvoir, par une connaissance détaillée de cette population, construire des échantillons valables en vue de recherches plus approfondies. Etude sur documents et établissement de cartes de densité de la population ingénieurs.

I-E/6

ETUDE : "Les motivations des élèves de la Promotion du Travail"

Date de démarrage : 1964

Commanditaire et/ou financeur : Promotion du travail - CUCES

Responsable(s) :

Cette étude conduite par entretiens et par questionnaires permet "de dégager les attitudes des auditeurs vis-à-vis de leur travail, de leur entreprise, de leur représentation des possibilités de promotion... Elle permet d'appréhender l'importance de la scolarité

antérieure et des aspirations à la mobilité sociale. Cette étude, agrandie à d'autres centres que le CUCES est reprise par Ch. de MONTLIBERT, qui en fera l'objet de sa thèse "Les aspirations à la promotion", publiée par INFA/CUCES en janvier 1966.

I-E/7

ETUDE : "Etude de la fonction d'ingénieur de fabrication"

Date de démarrage : 1964

Commanditaire et/ou financeur :

Responsable(s) : Marcel LESNE

L'enquête porte sur la fonction du responsable d'une unité de production. Un questionnaire est appliqué dans une trentaine d'entreprises réparties dans trois régions : Grenoble, Paris, Est. A partir de cette étude et de celle de la "Fonction d'ouvrier d'entretien" (voir fiche action I-D/2), le groupe de recherche tente d'élaborer une méthodologie pour l'analyse des besoins en formation. Cette thématique sera reprise par les chercheurs de l'INFA de l'équipe sociologie.

I-E/8

ETUDE : Reconversion

Date de démarrage : 1965

Commanditaire et/ou financeur : DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale)

Responsable(s) :

Afin de délimiter le vaste champ de recherche susceptible de s'appliquer à la notion de reconversion professionnelle, trois directions d'études sont ouvertes :

- 1- L'exploitation d'une enquête INSEE sur l'évolution de la main-d'œuvre entre 1959 et 1964 (25 000 fiches) permet de déterminer les différents critères et les profils socio-familiaux de trois populations retenues (sans changement, avec changement professionnel, avec migration accompagnée ou non d'un changement professionnel)
- 2- Une série d'entretiens exploratoires de style non-directif menés auprès de personnes ayant vécu une reconversion permet d'apporter des éléments sur les difficultés rencontrées
- 3- Une analyse de l'utilisation de connaissances acquises à différents niveaux de qualification est menée dans deux situations de travail particulières (imprimeur sur métal - équipe de train continu de laminoir).

Le rapport définitif (fin 1966) comprend 4 parties : exploitation de l'enquête INSEE, reconversions à l'intérieur de l'entreprise, les convertis isolés, et une recherche méthodologique d'analyse des besoins en formation, en fonction des tâches.

I-E/9

ETUDE : « Etude sur les attentes du public »

Date de démarrage : 1966

Commanditaire et/ou financeur : Département ingénieurs et cadres avec le concours de l'AIRBM (Association des Ingénieurs de la Région de Belfort-Montbéliard)

Responsable(s) :

Enquête visant à recenser les domaines précis dans lesquels un perfectionnement est souhaité. Elle confirme l'existence de pôles d'attraction en ce qui concerne les problèmes de gestion et de développement des capacités personnelles d'expression et de communication. Elle montre également un fort intérêt pour le domaine culturel (arts, lettres) et pour les domaines qui concernent l'organisation de la société et l'économie.

I-E/10

ETUDE : Etude rétrospective sur la participation des ingénieurs et cadres aux activités du CUCES depuis sa création

Date de démarrage : 1968

Commanditaire et/ou financeur : Département des ingénieurs et cadres

Responsable(s) : En relation avec l'INFA

Description des comportements des quelques 5 000 personnes figurant au fichier du CUCES. Une analyse fine des "itinéraires de formation empiriquement suivis" ne peut aboutir faute de moyens informatiques (le petit ordinateur que le CUCES partage avec l'Ecole des Mines étant insuffisant pour traiter l'ensemble du fichier).

I-E/11

ETUDE : Etude du problème de la reconversion des cadres

Date de démarrage : 1968

Commanditaire et/ou financeur :

Responsable(s) : Groupe interinstitutionnel

Participation de membres du Département Ingénieurs et Cadres à un groupe de travail réuni sur l'initiative du Centre Inter-Entreprises de Formation de Boulogne, et composé de permanents du CIF, de représentants des industries, des Associations d'ingénieurs, du Ministère des Affaires sociales, de l'APEC et de quelques organismes de formation. Il s'agit d'étudier l'aide que peut apporter la formation à la reconversion des cadres en cours de carrière.

I-E/12

ETUDE : Etude sur les conditions de développement de l'éducation permanente

Date de démarrage : 1969

Commanditaire et/ou financeur : Ministère de l'Education nationale

Responsable(s) : B. SCHWARTZ

Tout au long de l'année 1969 un groupe de permanents se mobilise sous la direction de B. SCHWARTZ sur cette étude. Un volumineux rapport devait être remis pour le 1^{er} avril 1970.

I-E/13

ETUDE : Enquête comparative sur la population des étudiants de l'IUT et de la PST

Date de démarrage : 1970

Commanditaire et/ou financeur : Résulte d'une collaboration entre l'IUT de Nancy et le CUCES

Responsable(s) :

Connaissance du public adulte en formation dans l'année de temps plein de la Promotion Sociale et du public des étudiants de 1^{ère} et 2^{ème} année de l'IUT. L'étude est définie par un groupe de formateurs du CUCES et d'enseignants de l'IUT et menée ensuite sur un public de 100 personnes par 3 permanents du CUCES. *“ Outre les différences intéressantes quelle fait apparaître dans la composition sociologique des publics des différents départements de l'IUT, l'étude permet de mettre en évidence les différences essentielles entre “jeunes étudiants” et “adultes”, à savoir une différence de parcours scolaires et l'existence ou non d'une professionnalisation. Ces différences ont évidemment des conséquences pédagogiques que les formateurs intéressés des deux organismes peuvent sans doute désormais mieux apprécier”* (RA janvier 1971, p. 70).

I-E/14

ETUDE : Etudes préliminaires relatives à la création en Algérie d'Instituts de Technologie

Date de démarrage : mai 1970

Commanditaire et/ou financeur : Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE)

Responsable(s) : GIRED

Il s'agit de deux études dans les secteurs Métallurgie et Mines-géologie. La démarche générale de ces études conduites de fin mai à juillet 1970 a consisté à délimiter le secteur à étudier en relation avec les sociétés nationales concernées, la Direction Générale du

Plan (secteur socio-éducatif) et la CCCE en tenant compte des autres études engagées simultanément. (RA janvier 1971, pp. 165-166).

I-E/15

ETUDE : Fonctionnement et méthodes des Ecoles Normales Nationales d'Apprentissage (E.N.N.A.)

Date de démarrage : 1970

Commanditaire et/ou financeur : Ministère de l'Education Nationale

Responsable(s) : GIRED

Etude des 6 Ecoles Normales qui forment les professeurs de CET. Il s'agit d'apprécier les possibilités de développer dans ces établissements des formations de formateurs d'adultes. Les conclusions de cette étude servent de point de départ à l'élaboration d'un projet d'action de formation de formateurs dans les ENNA. Action qui sera reprise par l'INFA. (RA février 1972, p. 100).

I-E/16

ETUDE : Etude sur les tâches effectuées par les conseillères hospitalières

Date de démarrage : 1970

Commanditaire et/ou financeur : Assistance Publique

Responsable(s) :

En prolongement de l'intervention à l'Assistance Publique, il s'agit d'aider à poser plus clairement le problème de la définition de cette nouvelle profession (statut et fonctions), conçue à titre expérimental dans les hôpitaux, avec la collaboration du CUCES, à partir de 1966. L'étude donne lieu à l'analyse de 434 tâches décrites par les conseillers en poste. Le rapport, remis en novembre 1970, a servi de base à des réunions de travail avec les conseillers et les auteurs de l'étude, mais il semblerait qu'aucune suite n'ait été donnée à ce travail ultérieurement. (RA février 1972, p. 150).

I-E/17

ETUDE : Etude : Europe 2 000. Formation collective et éducation permanente

Date de démarrage : 1970

Commanditaire et/ou financeur : Fondation européenne pour la culture dans le cadre d'une recherche sur « l'Europe en l'an 2 000 »

Responsable(s) : B. SCHWARTZ

Etude sur les actions collectives de formation avec l'objectif suivant : tirer des faits, et au-delà des faits, les projets éducatifs qui orientent ces actions pour en tirer des idées, des

forces, des « tendances lourdes » susceptibles de contribuer à l'élaboration d'une image de l'éducation dans l'Europe de l'an 2 000.

I-E/18

ETUDE : L'introduction à la vie en France de travailleurs immigrés

Date de démarrage : 1971

Commanditaire et/ou financeur : Ministère de l'Education Nationale, Direction Déléguée à l'Orientation et à la Formation Continue

Responsable(s) : GIRED

Ce contrat d'étude se situe dans le cadre des actions expérimentales de la DDOFC. Il s'agit de mener autour de ces expériences une action de recherche et de capitalisation. La mission confiée au GIRED prend appui sur trois actions de formation de travailleurs analphabètes menées dans la région parisienne : aux Usines Renault de Boulogne ; à la Compagnie des Compteurs de Montrouge ; et dans différentes entreprises par l'Institut de Recherche et d'Application pour la Promotion des Hommes (IRAP). (RA février 1972, p. 101).

II - INFA

A - Information - Documentation

Rencontres (Colloques)

II-A/1

ACTION : Fichier des organismes de formation d'adultes

Date de démarrage : 1966

Responsable(s) : Equipe sociologie de l'éducation des adultes, puis J. JOLY

Dès sa création, l'INFA entreprend l'établissement d'un fichier des institutions de formation d'adultes. Le but est de construire un instrument de recherche susceptible de fournir la base documentaire indispensable aux études concernant la formation des adultes. La constitution de ce fichier entre dans les attributions de l'équipe « Sociologie de l'éducation des adultes ».

Après une période d'investigations (consultations, envoi de questionnaires, recueil de documents) un fichier mécanographique est progressivement mis en place. Il est doublé d'une collection de documents relatifs aux organismes inventoriés. En 1969 ce sont environ 3 500 organismes qui sont répertoriés sur fiches perforées comptant environ 300 termes descriptifs. Le service est tenu par deux personnes : un documentaliste et une secrétaire, aidés par des vacataires dans la limite des possibilités budgétaires.

Pour compléter ce fichier, deux chercheurs de l'INFA (C. OECONOMO et R. BOURDONCLE) élaborent à partir de 1970 un Répertoire National des organismes contribuant à la recherche en éducation des adultes et un répertoire des recherches en cours.

En juillet 1970 - le fichier compte alors 4 000 organismes - il est décidé de reconvertir le système initial en un système permettant le traitement par ordinateur (cartes mécanographiques à 80 colonnes). Le besoin d'augmenter l'équipe se fait sentir.

Pour réaliser cette reconversion, un système de codage des informations est étudié et un contrat est passé avec l'Institut Universitaire de Calcul Automatique de Nancy qui élabore un programme adapté aux besoins du fichier.

La retranscription des informations avec le code choisi représente un travail important. Il est mené principalement avec l'aide de vacataires. Cependant, faute de moyens, la mise à jour du fichier est interrompue à compter de la décision « d'automatisation ». Le fichier comprend donc, au début de l'année 1972, des informations vieilles de deux ans.

Dans les objectifs 1972 il est annoncé qu'un crédit de 100 000 F sera débloqué pour la mise à jour et le développement du fichier. Mais les difficultés de l'INFA et les incertitudes qui pèsent sur son avenir paralysent le travail. L'ADEP récupère le fichier en 1973, mais ne met semble-t-il pas en place les moyens de sa mise à jour.

II-A/2

ACTION : SIDFA (Service d'Information et de Documentation sur la Formation des Adultes)

Date de démarrage : 1970

Responsable(s) : J.M. THIVEAUD, puis R. BONNEL

Le Centre de Documentation sur l'Enseignement Programmé (C.D.E.P.), initialement rattaché à l'Institut Pédagogique national, est intégré à l'INFA au 1er janvier 1968. Il constitue un premier embryon d'un service de documentation de l'INFA. Une mission d'étude permet d'inventorier les points faibles de l'organisation antérieure du CDEP (hétérogénéité des acquisitions, manque de suivi dans la politique d'acquisition des documents à diffusion restreinte, absence de fichier matière, fiches imparfaites sans considération des normes courantes, rangement défectueux des magasins¹). Compte tenu d'une enquête auprès d'une vingtaine d'organismes professionnels ou entreprises pour évaluer leurs besoins en matière de documentation, et de la conjoncture favorable créée par les accords paritaires de juillet 1970, l'INFA décide d'élargir l'action du CDEP aux techniques et méthodes de formation pour adultes et de l'étendre au public des formateurs d'adultes.

C'est ainsi qu'en octobre 1970, le SIDFA voit le jour.

Il a pour mission de :

- mettre en forme les fonds de documentation de l'ancien CDEP
- gérer la bibliothèque de l'INFA (partiellement transférée de Nancy)
- collecter des informations sur la formation d'adultes
- analyser les documents publiés (150 périodiques français et étrangers)
- diffuser l'information et constituer une banque de données informatisée

Toutefois des déménagements successifs et toujours précipités² ont des conséquences néfastes sur le bon fonctionnement du service (documents perdus ou abîmés, désorganisation).

Le projet de Banque de donnée mobilise principalement le responsable du SIDFA à sa prise de fonctions. Une série d'études préalables est lancée, le système documentaire devant s'intégrer dans un ensemble plus complexe à l'échelon national ou international³ (le choix se situe entre le CNRS et l'OCDE). Par ailleurs, le SIDFA se doit d'intégrer les

¹ INFA, Compte rendu d'activité. Exercice 1970, p. 46

² Des documents sont transportés de Nancy à Paris, rue d'Ulm en mai 1968, puis de la rue d'Ulm à Boulogne en janvier 1971. Le SIDFA est en effet placé dans l'obligation d'évacuer en quelques jours les locaux de l'IPN pour s'installer dans les locaux provisoires de Boulogne, avant de s'installer dans l'hôtel de Noailles, rue de Montmorency, dans le courant de la même année.

³ Avec notamment le projet de devenir le correspondant français pour « ERIC »

informations réunies à Nancy, notamment le fichier sur les organismes de formation. Mais de nombreuses difficultés techniques surgissent :

- le matériel informatique de Nancy ne permet pas l'interrogation à distance et encore moins le télétraitement
- le programme utilisé pour le fichier de Nancy s'avère quasi obsolète

Le SIDFA ne reprendra donc pas les travaux sur le fichier. Ceux-ci continuent d'être pris en charge par l'équipe de Nancy.

Cependant la réflexion sur la mise en place d'un système de banque de données se poursuit et une collaboration s'établit avec un cabinet privé appartenant à un conseiller technique de l'INSERM, lui-même créateur d'un système de banque de données.⁴

Un projet est rédigé et adressé au Ministère de l'Education Nationale. Dans le même temps, une pré-enquête est lancée auprès de différents acteurs : centres et organismes de formation (CESI, CEREQ, Peuple et Culture), organisations syndicales, presse spécialisée.

Le parti pris est de consacrer dans un premier temps l'activité du SIDFA aux problèmes que rencontrent les entreprises dans l'élaboration de leur programmes de formation à la suite des accords de juillet 1970. Un questionnaire est donc réalisé dans le but de recueillir des informations sur ce thème. En mai 1971, J.M. THIVEAUD reconnaît lui-même que ce questionnaire, élaboré dans l'urgence, « n'a pu être poussé dans toute son extension souhaitée » qu'il y manque toute une partie portant sur les techniques, et que, d'autre part, il réclame un maniement lourd et délicat (qui nécessite par exemple la présence d'un enquêteur)⁵. Toutes ces imperfections et ces lourdeurs ralentissent la mise en place effective du SIDFA.

En 1972, le « Centre de Documentation et la bibliothèque de l'INFA » passent sous la responsabilité de R. BONNEL avec l'objectif suivant : « mise au point et extension du Centre de Documentation sur les méthodes et les techniques de la Formation Continue »⁶.

Les difficultés de plus en plus grandes de l'INFA empêchent que soit mené à terme cet objectif.

⁴ Compte rendu des activités du SIDFA (octobre 1970 - avril 1971), INFA, J.M. THIVEAUD, mai 1971, note interne, (Il s'agit de M. FISKUS et de la société SINCRO)

⁵ Ibid.

⁶ Objectifs 1972, INFA, Document n°5, action n° 22D

II-A/3

ACTION : Action IUT

Date de démarrage : 1967

Responsable(s) : P. GIRARD puis M.P. ROUSSEL

Parallèlement à la création des IUT, la Direction des Enseignements Supérieurs préconise un programme de recherche pédagogique sur les méthodes d'enseignement dans ces instituts. La circulaire du 20 mars 1967 (BO n° 13) confie à l'INFA l'organisation de colloques permettant aux professeurs de mettre leur expérience en commun et de définir une pédagogie spécifique aux IUT. Deux thématiques sont retenues par l'INFA :

- l'enseignement des langues vivantes
- la formation générale et l'expression

1) L'organisation de colloques

A - L'enseignement des langues vivantes

Un premier colloque réunit en décembre 1967 une cinquantaine de professeurs d'anglais et d'allemand enseignant dans les IUT. Au préalable, l'INFA avait organisé une série d'entretiens auprès de différentes personnes : professeurs et directeurs d'IUT, spécialistes extérieurs aux IUT (universitaires, formateurs d'entreprises, industriels...) et le rapport de ces entretiens avait été communiqué à tous les participants. A l'issue de ce colloque, les professeurs émettent des recommandations concernant les contenus, les méthodes et les horaires souhaitables. Ils demandent également que soit entreprise une série d'actions pour vaincre l'isolement des enseignants et les aider à s'informer. Il est ainsi décidé que l'INFA :

- crée et met à jour par la suite un annuaire des enseignants en langue
- se charge de faire paraître une revue intitulée « Bulletin Pédagogique ». Le n°1 de cette revue sort en avril 1968 et le n°2 en octobre 1968. La plupart des articles de ces revues sont rédigés par les enseignants eux-mêmes
- organise des réunions régionales et des stages de perfectionnement des enseignants. Un premier stage est organisé avec la collaboration de l'Institut Pédagogique National en novembre 1968. Un second a lieu en mars 1969.

D'autres actions sont entreprises par l'équipe INFA : une enquête sur la filmographie en langues étrangères ; la mise en relation des IUT avec des « Universities of Technology » britanniques ; le compte rendu des stages pédagogiques...

B - La formation générale et l'expression

Un premier colloque est organisé sur ce thème les 3, 4, 5 et 6 mars 1969. Il s'adresse aux enseignants des IUT préparant aux professions du secteur secondaire. Il est suivi d'un second colloque, qui se tient les 7, 8, 9 et 10 mai 1969 pour les enseignants des IUT orientés vers le secteur tertiaire.

Pour préparer ces colloques, l'équipe INFA :

- réalise des entretiens
- élabore des documents
- organise des réunions régionales

a) Les entretiens

Une série d'entretiens est réalisée auprès d'acteurs des IUT afin de cerner les difficultés dans ce domaine et de dégager les demandes. Une autre série d'entretiens auprès d'industriels, d'animateurs socio-culturels, de formateurs de cadres, etc. a pour but d'ouvrir la réflexion à d'autres types de méthodes et d'expériences. Le rapport de synthèse est publié en février 1969.

b) Les documents

Un cahier intitulé « Expressions » paraît également en février 1969. Il constitue un document préparatoire au colloque et le n°0 d'une revue consacrée aux problèmes de formation générale dans les IUT. L'INFA réunit par ailleurs une bibliographie importante d'articles et d'ouvrages français et étrangers pouvant éclairer la réflexion.

c) Les réunions régionales

Elles ont permis la mise au point par les intéressés eux-mêmes des thèmes et des modalités du colloque.

A l'issue de cette réflexion préalable, il apparaît à l'équipe INFA que les problèmes que pose la formation générale ne sont pas les mêmes dans les IUT préparant aux professions du secondaire ou du tertiaire. D'où l'organisation de deux colloques distincts.

2) Une équipe un peu marginale

L'action IUT est menée au sein de l'INFA par une équipe composée principalement de personnes extérieures à l'INFA sous la responsabilité, durant la première année, d'un chercheur de l'INFA, P. GIRARD. Ce sont en effet des enseignantes, professeurs d'IUT mises à disposition de l'INFA sur l'action IUT pour la moitié de leur service. Sont ainsi « recrutées » Marie-Pierre ROUSSEL en 1967, qui enseigne à mi-temps l'anglais à l'IUT de Ville d'Avray, puis Françoise CAUSSE et Jacqueline BANCHERIT, toutes deux elles aussi anglicistes et enseignant dans des IUT (ceux de CACHAN et de l'avenue de

Versailles). C'est Françoise CAUSSE qui assure la responsabilité du volet « langues » et qui reprend la revue au départ de Marie-Pierre ROUSSEL en 1972. Par la suite, sur le volet « formation générale et expression » sont encore mises à disposition deux professeurs : Claude BEGUE et Françoise SAMUEL. Danièle MORALI, permanente de l'INFA, rejoint également cette seconde équipe et en prend la direction.

Cette équipe, à moitié extérieure à l'INFA, entretient des relations informelles avec les membres des autres équipes, à l'occasion de rencontres ou de réunions dans les locaux de l'INFA à Nancy puis, le plus souvent, à Paris, mais aucune relation de travail. L'action IUT a sa propre autonomie.

3) L'action IUT se poursuit malgré la suppression des colloques

Faute de moyens suffisants, l'organisation de colloques est suspendue en 1970. L'action se poursuit dans une moindre ampleur avec la collaboration des enseignants dans les domaines suivants :

- réunions régionales sur des thèmes définis
- stages divers (expression corporelle et travail de groupe avec le théâtre des amandiers, linguistique, enseignement programmé, etc.)
- les revues : Bulletin pédagogique IUT - « Langues vivantes » et « Expressions » qui paraissent alternativement à raison de 3 numéros par an chacun.

En 1972, les équipes IUT réfléchissent à une démultiplication de l'action à l'échelle régionale, avec le projet de mettre en place des « relais provinciaux » : environ 10 enseignants de chaque discipline (langues vivantes et formation générale) seraient déchargés d'une partie de leur service et serviraient de relais à l'équipe IUT afin d'organiser des formations pour les enseignants et favoriser l'expérimentation pédagogique. Ce projet n'aura pas le temps de voir le jour.

A la suppression de l'INFA (mars 1973) l'action IUT et les Bulletins Pédagogiques sont repris par l'IUT de sceaux. Le Bulletin pédagogique « expression » devient « Revue pédagogique » en 1976, et le bulletin pédagogique « langues vivantes » devient « Echanges pédagogiques ». Les deux revues paraissent jusqu'au début des années 80.

Documents publiés :

Compte rendu colloque Langues Vivantes		décembre 1967
Bulletin pédagogique n° 1	« Langues vivantes », n° 1	avril 1968
Bulletin pédagogique n° 2	« Langues vivantes », n° 2	octobre 1968
Expressions n° 0		février 1969
Bibliographie Expressions		février 1969
Rapport d'enquête sur l'Expression et la Formation dans les IUT		mars 1969
Bulletin pédagogique n° 3	« Langues vivantes », n° 3	mars 1969
Bulletin pédagogique n° 4	« Langues vivantes », n° 4	mai 1969
N° spécial	« Langues vivantes »	mai 1969
Bulletin pédagogique n° 5	« Langues vivantes », n° 5	octobre 1969
Compte rendu du colloque de mars (Expression et...)		octobre 1969
Bulletin pédagogique n° 6	Annuaire des professeurs LV	janvier 1970
Compte rendu du colloque de mai (Expression et...)		janvier 1970
Bulletin pédagogique n° 7	« Langues vivantes », n° 7	février 1970
Bulletin pédagogique n° 8	« Expression », n° 1	avril 1970
Bulletin pédagogique n° 9	« Langues vivantes », n° 8	juin 1970
Bulletin pédagogique n° 10	« Expression », n° 2	septembre 1970
Bulletin pédagogique n° 11	« Langues vivantes », n° 9	novembre 1970
Bulletin pédagogique n° 12	« Expression », n° 3	février 1971
Bulletin pédagogique n° 13	« Langues vivantes », 10	mars 1971
Bulletin pédagogique n° 14	« Expression », n° 4	mai 1971
Bulletin pédagogique n° 15	« Langues vivantes », n° 11	juin 1971
Bulletin pédagogique n° 16	« Langues vivantes », n° 12	novembre 1971
Bulletin pédagogique n° 17	« Expression », n° 5	décembre 1971
Bulletin pédagogique n° 18	« Langues vivantes », n° 13	février 1972
Bulletin pédagogique n° 19	« Expression », n° 6	mai 1972
Bulletin pédagogique n° 20	« Langues vivantes », n° 14	juin 1972
Bulletin pédagogique n° 21	« Expression », n° 7	octobre 1972
Bulletin pédagogique n° 22	« Langues vivantes », n° 15	novembre 1972
Bulletin pédagogique n° 23	« Expression », n° 8	décembre 1972
Bulletin pédagogique n° 24	« Langues vivantes », n° 16	février 1973

II-A/4

ACTION : Colloques Formation

Date de démarrage : 1967

Responsable(s) : M. TAPIA jusqu'à septembre 1969, puis G. PALMADE

Le séminaire national de Pont-à-Mousson (29, 30, 31 octobre 1968)

a) Préparation

L'action débute par une enquête dans les milieux de la formation afin de recueillir les demandes et les attentes des professionnels du secteur. Un « pré-colloque » est organisé à Nancy les 3, 4 et 5 juillet 1967. A partir de cette manifestation, un comité de coordination inter-institutionnel se met en place, puis des commissions régionales se réunissent afin de préparer un grand séminaire national.

Le programme de ce séminaire fait l'objet de discussions au sein du comité national, qui se réunit le 22 novembre 1967, le 15 janvier 1968 puis le 28 août 1968. Il s'agit pour les organisateurs de concilier la demande d'apports théoriques et conceptuels et celle d'informations sur des expériences concrètes de formation, de recherches et d'études liées à des actions éducatives. Le thème général retenu est « *Objectifs et besoins dans les expériences de formation d'adultes* ».

b) Déroulement

Le séminaire rassemble environ 150 personnes et fait appel au concours d'experts étrangers.

Dans une première partie, sept commissions se partagent le champ de l'éducation des adultes en thèmes de réflexion :

- commission I : « Les obstacles liés à la formation permanente », rapporteur P. HUMBERTJEAN (CUCES)
- commission II : « Les conceptions de l'éducation des adultes et les besoins. Conflits et convergences : possibilité d'une approche globale en tant que réponse à différents besoins », rapporteurs M. CAILLIES (Radio technique) et J.-F. CHOSSON (Peuple et Culture)
- commission III : « Les problèmes méthodologiques et les pratiques : l'émergence des besoins et des objectifs dans la pratique », rapporteur M. MOXHON (Accueil et Promotion)
- commission III bis sur le même thème que la commission III, rapporteurs MM. ARDOINO (ANDSHA) et CAVOZZI (Société Française de Chréologie)
- commission IV : « L'approche empirique, l'approche "technicienne", l'apport des sciences humaines dans la détermination des besoins et des objectifs. Intérêt et limites

de ces différentes approches », rapporteur Mme CHARLIER (professeur de psychologie et de pédagogie)

- commission V : « Institutions et structures favorables au développement de l'éducation permanente », rapporteur M. RUBAN

- commission Vbis sur le même thème que la commission V, rapporteur M. CHEVRE (Ecole Nationale de la Sécurité Sociale)

- commission VII : « Les conceptions des objectifs et des besoins en éducation des adultes en référence aux différentes conceptions globales de la société », rapporteur M. WIERNIK (Société Pétrolière de technique et d'investissement)

Dans une deuxième partie, trois personnalités présentent une communication, un débat suit cette présentation :

- M. JOLICOEUR, Directeur du Ministère de l'Education permanente au Québec

- Dr H.L MATZAT, de Frankfurt

- M. CHOMBART de LAUWE

Une troisième partie permet la présentation de deux autres communications en séances non-plénières :

- « Communication et éducation du comportement social, l'expérience des CEMEA » par M. CROS

- « La formation des cadres au Mouvement Français pour le Planning Familial » par Mme MASSE et M. GONDONNEAU.

La conclusion du séminaire revient à Bertrand SCHWARTZ.

Il est à noter qu'à la date du séminaire, les événements de mai 1968 sont encore brûlants d'actualité et l'attitude critique ou contestataire est encore très prégnante dans les débats. Les quelques interventions qui suivent⁷ illustrent le climat délétère qui règne durant ces journées :

« Le séminaire, pavé de bonnes intentions, a été l'occasion de dresser des barricades » (rapport de la commission I, p.14)

« La situation a amené à examiner le thème essentiellement à travers les relations vécues dans le groupe lui-même, avec les visiteurs occasionnels et d'autres personnes impliquées dans les travaux en cours. Plusieurs participants ont été gênés par la "valse" des co-participants de l'INFA ; d'autre part, les membres de l'INFA et du CUCES ont été gênés dans leur participation, par l'agressivité manifestée à l'égard de leurs organismes (...) l'unanimité s'est faite notamment (...) pour déplorer le manque d'articulation entre les travaux préparatoires et ces trois journées. Ce fut pour plusieurs un exemple significatif

⁷ Education et formation des adultes en France, Séminaire de Nancy, 29, 30, 31 octobre 1968, INFA, janvier 1969, 221 p.

traduisant un certain refus par les organisateurs d'assurer leurs responsabilités et d'explicitier clairement leurs fonctions » (rapport de la commission Vbis, p. 54)

« La fonction de promoteur des échanges de l'INFA n'a pas été assez clairement explicitée au départ. Le rôle et la participation des membres de l'INFA et du CUCES n'ont donc pas été clairement définies, d'où des tensions sur le plan émotionnel provoquant des blocages sur celui de la tâche » (rapport de la commission VII, p. 59)

« Il m'a été dit que, lorsque j'étais dans un groupe, ma présence pesait, mais il m'a été dit également que mon absence pesait. Il est certain que je ne savais pas que je pesais si lourd ! On m'a dit que quand je parlais, j'influçais, mais que quand je ne parlais pas, je paralysais. Quand je prends des notes et que je ne cite pas les auteurs, je "pille", mais quand je les cite, j'abuse. Tout ceci souligne une grande ambivalence : l'ambivalence que vous avez reprochée à juste titre à l'INFA, je me permettrai peut-être très brutalement de vous dire que c'est la vôtre et non pas seulement la nôtre, c'est-à-dire que c'est aussi votre ambivalence » (conclusion de B. SCHWARTZ, p. 218)

L'après séminaire

A la fin de l'année 1969, le dispositif général de travail comporte :

- un comité de coordination où sont représentées diverses organisations développant des activités de formation ou d'éducation des adultes
- quatre commissions régionales : à Lille, Lyon, Strasbourg et Grenoble. Cette dernière est dissoute à peine constituée « faute d'objectifs stables ».
- quatre noyaux de commission parisienne

Mais, « dès le mois d'octobre, l'INFA [fait] savoir par la voix de son Directeur, son intention de cesser d'entretenir - faute de moyens suffisants - son service colloques-recherches, à partir de décembre 1969. Cette intention clairement annoncée a (...) pour effet de décourager et de démobiliser une partie des représentants des organisations présentes au Comité de coordination qui (...) font savoir (en présence de la direction de l'INFA) leur déception et leur amertume de voir leurs efforts, déployés depuis de longs mois voués à l'échec (...) La manifestation de cette déception, au cours d'une réunion du Comité de coordination et de cet intérêt de la part des milieux de formations diverses pour ces activités, (...) conduit l'INFA à surseoir provisoirement à la dissolution de son service « Colloques », le temps de trouver d'autres services de financement pour poursuivre cette action (sursis accordé pour 6 mois : janvier - juin 1970) »⁸.

Quatre réunions du Comité de coordination sont consacrées à l'examen de diverses solutions de remplacement, mais les perspectives sont minces. L'annonce de la défection de l'INFA met fin à la tentative de relancer les commissions parisiennes et la perte du

local de la rue d'Astorg en avril 1970 oblige le dernier noyau de fidèles du Comité de coordination à s'ajourner sine die.

Reste le travail des commissions régionales, qui donne lieu à deux journées d'études :

- la journée de Lille (12 juin 1970) sur le thème « Les politiques de formation des adultes dans la Région Nord-Pas de Calais » permet de rendre compte d'une enquête réalisée sur les organismes de formation de la région et de débattre sur les thèmes : la formation des formateurs, la formation de base et la culture, les nécessités économiques, les besoins culturels et les aspirations individuelles, etc.

- la journée de Lyon explore le thème du « développement personnel »

La commission de Strasbourg, quant à elle, s'oriente vers la constitution de petits groupes d'auto-formation.

A partir du mois d'août 1970, l'activité Colloques est supprimée. L'INFA propose à l'A.E.R.S. de la reprendre. Celle-ci, favorable sur le principe à cette proposition, attend la conclusion de ses travaux sur le thème « Travail-Université » avant de prendre une position ferme. Il n'y aura en fait pas de suite directe aux travaux entamés.

Les études d'accompagnement et d'évaluation de l'action, commencées au moment où l'équipe colloques fonctionnait normalement, ne sont pas achevées.

⁸ LESNE M., Compte rendu d'activité. Exercice 1970, INFA, p. 42

II-A/5

ACTION : Revue Education Permanente

Date de démarrage : mars 1969

Responsable(s) : Paule BOLO, puis Anne QUERRIEN, puis René BONNEL

Créer une revue spécialisée dans le domaine de l'éducation des adultes est un projet qui naît très tôt au CUCES. Mais faute de temps à y consacrer, sa réalisation est sans cesse retardée. Par ailleurs, il semble préférable d'abriter la revue à l'INFA qui est un organisme national plutôt qu'au CUCES. La décision d'accélérer les choses est prise en 1968.

B. SCHWARTZ en expose donc le projet au CA de l'INFA du 4 juillet 1968 :

« L'importance grandissante prise par le problème de l'éducation des adultes en France, le nombre sans cesse croissant des recherches, des applications, des actions de formation menées dans ce domaine, a amené l'INFA à penser qu'il faudrait lancer une revue. Elle serait un moyen de promouvoir l'orientation en matière de formation des adultes et d'éducation permanente. En donnant la parole aux différentes catégories de personnes constituant le milieu de formateurs et de chercheurs, aux groupements intéressés à la formation, elle permettrait des échanges ouverts, et décroisserait cet ensemble dispersé caractérisé pour l'instant par une certaine méconnaissance réciproque des différents milieux »⁹.

Plusieurs administrateurs interviennent, principalement pour alerter sur les risques financiers inhérents au lancement d'une revue. Mais le principe même et le projet de contenu ne sont pas remis en question. Le président (P. OLMER, alors Directeur des Enseignements Supérieurs) clôt le débat en estimant que l'INFA doit étudier le problème de la création de cette revue, la démarrer pendant un an et « voir plus tard où en sont les choses ».

B. SCHWARTZ propose à P. BOLO de s'occuper de son lancement. Différentes hypothèses sont alors étudiées pour insérer la revue dans l'organisation de l'INFA. Celle qui est finalement retenue est de la placer sous la responsabilité de G. PALMADE, P. BOLO, salariée du CUCES, étant quant à elle, mise à disposition de l'INFA à Paris pour mener à bien le projet. P. BOLO n'a aucune expérience de l'édition, mais se donne les moyens, avec l'aide de G. PALMADE, de réaliser son objectif. De manière très empirique et tout en apprenant sur le tas, elle finit donc par réunir, les unes après les autres, les conditions d'émergence de la revue¹⁰ et en devient le rédacteur en chef. Aucun éditeur n'ayant accepté de commercialiser la revue, l'INFA doit la faire imprimer à compte d'auteur, ce qui augmente bien entendu le budget de réalisation.

⁹ Compte rendu du Conseil d'Administration de l'INFA du 4 juillet 1968, p. 20

¹⁰ Entretien avec P. BOLO, 12 octobre 1995

La composition du comité de rédaction, exclusivement INFA/CUCES dans les premiers numéros, reflète le souci de donner une assise à la revue par la représentation équilibrée des différents départements du CUCES et des différentes équipes de l'INFA.

Le premier éditorial reprend les différents points du projet déjà énoncés par B. SCHWARTZ au CA, en insistant sur la volonté de décloisonner et de rassembler ce qui est aujourd'hui dispersé :

« (...) *La revue Education Permanente se propose comme un instrument de travail commun aux enseignants et aux formateurs d'adultes, un lieu où ils pourront s'interpeller, analyser leurs expériences et leurs orientations. De ces débats, nous espérons que surgiront de nouvelles expériences, de nouvelles recherches* »¹¹.

Le souci d'équilibre et d'ouverture s'applique également au choix des auteurs, chaque numéro devant permettre l'expression de paroles diversifiées.

A compter du numéro 6 du second trimestre de 1970, la revue souhaite centrer chaque numéro sur un thème précis afin d'éviter la « juxtaposition » et pour favoriser la « confrontation dynamique ».

Fin 1970, le nombre d'abonné est de 1530 :

- Etranger : 222

- France : 1308 (dont Région parisienne 455 et province 853)

Mais l'augmentation globale des abonnements au cours de l'année 1970 ne correspond pas à ce que les résultats obtenus dans l'année de lancement laissent espérer. Marcel LESNE, qui est devenu directeur de publication à sa prise de fonction à la direction de l'INFA y voit moins une erreur d'estimation que la conséquence des difficultés de fonctionnement de l'INFA.

Le compte d'exploitation de la revue (dépenses : 141 899 ; recettes 27 253) fait l'objet d'une discussion au Conseil d'Administration du 2 juin 1970. Certains et notamment le représentant du Ministère des finances, notent que la revue absorbe une grande partie du budget total de l'établissement et posent le problème de sa rentabilité. Plusieurs intervenants défendent alors la revue en estimant qu'elle est un moyen d'expression indispensable pour l'INFA et qu'il est illusoire de compter sur l'équilibre financier d'une revue.

Fin décembre 1970, survient un nouveau problème : sur la pression de la Cour des Comptes, et pour mettre fin à toute « confusion » entre les institutions, les salariés « prêtés » par le CUCES à l'INFA doivent réintégrer leur établissement d'origine. P. BOLO ne peut donc plus continuer à travailler pour la revue. Une demande est faite au Ministère pour permettre son recrutement à l'INFA, mais la dérogation n'est pas accordée par le

¹¹ Editorial, *Education Permanente*, 1, mars 1969

contrôleur financier¹². P. BOLO ne souhaitant pas retourner à Nancy après deux années passées à Paris préfère donner sa démission. Anne QUERRIEN, déjà secrétaire de rédaction, prendra sa suite au 1er janvier 1971.

La situation de la revue est remise à l'ordre du jour du Conseil d'Administration de l'INFA du 15 décembre 1970. M. LESNE, A. QUERRIEN et G. PALMADE font le point des difficultés de la revue, demandent une série de « mesures conservatoires » notamment un budget augmenté, et veulent réfléchir à un développement en :

- modifiant le comité de rédaction en l'élargissant
- créant un comité de patronage

L'élargissement du comité de rédaction est effectif au numéro 9 (janvier-mars 1971) : y entrent des représentants de Culture et Développement, de RTS - Promotion, de l'AFPA, du Secrétariat d'Etat à la Formation Professionnelle, de GSO, du CESI¹³. Les membres de l'INFA/CUCES ne représentent plus que la moitié du Comité.

« Education Permanente a élargi son comité de rédaction de façon à diversifier les problématiques et les champs d'application pratique de la réflexion pédagogique et institutionnelle que nous poursuivons (...) Un comité de rédaction élargi signifie (...) des commissions de travail qui préparent les numéros, des préenquêtes auprès des formateurs qui permettent une meilleure connaissance des questions qui se posent sur chaque thème retenu, des tables rondes autour des expériences significatives, des journées d'études préparatoires à chaque numéro. La revue peut ainsi devenir peu à peu un lieu d'échange et de rencontre »¹⁴.

Le développement du nombre des abonnés (2500 au 15 septembre 1972) et de ses ventes au numéro semble démontrer l'intérêt porté à la revue. Mais des efforts importants restent à faire notamment dans le domaine de la diffusion. Dans ces objectifs de 1973, l'INFA souhaite consolider la revue :

- en faisant paraître un numéro de plus par an (passer à 5 numéros)
- en augmentant le nombre de pages par numéro pour développer l'aspect purement informatif (notes de lectures, colloques, etc.).

Ces objectifs ne seront pas atteints.

La revue emploie au sein de l'INFA en 1972 trois personnes à plein temps (un rédacteur en chef, une adjointe documentaliste, une secrétaire) et une douzaine de vacataires pour la diffusion dans les librairies parisiennes et aux abonnés, ainsi que pour des travaux

¹² P. BOLO ne possède pas les titres universitaires qui lui permettraient de bénéficier du titre de « personne qualifiée » qui figure au titre II du décret du 1er octobre 1965. Note du Contrôleur financier à la Direction de l'INFA (Archives Nationales, CAC, carton 850-192/02)

¹³ Puis, à partir du numéro 10, le CNIPE, en la personne de P. BOLO

¹⁴ Editorial, *Education Permanente*, 9, janv. - février - mars 1971

divers (compte rendu de lectures, mise à jour de statistiques, aide au secrétariat en période de réabonnement, etc.).

Au numéro 18, la revue passe sans heurts et sans modification ni de son projet, ni de son comité de rédaction, de l'INFA à l'ADEP¹⁵ :

*« La revue Education Permanente survivant aux transformations institutionnelles de l'INFA est désormais publiée par l'Agence Nationale pour le Développement de l'Education Permanente. Devant l'accroissement du nombre de périodiques consacrés à la formation, Education Permanente maintient, avec l'aide de ses lecteurs la poursuite de ses objectifs tournés essentiellement vers la recherche fondamentale, l'expérimentation et la sensibilisation en matière de formation étendue dans son sens le plus large. Dans ce domaine, le champ encore à explorer est vaste et pour cela l'imagination doit être sollicitée »*¹⁶.

L'histoire de la revue serait sans doute à poursuivre, mais cela dépasse le cadre de notre projet.

¹⁵ Elle change toutefois sa maquette à partir du numéro 20 (septembre - octobre 1973)

¹⁶ Editorial, *Education Permanente*, 18, mars - avril 1973

II-A/6

ACTION : Autres publications

Revue Enseignement Programmé

Créée en 1968, cette revue vise à faire le point sur les recherches et réalisations dans le domaine et à contribuer au développement et à la promotion de l'enseignement programmé. Elle paraît quatre fois par an. Chaque numéro de la revue est centré sur un thème et constitue un « dossier » qui comportent 3 ou 4 articles précédés d'un article de synthèse. En 1970, le rédacteur en chef est M. FREMINE et la secrétaire de rédaction, Christiane ICART. Exemples de dossiers :

- n° 4, décembre 1968 : « Les pièges du langage dans l'enseignement programmé »
- n° 5, mars 1969 : « L'enseignement programmé dans les services de formation de quelques entreprises »
- n° 9-10, mars-juin 1970 : « Enseignement programmé, transmission et acquisition des connaissances »
- n° 11, septembre 1970 : « Définition des objectifs »
- n° 12, décembre 1970 : « Etude d'une population en enseignement programmé »

En décembre 1970, la Revue est supprimée. Plusieurs raisons à cela : l'imprimeur rompt le contrat de manière unilatérale ; la revue, considérée comme trop spécialisée et ne tirant qu'à 400 exemplaires, avait pris des retards considérables dans la confection des numéros (un an de retard), dus aux « carences du personnel recruté du CDEP ».

Bulletin pédagogique IUT

Voir fiche II-A/3 : Action IUT

Répertoire national des organismes contribuant à la recherche en éducation des adultes et Répertoire des recherches en cours en Education des Adultes

A l'origine de cette entreprise, se trouve un rapport sur les recherches en éducation des adultes, élaboré au printemps 1969 à la demande du Comité de Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe, en vue du colloque européen de Liverpool (juillet 1969).

Lancée en mai 1970, sous la responsabilité de MM. OECONOMO et BOURDONCLE, une enquête nationale débouche sur la constitution d'un fichier systématique des organismes et de leur activité de recherche et à la mise en circulation d'un répertoire début 1971.

Les documents de l'INFA

La Cour des comptes émet en 1970 entre autres critiques le fait que l'INFA n'a pas de politique de publication. Jusqu'à cette date en effet, quelques études seulement font l'objet d'un compte rendu à la diffusion plutôt confidentielle, parfois d'ailleurs en co-édition CUCES/INFA, sous forme de « cahiers »¹⁷. La situation se modifie néanmoins à partir de mars 1969, avec la création de la revue *Education Permanente*, qui permet une première diffusion à grande échelle des travaux de l'INFA. A son arrivée à la direction en 1970, Marcel LESNE lance donc la collection rouge des « Documents de l'INFA » avec le projet suivant :

*« La collection "Documents de l'INFA" se propose de diffuser les résultats de travaux, d'analyses et d'enquêtes effectuées par l'organisme sur différents thèmes relatifs à l'éducation des adultes. Le titre et la présentation même de cette collection indiquent que nous ne visons pas à tous coups à la publication de conclusions définitives ou parfaitement élaborées. Il s'agit surtout de recherches en cours qui seront poursuivies et constitueront la base de synthèses ultérieures. Une telle formule nous paraît apte à réduire l'écart entre le moment de la recherche et son compte rendu, à favoriser l'échange avec le lecteur et à susciter la poursuite et l'approfondissement de ces travaux à partir des lignes que nous avons esquissées. »*¹⁸

Sont ainsi reprises dans cette collection des comptes rendus d'études bien antérieures à 1970, par exemple l'étude de Claude DEBON-THESMAR « Les raisons des abandons aux cours du soir » qui date de 1965.

Voici la liste des titres que j'ai pu répertorier¹⁹ :

ANTOINE (P.), DESBROUSSES (H), *L'enseignement programmé, points forts, points faibles*, 1971, (étude de 1969), 136 p.

BALLIER (A.), GAILLARD (J.), LEFEBVRE (M.), RANJARD (P.), *Etude sur la fonction des maîtres du cycle pratique au centre académique de Paris*, 1971, (étude de 1969), 211 p.

COLLECTIF, *Changements dans la société française contemporaine. Panorama bibliographique 1947 - 1967*, 1971, (étude de 1968), 65 p.

¹⁷ Les cahiers : « Il s'agit non pas de publications périodiques, mais de communications sur des sujets définis et qui font l'objet de tirage indépendant » (Notice sur l'INFA, 1969)

¹⁸ Notice sur l'INFA, novembre 1970, pp. 31-32

¹⁹ Cette liste ne se prétend pas exhaustive car je n'ai pu retrouver aucun inventaire officiel de la collection, si ce n'est une liste non datée, conservée avec les Documents à l'INRP. On peut toutefois faire l'hypothèse qu'elle est complète car aucun autre titre n'est répertorié par la Bibliothèque nationale de France.

COLLOT (A.), DESBROUSSES (H.), Problèmes théoriques et pratiques posés par l'apprentissage d'une technique : étude menée à partir d'une formation coupe-couture, 1971, (étude de 1970), 135 p.

FARDOUET (Ch.), HIGELE (P.), Une expérience de formation à la recherche de panne auprès d'ouvriers d'entretien, 1972, (étude de 1972), 121 p.

FREICHE (J.), HIGELE (P.), Etude exploratoire d'un enseignement de la théorie des ensembles par des adultes peu scolarisés, 1971, (étude de 1970), 130 p.

FREICHE (J.), HIGELE (P.), Etude comparative de l'emploi de livres et de machines dans un enseignement programmé d'électricité, 1971, (étude de 1971), 177 p.

FREICHE (J.), HIGELE (P.), Etude de stratégies pédagogiques utilisées dans un enseignement programmé linéaire, 1971, (étude de 1967), 266 p.

FREICHE (J.), HIGELE (P.), Insertion de l'enseignement programmé dans un enseignement par correspondance, 1971, (étude de 1969), 201 p.

FRITSCH (Ph.), Les élèves des Instituts de Promotion Supérieure du Travail, étude sociologique, 1971, (étude de 1970), 256 p.

LAFARGUE (M.), La lecture chez les adultes peu scolarisés, 1971, (étude de 1967), 46 p.

LAFARGUE (M.), Représentations de la lecture et univers culturel en milieu ouvrier, 1971, (étude de 1966), 138 p.

LAROCHE (J.L.), Diagnostic des structures opératoires d'adultes de niveau CEP, 1971, (étude de 1966), 83 p.

LEGENDRE (M.), Réactions de cadres à leur perfectionnement, 1971, (étude de 1970), 113 p.

LESNE (M.), COLLON (Ch.), OECONOMO (C.), Changement professionnel et formation, étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey, 1971, (étude de 1968), 196 p.

MARQUART (F.), MONTLIBERT (Ch. de), Etude sur l'exercice de la fonction d'architecte, 1971, (étude de 1969), 208 p.

MIGNE(J.), Etude sur les représentations de notions de physique : la chute des corps, 1971, (étude de 1970), 96 p.

MIGNE (J.), Evaluation d'une formation à l'expression orale, 1971, (étude de 1968), 137 p.

MIGNE (J.), L'expression et sa place dans la formation des adultes, 1971, (étude de 1971), 68 p.

MONTLIBERT (Ch. de), Les aspirations à la promotion, (thèse publiée par INFA/CUCES en janvier 1966) 1971, (étude de 1965), 158 p.

MONTLIBERT (Ch. de) avec la collaboration de M. MOUTON, Développement culturel et formation des adultes : aspects monographiques d'un organisme de formation, 1971, (étude de 1971), 52 p.

SCHIRCKS (A.), Exercice de raisonnement, 1970, 40 p.

SCHIRSKS (A.), Evaluation des opérations intellectuelles d'adultes en formation (Thèse), 1971, (étude de 1970), 236 p.

THESMAR (Cl.), Etude sur les raisons des abandons aux cours du soir, 1971, (étude de 1965), 107 p.

On peut aujourd'hui trouver des exemplaires des « Documents de l'INFA » :

- au CNAM (bibliothèque de la Chaire de formation des adultes)
- à l'INRP
- à la bibliothèque municipale de Nancy
- à la Bibliothèque nationale de France
- au CUCES de Nancy et à la bibliothèque de l'Université

ainsi que quelques exemplaires disséminés ici ou là, comme à l'ISST (centre de documentation de Bourg-la-Reine)... cf. annexe 2-452.

II - INFA

B - Formation de formateurs

II-B/1

ACTION : Formation des maîtres du cycle terminal pratique

Date de démarrage : 1966

Responsable(s) : Gérard BARBARY (CUCES), puis Gérard MALGLAIVE

En 1965, l'INFA est chargé par le Ministère de l'Education Nationale d'étudier un projet pour la formation des maîtres du Cycle Terminal Pratique qui doit assurer la prolongation de la scolarité obligatoire pour les adolescents de 14 à 16 ans en situation d'échec scolaire et destinés le plus souvent à la vie active. Les instructions officielles de 1963 y préconisent les méthodes actives et un temps important (15 heures hebdomadaires) consacré à des ateliers techniques. Elles prévoient également une équipe de trois maîtres (triplette) pour deux classes.

L'INFA présente au Ministère en juin 1966 un projet construit sur l'idée de la démultiplication et fondé sur deux principes :

- la formation permanente, puisque *« il semble impensable que la formation à une fonction donnée puisse être assurée dans un temps déterminé et d'une manière définitive »*²⁰. Ce premier principe n'a cependant pas été mis en œuvre, la suppression du Cycle Pratique en 1971 mettant également fin à l'action au moment où s'organisaient les premières sessions de formation permanente.

- l'alternance, parce que les maîtres à former sont des adultes qui ont déjà reçu une formation pédagogique et qui possèdent un bagage d'expérience assez important. *« Compte tenu de ces facteurs, il ne saurait y avoir de formation véritable si d'une part celle-ci ne s'appuie pas sur leur expérience passée, et si d'autre part, elle n'est pas accrochée à la réalité de leur nouvelle fonction »*²¹.

Patrice RANJARD²² souligne que le principe de la formation alternée rompt de façon irréversible avec les formations traditionnelles de l'Education Nationale.

La démultiplication quant à elle consiste à donner à l'INFA un rôle de formation au niveau des formateurs à deux niveaux :

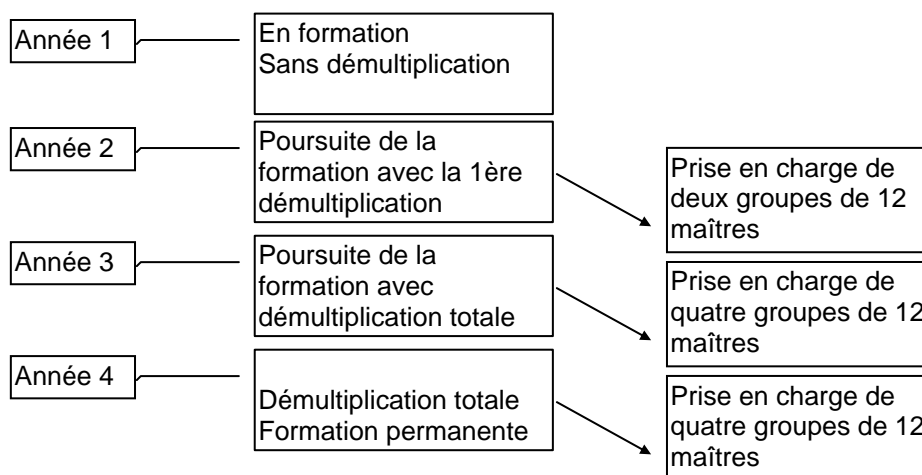
- la formation des formateurs de maîtres (FM)
- la formation des formateurs de formateurs de maîtres (FF)

²⁰ « Projet de formation des maîtres du cycle terminal pratique », INFA, juin 1966, p. 2

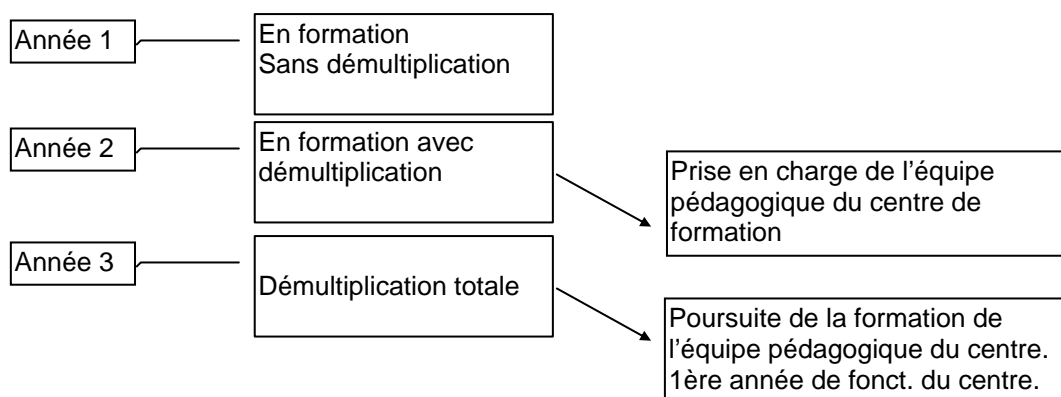
²¹ Ibid. p. 3

Ci-dessous le système de démultiplication tel qu'il est exposé dans le projet de juin 1966 :

a - Formateurs de maîtres :



b - Formateurs de formateurs



Avec un tel système, le projet prévoit qu'au bout de 7 années 8640 maîtres pourront avoir reçu une formation.

Le nombre de formateurs de formateurs à former est fonction du nombre de centres à créer. Chaque centre est implanté dans une Ecole Normale et conduit par un « Directeur d'Etudes » et un « Coordinateur technique », en formation alternée à l'INFA.

1966-67 :

L'INFA forme, à titre expérimental, un groupe de 18 formateurs de Maîtres pour le centre de Massy. Le recrutement se fait principalement parmi les instituteurs.

²² RANJARD (P.), « Une action de formation de maîtres », *Education Permanente*, 12, oct., nov., déc. 1971, 163-185

1967-68 :

Les formateurs de Massy commencent à former des maîtres et l'INFA entreprend la formation des premiers FF (responsables de centres)

1968-69

Le centre de Massy accueille une seconde promotion de Maîtres (il y a donc des maîtres en première année et d'autres en seconde année - la formation dure deux ans) et l'INFA continue d'accueillir une semaine par mois la première promotion de FF (FF₁) et accueille la deuxième promotion de FF (FF₂).

Au printemps 1969, l'INFA mène une enquête auprès des FM et de quelques dizaines de maîtres (Rapport publié dans la collection *Les Documents de l'INFA* : « Etude sur la formation des maîtres du cycle pratique au centre académique de Paris). Cette enquête met en évidence trois types d'obstacles à une évolution positive de la pédagogie des classes pratiques : des obstacles socio-économiques, des obstacles culturels, et des obstacles matériels et administratifs nombreux²³.

1969-70

Un troisième groupe de responsable de centres (FF₃) se forme à l'INFA. Par ailleurs, l'INFA organise trois journées d'études en mars 1970 pour toutes les personnes concernées par l'implantation et le fonctionnement des centres académiques : responsables du Ministère, de l'Inspection Générale, Inspecteurs d'académie, Directeurs et Professeurs d'Ecoles Normales, Responsables des 17 centres de formation de maîtres.

1970-71

Le groupe FF₃ entame sa seconde année de formation. Mais le groupe FF₄ ne comprend que deux membres (soit un centre). Une première session de formation permanente est mise en place en 1970.

1971-72

Le centre FF₄ demande une intervention de l'INFA et forme ses premiers FM. Mais la suppression des classes pratiques met fin à l'action.

²³ Par exemple, les instituteurs envoyés 10 à 12 jours par mois à Nancy recevaient les défraiements pour leurs frais de déplacement et d'hébergement avec beaucoup de retard (entretien P. RANJARD)

L'INFA a été confronté, avec cette action, à trois grands types de difficultés, les deux premières liées à l'action, la troisième liée au propre fonctionnement de l'INFA.

a) Des difficultés de type pédagogique. En particulier des positionnements très différenciés au niveau des formés mais également au niveau de l'équipe de l'INFA sur la question de la formation psychosociale et de la co-gestion sur un style non-directif de la formation. La première session de la formation, consacrée à la conduite des groupes est remplacée à partir de la troisième année par un séminaire Expression et communication abordé par le biais du théâtre.

« A tous les niveaux (INFA/FF - FF/FM - FM -M) se posait le problème du choix entre deux conduites pédagogiques : travailler au niveau des attitudes, ou proposer des entraînements et des apprentissages. Le conflit portait sur l'importance relative à donner aux deux orientations : la formation doit porter sur l'être, la formation doit porter sur l'avoir. (...) Dans l'alternative (l'être ou l'avoir), le milieu fait évidemment pression pour que l'accent soit mis sur l'avoir et qu'on laisse tranquille l'être. »²⁴

b) Des difficultés de type institutionnel et en particulier les résistances de l'administration Education Nationale face à une action qui aurait pu (dû) mettre en jeu son propre fonctionnement. Tout d'abord les lourdeurs administratives qui obligent à différer le début des sessions et donc à raccourcir l'année scolaire et, partant, réduisent la dimension « alternance » de la formation ; ensuite la non-reconnaissance de la nouvelle fonction de formateur en son sein qui aboutit à des situations paradoxales et « exagérément frustrantes » où des formateurs se trouvent moins bien rémunérés que les instituteurs qu'ils forment et marginalisés enfin , plus globalement, « l'inadéquation des habitudes administratives » pour s'adapter à des situations en mouvement.

c) Le troisième type de difficulté trouve ses sources dans la mise en place de l'action elle-même. Cette action, confiée à l'INFA par le Ministère est en fait conduite par un permanent du CUCES. Est-ce parce qu'il n'y a pas à l'INFA, à ce moment là, un chercheur susceptible d'en prendre la responsabilité dans ses aspects administratifs et matériels ? Par ailleurs, l'interlocuteur du Ministère ne pouvant être qu'un organisme relevant de l'Education Nationale (« administrativement » il ne peut en être autrement !), le CUCES ne peut se charger de l'action. La solution choisie est « limite ». Il n'est pas sans provoquer des malaises au sein des équipes de l'INFA, ni sans soulever des inquiétudes au sein du Ministère. D'autres compromis sont cherchés : faire chapeauter l'action par un chercheur de l'INFA, mais cela impliquerait le départ de G. BARBARY... G.

PALMADE est un temps « responsable pédagogique » sur l'action, puis C. LEFORT, un professeur, est pressenti et donne son accord pour conduire l'action, mais au dernier moment est nommé dans une université et quitte l'INFA²⁵. G. BARBARY reste encore pour un temps responsable de l'action, qu'il confie ensuite à G. MALGLAIVE. Ces hésitations institutionnelles n'ont pas aidé à asseoir une action déjà difficile à mener dans le contexte rigide des rapports avec l'administration centrale.

²⁴ RANJARD (P), « Une action de formation de maîtres », opus cit. p. 181-182

²⁵ Entretien avec G. BARBARY

II-B/2

ACTION : Formation des animateurs des C.I.F.F.A.

Date de démarrage : Octobre 1971

Responsable(s) : G. MALGLAIVE

A l'origine, c'est le CUCES qui est sollicité pour une étude. Le Ministère de l'Education Nationale, à la suite des accords de 70 sur la formation professionnelle, crée janvier 1971 une commission pour réfléchir à la manière dont l'Education Nationale pourrait assurer la formation de formateurs dans l'industrie. Cette commission s'interroge sur le rôle que les E.N.N.A. (Ecoles Normales Nationales d'Apprentissage) pourraient jouer dans la mise en œuvre de ce projet.

Le CUCES est chargé d'une étude sur le fonctionnement et les méthodes de ces établissements pour apprécier les possibilités d'y développer des formations de formateurs d'adultes. Des visites dans les E.N.N.A. et une série d'entretiens conduisent le CUCES à proposer un projet alternatif de formation de formateurs qui vise à rompre avec l'enseignement technique de manière à ne pas réduire la formation des adultes à une formation professionnelle technique. Ce projet « *insiste en particulier sur la nécessité d'articuler la formation des formateurs sur les instances nationales et régionales préoccupées par les problèmes d'éducation permanente, tant dans la fonction publique que dans les divers secteurs de la vie économique* »²⁶. Ce projet est accepté. En février 1971, il est décidé de confier au CUCES l'animation d'un groupe de 15 professeurs d'E.N.N.A. chargés de réaliser une enquête sur les besoins des entreprises en matière de formation de formateurs et de définir une politique et une stratégie de formation sous la responsabilité du Ministère de l'Education Nationale et des directeurs d'E.N.N.A.

Ce projet ne va pourtant pas se réaliser. Un mois plus tard en effet une note de Ministère précise :

« *Jusqu'à présent on a implicitement considéré que le CUCES jouait un rôle facilitateur pour poser le problème [de la formation de formateurs]. Une telle action au niveau de sa conduite revient sans doute de droit à l'INFA. L'introduction d'une association privée dans la conduite d'action de formation dans l'Education Nationale risquerait de provoquer des réactions "diverses".* »²⁷ En fait, les professeurs des E.N.N.A., dans lesquels le Parti

²⁶ Rapport d'activité du CUCES, CA février 1972, p. 100

²⁷ Projet de formation de formateurs dans les E.N.N.A., note F.C. n° 140 du 25 mars 1971, émanant de la Direction déléguée à l'orientation et à la formation continue (p. 3), citée par G. MALGLAIVE dans ***Politique et pédagogie en formation d'adultes***, Théories et pratiques de l'éducation permanente, 1981, p. 245

communiste est très largement implanté, ont catégoriquement refusé que leur formation soit prise en charge par un organisme privé.²⁸

La responsabilité de l'action est donc confiée à G. MALGLAIVE, alors seul permanent de l'INFA à pouvoir prendre la direction d'une telle action. A la suite d'une procédure d'analyse des besoins, il propose un nouveau projet qui est accepté et mis en œuvre.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la création de C.I.F.F.A. (Centres intégrés de formation de formateurs d'adultes), qui doivent assurer, auprès du Recteur de chaque académie, l'animation et le développement de la formation continue. Pour ce faire, les C.I.F.F.A. doivent avoir la responsabilité d'une formation de formateur mais ils doivent prendre part également à des actions directes de formation d'adultes et donc être en mesure de travailler avec les syndicats de salariés, les représentants patronaux, les membres des collectivités locales, etc. La création d'un C.I.F.F.A. passe par la formation des animateurs permanents du centre, formation assurée par l'INFA.

Cette première formation, qui doit concerner une dizaine de professeurs d'E.N.N.A., deux professeurs d'un centre de formation en création à Reims, deux membres de l'A.F.P.A. et deux membres des P.T.T, débute alors que la structure juridique des C.I.F.F.A. n'est pas encore établie. A la demande du Ministère, l'INFA doit s'entourer d'un groupe d'experts originaires de divers organismes publics ou privés de formation d'adultes.

La première session de formation débute en octobre 1971. Il s'agit de « transformer des enseignants en formateurs », c'est-à-dire des personnes capables :

- de maîtriser la totalité des démarches nécessaires à la mise en place de formation d'adultes
- de participer à l'animation de structures permettant le fonctionnement concret de la liaison entre formateurs-animateurs et formateurs-enseignants
- de former ces enseignants
- de démultiplier leur fonction, c'est-à-dire de former d'autres formateurs-animateurs pour réaliser, au niveau d'une académie, un vaste réseau de collaboration entre les différentes démarches, toutes étroitement liées à la réalité des formations d'adultes²⁹.

La formation est organisée en alternance. Pendant les intersessions, les stagiaires sont considérés comme étant en activité réelle dans leur académie. Il seront appelés par la suite animateurs de formation continue (AFC).

²⁸ Entretien avec G. MALGLAIVE, décembre 1996

²⁹ MALGLAIVE (G.) « La formation des animateurs des C.I.F.F.A. » *Education Permanente*, 18, Mars-avril 1973, p.53

Cette formation ne se met pas en place sans quelques difficultés. Elle bouleverse en effet un certain nombre d'habitudes et se heurte à des résistances. Les stagiaires, en majorité des formateurs d'enseignants, doivent modifier entièrement leurs représentations de la fonction de formation et passer d'une perspective psychopédagogique à une vision bien plus « managériale » de la formation :

« Voilà qu'on leur demandait de quitter leur école, de quitter en quelque sorte le monde protégé de l'Education Nationale pour aller à la rencontre d'un monde qui manifestement ne les attendait pas et faisait preuve pour le moins de quelques réticences à leur égard : "Cela fait 30 ans qu'on fait de la formation d'adultes sans avoir besoins de vous !" "Montrez-nous d'abord ce que vous savez faire !" Il commençait à devenir clair que former des adultes et leur formateur allait demander autre chose qu'un savoir-faire pédagogique... »³⁰

Début 1973, l'INFA disparaît, mais l'action lui survit pendant quelques mois. Toujours dirigée par G. MALGLAIVE, elle est reprise par l'ADEP.

Cinq C.I.F.F.A. fonctionnent alors à Paris (deux centres), Toulouse, Lyon et Reims. Les quatre premiers sont rattachés à des E.N.N.A., le cinquième au CRDP de Reims. Huit autres C.I.F.F.A. sont en cours de création à Bordeaux, Dijon, Grenoble, Lille, Marseille, Montpellier, Nancy et Rennes et la formation du deuxième groupe de stagiaires est en cours. Mais l'instruction ministérielle du 2 février 1973, qui dote l'Education Nationale d'une structure de traitement des problèmes de formation, avec les DAFCO et les GRETA, obligent à revoir les objectifs de la formation.

Mi-73, G. MALGLAIVE rejoint M. LESNE au CNAM et abandonne l'action à l'ADEP.

En 1975 les animateurs de formation continue (AFC) deviennent des conseillers en formation continue (CFC) et en 1976 les C.A.F.O.C. se substituent aux C.I.F.F.A. et sont placés sous la responsabilité des délégués académiques.

³⁰ Ibid. p. 56

II-B/3

ACTION : Autres actions de formation de formateurs

Formation à l'enseignement programmé (1968)

Fin 1968, l'INFA crée un service nouveau, en prolongement de ses recherches sur l'enseignement programmé, celui d'une formation à la technologie de la formation. Cette action fait suite aux premiers colloques et stages sur l'enseignement programmé qui avaient eu lieu dès novembre 1966, décidé en accord avec le secrétariat à la Promotion sociale. L'objectif était « *d'impliquer les responsables de la formation d'adultes dans une réflexion sur les problèmes soulevés par l'enseignement programmé et sur l'influence que celui-ci peut avoir sur les formateurs en tant que facteur de mutation* ». ³¹

Pierre ANTOINE qui est à l'origine de ce projet conduit cette action dans toute la France. Après avoir expérimenté son projet à Nancy, par deux stages ouverts aux formateurs du CUCES, il propose trois formules possibles :

- conférences suivies de débats
- journées ou stages courts d'information
- stages longs qui se décomposent en 5 jours d'exposés et d'exercices par équipes, suivis de réunions espacées sur une année

En 1970, les conférences touchent un public global de 2000 personnes environ, les journées d'information, un public d'environ 150 personnes et les stages 360 personnes. Mais les perspectives sont assez limitées car seul Pierre ANTOINE est à même d'assurer ce type de formation et l'INFA ne peut répondre à toutes les demandes. Pour développer l'action, l'INFA présente un projet au Ministère de l'Education Nationale. Il s'agit de former, grâce à un travail conjoint de l'INFA et de l'IPN un spécialiste de la formation à la technologie de l'éducation par Académie. Ce projet ne reçoit pas d'écho.

Un colloque de trois jours est organisé par l'INFA à Paris les 15, 16, 17 février 1971, avec la participation de la DGRST et de l'INRDP. Ce colloque permet de dresser un bilan complet de l'action concertée « Enseignement programmé » dans le cadre du 5ème plan.

Séminaire GIRED, CUCES (1970)

En janvier 1970, les responsables du GIRED demandent à l'équipe psycho-pédagogie de l'INFA de préparer et d'animer un séminaire d'une semaine sur les thèmes : apprentissage et pédagogie.

Ce séminaire réunit une vingtaine de personnes à Nancy du 20 au 27 mars 1970. Il est organisé autour de sept thèmes : introduction aux problèmes posés par les théories de l'apprentissage ; les objectifs en pédagogie ; la connaissance du public ; l'élaboration des

connaissances ; l'évaluation de la formation ; une application pratique, l'atome. La préparation de ce séminaire a donné lieu à l'élaboration d'un document de 200 p. Une partie de ce travail est le point de départ d'un numéro sur l'apprentissage de la revue Education Permanente (n° 8).

Séminaire franco-qubécois sur l'évaluation (octobre 1970)

Décidé à la suite d'une première réunion de travail à Nancy en novembre 1969 entre les membres de la Direction et des services de recherche du Département Education des adultes du Ministère de l'Education du Québec et des membres de l'INFA et du CUCES, le séminaire a lieu à Nancy du 5 au 9 octobre 1970. Il réunit cinq participants québécois (responsables de recherche et de formation) ; quinze membres du CUCES ; quinze membres de l'INFA et deux personnalités extérieures : M. GEBLER, Directeur du CRDP de Nancy et M. PASQUIER, Directeur de l'IPA de Paris.

Les thèmes abordés sont :

- les objectifs de l'Evaluation (support de réflexion l'expérience de formation réalisée par la CUCES aux Ciments Lafarge)
- pour qui évalue-t-on ?
- modèles et méthodes d'évaluation
- instruments et techniques d'évaluation

A la suite de ce séminaire, un groupe de réflexion poursuit ses travaux et se donne notamment pour but de préparer un numéro de la revue Education Permanente sur l'Evaluation (n°9).

Séminaires de formation et perfectionnement de formateurs (1972)

Durant le premier semestre 1972, l'INFA organise, sous la responsabilité de J.P. BARTHELEMY et R. CUQ, des séminaires qui réunissent une soixantaine de personnes : universitaires, étudiant du troisième cycle, formateurs du secteur privé ou responsables d'entreprises. Ces séminaires se déroulent sous deux formes :

- des demi-journées de conférences débats (problèmes actuels de l'éducation permanente, économie de la formation continue, nouvelles orientations de la pédagogie, enseignement programmé, audio-visuel et formation d'adultes, évaluation de la formation, etc.)
- des sessions intensives sur deux jours (vendredi et samedi) : techniques de conduite de réunion et d'animation de groupes de formation ; méthode de cas et pédagogies de la simulation ; modèles et programmes de formation.

³¹ CA de l'INFA du 18 novembre 1966

Formation des inspecteurs de la formation continue (1972)

Cette formation se déroule de mars à décembre 1972 (3 semaines de formation).

Formation de formateurs à l'ACUCES (1972)

Cette activité, menée par l'équipe de Formation de formateurs de G. MALGLAIVE en collaboration avec l'ACUCES permet à l'équipe de traiter plus directement les problèmes de la formation de formateurs-enseignants. Deux cycles de 8 semaines sont prévus sur l'année 1972-1973.

Action éducation permanente et universités parisiennes (1972)

A l'issue des « Journées d'information universitaires et de la formation continue » des 28 et 29 avril 1972, plusieurs enseignants responsables d'un service d'Education permanente ont pris contact avec l'INFA pour connaître l'aide éventuelle que l'institut pourrait leur apporter. Le Comité Inter-Universités parisien lui demande notamment de mettre à l'étude et de lui proposer un programme de formation en direction des chargés de missions désignés par les universités dans le cadre des « contrats d'assistance initiale ». Ce projet est mis à l'étude en 1972, mais n'aura vraisemblablement pas le temps d'aboutir³².

³² Aucun document n'indique en effet que l'action ait été réalisée

II - INFA

C - Recherches

II-C

ACTION : Recherches

Date de démarrage : 1966

La Notice sur l'INFA de 1970 distingue deux catégories de recherches menées à l'INFA :

a) les recherches directement liées à des actions éducatives, précédant ces actions ou menées en même temps qu'elles se déroulent (recherches liées aux modes d'apprentissage des adultes, aux méthodes pédagogiques, à l'évaluation des résultats, à la sensibilisation à la formation, aux réactions face à une formation, etc.).

b) les recherches générales ou fondamentales visant à éclairer des phénomènes qui se produisent à un niveau social global, ou conduisant à des résultats susceptibles d'entraîner des applications générales (liaisons entre changements sociaux globaux et processus éducatifs, attitudes vis-à-vis du changement et de la formation, méthodologie de l'étude des besoins, étude des institutions de formation des adultes...).

Dans les faits et à travers les thèmes traités, la distinction entre les deux catégories de recherches n'est pas si nette (et ne l'était surtout pas dans les premières années de l'INFA). Car si dans la première catégorie peuvent figurer toutes les recherches menées conjointement avec le CUCES ou ayant comme public les auditeurs des cours du soir ou le public des différentes autres actions de formation du CUCES, de nombreuses recherches dites « générales ou fondamentales » ont également eu comme terrain d'investigation privilégié les actions du CUCES, du moins jusqu'à la fin des années 1960. Néanmoins cette catégorisation s'avère intéressante car elle donne une certaine logique à l'action de recherche de l'INFA différente d'un découpage à partir des disciplines traditionnelles (psycho-pédagogie, sociologie, etc.) et qui offre une image assez décousue.

1) Thématiques de recherche

Selon ce classement donc les thématiques de recherche sont réparties de la façon suivante³³ :

Recherches liées à des actions éducatives

** Pronostic et diagnostic de réussite des auditeurs en Promotion Supérieure du Travail, en général ou en termes de niveaux opératoires * Problèmes de l'apprentissage de structures logiques opératoires * Evaluation d'opérations intellectuelles d'adultes en formation, aux divers cycles de promotion du CUCES de Nancy * Etudes sur l'apprentissage de schémas logiques et de raisonnements (problèmes socio-économiques, schémas opératoires de proportionnalité en mécanique ou en physique...) * Etudes expérimentales sur les représentations de quelques notions de physique * Problèmes d'assimilation de connaissances scientifiques et techniques * Recherches sur le concept de représentation et son rôle dans une pédagogie des connaissances scientifiques, et en général dans la pédagogie des adultes * Enseignement programmé : stratégies pédagogiques en E.P. linéaire ; E.P. et enseignement par correspondance ; E.P. par livres et machines : étude comparative * Assimilation des mathématiques modernes par des adultes peu scolarisés * Education permanente des isolés * Participation à la vie collective dans quelques communes de la région nancéienne * Mise en place d'une formation à la coupe-couture chez les femmes du bassin de Briey * Formation à l'expression orale : mise en place, évaluation * La lecture et l'univers culturel en milieu ouvrier ou chez les adultes peu scolarisés * La relation pédagogique Professeur-Assistant-Elèves dans quelques institutions de formation d'adultes * Etc.*

Recherches générales

** Changements socio-professionnels et formation : conversions professionnelles volontaires, semi-volontaires, en situation de crise. Facteurs sociologiques et psychologiques de facilitation ou d'inhibition vis-à-vis de la formation * Raisons des abandons aux cours du soir de Promotion Sociale à Nancy * Promotion et reclassement : aspirations et motivations, données sociologiques * Formation et formateurs d'adultes : situation dans la société globale ; analyse des besoins. La pratique : valeurs et modèles qui la sous-tendent * Evaluation de la formation des maîtres et formateurs de maîtres du Cycle Pratique * La formation dans les organisations syndicales * Postes et fonctions : ingénieur de fabrication ; agent technique ; ouvrier d'entretien ; infirmière ; conseillère ménagère ; etc. Recherches d'un modèle d'analyse sociologique du travail, en vue de faciliter l'adoption de types et modalités de formation appropriés * La fonction d'architecte*

** Recherches bibliographiques sur les changements dans la société française contemporaine.*

Si cette présentation apparaît comme un peu diluée (certains « thèmes » de recherche s'apparentent en effet fortement à des titres précis de recherches effectuées), c'est que cette « Notice sur l'INFA » avait pour principal objectif de répondre aux critiques qui avaient été formulées par la Cour des comptes et qu'elle se devait donc de donner une certaine visibilité sociale à l'institut tout en prouvant qu'il répondait bien aux objectifs qu'on lui avait fixés.

2) Equipes de recherche

Le nombre des équipes s'est accru au fil des ans. La première d'entre elles est celle qu'a dirigé Marcel LESNE, « Sociologie de l'Education des Adultes » puisqu'elle préexistait à l'INFA (service d'études du CUCES à partir de 1963).

Ces équipes sont inégales. Le nombre de chercheurs varie en effet beaucoup d'une équipe à l'autre. Par ailleurs certaines équipes sont dynamiques, d'autres moins. Leurs productions varient donc elles-mêmes en fonction de ces critères tant en quantité qu'en qualité. Par ailleurs, comme le souligne M. LESNE, il n'est pas aisé de présenter les équipes de recherche car « non seulement chaque équipe participe en même temps à deux voire aux trois fonctions de l'INFA³⁴, mais chaque membre d'une équipe collabore souvent aux activités d'une autre équipe ». ³⁵

Dans la présentation qui suit, les quatre premières équipes sont les plus anciennes. Elles se sont mises en place très vite, dès que l'INFA a officiellement commencé à fonctionner et à recruter (fin 1965, début 1966) :

Equipe sociologie de l'éducation des adultes (Dir. M. LESNE, puis Ch. de MONTLIBERT)

Les travaux de cette équipe se développent autour de quatre axes :

- l'axe économique
- l'axe d'étude empirique d'institutions d'éducation d'adultes
- l'axe d'étude des relations entre le travail et la formation
- l'axe statistique représenté par la mise au point du fichier des organismes d'éducation des adultes

³³ Notice sur l'INFA, INFA, novembre 1970, p. 6-7

³⁴ Recherche - Formation - Informations/échanges

³⁵ Rapport d'activité. Exercice 1970, INFA, avant-propos

Ces recherches ont pour objectif de tenter de mettre en place une compréhension globale de l'éducation des adultes et de fournir des éléments d'information nécessaires à la réflexion pédagogique. Les travaux menés dans le cadre du premier axe tentent de mettre au point une méthode d'évaluation de la rentabilité économique de la formation. Les recherches menées dans le cadre du deuxième axe sont assez diversifiées du point de vue des méthodologies utilisées (quantitatives ou cliniques) ou du champ couvert (enquêtes statistiques ou monographies). Elles prennent pour objet les « élèves » (notamment les « Elèves des IPST ») ou la relation pédagogique. Le troisième axe, l'axe d'étude des relations entre le travail et la formation donne lieu à des recherches qui sont les préfigurations des actuels « référentiels de compétences » avec notamment l'étude « L'ingénieur de fabrication » puis « La fonction d'architecte ».

Fin 1971³⁶, font partie de cette équipe :

- R. BONNEL
- P. FRITSCH
- M. MORIN
- R. VOROBIEFF
- Ch. de MONTLIBERT, qui en assure la direction.

Il est à noter que F. MARQUART et Cl. THESMAR de l'équipe CNAF appartenaient auparavant à cette équipe, ainsi que J. GUIGOU qui a déjà quitté l'INFA à cette date.

Equipe Psycho-pédagogie (Dir. J.-L. LAROCHE, puis J. JOLY)

Cette équipe mène des études dont l'objectif est d'analyser la façon dont les adultes raisonnent, dans certaines circonstances particulières. Nombre de ces travaux se situent dans le cadre de la psychologie génétique de PIAGET et utilisent les actions du CUCES (principalement les cours de promotion sociale et les actions collectives du bassin de Briey) comme terrain d'observation. Des contacts sont d'ailleurs établis avec une équipe de recherche de Genève (dirigée par le Professeur GRIZE) et d'autres équipes en France et en Europe. A. SCHIRCKS, chercheur suisse, posera, à l'INFA, les bases de la recherche sur les ateliers de raisonnement logique.

Fin 1971, font partie de cette équipe :

- M. EBERHARD
- M. FARDOUET
- P. HIGELE

³⁶ L'année 1971 a été choisie parce qu'un état du personnel complet présentant la répartition par équipe et la durée des contrats a été établi. C'est le seul état de ce type que j'ai pu consulter (Archives Nationales, CAC, carton 850-198/2). Par ailleurs, de nombreux membres recrutés avant cette date étaient encore présents en 1971.

- J. MIGNE
- C.OECONOMO
- J. JOLY qui dirige cette équipe depuis le départ de J.L. LAROCHE en 1970

Avaient également fait partie de cette équipe H. DESBROUSSES, P. GIRARD et A. SCHIRCKS qui ont alors déjà quitté l'INFA.

Au tout début (1966), l'équipe n'était constituée que de deux personnes : J.-L. LAROCHE et M. LAFARGUE et travaillait sur les problèmes de la lecture. A cette date, C. LEFORT et P. GIRARD constituaient une petite équipe autonome.

Equipe Enseignement programmé (Dir. P. ANTOINE)

Une des premières « équipes » de l'INFA, celle de l'enseignement programmé, compte un temps, un seul chercheur : P. ANTOINE. Il est par la suite secondé par P. HIGELE, puis J. FREICHE. Ils s'intéressent à l'emploi de « machines à enseigner », des performances qu'elles permettent d'obtenir et des problèmes qu'elles posent sur le plan pédagogique.

Equipe « Etudes générales : changement, formation et éducation » (Dir. G. PALMADE)

Le but que se propose cette équipe est d'éclairer les changements qui se développent dans le système éducatif par une approche pluridisciplinaire (notamment pédagogique et psycho-sociologique). Des travaux sont poursuivis dans les domaines suivants : Evolution de la pédagogie avec l'apport de la dynamique des groupes et de la pédagogie institutionnelle ; attitudes vis-à-vis du changement ; évolutions des conceptions et théories en œuvre dans les sciences humaines. Les travaux de cette équipe, de loin les plus théoriques et utilisant principalement l'approche clinique se heurtent à de nombreuses résistances : ces recherches sont jugées trop longues ou peu susceptibles d'application par certains membres du CA et par les rapporteurs de la Cour des Comptes. Il est un fait qu'à la suppression de l'INFA, certaines recherches entamées depuis de longues années ne sont pas achevées. B. SCHWARTZ reconnaît qu'il a sa part de responsabilité dans les retards pris car l'INFA n'a pas toujours mis les moyens nécessaires à l'aboutissement des travaux³⁷.

Fin 1971 cette équipe est en quasi sommeil car G. PALMADE a pris d'autres responsabilités (formation de responsables de formation, revue Education Permanente, etc.). Avaient précédemment fait partie de cette équipe : A. QUERRIEN, E. BOLO, F. JODELET, M. CHATE, J. JOLY, X. JOSEPH, ainsi que M. MORIN.

Equipe CNAF (Dir. F. MARQUART)

³⁷ Réponse au Référé de la Cour des Comptes.

Equipe constituée à l'occasion d'une recherche sur contrat avec la Caisse nationale d'allocations familiales. L'objectif de ce travail est de fournir une image objective et la plus dynamique possible de la fonction de conseillère ménagère à tous ceux qui sont concernés par son activité. Par la suite le travail de recherche est élargi aux fonctions et formations des travailleurs sociaux. En 1971, font partie de cette équipe :

- M. BERTEAUX
- Mlle JOLY
- Mlle MANGIN
- Mme ROBERT
- Mme ROSENZWEIG
- Cl. THESMAR
- F. MARQUART qui dirige l'équipe

La mise en place de cette équipe a donné lieu à un recrutement à partir d'août 1970. Les cinq premiers membres de cette équipe sont ainsi entrés à l'INFA à cette occasion. J.-M. BARBIER rejoindra cette équipe par la suite.

Equipe de Technologie de l'Enseignement (Dir. Mme KNECHT)

Mise sur pied en 1970, cette équipe participe aux travaux de l'UER de didactique des disciplines scientifiques de Paris VII et effectue une recherche sur « L'étude de la fonction de l'exemple dans un enseignement de mathématique » destiné à cette UER.

En 1971, participent à cette équipe :

- Mlle BALIBAR
- M. ECHE
- Mme MASSON
- Mlle VAN EFFENTERRE
- Mme KNECHT qui dirige cette équipe

La totalité de l'équipe est recrutée à l'occasion de cette recherche.

Equipe « Utilisation des médias » (Dir. J. FREICHE)

Cette équipe, créée en 1971 devient à l'occasion d'un contrat INFA-OFRATEME l'équipe « OFRATEME » et étudie l'efficacité des enseignements par correspondance CNTE et Multi-média. Y participent R. BOURDONCLE et J. FREICHE.

Equipe pédagogie de l'objet technique (G. MALGLAIVE)

Cette équipe est un prolongement de l'équipe « Formation de formateurs » dirigée par G. MALGLAIVE et se propose de réfléchir à la place de la technique dans le champ théorique et l'évolution historique. Y participe A. COLLOT.

3) Etudes réalisées

Il est très difficile d'établir une liste exhaustive car il n'existe pas de relevé des études à la fin de l'INFA. Une liste que l'on peut considérer comme complète date de 1970. Des études engagées avant cette date ont donc pu n'être pas terminées début 1973, par ailleurs d'autres études engagées après cette date risquent de ne pas être répertoriées.

Sociologie de l'éducation

Généralités

- Les aspirations à la promotion (Thèse de C. de MONTLIBERT - 1966)
- Promotion et reclassement (C. de MONTLIBERT - 1968)
- Les idéaux de la formation des adultes (C. GRIFFATON - 1968)
- L'enseignement de la psychologie sociale et de la sociologie aux cadres des entreprises (C. de MONTLIBERT et M. MORIN - 1968)
- De l'utilisation des sciences humaines dans la formation (C. de MONTLIBERT, M. MORIN, R. VOROBIEFF - 1970)
- Le sens d'une pratique : introduction à une critique de l'analyse des besoins (P. FRITSCH - 1969)
- Formation et formateurs d'adultes (P. FRITSCH - 1969)
- Sociologie de l'Education des Adultes : Retour sur les travaux des cinq années écoulées, évaluation critique, orientations d'avenir (Equipe « sociologie de l'éducation » sous la direction de M. LESNE - 1970*)
- Recherche sur l'économie de la formation des adultes (ou « formations ultérieures ») (R. BONNEL, 1972-1973*)

Formation syndicale

- La formation syndicale à la CGT de 1870 à 1967 (M. BEAUDE - 1968)
- La formation syndicale à la CFTC-CFDT (M. BOSC - 1968)
- La formation des militants d'une organisation syndicale de travailleurs à partir de l'analyse de quelques fonctions syndicales : caractéristiques du système français de relations industrielles : Etudes monographiques (R. VOROBIEFF, 1971*)

Institutions de formation et leur public

- Etude sur les raisons des abandons aux cours du soir (Cl. DEBON - 1965)

- Formation et éducation permanente à l'OCP, attitudes et représentations (M. MORIN, 1966)
- Etude monographique d'une institution d'éducation d'adultes (C. de MONTLIBERT - 1970)
- Le perfectionnement des cadres (M. LEGENDRE - 1970)
- Etude sociologique des élèves des IPST (P. FRITSCH - 1970)
- Le devenir professionnel dans l'industrie des anciens élèves de centres de formation (C. de MONTLIBERT - 1971)

Entreprises, travail et formation

- Contraintes sociales et communications dans l'entreprise (M. MORIN - 1965)
- Essai d'élaboration d'un modèle d'analyse sociologique du travail (M. LESNE et C. de MONTLIBERT - 1966)
- Sociologie de la formation dans l'entreprise (M. MORIN - 1971*)

Métier et formation

- L'ouvrier d'entretien (M. LESNE et C. de MONTLIBERT - 1966)
- Les ingénieurs dans la cimenterie (C. de MONTLIBERT - 1967)
- L'ingénieur de fabrication (M. LESNE et C. de MONTLIBERT - 1967)
- Pré-enquête sur la fonction d'infirmière (M. LESNE et C. de MONTLIBERT - 1967)
- Etude sur l'exercice de la fonction d'architecte (F. MARQUART, C. de MONTLIBERT - 1969)
- Recherche sur l'action sociale ménagère et familiale des Caisses d'Allocations Familiales et sur la fonction de conseillère (F. MARQUART, 1972)

Reconversion

- Contribution à une recherche sur la formation des adultes : trois études sur les conversions professionnelles (M. LESNE, J.M. CHARRIAUX, J. GUIGOU, M. HAUTENAUVE, A. MEIGNANT - 1966 - étude en collaboration avec le CUCES)
- Changement professionnel et formation : étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey (M. LESNE, J.M. CHARRIAUX, C. GRIFFATON, J. GUIGOU, A. MEIGNANT, C. COLLON, C. OECONOMO - 1968 - étude faite en collaboration avec le CUCES)

Psycho-pédagogie

- Diagnostic des structures opératoires d'adultes de niveau CEP (J.L. LAROCHE - 1966)
- Apprentissage de structures opératoires (A. SCHIRCKS - 1966)
- Représentation de la lecture et univers culturel en milieu ouvrier (M. LAFARGUE - 1966)
- Un essai d'apprentissage structural avec quelques adultes du cycle « Maîtrise » du CUCES (A. SCHIRCKS - 1967)
- Recherches sur le pronostic de réussite à la PST en termes de niveaux opératoires (J.L. LAROCHE - 1967)

- Etude sur une population de contremaîtres-adjoints d'entretien en formation. Exposé sur le développement des structures intellectuelles ; diagnostic des structures intellectuelles ; diagnostic des structures opératoires (J.L. LAROCHE - 1967)
- Etude sur une population de contremaîtres-adjoints d'entretien en formation. L'assimilation des connaissances scientifiques et techniques. L'étude des représentations (J. MIGNE - 1967, qui donnera lieu à sa thèse : « Le concept de représentation et son rôle dans l'élaboration des connaissances scientifiques »)
- Etude des représentations de quelques notions de physique (J. MIGNE - 1967)
- La lecture chez des adultes peu scolarisés. Quelques réflexions sur nos travaux (M. LAFARGUE - 1967)
- Pronostic et diagnostic de réussite des auditeurs de la PST (A. COLLOT - 1968)
- Apprentissage en psychologie et apprentissage d'une langue étrangère (A. SCHIRKS - 1968)
- Elaboration d'une épreuve de raisonnement (A. SCHIRKS - 1968)
- L'éducation permanente des isolés (J. FREICHE - 1969)
- Evaluation des opérations intellectuelles d'adultes en formation (Thèse d'A. SCHIRKS - 1970)
- Etude des processus intellectuels mis en œuvre par des adultes dans la résolution de problèmes de niveau formel (selon la classification de PIAGET) (J. JOLY et l'équipe de psycho-pédagogie - 1971*)
- Analyse critique de la fonction exemplifiante à travers un cours sur la théorie des ensembles destinés aux adultes (Mme KNECHT - 1971*)

Enseignement programmé

- Etude de stratégies pédagogiques utilisées dans un enseignement programmé linéaire (J. FREICHE, P. HIGELE - 1968)
- Cours d'électricité (750 item) (J. FREICHE, P. HIGELE, C. BASTIEN - 1968)
- L'enseignement programmé. Points forts, points faibles (P. ANTOINE, H. DESBROUSSE - 1969)
- Insertion de l'enseignement programmé dans un enseignement par correspondance (J. FREICHE, P. HIGELE - 1969)
- Validation d'un cours programmé sur la règle à calcul (P. HIGELE, P. ANTOINE - 1971*)
- Elaboration d'un cours programmé de comptabilité pour des employés (J. FREICHE - 1971*)

Etudes générales, pédagogie et psychosociologie

- Formation continue et développement (G. PALMADE - 1964)
- Le champ sémantique du mot « progrès ». Analyse linguistique dans une perspective d'application psycho-sociologique (F. JODELET - 1967)

- Rapport sur l'expression (F. JODELET - 1967)
- Essai sur la notion de culture et ses transformations. Etude sur le système de représentation des animateurs culturels (A. TROGNON - 1969)
- Les groupes d'évolution en Pédagogie (G. PALMADE, M. CHATEL - 1971*)
- Les attitudes et les motivations des français vis-à-vis du changement. Incidences particulières dans le domaine de l'éducation (G. PALMADE, E. BOLO, M. CHATEL - 1972*)
- Evolutions récentes en pédagogie (G. PALMADE, P. BOLO - 1972*)
- Théories et méthodes dans l'étude du changement (G. PALMADE, M. CHATEL, E. BOLO - 1972*)

Synthèses ou bibliographies (Collectifs)

- Une innovation pédagogique : la pédagogie institutionnelle
- La psychothérapie institutionnelle (bibliographie)
- Les méthodes actives
- La créativité (bibliographie)
- Changements dans la société française contemporaine. Panorama bibliographique 1947-1967 (1968)
- Etat actuel de la socio-économie de l'éducation : les schémas de développement
- Education des adultes 1955-1970, bibliographie française (1968)

Etudes et recherches liées aux actions de formation de l'INFA

- Expression et évolution (P. RANJARD, avec le théâtre des Amandiers de Nanterre - 1971*)
- Enquête sur la formation des adultes dans l'éducation nationale (Equipe Formation de formateurs, 1972)
- Etude sur la fonction des maîtres du cycle pratique au centre académique de Paris (A. BALLIER, J. GAILLARD, M. LEFEBVRE, P. RANJARD - 1969)

A cette liste, il conviendrait d'ajouter des études d'évaluation d'actions de formation menées par la CUCES, comme « L'évaluation d'une formation à l'expression orale » (MIGNE, 1968) ou encore « Etude sur l'action CUCES dans la Vallée de Senones - Rabodeau » (C. OECONOMO - R. VOROBIEFF - 1968)...

Sources :

- *recherches de 1965 à 1969 : Notice sur les activités, INFA, 1969*
- *recherches de 1970 à 1973 : Notice sur l'INFA, novembre 1970*
- *diverses notes sur les actions en cours ou en projet*

N.B. : certaines recherches étant annoncées comme « en cours », il est possible que certaines d'entre elles n'aient jamais été achevées. Les dates figurant avec un astérisque sont les dates probables d'achèvement indiquées sur le document source.

ANNEXE 2-2

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES PRINCIPALES ACTIONS

An	PST	Autres formations individuelles	Interventions dans les entreprises	Actions collectives de formation	Etudes CUCES et INFA Actions de l'INFA
1954		- information économique et sociale des élèves ingénieurs - perfectionnement des Ingénieurs et cadres			
1955		- extension PIC à Belfort			
1956	- création du centre de PST	- extension PIC à Metz			
1958	- décret instituant l'IPST				
1959	- premiers DEST	- extension PIC à Longwy			
1960	- suppression des examens - ouverture de cours à Longwy	- arrêt de l'information économique et sociale			
1961	- création de l'année industrielle	- oct. : ouverture du cycle Maîtrise - extension PIC à Epinal	- déc. : début de l'intervention à la SAP		
1962	- création de l'ATP - ouverture de cours à Pont-à-Mousson	- cycles PIC organisés au Maroc			
1963		- janvier : formation d'ouvriers d'entretien (avec l'AFPA)	- octobre : début de l'intervention à l'OCP (étude en mai) - novembre : début de l'action aux Ciments Lafarge	- action agricole	
1964	- reconnaissance du CEIG - ouverture de cours à St Dié		- juin : début de l'intervention à l'Assistance Publique	- mars : premiers contacts dans le bassin de Brie	
1965	- fermeture des cours à P-A-M - début de l'utilisation de la télévision en circuit fermé et de la suppression des cours ex-cathedra		- janvier : intervention aux Houillères du Nord	- début de l'action collective dans la vallée de Senones	- « Etude sur les raisons des abandons en cours du soir » (rapport interne - CUCES) - démarrage de l'étude sur la reconversion financée par la DATAR (CUCES)
1966	- fermeture des cours à St Dié et mise en place de cours par		- mai : début de l'intervention à la SNS (Algérie), mise en place du	- avril : début des cycles de formation dans le bassin de Brie	- janvier : « Les aspirations à la promotion » (INFA/CUCES)

	correspondance		CITAM		<ul style="list-style-type: none"> - fichier sur les organismes de formation (INFA) - juin : projet de formation des maîtres et début de la formation à la rentrée de 66
1967		- extension PIC à St Avold	<ul style="list-style-type: none"> - création du GIRED - intervention aux Forges de Strasbourg 	<ul style="list-style-type: none"> - 3 mois de grève, la formation continue dans le bassin de Briey - novembre : mise en place des premières unités capitalisables conduisant à un CAP (Briey) 	<ul style="list-style-type: none"> - déc. : premier colloque IUT (langues vivantes) - « L'ingénieur de fabrication » - «Le concept de représentation et son rôle dans l'élaboration des connaissances»
1968	<ul style="list-style-type: none"> - juin : mise en place du SOC - rapprochement avec l'IUT 	- redéfinition de l'action PIC en «cycles avancés de perfectionnement»	- déc. : action au Laboratoire de Marcoussis	<ul style="list-style-type: none"> - février : phase d'étude dans le bassin houiller (première réunion du Sous-Comité en novembre) - extension de l'action à tout le bassin ferrifère 	<ul style="list-style-type: none"> - avril : premier numéro du Bulletin IUT - octobre : séminaire national (colloque formation) à P-A-M
1969	- juillet : généralisation du découpage en unités	- prise en charge progressive des cycles par les équipes régionales	<ul style="list-style-type: none"> - création du GPS - mai : action à la société SOVIREL 	<ul style="list-style-type: none"> - avril : début de la formation dans le bassin houiller - ouverture de la formation du bassin ferrifère aux étrangers et aux femmes - mars : appui logistique à Montceau-les Mines et La Machine - juin : première réunion du sous-comité d'Alès (action stoppée en octobre) - contacts avec les responsables de l'ACF de Sallaumine-Noyelles 	<ul style="list-style-type: none"> - mars : colloque IUT (expression) - mars : premier numéro d'Education Permanente - « La fonction d'architecte » - « L'enseignement programmé, points faibles, points forts »
1970			<ul style="list-style-type: none"> - création du GIO - intervention à Shell-Berre - action à l'usine Péchiney à l'Argentièrre - intervention au centre de production de plutonium de Marcoule - intervention à la société 	- déc. : séminaire avec les responsables de l'ACF d'Autun	<ul style="list-style-type: none"> - étude sur le fonctionnement et les méthodes des ENNA (CUCES) - création du SIDFA (INFA) - journées de Lille et de Lyon sur la formation (INFA) - août : suppression de l'activité colloques à l'INFA

			Tréfinmétaux - reconversion à la SNCF		- début de la collection « Les documents de l'INFA » - mise en place de l'équipe CNAF
1971	- partage des actions : . cours du soir : ACUCES . ATP : CPST-PIC	- le centre de PIC rejoint le CPST		- possibilité de préparer un CAP par UC dans le bassin houiller	- octobre : première session de formation d'animateurs des CIFFA
1972		- Formation de formateurs		- élargissement de l'ACF à l'ensemble du bassin houiller	
1973					

Divers CUCES-ACUCES

Divers INFA

CENTRE UNIVERSITAIRE DE COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU BUREAU
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
CENTRE UNIVERSITAIRE DE COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

oooOooo

Jeudi 22 Novembre 1956

Etaient présents : Monsieur le Recteur MAYER, Président,
MM. ARNAUD, BARRAUD, GRANDPIERRE, PARISOT, RAY, URION.
MM. OLMER, ROBLOT et STOCKER au titre du Comité de
Direction.

I. APPROPRIATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 23 JUILLET 1956

Le compte-rendu a été adressé à chacun des Membres du Bureau.
Aucune observation n'ayant été formulée, il est adopté à l'unanimité.

II. STATUTS

Dans sa séance du 8 Juin 1956, le Bureau du Conseil avait
décidé de donner au Centre deux statuts juridiques, celui d'Institut
d'Université et celui d'Association déclarée, ces deux statuts devant
lui permettre de recevoir et de gérer avec le maximum de facilités, à
la fois des fonds publics et des fonds privés.

Conformément à cette décision, M. ROBLOT présente deux projets,
l'un concernant l'Institut d'Université, l'autre concernant l'Association.

Afin de conserver au Centre son unité, les Membres du Bureau
se sont attachés à donner aux deux institutions légales des structures

.../...

d'ensemble analogues et une composition identique à leurs différentes assemblées.

Le Centre continuera à être connu par son signe C.U.C.E.S. Il deviendra "Institut" ou "Association" que lorsque cette distinction sera susceptible de favoriser telle ou telle démarche.

Après une discussion, article par article, les Membres du Bureau adoptent le texte joint en annexe qui sera soumis prochainement au Conseil d'Administration.

III. QUESTIONS FINANCIERES

M. le Président ARNAUD présente un état des finances du Centre au 15 Novembre 1956, d'où il résulte que la trésorerie actuelle est de l'ordre de 3 millions.

Il s'avère donc nécessaire de penser aux difficultés que nous aurons, dès les premiers mois de 1957.

Pour faire face aux dépenses, M. le Recteur assure aux Membres du Bureau que la subvention de 3 millions du Ministère de l'Education Nationale nous sera certainement versée d'ici le mois de Janvier, et que 12 millions nous seront affectés pour l'année 1957.

Par ailleurs, les Membres du Bureau demandent à M. le Président ARNAUD de rappeler aux souscripteurs qui ne l'ont pas encore fait, le versement de leur cotisation normale.

Enfin, le Bureau décide qu'un appel analogue à celui de l'année dernière sera fait pour obtenir le doublement des cotisations.

La participation financière des Industries de la région de Belfort et de Montbéliard sera également sollicitée, étant entendu qu'une place de membre coopté pourra être offerte dans le Conseil d'Administration à un représentant de cette région.

IV. CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'EXAMEN - PROMOTION DU TRAVAIL.

Le Bureau adopte le principe de la création d'une commission d'examen ; devant les difficultés et les risques d'une initiative de ce genre, M. le Président GRANDPIERRE suggère que les membres de cette commission soient choisis à l'intérieur d'organismes paritaires déjà existants, par exemple le conseil départemental de l'Enseignement Technique.

.../...

V. QUESTIONS DIVERSES

Le Bureau décide :

- de rétribuer les services fournis au Centre par Madame LANGARD sur la base de 5.000 Fr par mois.
- de demander aux E.N.S.I., qui ne l'ont pas encore accordée, une participation financière aux cours économiques et sociaux donnés sous les auspices du Centre.
- devant les complications qui résulteront d'un double statut et devant le développement de nos activités dans des domaines très différents de s'assurer à mi-temps les services d'un comptable.

-!-!-!-!-!-

CENTRE UNIVERSITAIRE DE COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

95, rue de Metz - Nancy - Tél. 52.83.92

PROPOSITION POUR LES STATUTS DE L'INSTITUT D'UNIVERSITE

Titre I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - En application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 du Décret du 30 Juillet 1920, il est créé à l'Université de Nancy un Institut ayant le statut d'Institut d'Université et dénommé : "Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale".

Son Siège est installé à Nancy, 95, rue de Metz, dans les locaux affectés à cet usage par l'Université.

ARTICLE 2 - Le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale a pour but de favoriser les rapports entre l'Université et les milieux économiques, principalement dans la région de l'Est et notamment sur les points suivants :

1. Encouragement à la formation humaine et sociale des étudiants des établissements d'enseignement supérieur de l'Université.
2. Formation complémentaire des cadres, et organisation d'un enseignement destiné à préparer la promotion du personnel (formation de techniciens avec possibilité d'accès au titre d'ingénieur).
3. Extension de la recherche appliquée dans les divers secteurs de l'activité économique, en liaison avec les laboratoires universitaires susceptibles de coopérer à l'étude de problèmes d'intérêt commun.
4. Mise en oeuvre de tous moyens propres à développer les rapports personnels et l'information mutuelle entre les membres de l'université et les administrateurs et techniciens des activités économiques et sociales.

ARTICLE 3 - Les moyens d'action du Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale sont constitués principalement par des cours, conférences, colloques, bulletins, bourses, concours, stages, sessions, voyages d'études, etc... et, d'une manière général, par tout moyen adapté aux buts de l'oeuvre.

.../...

Titre II : ADMINISTRATION et DIRECTION

ARTICLE 4 - Les organismes chargés de l'administration et de la direction du Centre sont :

- le Conseil d'Administration et de perfectionnement,
- la section permanente du Conseil,
- le Comité de Direction,
- le Directeur.

Ces organismes peuvent se faire assister de commissions spécialisées pour l'étude de certaines questions.

ARTICLE 5 - (Le Conseil d'Administration, tel qu'il est prévu actuellement, - article 3 des statuts - pourrait éveiller certaines critiques de la part de la Section Permanente du Conseil de l'Enseignement Supérieur, par la catégorie assez inhabituelle des membres cooptés. Une proposition plus classique serait la suivante).

Le Conseil d'Administration comprend 38 membres recrutés de la façon suivante :

a) Représentants de l'Université :

- le Recteur de l'Académie, Président,
- les Doyens des Facultés de Droit, de Sciences et de Lettres,
- un représentant (Directeur ou personne désignée par le Directeur de chacun des huit Instituts ou Ecoles d'Ingénieurs de l'Université de Nancy (liste en annexe).
- cinq membres désignés par le Recteur.

b) Représentants du Secteur Economique :

- le Président de la XIVe Région Economique,
- 18 membres choisis parmi les personnalités du monde des affaires, que leurs fonctions ont rendues particulièrement compétentes dans les domaines d'activités du Centre.

Les 18 membres prévus au paragraphe b) sont désignés par le Recteur, sur proposition du Président de la XIVe Région Economique, pour trois années académiques.

ARTICLE 6 - Le Conseil se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son président.

Il examine le budget et le compte d'administration du Centre.

.../...

Il reçoit les avis et rapports de la Section permanente du Conseil, et connaît de toutes les questions concernant les activités du Centre, notamment le contenu des enseignements.

Il propose à la désignation du Recteur les Commissions spécialisées dont la création lui paraît nécessaire pour l'examen de sujets particuliers.

ARTICLE 7 - Le Conseil choisit parmi ses membres une Section permanente qui instruit toutes les affaires, surveille l'exécution de ses délibérations, et présente, chaque année, au Conseil, un rapport sur la situation financière et morale du Centre.

ARTICLE 8 - Le Comité de Direction comprend quatre membres :

- a) Le Directeur du Centre, Président,
- b) un représentant de l'Université,
- c) deux représentants du secteur économique.

Les membres prévus au paragraphe b) et c) sont nommés pour trois années académiques par le Recteur, sur proposition du Conseil d'Administration.

ARTICLE 9 - Le Comité de Direction examine toutes les questions concernant l'administration courante du Centre. Il rend compte de son action, par l'intermédiaire de son président, à la section permanente.

ARTICLE 10 - Le Directeur du Centre est choisi par le Conseil de l'Université parmi les professeurs titulaires des Facultés ; il est nommé pour trois ans ; il est renouvelable.

Il est appelé à siéger au Conseil de l'Université avec voix consultative, quand le Conseil de l'Université examine une question intéressant le Centre.

TITRE III : ENSEIGNEMENT

ARTICLE 11 - Les cours du Centre peuvent être suivis :

- par des étudiants inscrits en vue de l'obtention des diplômes qui seront délivrés par le Centre ;
- par des auditeurs libres.

.../...

ARTICLE 12 - Les enseignements, dont le programme est arrêté par le Recteur, sur proposition du Conseil d'Administration comprennent :

- des cours de formation économique et sociale dans les Instituts et Ecoles d'Ingénieurs de l'Université de Nancy ;
- des cours de perfectionnement destinés aux ingénieurs et cadres ;
- des cours de promotion du travail.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 - Le budget du Centre, établi conformément au règlement du 29 décembre 1897, est incorporé au budget de l'Université de Nancy, après approbation par le Conseil de l'Université.

ARTICLE 14 - Les ressources du Centre se composent :

- des droits versés par les étudiants et auditeurs libres ;
- des subventions accordées par le Ministère de l'Education Nationale, ou d'autres départements ministériels ;
- des subventions, dons et legs venant des collectivités locales, ou des particuliers, ou des associations privées, ou de tous autres organismes.

-!-!-!-!-!-

CENTRE UNIVERSITAIRE DE COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

95, rue de Metz - Nancy - Tél. 52.83.92

PROPOSITION POUR LES STATUTS DE L'ASSOCIATION

Titre I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - L'Association du Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale" a pour but de favoriser les rapports entre l'Université et les milieux économiques, principalement dans la région de l'Est, et notamment sur les points suivants :

1. Encouragement à la formation humaine et sociale des étudiants des Facultés, Ecoles et Instituts de l'Université.
2. Formation complémentaire des cadres et organisation d'un enseignement destiné à préparer la promotion du personnel (formation de techniciens avec la possibilité d'accès au titre d'ingénieur).
3. Extension de la recherche appliquée dans les divers secteurs de l'activité économique, en liaison avec les laboratoires universitaires susceptibles de coopérer à l'étude de problèmes d'intérêt commun.
4. Mise en oeuvre de tous moyens propres à développer les rapports personnels et l'information mutuelle entre les membres de l'université et les administrateurs et techniciens des activités économiques et sociales.

Sa durée est illimitée.

Son Siège est installé à Nancy, 95, rue de Metz, dans les locaux que l'Université a affectés à cet usage, et pourra être déplacé par simple décision du Conseil.

ARTICLE 2 - Les moyens d'action de l'Association sont constitués principalement par des cours, conférences, colloques, bulletins, bourses, concours, stages, sessions, voyages d'études, etc... et, d'une manière générale, par tout moyen adapté aux buts de l'oeuvre.

.../...

Titre II : COMPOSITION

ARTICLE 3 - L'Association comprend d'une part des membres de droit qui sont :

- Le Recteur de l'Académie de Nancy,
- Les Doyens des Facultés de Droit, de Sciences et de Lettres,
- Les Directeurs des huit Instituts ou Ecoles d'Ingénieurs de l'Université de Nancy (liste en annexe),
- Les cinq membres de l'Université, désignés par le Recteur, pour faire partie du Conseil d'Administration du Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale.

Elle comprend, d'autre part, toutes les personnes physiques ou morales qui s'engagent à verser une cotisation dont le montant est fixé chaque année par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 4 - La qualité de membre de l'Association se perd :

1. Par démission,
2. Par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motifs graves, par le Conseil d'Administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir ses explications, sauf recours à l'assemblée générale.

Titre III : ADMINISTRATION et FONCTIONNEMENT

ARTICLE 5 - L'Association est administrée par :

- l'Assemblée Générale des associés,
- le Conseil d'Administration,
- le Bureau du Conseil d'Administration.

ARTICLE 6 - L'Assemblée Générale de l'Association comprend les membres de droit et les membres cotisants.

Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du 1/4 au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.

.../...

ARTICLE 7 - L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration ; sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions portées à son ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration, dans les conditions fixées par l'article 9.

ARTICLE 8 - Le Conseil est élu au suffrage universel par l'Assemblée Générale.

Il comprend 38 membres nommés pour trois ans et ^{rééligibles} / au cas où l'un des membres vient à disparaître pour quelque cause que ce soit au cours de la vie sociale, le Conseil se complète provisoirement par cooptation. Les désignations ainsi effectuées ne deviennent définitives qu'après approbation par la première assemblée générale qui suit.

ARTICLE 9 - Le Conseil se réunit au moins une fois par an, et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence de la majorité des membres en exercice est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

ARTICLE 10 - Le Conseil délibère sur toutes les questions concernant les activités du Centre, notamment le contenu des enseignements.

Il reçoit les avis et rapports de son bureau. Il prépare le budget et les rapports sur la gestion du Centre, qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 11 - Le Bureau du Conseil est élu pour trois ans, par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 12 - Le Bureau du Conseil est réuni aussi souvent que son Président le juge utile.

Il instruit toutes les affaires, surveille l'exécution de ses délibérations et présente chaque année au Conseil un rapport sur la situation financière et morale du Centre.

.../...

ARTICLE 13 - Les dépenses sont ordonnancées par le Président. L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président ou toute personne désignée par celui-ci.

ARTICLE 14 - Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles, constitution d'hypothèques, baux de plus de neuf ans, emprunts, doivent être approuvées par l'Assemblée Générale.

Titre IV : RESSOURCES FINANCIERES

ARTICLE 15 - Les ressources financières de l'Association se composent notamment :

1. des cotisations de ses membres ;
2. des subventions de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics ;
3. du remboursement des frais occasionnés au Centre par les services qu'il aurait été appelé à rendre à des personnes morales ou physiques ayant eu recours à ceux-ci ;
4. éventuellement de la taxe d'apprentissage après agrément du Comité Départemental de l'Enseignement Technique.

Titre V : MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ARTICLE 16 - Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale, soumise au bureau (délai 15 jours) au moins avant la séance.

L'assemblée doit se composer du 1/4 au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, à quinze jours au moins d'intervalle ; et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à majorité des deux-tiers des membres présents.

ARTICLE 17 - L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre plus de la moitié des membres en exercice.

.../...

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, à quinze jours ou moins d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 18 - En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements poursuivant des buts analogues, publics ou privés.

Titre VI : REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 19 - Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée Générale, arrête les conditions nécessaires pour assurer l'exécution des présents statuts.

Il prévoit notamment la création et le fonctionnement des comités ou commissions qui paraîtraient nécessaires pour l'examen de certaines questions.

-!-!-!-!-!-



CX 16172

Annexe 2-312

Nancy, le 1er Mars 1957



10. du 15 mars 1957
1^{er} mars 1957. Déclaration à la préfecture de Nancy. Centre univers. e de Nancy,
situaire de coopération économique et sociale. But: favoriser les rap-
ports entre universités et milieux économiques; informations; for-
mation; études et recherches. Siège social: 95, rue de Metz, Nancy.

Coopération
Economique et Socialeà
Monsieur le Préfet
de la Meurthe-et-Moselle

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous faire connaître la création de l'Association du Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale qui a pour but de favoriser les rapports entre l'Université et les milieux économiques, principalement dans la région de l'Est, et notamment sur les points suivants :

1. Encouragement à la formation humaine et sociale des étudiant des Facultés, Ecoles et Instituts d'Université;
2. Formation complémentaire des cadres et organisation d'un enseignement destiné à préparer la promotion du personnel (formation de techniciens avec la possibilité d'accès au titre d'ingénieur);
3. Extension de la recherche appliquée dans les divers secteurs de l'activité économique, en liaison avec les laboratoires universitaires susceptibles de coopérer à l'étude de problèmes d'intérêt commun;
4. Mise en oeuvre de tous moyens propres à développer les rapports personnels et l'information mutuelle entre les membres de l'université et les administrateurs et techniciens des activités économiques et sociales.

Le siège du Centre se trouve 95, rue de Metz à Nancy.

Le Recteur de l'Académie de Nancy, 13 Place Carnot est président du Conseil d'Administration.

M. ARNAUD, Président de la Chambre de Commerce, 40 rue Gambetta à Nancy, est vice-président du Conseil d'Administration et Trésorier.

N° 1790

Récepissé délivré le : 7 MAR. 1957

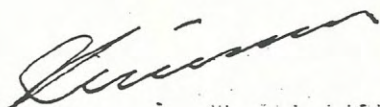
.../...

(Annexes) 196

M. 'OLMER, Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de la Métallurgie et de l'Industrie des Mines, 15, Place Carnot à Nancy, est Président du Comité de Direction.

M. DESHONS est Secrétaire du Centre, 95, rue de Metz à Nancy.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.



F. ARNAUD
Vice-Président Trésorier



G. MAYER
Président

TE DE FORMATION PERMANENTE DE NANCY

iment CUCES - Rue de Saurupt - 54 - NANCY

Nancy, le 28 Mai 1969

Annexe 2-314

Monsieur le MINISTRE
de l'EDUCATION NATIONALE

Sous couvert de Monsieur le RECTEUR de l'Académie de NANCY.

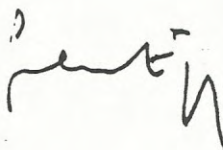
Monsieur le Ministre,

Au nom de l'Assemblée Constituante de l'Unité de Formation Permanente de Nancy nous avons l'honneur de solliciter de votre part l'obtention du statut d'Etablissement Public à caractère scientifique et culturel à l'Unité d'Enseignement et de Recherche à caractère dérogatoire, regroupant l'Institut du Travail de Nancy et le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale.

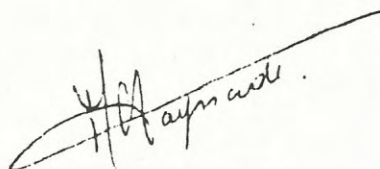
Cette Unité a en effet prévu dans ses statuts, transmis au Ministère de l'Education Nationale le 5 Mai dernier, d'adopter un statut d'Etablissement Public. Ce dernier devrait lui permettre d'assurer sa tâche d'éducation permanente pour l'ensemble des établissements universitaires de la région, et de passer facilement tout contrat nécessaire avec l'ensemble des institutions travaillant dans le domaine éducatif en Lorraine.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'Assemblée Constituante



G. EGG
pour le CUCES



Melle MC VAYSSADE
pour l'ITN

(Annexes) 199

Statuts de l'ACUCES après modification en 1969

(version de 1973)

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er - L'Association du Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale, dite ACUCES, a pour but de participer, en liaison privilégiée avec l'Education Nationale, au développement de la formation continue dans une perspective d'Education Permanente et de coopérer à cette fin avec les instances économiques, sociales et culturelles, qu'elles soient publiques ou privées, régionales ou nationales.

Sa durée est illimitée.

Son siège est installé : Parc de Saurupt à NANCY. Il pourra être déplacé dans NANCY par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 2 - Pour réaliser ses objectifs, l'Association doit notamment :

- Concevoir, mener ou animer des activités de formation individuelle ou collective ayant un large caractère expérimental et répondre aux demandes d'intervention formulées par les entreprises ou administrations publiques ou privées, ou tous autres organismes.

...

Elle mène à travers ces actions toutes recherches propres à les rendre plus efficaces et à mieux connaître les conditions de leur généralisation ;

- Exploiter et diffuser les résultats de ses recherches et les matériels pédagogiques qui auront été élaborés au cours de ses activités, par tous les moyens, dont la formation des formateurs.

Elle mène ses activités en priorité dans la région de Lorraine, mais peut les étendre à l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans l'Est de la FRANCE, ainsi qu'à l'étranger.

*

*

*

TITRE II

COMPOSITION

Article 3 - L'Association comprend :

- d'une part, les personnes morales ou physiques présentées par le Conseil d'Administration et agréées par l'Assemblée Générale et dont les préoccupations, ou celles de leurs mandants, participent ou relèvent de la formation continue ;

- d'autre part, les personnalités auxquelles l'Assemblée peut faire appel sur proposition du Conseil, en raison de leur qualification particulière.

Article 4 - La qualité de Membre de l'Association se perd :

1. par démission,

2. par radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motifs graves, par le Conseil d'Administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir ses explications, sauf recours à l'Assemblée Générale.

*

*

*

TITRE III

ADMINISTRATION et FONCTIONNEMENT

Article 5 - L'Association est administrée par :

- l'Assemblée Générale des Associés,
- le Conseil d'Administration,

Article 6 - L'Assemblée Générale comprend les membres de l'Association. Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.

Article 7 - L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration ; sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions portées à son ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration, dans les conditions fixées par l'article 9.

...

Article 8 - Le Conseil d'Administration comprend 40 membres au plus dont 12 membres de droit. Ces membres sont élus ou désignés pour trois ans et leurs mandats sont renouvelables. Le Président et le ou les Vice-Présidents sont élus par le Conseil d'Administration pour une durée de trois ans et rééligibles.

Le Conseil comprend :

I - 12 membres de droit

- un représentant du Secrétaire Général de la Formation Professionnelle,
- un représentant du Ministre du Développement Industriel et Scientifique,
- un représentant du Ministre des Affaires Sociales,
- un représentant du Ministre du Commerce et de l'Artisanat,
- 3 représentants désignés par le Ministre de l'Education Nationale,
- le Préfet de la région de Lorraine ou son représentant,
- le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ ou son représentant,
- le Commissaire à l'Industrialisation de la région de Lorraine ou son représentant,
- le Directeur du Travail de la région de Lorraine ou son représentant,
- un représentant élu par le Conseil Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

II - 10 représentants des employeurs, personnes physiques ou morales.

III - 10 représentants des syndicats de travailleurs et d'enseignants désignés par les organisations les plus représentatives.

IV - 6 sièges seront réservés à des personnes physiques ou morales choisies parmi celles qui oeuvrent dans le domaine de l'Education des Adultes et travaillent en relation étroite

...

avec l'Association, désignées par le Ministre de l'Education Nationale, sur proposition du Conseil d'Administration.

- V - 2 membres du Comité d'Entreprise de l'Association, élus par l'ensemble du personnel et représentant, l'un les cadres et l'autre les non-cadres.

Article 9 - Le Conseil se réunit deux fois par an en assemblée ordinaire, sur convocation du Président. Il peut être convoqué par le Président en assemblée extraordinaire, à son initiative ou à la demande du tiers de ses membres. Le Conseil délibère sur un ordre du jour précis communiqué à ses membres quinze jours au moins avant la séance.

La présence de la majorité des membres en exercice est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est tenu procès-verbal de ses séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et l'Administrateur désigné comme secrétaire de séance.

Article 10 - Le Conseil délibère sur toutes les questions concernant les activités de l'Association.

Il reçoit les avis et rapports de la Direction. Il prépare le budget et les rapports sur la gestion de l'Association qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale.

Article 11 - Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles, constitution d'hypothèques, baux de plus de neuf ans, emprunts à long terme, doivent être approuvés par l'Assemblée Générale.

...

Article 12 - Les dépenses sont engagées par le Président, qui signe tous les contrats au nom de l'Association sous réserve des dispositions de l'article 13.

Toutefois le Conseil fixe les conditions dans lesquelles certains contrats, correspondant à des situations particulières dues à la nature de l'organisme co-contractant ou aux personnalités en assurant la direction, doivent être signés par le Président.

Par ailleurs, les conventions avec des organismes privés ou publics spécialisés en matière de formation des adultes, aux fins de prêter les services de l'Association à des utilisateurs extérieurs ou, au contraire, de confier certaines tâches particulières à des organismes spécialisés, doivent être autorisées par le Conseil.

L'Association est représentée en Justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président, ou son représentant.

Toute action nouvelle, importante et d'une durée supérieure à un an, située hors de la région lorraine, doit être portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

Article 13 - Le Directeur est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition du Président. Sur autorisation expresse dudit Conseil, il reçoit du Président les délégations de pouvoir et de signature nécessaires à la gestion courante de l'Association, et aux relations avec le personnel.

Article 14 - Le responsable des services financiers de l'Association, qui peut être un fonctionnaire en position de détachement, est nommé, après avis du Conseil d'Administration, par le Président.

*

*

*

COLLABORATEURS DU CUCESDIRECTION - MM. SCHWARTZ - DESHONSSECRETARIAT GENERAL ET SERVICES GENERAUX -

MM. ANTOINE - MOLIA - MATHIS

Secrétariat : Mmes LE NY - BURNET
Melles CHENAL - GENIN - ZANNARDOBibliothèque et Documentation : Melle ELINReproduction de cours : Mmes OBTEL - SPIESS - WAGNER
Melle EHRHARDTPROMOTION SOCIALE -Promotion du Travail - cours du soir - MM. BOUSCARLE - ANTOINE P. - CHEVALLIER
ELIE

Melle SAMSON

Chargés de fonctions à Temps partiel -

Mmes BARTHEL - CREHANGE

Melle VUILLAUME

MM. DURAND - NETZER - NICOLAS - TOUSSAINT

Secrétariat - Mme BAROTTE

Melles - FÉRIEL - MANGEOLLE - PERNOT

Temps Plein - M. DESHONSSecrétariat - Melles MIHÉ - MOUROTMaîtrise -

MM. DIDELIN - HUMBERT

Secrétariat - Melle FERACCIIngénieurs et Cadres -

MM. EGG - CASPAR

Secrétariat - Mmes MARTET - BACHMelles BALLESTEROS - de FERRIERES
RICCIEDUCATION PERMANENTE -

Action PEUGEOT

Action agricole

Action Assistance Publique

Action Office Chérifien des
Phosphates

M. SCHEFFKNECHT

M. JOSSE

Mme DENIS - M. SIMONOT

MM. BERCOVITZ - LEFEBVRE

Secrétariat - Melle BURTEENQUETES SOCIOLOGIQUES -

MM. LESNE - de MONTLIBERT

Melles CHAMPEL - DEBON

Secrétariat - Mme LOUIS - Melle MARTINCONSEILLER à TEMPS PARTIEL -

M. LAJOINIE

Rapport d'activité - fév. 1964

Répartition des effectifs encadrement selon groupes Actions et Fonctions

Etat au 17 Septembre 1966

 DIRECTION : Schwartz - Deshons - Goin - Pechenart 1/2

GROUPE A : "Actions de Formation Institutionnelle"Maîtrise

Didelin 3/4 - Cambois 1/2

Ing. et Cadres

Egg 1/2

Clemencin 1

Hof 1/2

X(1) 1/2

Mallenger 1j par semaine

- Etudes : Analyse des besoins - langues 1/2 Hof

- Formation alternée Sid-houilles : 1/2 Egg

1/2 X(1)

PST Cours du soir

Humbertjean 1/2

Szczycki 1/4

Cambois 1/2

Samson 1

Péchenart 1/2 - Formation générale non scientif.

- CEIG Adm. X(2) : à recruter sur poste Maître Ass.

PST Temps plein

Viallet 3/4

Thomasini 1/4

Rivail 2 j par semaine : poste Maître de Conf.

GROUPE B : "Actions de Formation collective en milieu non structuré"

<u>Briey</u>	<u>Elie</u>	3/4
	Bolo	1
	Bastien	3/4
	Nouguier	3/4
<u>Senones et Longwy</u>	<u>Humbertjean</u>	1/4
	<u>Szczycki</u>	3/4

GROUPE C : " Actions de Formation collective en milieu structuré"

<u>Assist. Publ.</u>	<u>Denis</u>	
	Lebrun - Scheurer - Simonot - Allouch	
	Barbary	1/4
<u>Peugeot</u>	<u>Scheffknecht</u>	1/2
<u>OCP</u>	<u>Bercovitz</u>	1/2
<u>Lafarge</u>	<u>Caspar</u>	1/2
	Douellou	1/4
	X(3) à embaucher	
<u>EDF</u>	<u>Caspar</u>	1/4
<u>Education Nat.</u>		
<u>Cycle terminal prat.</u>	<u>Barbary</u>	1/2
	<u>Scheffknecht</u>	1/4

FONCTIONS

<u>Formation Perfectionnement interne</u>	Bercovitz	1/2
	Caspar	1/4
<u>Publications</u> (cahier - revue)	Scheffknecht	1/4
	Barbary	1/4
<u>Productions</u> - <u>Mathématiques</u>	<u>Viallet</u>	1/4
	Thomasini	3/4
- <u>Physique</u>	<u>Humbertjean</u>	1/4
	Weissbecker	2j par semaine (poste M)
- <u>Technique</u> (ex. Mécan. Electr.)	<u>Didelin</u>	1/4
	<u>Elie</u>	1/4
	Prost	1 j par semaine
	Bour	poste Maître Assistant 2j
	Bastien	1/4
	Nouguier	1/4
<u>Audio-visuelle</u>	<u>Hautenauve</u>	1
	X (4) technicien à embaucher	

Restent sur étude Reconversion jusqu'à décision de poursuite
Charriaux et Meignant

Annexe 2-323
ORGANIGRAMME DU CUCES AU 15 OCTOBRE 1967

(copie de l'organigramme figurant en annexe d'un document interne de 8 pages du 10 octobre 1967, définissant les objectifs généraux et les règles de fonctionnement du CUCES)

Responsable de l'équipe	M. BERCOVITZ (S)	M. CASPAR (D)	Mme DENIS (S)	M. DIDELIN (D)	M. EGG (D)	M. ELIE (S)	M. SCHEFFKNECHT (D)	M. VIALLET (S)
Membres de l'équipe au 15-X-67	M. MEIGNANT	M. ALVAREZ ½ M. COPEAUX M. GERBER M. GOIN ¼ M. MARCHIO Mlle PAGEL M. PECHENART ½ M. WOUTZ	M. ALLOUCH M. ATTAL Mlle ESPAGNACQ Mme FLAMANT M. GODIN Mlle LEBRUN Mlle SCHEURER M. SIMONOT	M. BASTIEN M. CAMBOIS ¼	M. BOURBONNAUD M. CLEMENCIN	M. ALBANI Mme BOLO M. DUPONT M. NOUGUIER M. PAPAMALAMIS M. THIEBAULT	M. CHARRIAUX M. DE ANGELI ½ M. GHESQUIERE M. GUIGOU M. SCHNAEBELE M. DELAHOUSSE	M. CAMBOIS ¾ M. DE ANGELI 1/3 M. LEHR ½ M. PECHENART ½ M. PICARD 1/3 M. RIVAIL 1/3 M. SZCZYCKI Mlle TOMMASINI
Travaux	OCP Forges de Strasbourg	Fin action Lafarge Action de Wendel Action HBL Etude et développement régional Participation Imphy	Assistance Publique	Cycles Maîtrise Expérience enseignement téléguidé Raon l'Etape (magnétoscope)	Cycles Ingénieurs et Cadres Sessions Alternées Reconversion Ingénieurs	Action collective de Briey Action dans les Vosges Participation de Wendel	Action algérienne (SNS - SBS) Aciéries d'Imphy Peugeot Participation HBL	Ensemble de la promotion sociale y compris le Temps Plein
Remarques	L'action marocaine reprend	Les actions de Wendel et HBL sont officiellement demandées. Leur probabilité de démarrage est grande						

Cet état doit être complété par les points suivants :

1. M. HUMBERTJEAN est, à partir du 15 octobre et pour une durée non encore fixée, chargé d'une mission d'élaboration d'un document de physique et d'outils d'accompagnement (S)
2. M. BARBARY est mis à la disposition de l'INFA, à titre provisoire, en qualité de responsable de l'action « Education Nationale », c'est-à-dire « formation des maîtres du terminal pratique »
3. M. HOF qui est responsable de l'activité de formation dans les centres sociaux assurera en outre un certain nombre de missions provisoires.
4. Deux services fonctionnels :
 - . le Service Général - Responsable M. GOIN, Secrétaire Général (bureau de dessin - atelier maquettes)
 - . le Service Télévision-Cinéma - Responsable M. HAUTENAUVE ; membres de l'équipe : M. SCHINDLER et M. LE BOLLOCH (ce dernier travaille dans le service psychopédagogie de l'INFA mais sur l'audio-visuel)
5. Les lettres S et D mentionnées au côté du nom des responsables de chacune des équipes indique la répartition entre MM SCHWARTZ et DESHONS. Elles ne consacrent pas une exclusivité mais davantage une priorité.
6. Dans les prévisions budgétaires globales de 1968, nous avons prévu l'embauche de personnes supplémentaires qui viendront compléter certaines équipes dont les charges de travail et les missions exigeraient qu'elles reçoivent du renfort.

DONNEES FINANCIERES

RECETTES ACUCES

POURCENTAGE DES FINANCEMENTS PRIVES/PUBLICS

Mes sources documentaires étant extrêmement fragmentaires en ce qui concerne les questions financières, les comptes ci-dessous résultent d'une reconstitution à partir d'Etats financiers de différentes natures : budgets, comptes d'exploitations arrêtés en fin ou en cours d'année budgétaire... Les résultats chiffrés ne doivent donc pas être considérés comme exacts. Par contre, les pourcentages de financement conservent une certaine validité et donnent une indication, certes approximative, de l'évolution de la nature du financement au fil des ans.

Total recettes	Année	Cot. Industrie	%	Subv. Publi.	%	Aut. recettes	%
7 132 500	1954-1955	6 966 500	97,67	-	0	166 000	2,3
19 100 000	1955-1956	?		3 000 000	15,7		
31 118 198	1957	14 338 198	46,08	13 820 000	44,4	2 960 000	9,5
12 206 722	1958	10 834 500	88,76	-			
11 640 182	1959	10 101 000	86,78	-			
1 423 326	1964	143 350	10,07	728 500	51,2	551 476	38,7
1 924 018	1966	104 759	5,44	765 000	39,8	1 054 259	54,8
8 841 000	1970	250 000	2,83	6 391 585	72,3	2 199 415	24,9

Par « Cot. Industrie » il faut entendre les cotisations que les industriels s'engagent à verser au CUCES sous forme de parts pour une durée de 5 ans. Les « Autres recettes » proviennent des inscriptions individuelles aux formations, mais également de la « vente » de formations ou de services à des organismes privés ou publics.

1957 : C'est l'année où s'effectue de manière officielle la différenciation entre les comptes « Institut » et les comptes « Association », et partant, où l'exercice de l'année scolaire est déplacé sur l'année civile. Toutefois, les résultats qui figurent dans ce tableau restent ceux du « Centre » (Institut + Association) car les comptes définitivement arrêtés au 31 décembre que j'ai pu consulter n'indiquaient aucun détail. J'ai donc dû m'appuyer sur des comptes moins officiels mais plus détaillés.

- 1958 : Il s'agit d'un état sur la période janvier - octobre. Les comptes de l'Institut n'y figurent plus ce qui explique la diminution de plus de la moitié des recettes. Tous les financements publics sont portés au compte « Institut ».
- 1964 : Les subventions publiques ont réapparu dans le compte « Association ». Elles se sont énormément diversifiées. En proportion du total des subventions, celle de la Délégation à la Promotion Sociale est la plus importante (80 %) - c'est le début de l'action de Briey - puis vient une subvention du Conseil général de la Meurthe-et-Moselle (10,2 %), du Ministère du travail (3,7 %), le restant (6,1 %) provient des Conseils Généraux de la Moselle, des Vosges et de la Mairie de Nancy.
- 1966 : La part des cotisations industrielles devient minime (5,5 %) alors que celle de l'autofinancement représente maintenant plus de la moitié des recettes. C'est la grande période des interventions lucratives dans les entreprises. Les ventes de services au secteur privé représentent 37,6 % des recettes totales, celles au secteur public, 16 % (essentiellement l'intervention à l'Assistance Publique).
- 1970 : Les cotisations industrielles passent sous la barre des 3 % tandis que l'autofinancement diminue de plus de la moitié. Le financement public sous forme de subventions est monté en flèche et constitue à présent près des trois quarts des recettes. Les ennuis financiers ont commencé et avec eux s'accroît la dépendance.

NOTE concernant le séminaire INFA-CUCES8 au 12 février - Abbaye des PrémontrésEXPOSE DES MOTIFS ET OBJECTIFS

Vis-à-vis de l'extérieur l'INFA et le CUCES, ou le complexe INFA-CUCES, apparaissent comme une juxtaposition d'actes très divers, souvent parallèles, dont la convergence et la cohérence ne sont pas toujours évidentes.

A l'intérieur même des deux institutions des questions analogues sont également posées sous des termes divers : mission ? objectif ? politique ? stratégie ? cohérence des activités les unes par rapport aux autres et signification de celles-ci par rapport à des perspectives d'avenir ou à des besoins.

Ces deux organismes risquent d'être ou de devenir le point de départ de forces centrifuges et d'une grande dispersion génératrice de gaspillages et double emploi de résultats difficilement évaluables, inexploités ou inexploitable.

Dans ces conditions, il est apparu nécessaire de réunir un certain nombre de personnes, représentant la plus grande partie des activités actuelles de l'INFA-CUCES pour essayer de faire le point sur la situation présente à partir des faits.

La finalité proposée à ces journées est de situer les activités de l'institution par rapport à l'Education des Adultes, de déterminer un certain nombre d'objectifs, de se donner une charte, bien entendu provisoire, mais qui définisse, pour un temps, quelques orientations, un ordre d'urgence, des règles de fonctionnement.

Il ne s'agit pas d'arriver à une motion nègre-blanc, résultat de savants compromis, mais il s'agit grâce à une large confrontation

d'expliciter un certain nombre d'idées ou de préoccupations centrales caractérisant l'organisme et ceux qui y travaillent, en évitant de subordonner l'orientation globale de l'institution aux perspectives individuelles de ses membres.

- En bref :
- intégrer le passé
 - recentrer le présent
 - préparer l'avenir

PREPARATION DU SEMINAIRE

Etant donné l'ambition du projet, une préparation individuelle et par unité de travail est indispensable afin de :

- 1 - fournir à ces journées une matière première de départ
- 2 - impliquer la totalité des membres de l'institution
- 3 - préparer de cette façon une restitution à tous du contenu et des résultats du séminaire par ceux qui y auront participé.

Vous trouverez donc ci-joint en plusieurs exemplaires un canevas de réflexion en trois parties.

Les deux premiers points devraient faire l'objet d'une réponse individuelle ou collective selon que l'action ou la recherche en question est le fait d'une personne ou d'un groupe.

× Le troisième point devrait nous permettre de réunir, d'une manière ou d'une autre, la totalité des opinions individuelles.

L'ensemble des réponses doit parvenir le 25 janvier au secrétariat général du CUCES qui en assurera la reproduction, constituera les dossiers, lesquels seront adressés le 1er février aux 14 participants du séminaire pour étude préalable.

DEROULEMENT DU SEMINAIRE ET ORDRE DU JOUR

Dans un premier temps (durée 2 à 3 jours)

../..

Dans un deuxième temps

- la formation et le perfectionnement des permanents
- modalités de répartition dans le temps des activités de chacun : recherches - actions - rédaction
- organisation des équipes action-recherche, insertions réciproques
- information et discussion sur actions et recherches en cours
- préparation des décisions concernant : . actions et recherches nouvelles
 . embauche
- documentation
- contact avec l'extérieur : . relation
 . collaboration

DESTINATAIRES DE LA NOTE

x <u>Laroche</u>	: <u>Lafargue</u>
x <u>Antoine</u>	: x <u>Higelé</u>
<u>Lesne - Montlibert</u>	: Debon - Migne - Guigou - Charriaux - Meignant - Hautenauve
<u>Palmade</u>	: Joseph - Joly - Morin
<u>Lefort</u>	: <u>Girard</u>
<u>Deshons</u>	: Didelin - Humbertjean - Chevallier - Viallet (1
<u>Egg - Caspar</u>	: Hof - Clémencin
<u>Scheffknecht - Denis</u>	: <u>Allouch</u> - Simonot - <u>Lebrun</u>
<u>Bercovitz</u>	
<u>Elie</u>	: Bastien
<u>Schwartz</u>	: Barbary - Beaude - Malglaive - (Girard)
	: Berbain - Loppinet

(1) Goin

SAMSON. WEISLINGER

MD/AP 17.1.1966

Thèse Françoise F. Laot, Le complexe de Nancy, 1998, volume 2 annexes

Décret n° 69-62 du 20 janvier 1969

(Vu L. 12-11-1968, et not. art. 3 ; D. n° 68-1103 du 7-12-1968)

Objet : **Instituts du travail et autres instituts.**

BOEN n°5
30-01-69
pp. 339-340

ARTICLE PREMIER. — Les instituts du travail et les autres instituts dont la liste est annexée au présent décret qui sont érigés en unités d'enseignement et de recherche sont soumis à la loi susvisée du 12 novembre 1968 sous réserve des dérogations précisées ci-après.

ART. 2. — Les instituts sont administrés par un conseil comprenant au moins un tiers de personnalités extérieures à l'université intéressées au développement de l'activité de ces instituts et notamment des responsables des services d'éducation ouvrière des confédérations syndicales. Ces personnalités sont nommées par le recteur, sur proposition des organismes publics ou privés intéressés ou du conseil.

ART. 3. — Les représentants des enseignants relevant d'un statut d'enseignants de l'enseignement supérieur ne peuvent être moins d'un tiers des enseignants du conseil. La proportion des élus peut déroger aux dispositions de l'article 13 de la loi du 12 novembre 1968 susvisée.

Les représentants des étudiants et stagiaires ne peuvent être en nombre supérieur aux représentants des enseignants.

ART. 4. — Les enseignants peuvent être élus au conseil de l'institut même s'ils sont membres du conseil d'une autre unité d'enseignement et de recherche.

ART. 5. — Le directeur est nommé pour quatre ans par le ministre de l'Education nationale sur proposition du conseil. Il peut être choisi parmi les personnalités extérieures à l'université.

ART. 6. — Les directeurs de ces instituts n'ayant pas reçu le statut d'établissement public à caractère scientifique et culturel sont de droit ordonnateurs secondaires du budget de l'université pour l'exécution du budget propre à l'unité qu'ils constituent. Ils peuvent passer des contrats au nom de l'établissement public dont l'institut fait partie, pour le compte dudit institut.

ART. 7. — Le directeur nommé, au nom de l'établissement public à caractère scientifique et culturel dont l'institut fait partie, les personnels vacataires et contractuels.

Le choix des enseignants appelés à exercer à l'institut relève du directeur après avis d'une commission désignée par le conseil et composée de représentants des enseignants et des personnalités extérieures.

ART. 8. — Les dispositions des articles 3 et 4 relatives à la représentation des enseignants et des étudiants et stagiaires sont applicables pour les élections des délégués des unités prévues à l'article 39 de la loi susvisée du 12 novembre 1968.

ART. 9. — Le Premier ministre, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Maurice COUVE DE MURVILLE.

Le ministre de l'Education nationale,
Edgar FAURE.

Le ministre de l'Economie et des Finances,
François ORTOLI.

(J.O. du 21 janvier 1969.)

ANNEXE

Instituts du travail et instituts assimilés

Unité d'enseignement et de recherche constituée par l'Institut régional du travail et le Centre d'études des relations sociales d'Aix-Marseille.

Unité constituée par l'Institut du travail et le Centre universitaire de coopération économique et sociale de Nancy.

Unité constituée par l'Institut du travail de Strasbourg.

Unité constituée par l'Institut des sciences sociales du travail de Paris.

Unité d'enseignement et de recherche constituée par l'Institut des sciences sociales du travail de l'Université de Lille.

Arrêté du 12 juin 1969

(Vu L. 1-7-1901 et D. 16-4-1901 ; L. n° 66-892 du 3-12-1966 ; D. n° 67-996 du 15-11-1967)

Objet : Agrément des Associations Universitaires régionales d'éducation et de formation des adultes (A.U.R.E.F.A.).

ARTICLE PREMIER. — Des organismes régionaux, constitués sous forme d'associations déclarées sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 avril 1901 réalisant dans les régions le développement d'actions d'éducation et de formation des adultes ainsi que d'actions de recherche dans ces domaines, peuvent être agréés par arrêté du ministre de l'Education nationale pris après avis du recteur de l'académie dans laquelle ces organismes sont implantés, dans les conditions prévues à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — En ce qui concerne leur mission, ces associations, dénommées Associations universitaires régionales d'éducation et de formation des adultes (A.U.R.E.F.A.) doivent, en donnant la priorité aux publics peu scolarisés :

— collaborer avec les institutions de l'Education nationale au développement de l'éducation permanente ;

B. O. E. N. n° 25 (19-6-69)

2135

— participer par un concours technique et pédagogique à l'organisation et au fonctionnement d'actions de formation faisant l'objet de conventions avec l'Etat en application du décret n° 67-996 du 15 novembre 1967 ;

— conduire des actions, recherches et études à la demande des organisations intéressées qui se trouvent dans la région où est implantée l'A.U.R.E.F.A. ;

— conduire des actions, recherches et études dans le cadre de conventions conclues avec l'Etat ;

— participer au développement régional sur le plan de la formation et de l'éducation permanente.

ART. 3. — En ce qui concerne leur mode de fonctionnement, les A.U.R.E.F.A. doivent répondre aux conditions d'agrément suivantes :

a) les seuls organes statutaires de l'association sont l'assemblée générale et le conseil d'administration.

b) l'assemblée générale de l'association délibère par collèges distincts, notamment pour l'élection des membres du conseil d'administration. Ces collèges regroupent respectivement les représentants des forces économiques, sociales, éducatives et culturelles de la région où l'A.U.R.E.F.A. est implantée.

c) le recteur, le directeur régional de l'Emploi, l'inspecteur général de l'Agriculture, représentant les Pouvoirs publics, sont membres de droit du conseil d'administration de l'association.

La demande d'agrément doit être accompagnée des statuts de l'association, et le cas échéant, de son règlement intérieur.

ART. 4. — Les organismes agréés au titre d'A.U.R.E.F.A. reçoivent le concours de l'Etat notamment selon les modalités suivantes :

a) des subventions, au titre du fonctionnement, imputées sur le budget du ministère de l'Education nationale.

b) des subventions servies dans le cadre du décret n° 67-996 du 15 novembre 1967, au titre des études, expériences et actions visées aux articles 8 et 9 de la loi n° 66-892 du 3 décembre 1966.

c) des enseignants et des personnels de la Fonction publique pourront être détachés dans des emplois rémunérés par l'association. A cet effet, les statuts de l'association devront définir les emplois dans lesquels pourront être effectués ces détachements.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du Cabinet,
Michel ALLIOT.

(Annexes) 218

Ex : Formation des assistantes sociales
aux communications

Ex : Formation aux statistiques
de l'encadrement de la
Société des Ciments Lafarge

Ex : Formation scientifique aux niveaux
bas

Ex : Section de pro-
motion sociale
d'I.U.T.

Ex : I.U.T

qui ne sont prises en charge
par personne

nécessaires aux recher-
ches et à la formation
de formateurs

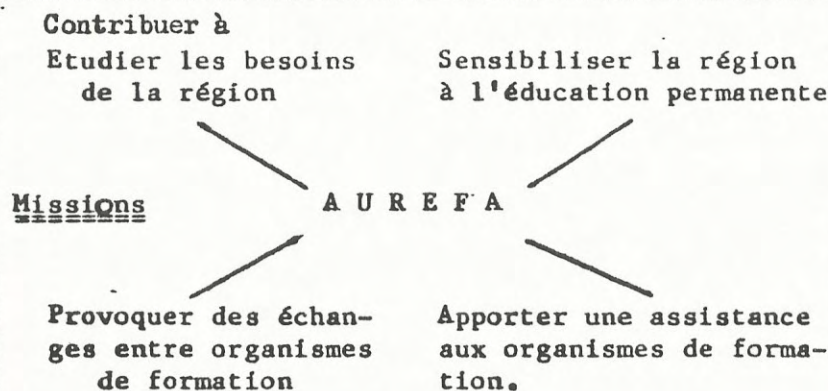
sur des organismes
de formation

dans des Entreprises privées
ou publiques

par des actions directes

par des actions indirectes

dans des entités
régionales



par des recherches appliquées

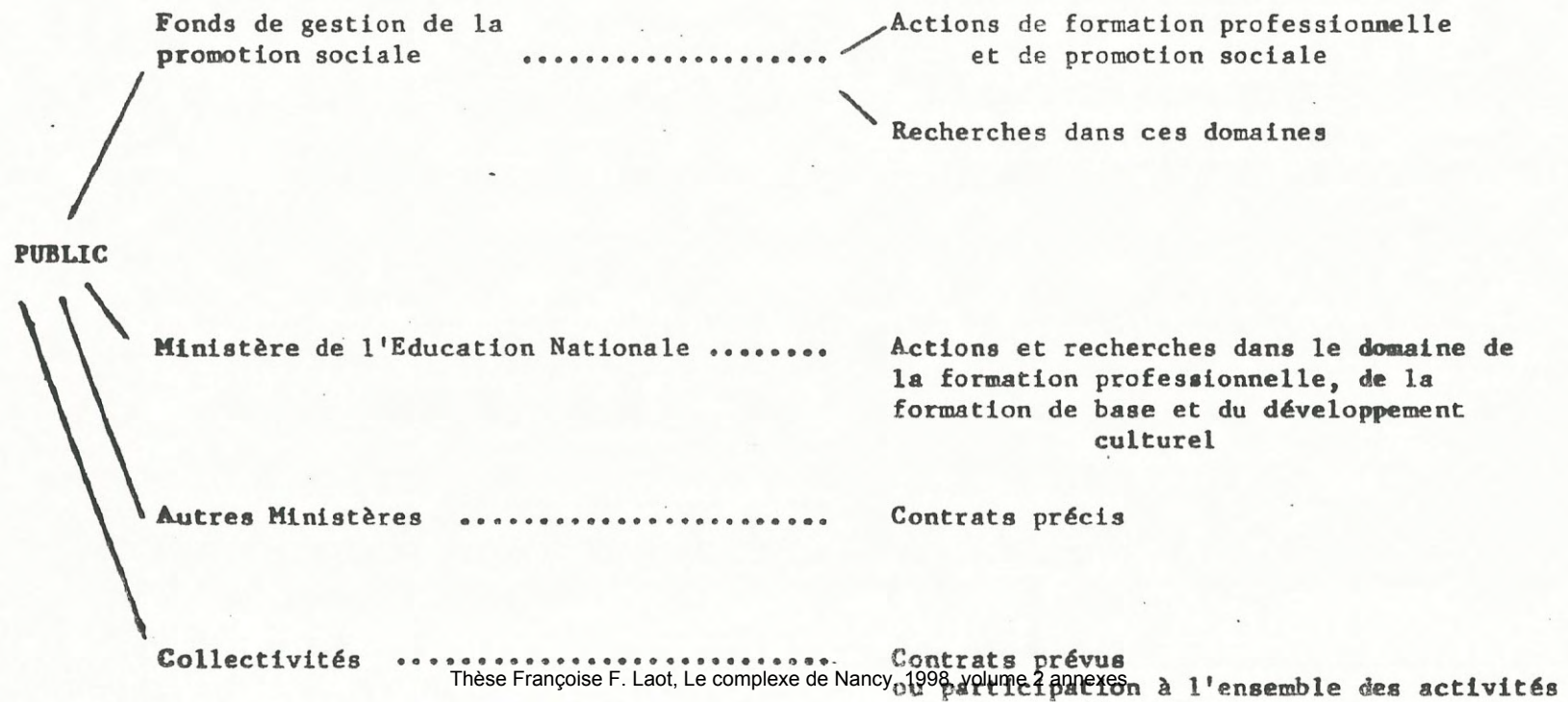
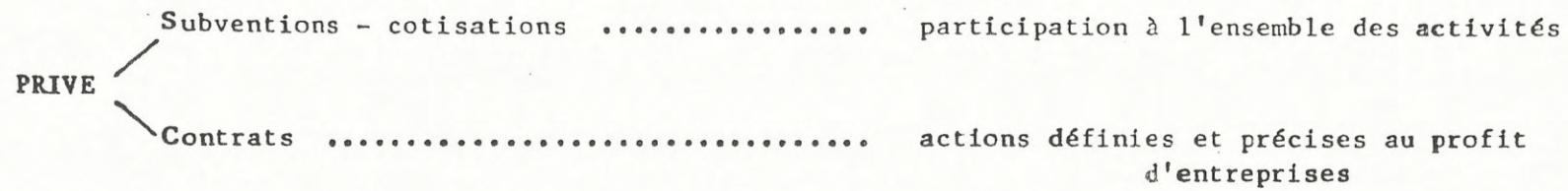
par des actions pilotes

Ex : Utilisation de l'Enseignement
programmé
Utilisation de l'audiovisuel
Problèmes que pose la lecture
à des bas niveaux

Ex : Expérience de formation collec-
tive dans le bassin charbonnier
lorrain

in « Projet de développement de
l'éducation des adultes », 22 nov. 1968

FINANCEMENT - En vue de



REPRISE DU TRAVAIL AU C.U.C.E.S.

Le lundi 20 Mai 1968, le personnel du CUCES (Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale), convaincu de ce que toute activité éducative a une signification politique a voté, à une forte majorité, une grève illimitée. Il entendait :

- manifester sa solidarité avec les millions de travailleurs et d'étudiants en grève
- exprimer son opposition à une politique économique, sociale et éducative foncièrement antidémocratique.

D'autre part, il se fixait pour tâches, pendant la durée de cette grève :

- la mise au point et la présentation de revendications matérielles,
- une réflexion sur la participation du personnel aux orientations et au fonctionnement de l'organisme.

Dans la situation actuelle, les grévistes ont estimé qu'ils devaient donner des formes autres que celles de la grève :

- à leur solidarité avec les travailleurs et les étudiants qui n'ont pas repris le travail,
- à leur contestation politique.

D'autre part,

- les revendications présentées ont abouti : réajustement des bas salaires, augmentation générale assortie d'une réduction de l'éventail des salaires ;
- le principe de la cogestion de l'organisme a été adopté et les modalités de sa mise en oeuvre sont actuellement étudiées.

Pour toutes ces raisons, le personnel en grève a décidé de reprendre le travail le Vendredi 7 Juin 1968.

En particulier, les cours de la Promotion Supérieure du Travail (Nancy, Longwy et Briey) reprendront le Lundi 10 Juin 1968 à 18 h 30.

Le 7 juin 1968

(Annexes) 221

L'Assemblée du personnel à la Direction du CUCES

Le personnel du CUCES réuni en Assemblée le mercredi 29 avril 1970 a manifesté son profond mécontentement sur la situation générale dans l'organisme.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les conditions de travail se détériorent constamment à cause du manque de personnel, du manque de locaux, d'équipements et de la mauvaise organisation.

Exemples :

- . L'Imprimerie travaille aujourd'hui sur un équipement insuffisant et dont la moitié doit disparaître, repris par l'INFA.
- . La bibliothécaire du CUCES travaille pour 3 organismes (INFA - CUCES - CPSTPIC) dans un imbroglio administratif total.
- . Le poste du standard est occupé par une seule personne. Sa relève n'est pas prévue, ce qui lui rend impossible des activités syndicales et de formation personnelle.
- . Les femmes de ménage ne peuvent pas travailler à heures fixes et doivent attendre sans être payées que les salles soient libres. De plus elles doivent effectuer en peu de temps des travaux pénibles qui n'entrent pas dans leurs attributions.
- . Certains secrétariats travaillent dans des conditions d'entassement et de bruit insupportables, avec un équipement téléphonique insuffisant.
La décision hâtive de la direction d'instituer dans le cadre des mesures de restriction " l'entraide " entre les secrétariats a abouti en fait à une surcharge et une désorganisation dans le travail de nombreuses secrétaires.

- . La plupart des cadres ont des horaires abusifs. Il ne pourrait y avoir de récupération effective que s'il existait un horaire de travail défini, ce que la Direction refuse.
- . Dans certains services des pressions sont exercées pour entraver l'exercice du droit syndical.

LA POLITIQUE DU PERSONNEL

Elle est inexistante

- . Malgré les nombreuses relances des organisations syndicales, la Direction reporte constamment la présentation d'une grille de classification, ce qui bloque les travaux de la commission paritaire et risque de remettre en cause les augmentations de 1971.
- . Aucune règle ne régit plus la classification du personnel ce qui empêche tout recours contre des décisions arbitraires (par exemple : nombreux refus d'augmentation ou de changements de catégories)
- . Les promesses faites aux femmes de ménage en réunion des délégués du personnel n'ont pas été tenues. Elles attendent toujours le paiement de leur quatrième semaine de congés payés et des majorations des heures supplémentaires. Ce non paiement constitue une infraction à la loi.
- . Comme l'année précédente, l'augmentation du personnel de l'Imprimerie a été notablement inférieure à celle de l'ensemble du personnel.
- . La Direction ne s'est absolument pas préoccupée du sort du personnel du CUCES dont les activités seraient prises en charge par l'I.R.E.P. Que va-t-il devenir ? Que deviendront également les personnes payées par le Rectorat et qui ne travaillent pas sur des activités I.R.E.P. (en particulier les dernières embauchées)

LA SITUATION FINANCIERE

- . A deux reprises déjà depuis le début de l'année, les salaires ont été payés avec plusieurs jours de retard.
- . Il n'est pas sûr que les salaires puissent être payés en fin d'année.
- . Au 30 avril, l'exercice 69 n'est pas encore clos. L'état réel des finances n'est donc pas encore connu !
- . L'ensemble de ces faits place le personnel dans une situation d'insécurité qu'aggravent encore des bruits de licenciements.

Prenant acte de ce mécontentement général, l'Assemblée du Personnel demande que des mesures soient prises pour améliorer la situation.

Dans un premier temps, l'Assemblée du Personnel exige

- . qu'un projet de classification soit remis à la Commission Paritaire le 14 mai au plus tard
- . que pour la même date, les sommes dues aux femmes de ménage aient été réglées

L'Assemblée du Personnel décide qu'une GREVE DE 24 HEURES aura lieu le 15 mai à l'appel des Organisations Syndicales si ces deux revendications ne sont pas satisfaites.

NOMS	SIGNATURES	NOMS	SIGNATURES

Arrêtons la "magouille" permanente au CUCES

Annexe 2-336

REFUS DE DISCUTER LES FONCTIONS !

La Direction est incapable de proposer des définitions de fonctions cohérentes et acceptables par les syndicats. Elle refuse d'en discuter bloquant ainsi les travaux de la commission paritaire.

INCAPACITE D'APPLIQUER SES PROPRES PROPOSITIONS !

La Direction est incapable d'appliquer financièrement les définitions de fonctions qu'elle propose.

L'enquête salaire en cours de dépouillement montre déjà que de nombreux salariés n'ont pas en janvier 71 le salaire correspondant aux fonctions qu'ils occupent réellement.

De nombreux mécontents ont déjà demandé l'intervention des Délégués du Personnel. Qu'ils continuent...

Des pressions odieuses sont exercées pour que les mécontents se taisent.

PAS DE PLAN DE RATTRAPAGE !

En Commission Paritaire, il a été demandé qu'un plan de rattrapage soit établi pour les salariés qui n'ont pas obtenu satisfaction en janvier 71.

Lundi 25, lors d'une entrevue avec la Direction, les Délégués du Personnel demandent communication d'un tel plan.

Réponse : La Direction propose un plan pratiquement inexistant pour Juillet et, de plus, ne concernant que l'Equipe Nancy.

CES POSITIONS PATRONALES BIEN CONNUES EN MATIERE DE SALAIRES SONT L'ATTITUDE CONSTANTE DE LA DIRECTION

(Annexes) 226

Ces « incohérences » de la direction ne se manifestent pas uniquement en matière de salaires, mais aussi dans la définition de la politique générale de l'organisme et de son avenir.

ET POUR LES SALAIRES DES QUESTIONS SE POSENT :

- Que signifient les réorganisations successives de l'Equipe Nancy ?
- Que va devenir le système d'unités de l'Equipe Nancy créé en 1969 ?
- Quel va être le sort de l'Equipe Assistance Publique à Paris ?
- Que signifie cette vision du C.O.D. : « LE C.U.C.E.S. Laboratoire de Statut Privé » ?
- Va-t-on vers une privatisation du C.U.C.E.S. tournant le dos à l'Education Nationale ?
- Pourquoi ne veut-on pas l'expansion du C.U.C.E.S. alors que les besoins d'éducation des adultes vont croissant ?
- Pourquoi pas d'embauches et se refuser les moyens de se développer ?
- Qu'est ce qui se « magouille » au C.O.D. et ailleurs... ? Et qui « magouille » ?

★ CONTINUONS L'ACTION

★ EXIGEONS DES DEFINITIONS DE FONCTIONS JUSTES

★ UNE APPLICATION HONNETE DE LA GRILLE DE REMUNERATION

★ DES REPONSES POUR L'AVENIR

RENDEZ-VOUS POUR LES RESULTATS DE L'ENQUETE SALAIRE

Le nouveau bâtiment de l'ACUCES

(ouverture en 1972)



Photographie empruntée à une brochure de présentation de l'ACUCES de 1976.

Le C.U.C.E.S. crée une section de Promotion du Travail

ouverte au personnel des entreprises de Nancy et de la banlieue

Annexe 2-341

ETENDANT le champ de ses activités dans le cadre des objectifs qui lui ont été assignés, le Centre Universitaire de la Coopération Economique et Sociale vient de mettre au point un programme de formation et de perfectionnement à l'intention du personnel des entreprises de Nancy et de sa proche banlieue.

M. Olmer, directeur du Comité de Direction du Centre, nous a fourni, hier après-midi, toutes précisions sur les buts et les conditions de fonctionnement de cette section de Promotion du Travail.

Cette nouvelle initiative du C.U.C.E.S. est destinée à donner à chacun la possibilité de s'élever dans l'échelle hiérarchique en fonction de son ardeur au travail et de ses aptitudes. Elle répond également à l'augmentation constante des besoins de l'industrie en techniciens de plus en plus qualifiés et de plus en plus nombreux.

Il existe, en effet, un nombre très important de travailleurs qui, ayant passé au travers du crible scolaire, se trouvent à 22 ou 25 ans dans une situation qui ne leur permet plus d'espérer une quelconque amélioration. En leur donnant l'occasion d'augmenter ou de compléter leurs connaissances professionnelles, le C.U.C.E.S. rend un éminent service non seulement aux intéressés, mais encore à l'ensemble de l'activité économique du pays.

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS

Les objectifs que poursuit la section de Promotion du Travail se ramènent à trois points principaux :

1° La formation rapide et le perfectionnement des Agents de Maîtrise. Selon une récente en-

quête de l'U.I.M.N. portant sur 16.600 agents appartenant à 400 Entreprises, 95 % des entreprises consultées estiment que la formation reçue par les agents est insuffisante ou plus exactement incomplète; l'unanimité est absolue pour regretter l'absence très générale de formation aux problèmes de commandement, aux questions économiques et aux relations humaines.

2° La formation de techniciens diplômés. Elle se justifie par la grande demande des Entreprises de petite et moyenne importance qui souhaitent trouver chez les techniciens une bonne formation scientifique de base, alliée à des connaissances générales sur des problèmes d'Economie, d'Organisation d'Entreprise, etc. Signalons

d'ailleurs que dans les Entreprises de plus grandes dimensions, les besoins ne sont pas moins importants.

3° La formation d'ingénieurs. Les techniciens qui possèdent des capacités suffisantes et accepteraient de sacrifier à cette promotion un temps plus important doivent pouvoir trouver la possibilité de prolonger cette formation jusqu'au niveau des connaissances de l'Ingénieur.

Dans le cadre de l'Organisation traditionnelle de l'Enseignement en France, ce troisième stade prend un aspect quelque peu révolutionnaire. Grâce à cette nouvelle « filière », en effet, on pourra rencontrer dans les Ecoles Supérieures d'Ingénieurs, des élèves qui n'auront pas suivi le « proces-

sus classique » d'admission dans ces Ecoles.

On nous a précisé qu'aucun règlement général ne sera pris concernant ces élèves qui suivront d'ailleurs les cours à titre d'« auditeur libre ». On envisage uniquement des dérogations individuelles.

DEUX CYCLES D'ETUDES

L'ensemble de la formation s'échelonne sur deux cycles, auxquels peut s'ajouter, le cas échéant, une année préparatoire.

Le Premier Cycle est en principe ouvert aux candidats possédant le niveau des connaissances scientifiques correspondant au Brevet d'Etudes Industrielles, Commerciales ou Professionnelles. S'échelonnant sur deux années, il comporte d'une part une formation générale destinée à développer la personnalité et la culture générale des candidats, comme leur efficacité sur le plan général de l'Entreprise, et d'autre part une formation scientifique et techni-

que. Aucun diplôme ne sanctionne ce cycle d'études. On laisse aux entreprises intéressées le soin de faire les promotions.

Une année préparatoire est prévue pour accueillir tous ceux dont la formation scientifique s'avérerait insuffisante pour suivre avec fruits les cours du Premier Cycle, par exemple ceux qui ne possèdent que le C.A.P. ou le B.E.P.C.

Un rapide sondage permettra de conseiller utilement les candidats suivant les cas sur l'année préparatoire ou directement sur le Premier Cycle. Les cours de l'année préparatoire commenceront au début du mois de mars.

Le Deuxième Cycle est ouvert aux candidats qui ont suivi avec succès la formation scientifique générale du Premier Cycle ou qui possèdent des diplômes leur permettant d'y accéder directement (bachelier, diplômé d'E.N.P., etc.)

Le deuxième cycle s'échelonne sur trois années :

— La première comportant une fin de formation générale scientifique et technique et un début de spécialisation.

— Les deuxième et troisième années, une spécialisation plus poussée dans un certain nombre de branches (électricité, mécanique, chimie, métallurgie, etc.)

Cette formation comportera non seulement des cours, mais des travaux pratiques et pourra s'accompagner de travail personnel.

Les candidats ayant subi avec succès leurs examens finaux recevront un diplôme de l'Université de Nancy, sanctionnant leurs études.

DES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Il est bon de préciser qu'il s'agit de cours du soir qui, en principe, ont lieu les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 19 à 21 heures, certaines séances pouvant ultérieurement se placer le samedi après-midi.

Les candidats intéressés, à quelque échelon que ce soit, par cette formation peuvent se procurer au secrétariat du Centre (95, rue de Metz) tous les renseignements nécessaires ainsi que les fiches d'inscriptions. Ces fiches d'inscription devront être retournées au secrétariat avant le 18 février 1956.

Les cours commenceront au début du mois d'octobre 1956. Toutefois, dès la fin février, les candidats seront convoqués pour une séance générale d'information au cours de laquelle un rapide sondage permettra au Centre de les conseiller utilement sur leur inscription, soit au niveau de l'année préparatoire, soit à celui du premier cycle, soit à celui du second.

Les frais d'inscription sont de 500 fr. par semestre pour le premier cycle et l'année préparatoire, 1.000 fr. par semestre pour le second.

*C'est Républicain
11 fév. 1956*

La seconde journée nancéienne de M problèmes de la formation des adu

AU terme de la seconde et dernière journée du sé-jour nancéen de M. Michel Habib-Deloncle, le nouveau secrétaire d'Etat à l'Education nationale, le moment est venu de tirer les conclusions d'ensemble de cette visite ministérielle, dont nous relatons hier la première phase. Et ces conclusions, M. Ha-

bib-Deloncle lui-même a tenu, hier après-midi, à les dégager. à l'intention des représentants de la presse, auxquels il accordait un entretien constituant en quelque sorte, la synthèse des impressions ministérielles, ainsi que des réalisations concrètes qui, dans un délai relativement proche, en seront les conséquences.

Une visite : trois objectifs

« Cette visite de deux jours à Nancy constitue pour moi, nous disait M. Habib-Deloncle, une inspection correspondant à chacun des différents aspects de mes attributions au sein du gouvernement ».

Et M. le Ministre de rappeler que ses compétences s'étendaient aux trois « départements » suivants : l'enseignement « spécialisé », dispensé à la jeunesse inadaptée ou handicapée physiquement ou psychiquement, la formation professionnelle et

son indispensable corollaire, la promotion sociale des adultes, enfin les structures d'accueil en notre pays des étudiants étrangers.

« Je suis venu à Nancy, précisait M. le Ministre, parce que ces trois aspects y sont représentés de fort intéressante façon au sein de l'université de votre ville et, tout spécialement, parce que Nancy est le siège de cet organisme unique en France qu'est l'I.N.F.A. (Insti-

tut national de formation des adultes ».

Nos lecteurs savent que l'INFA, qui compte moins d'un an d'existence, n'a pu se concrétiser et s'implanter à Nancy que grâce à l'énorme travail accompli à travers la Lorraine depuis 1954 par le CUCES (Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale), l'INFA jouant désormais en quelque sorte le rôle d'une « superstructure » du CUCES.

D'une part, l'INFA a mission

d'élaborer des structures pédagogiques nouvelles, adaptées à la mentalité de l'adulte de ceux d'acquiescer à la fois à l'augmentation de connaissances techniques et aussi de formation générale, et se posant ainsi comme un organe de réflexion de recherche. D'autre part, CUCES, s'adonnant à une mission d'enseignement très concrète, fait profiter quotidiennement l'INFA des fruits de ses expériences « in vivo ».

L'accueil des étudiants étrangers : « Dans l'ensemble, les choses se passent bien... »

M. le Ministre, rapidement, dit le point en ce qui concerne chacun des aspects de sa triple mission. En ce qui concerne les problèmes de l'accueil, dans notre pays, des étudiants étrangers, lesquels avaient été évoqués la veille avec le concours des responsables universitaires locaux au 45, Cours Léopold, et au cours d'une première séance de travail, M. Habib-Deloncle nous déclarait :

« Nous avons convenu qu'un effort non négligeable restait à

faire avant même l'arrivée de l'étudiant étranger. Il convient que les autorités universitaires se préoccupent des conditions matérielles, psychologiques de vie aussi qu'il est annoncé. Mais, d'autre part, on peut dire que lorsque l'étudiant étranger est arrivé, est couché sur les registres universitaires, à partir de ce moment, les structures d'accueil sont bonnes et les choses se passent bien ».

La formation des handicapés physiques : deux suggestions favorablement accueillies

Abordant la question de la scolarisation (et jusqu'au stade le plus avancé de l'enseignement supérieur) des jeunes handicapés physiques ou déficients, M. Habib-Deloncle rappela les intéressantes visites et séances de travail de la veille, puis relata sa visite, le matin même, au siège de l'Association nancéienne du G.I.H.P. (Groupe des Intellectuels Handicapés Physiques), à l'« Etoile ».

Ici, M. le Ministre avait été accueilli par M. Gérard Crombez, président-fondateur de cette association, entouré des membres de son comité.

Le G.I.H.P. avait profité de cette occasion pour émettre un double vœu : d'abord que soit ouvert un établissement destiné à accueillir des handicapés de la vue pour leur dispenser l'enseignement officiel des classes de seconde, première, et terminales. D'autre part, que soit créé un bâtiment à usage de foyer pour étudiants handicapés moteurs.

M. Habib-Deloncle serait très favorable à cette double requête

et annonça que dès la prochaine rentrée, le lycée de Beauregard recevrait des élèves de fin du secondaire, handicapés de la vue, lesquels pourront ainsi être préparés aux baccalauréats, mêlés à leurs camarades, et sans aucune « ségrégation morale ». En ce qui concerne la construction d'un groupe de logements pour étudiants souffrant de handicaps moteurs (paralytiques, implégiques) elle interviendrait dans l'avenir et ce foyer se trouverait à la fois à proximité d'un restaurant universitaire et d'un établissement hospitalier.

En conclusion, M. le Ministre souligna le courage et les qualités morales des jeunes ardeurs du G.I.H.P., « lesquels en deux mois ont pu constater que le gouvernement s'intéresse à leurs problèmes. En ce domaine encore, Nancy a sans doute pris la tête d'un mouvement dont le rayonnement s'étendra à l'échelon national » dit encore M. Habib-Deloncle.

*Le Républicain
Lorrain
23 mars 1966*

HABIB-DELONCLE a été consacrée aux es et de l'«éducation permanente»



Visitant les installations du C.U.C.E.S., M. le Ministre s'entretient avec un groupe d'élèves suivant les cours de promotion supérieure du travail.

La formation des adultes : « Le CUCES sera sans doute appelé dans les prochaines années à essaimer dans toute la France »

L'essentiel de cette seconde journée ministérielle a été consacrée à l'examen de la situation actuelle (et surtout du « devenir »), de ces deux organisations étroitement jumelées que sont le C.U.C.E.S. (12 ans d'existence), et l'I.N.F.A. (quelques mois seulement).

Directeur de cet ensemble voué à la promotion de l'adulte dans son travail (et ceci, à tous les échelons), M. le professeur Bertrand Schwartz a été, hier, le principal interlocuteur de M. le Ministre. On sait que M. Bertrand Schwartz, par ailleurs directeur de l'Ecole nationale d'ingénieurs des « Mines » de Nancy, fait autorité sur le plan national dans ce domaine de ce que d'aucuns appellent très justement « l'éducation permanente », un domaine pour lequel M. le Ministre n'a pas caché, hier, une

particulière sollicitude. Dans son interview, M. Habib Deloncle n'a pas hésité à déclarer : « Ce problème de la formation des adultes est pour nous fondamental. Le recyclage des cadres, les reconversions inéluctables de notables fractions de la population au travail, doivent s'opérer en réalisant une réelle élévation du niveau de la main-d'œuvre, niveau technique aussi bien que niveau

culturel, et ceci pour le plus grand bien de l'économie et du pays ». Et M. le Ministre de donner lui-même des chiffres : « A l'heure actuelle, environ 2,5% de la population française au travail est concernée par la promotion sociale. Dans certains pays, cette proportion s'élève à 15%. On voit l'effort à accomplir ». M. Habib Deloncle relevait aussi que la France risquait de connaître dans peu d'années, un excédent relatif d'ingénieurs et, parallèlement, un déficit relatif de cadres supérieurs moyens et de techniciens supérieurs. Dans cette perspective, les travaux de recherche de l'I.N.F.A. permettront de dégager les grandes lignes d'une action à l'échelon national.

Des exposés techniques et un débat « prospectif »...

Avant et après nous avoir accordé ces déclarations, M. Habib Deloncle, toute la journée, avait présidé dans les nouveaux locaux du C.U.C.E.S. - I.N.F.A. (parc de Saurupt) une longue séance de travail, interrompue seulement

par un déjeuner au château de Brabois.

Dirigée par M. Bertrand Schwartz, cette réunion d'un niveau « technique » poussé, permit à plusieurs des assistants et animateurs du C.U.C.E.S. et de l'I.N.F.A. de pronon-

cer des exposés consacrés à chacun des aspects de la mission de ces organismes. C'est ainsi qu'il fut successivement question de la promotion supérieure du travail à l'intention d'élèves déjà munis de certains diplômes, de celle ouverte aux « sans diplôme », des méthodes pédagogiques particulières à la formation d'éléments adultes, de la formation « collective », de l'enseignement programmé, de la « formation des formateurs », du contenu de l'enseignement qui sera dispensé dans le futur « cycle terminal pratique » (celui qui accueillera les jeunes entre 14 et 16 ans ne voulant ou ne pouvant pas aller plus loin, lorsque la scolarité jusqu'à 15 ans sera devenue obligatoire, ce qui est décidé).

En conclusion, la discussion finale laissait apparaître le désir du ministre de voir des actions similaires à celle entreprise en Lorraine par le C.U.C.E.S. se multiplier dans un proche avenir, à travers toutes les régions françaises. Il reviendra à l'I.N.F.A., auquel cette tâche est dévolue par définition, de donner alors sa pleine mesure, tandis que l'expérience (réussie) du C.U.C.E.S. ne pourra que servir de modèle, sinon de pépinière, pour ces futures réalisations.

Les personnalités

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat à l'Education nationale, était accompagné de MM. Allard, inspecteur général de l'Instruction publique, et directeur de son cabinet ; Fortuit, secrétaire aux Affaires étrangères, chef de cabinet, et Lebideau, chef du service des boursiers stagiaires au ministère de l'E.N. Ont également participé aux différentes phases de cette journée, M. Cottin, secrétaire général de la préfecture de M.-et-M., et M. Zwickert, chef de cabinet de M. le préfet Longeaux ; M. le recteur Paul Imbs ; MM. Jackson et Souchal, députés de M.-et-M. ; M. Aubry, doyen de la faculté des sciences, et M. le professeur Danchin, représentant M. le Doyen de la faculté de lettres ; M. Quentin, secrétaire général du réctorat ; Directeur du C.U.C.E.S. et de l'I.N.F.A., M. Bertrand Schwartz était entouré notamment par M. Deshons, directeur adjoint du C.U.C.E.S. ; M. le professeur Lenz ; MM. Antoine, Humbert Jean, Vallet et Elie, animateurs du C.U.C.E.S. ou de l'I.N.F.A., lesquels firent les différents exposés techniques.



A Nancy :

Une expérience pilote de formation des adultes

Yolande THIRIET 18.10.12

COMMENT garantir à l'homme son adaptation au progrès ? On a cru longtemps qu'ils étaient l'un et l'autre solidaires de la même aventure. Ce n'est plus vrai. Un vertigineux phénomène d'accélération tend désormais à les éloigner : l'espérance d'utilisation des machines et des diplômes acquis se fait de plus en plus courte (une usine de matériel électronique en est à sa troisième reconversion en 15 ans). La nécessité d'un constant réajustement des connaissances commence donc à s'imposer à une partie du monde adulte : elle le concernera dans son ensemble demain si l'on considère que les enfants qui sont actuellement à l'école travailleront dans des entreprises, fabriqueront des produits qui n'existent pas encore ...

Une déclaration de Bertrand Schwartz

L'éducation des adultes est en train de s'imposer comme une nécessité économique et sociale de premier ordre : son importance éclate en même temps que sa spécificité. Alors que certains doivent encore mener une lutte pour le droit des adultes à l'éducation en même temps que pour les moyens, cette lutte nécessaire apparaît déjà comme un combat d'arrière-garde : le droit est devenu nécessité, et nécessité a déjà fait loi.

Face à ces impératifs de plus en plus reconnus certes, mais qui, en fait, prendront dans un proche avenir des proportions encore sous-estimées, le grand danger est incontestablement de concevoir des réponses qui, sur tous les plans (institutions, méthodes, contenus...), seraient déjà en retard sur les besoins et les possibilités réelles.

L'éducation permanente sera le fruit direct et nécessaire du système naissant de l'éducation des adultes, qui ne doit pas être conçu, simplement, comme un système éducatif nouveau ajouté aux systèmes existants, une simple extrapolation ou un service « après-vente », héritier des pratiques existantes. Mais comme un système spécifique, adapté aux besoins divers.

— Il est à peu près démontré que toute personne entrant dans la vie aura à changer de métier dans les quinze ans qui viennent, dit M. Bertrand Schwartz.

Celui qui parle ainsi est le directeur de deux organismes implantés à Nancy : le C.U.C.E.S. et l'I.N.F.A., qui recouvrent, sous la froideur lapidaire de leurs sigles, un enseignement et une recherche d'un genre très particulier et dont on peut estimer qu'ils contiennent, en germe, la seule réponse valable à apporter au problème posé par le furieux développement des techniques : l'éducation permanente.

Dans la mesure où le problème de la formation des adultes ne saurait être dissocié des problèmes économiques (Annexes) 232

miques, on a estimé nécessaire, à Nancy, de chercher à le résoudre en s'appuyant sur une étroite collaboration de l'université et de l'industrie. Ainsi s'est créé, en 1954, un institut à caractère régional dont le conseil d'administration, placé sous la présidence du recteur, comprend des universitaires, des représentants patronaux et des syndicalistes : le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale (C.U.C.E.S.). Il s'est donné pour tâche de permettre à des hommes qui n'avaient pas eu la chance de terminer leurs études de se hisser à un niveau social et professionnel supérieur, de fournir aux diplômés la possibilité de s'ouvrir à de nouvelles connaissances, tout en apportant à l'économie les techniciens dont elle a besoin.

Cette idée revient au recteur de l'époque, M. Capelle, qui a rencontré en M. B. Schwartz, alors directeur de l'Ecole des Mines (1), où se trouvaient déjà appliquées les méthodes pédagogiques résolument modernes, un précieux auxiliaire.

On ne manquera pas d'observer, par ailleurs, que le fait pour une ville comme Nancy d'être à la fois le siège d'une université et, depuis longtemps, le centre d'une région économique particulièrement active, offrait à l'initiative un terrain d'implantation favorable.

Former, promouvoir, reconverter au besoin, mais comment ? Les demandeurs de toutes sortes qui allaient se manifester, venus de leur plein gré ou désignés par leurs entreprises, avaient une fonction, un emploi : il faudrait donc leur proposer des cours du soir. D'autre part, ces cours ne pouvaient,

Absorbé par ses nouvelles tâches, M. Schwartz a, depuis l'automne, quitté la direction de l'Ecole des Mines pour se consacrer uniquement au C.U.C.E.S. et à l'I.N.F.A.

L.A. du 16-2-67

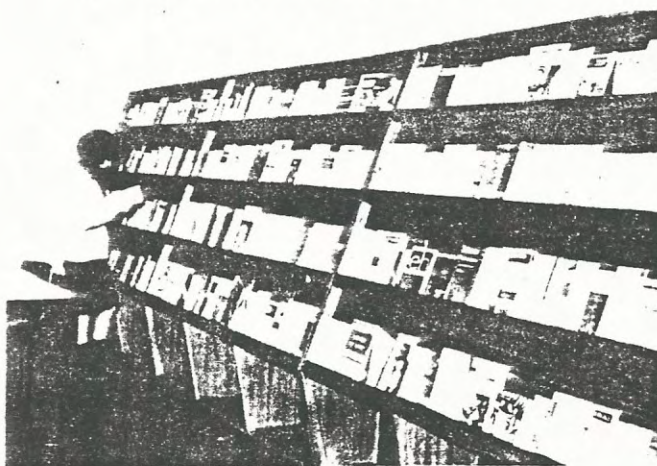


Une partie de l'enseignement diffuse par des téléviseurs dans différentes salles où les élèves sont placés en petits groupes en fonction de motivations préalablement établies.



Salle des techniques : On y trouve le matériel nécessaire aux professionnels de nombreux secteurs d'activités.

De nombreuses revues techniques mises à la disposition des élèves et des chercheurs.



en aucun cas, être calqués sur l'enseignement traditionnel : l'âge des élèves, leur conditionnement psychologique et sociologique, nécessitaient une grande souplesse de méthode de laquelle ils attendaient une constante faculté d'adaptation, une tête bien faite plutôt qu'une tête bien garnie et la possibilité d'apprendre à se juger, à s'estimer, à se situer par rapport aux autres. Cette pédagogie n'existant pas, le C.U.C.E.S. a donc eu, dès son origine, à travailler dans le sens de sa recherche en même temps qu'à son application pratique.

Les adultes qui se présentent au C.U.C.E.S. obéissent à des motivations diverses. Les uns lui demandent un enseignement capable de les préparer en deux, trois, quatre ou cinq ans, au Certificat d'études industrielles générales ou au diplôme d'études supérieures techniques (2) : ils sont actuellement 500 dans ce cas répartis dans trois villes de la région. Les autres entendent simplement combler une lacune, s'ouvrir à des techniques nouvelles, se perfectionner à l'intérieur ou au-delà de leur spécialité professionnelle, soit à un niveau approximativement déterminé comme étant celui de la maîtrise, soit au niveau des ingénieurs et cadres. Un éventail très large, qui comprend aujourd'hui une centaine de sections et fonctionne dans huit localités différentes en intéressant 2 000 personnes, leur est à cette fin proposé. De l'ingénieur curieux de recherche opérationnelle, à l'électricien venu se familiariser avec l'électronique, en passant par le contremaître désireux de remettre ses connaissances à jour, le chef d'équipe décidé à savoir mieux exercer son autorité.

La préparation du diplôme d'études supérieures techniques a fait ressortir la nécessité d'un enseignement à plein temps la dernière année. L'Etat verse une indemnité compensatrice à ceux qui y souscrivent.

l'ouvrier pressé de sortir de sa relative ignorance ou de se reconverter, le littéraire éprouvant le besoin d'acquiescer une base scientifique ou le scientifique en quête d'une culture générale, on croise ici les utilisateurs les plus divers.

UN ENSEIGNEMENT SUR LE TAS

Si profitable se soit révélée la formation ainsi fournie à des isolés, il est apparu très vite aux responsables du C.U.C.E.S. qu'elle avait ses limites : hors du Centre, en effet, rendus à la vie quotidienne, les adultes ne trouvaient pas toujours à y mettre à profit ce qu'ils avaient appris (résistance du milieu, réactivation des habitudes anciennes, décalage entre l'ancienne fonction et les connaissances nouvellement acquises) ; d'autre part, l'efficacité de l'enseignement lui-même se trouvait en partie compromise dans la mesure où les groupes de travail constitués réunissaient des gens qui n'avaient pas les mêmes préoccupations et réagissaient donc de façon souvent inattendue au programme qui leur était proposé, ne fût-ce, parfois, que pour des questions de vocabulaire. C'est alors que s'est ébauchée, parallèlement à l'ancienne, une nouvelle forme d'éducation, collective cette fois, destinée à des groupements exprimant des besoins et des motivations identiques. Le C.U.C.E.S. sortait de ses murs pour aller s'implanter sur le tas ! Il l'a fait ou le fait encore actuellement dans une grande usine de construction automobile, dans un organisme commercial marocain, dans un groupe de cimenteries, dans les hôpitaux parisiens de l'Assistance publique par exemple, répondant en cela au désir manifesté par la direction de voir assurer le perfectionnement de telle ou telle catégorie professionnelle.

Il s'est alors produit l'inévitable : à l'intérieur du cadre offert, l'action amorcée n'a pas tardé à faire tache d'huile.

Prenons l'exemple d'une entreprise de 25 000 personnes où le C.U.C.E.S. a eu à travailler il y a quelques années : on lui avait demandé, à l'origine, d'assurer la formation de 25 ingénieurs capables de mettre sur pied, à leur tour, la formation de chefs d'équipe. La formation des chefs d'équipe a déclenché une forte motivation à la formation des contremaîtres et des chefs d'atelier. La hiérarchie supérieure n'a pas tardé à éprouver le besoin de se réunir en séminaires pour réfléchir sur le problème et pour se donner un programme d'autoformation... Il y a eu, pour répondre à la démultiplication de la demande, démultiplication spontanée de l'enseignement fourni.

Selon le même principe, mais à des fins différentes, hors de structures hiérarchiques données, en l'occurrence, le C.U.C.E.S. a également commencé, sur la proposition du représentant d'une organisation syndicale ouvrière, une action de formation générale destinée à élever le niveau de connaissance et les possibilités d'adaptation des mineurs de fer de la région de Briey, en Meurthe-et-Moselle. L'expérience est en cours et paraît devoir donner des résultats satisfaisants puisque 480 mineurs — qui deviendront eux-mêmes, peu ou prou, des multiplicateurs du savoir acquis — se sont inscrits sur les 3 000 que compte la région concernée. Une expérience semblable est amorcée aussi dans la région de Saint-Dié, dans les Vosges.

FORMATION RAPIDE ET MASSIVE

La fonction crée l'outil. Le stade empirique étant dépassé, le C.U.C.E.S. a vu surgir la nécessité de déléguer à un autre organisme deux pôles essentiels de son activité : celui qui concerne la recherche d'une pédagogie spécifique du monde adulte d'une part ; celui qui intéresse, d'autre part, la formation des formateurs

(membres du corps enseignant, cadres de l'administration, de l'industrie et de divers secteurs économiques, capables de devenir d'excellents facteurs de démultiplication de la formation en un temps limité). Deux axes essentiels de l'éducation permanente en somme, dont il est apparu à ceux qui furent, à Nancy, parmi ses rares pionniers, qu'elle ne pouvait, en aucun cas, se surajouter à des formes préalablement existantes, mais demandait à se tracer une voie neuve en prenant appui sur le travail quotidien pour déboucher sur la culture, en utilisant l'expérience vécue pour élargir le champ des techniques, des connaissances et des conduites, en gardant toujours pour impératif d'ouvrir la vision de manière à mieux permettre à chacun de s'adapter à toute transformation. Le programme entrevu dépassait nettement la mission d'un organisme strictement régional.

C'est alors que s'est ouvert, en 1963, un Institut national de formation des adultes, toujours installé à Nancy, dans des locaux qui lui sont propres, mais à la différence du C.U.C.E.S., directement placé sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale.

Pour situer le rôle déterminant que l'I.N.F.A. peut être appelé à jouer dans l'ensemble des secteurs de l'activité française (éducation nationale, administrations financières, économiques, sociales, etc...), il faut savoir que c'est à lui que vient d'être confiée la formation des instituteurs chargés de l'enseignement terminal pratique (enfants de 14 à 16 ans) auxquels il est bien entendu qu'on ne saurait proposer des programmes dont les méthodes et le contenu seraient une simple répétition de ce qui leur avait été appris déjà.

Selon le principe de démultiplication utilisé par ailleurs, l'I.N.F.A. se propose de former en trois ans quelque 15 000 maîtres à cette tâche, tout en essayant

de déterminer le contenu de l'enseignement à donner. Il appartiendra ensuite à d'autres services de l'Éducation nationale (Centres académiques, par exemple) de venir prendre le relais...

Bien que le directeur du C.U.C.E.S. et de l'I.N.F.A. — qui doit à sa formation scientifique de savoir observer en toute chose une nécessaire prudence — insiste sur le caractère purement expérimental de ce qui s'élabore sous sa direction, on a déjà compris l'extrême importance des instruments éducatifs qu'il détient. Est-ce à dire que l'initiative ne rencontre aucune réticence ? Certes non. Nous sommes loin, ici, de l'enseignement traditionnel, des structures traditionnelles de l'autorité traditionnelle même, parfois : cela ne va pas sans émouvoir une fraction du monde universitaire. D'autre part, le C.U.C.E.S. ne travaille-t-il pas, à l'occasion, à la demande des chefs d'entreprise ? Cela suffit à ce que certains syndicalistes en prennent ombrage. Mais ne répond-il pas aussi, dans le même temps, à la demande des organisations syndicales ? C'est alors du côté des chefs d'entreprise qu'on s'interroge. Enfin le terrain sur lequel s'exerce M. Schwartz et ses collaborateurs est encore trop en friche pour ne pas engendrer mêlés aux certitudes, des doutes, quelques échecs parfois, une incessante remise en question, en tout cas, des méthodes esquissées. Rien que de très normal, au fond, dans le cas d'une aventure aussi neuve, dont le temps pourra, seul, faire qu'elle s'insinue dans les rouages quotidiens... si tel doit être son destin. Du moins a-t-elle déjà le mérite de se présenter sous le signe d'une réelle tentative de synthèse des besoins inhérents à l'individu et à la société dans laquelle il évolue, d'engager courageusement la bataille des techniques modernes et rivalisant de vitesse avec elles. Cela suffit à beaucoup de ses observateurs pour lui souhaiter bonne chance.

Yolande Thiriet

(Annexes) 234

SAMEDI 5 MARS 1971

EST REPUBLICAIN

CHRONIQUE SYNDICALE

C.U.C.E.S. : FIN DE LA GREVE

Après une nuit entière de difficiles négociations, les grévistes du C.U.C.E.S. ont décidé, hier matin, de reprendre le travail, après avoir ratifié le projet d'accord intervenu.

Certes, les grévistes qui, depuis mardi, avaient déclenché leur mouvement, n'ont pas obtenu gain de cause sur tous les points — notamment sur le paiement des jours de grève. Mais une notable partie de leurs revendications (salaires, rattrapage, promotions, embauche, garantie d'emploi), a été prise en considération et des améliorations sont prévisibles pour les diverses catégories en cause.

Pour en arriver là, outre le soutien reçu du S.N.E.S., du S.N.E.S.U.P., de l'I.N.F.A., de l'A.F.P.A., des formateurs détachés et auditeurs dûment informés sur place, les deux sections syndicales (C.G.T.-C.F.D.T.), qui faisaient front commun dans l'action, avaient dû faire appel au renfort concret de leurs centrales. En effet, jeudi en fin

d'après-midi, les discussions semblaient revenues au point mort.

C'est alors que les organisations syndicales en cause, (notamment les syndicats des houillères et des mineurs de fer), faisaient savoir que si une issue n'était pas trouvée à la crise, elles se retireraient de toutes leurs représentations dans les diverses instances centrales ou extérieures du C.U.C.E.S., à savoir le conseil d'administration et les sous-comités. Une telle menace eût privé l'A.C.U.C.E.S. d'interlocuteurs qui, statutairement et par vocation, lui sont évidemment précieux... C'est alors qu'à 22 h. 45 reprenaient des négociations qui se prolongèrent jusqu'à l'aube.

Les syndicats ont exigé que des garanties soient inscrites dans le projet d'accord pour éviter toute « répression » pour fait de grève.

Reste que nombre de problèmes se posent encore et vont être étudiés par les partenaires

sociaux : il s'agit des structures de l'institution, de son proche avenir, de la nature de sa direction, de ses axes d'orientation.

Partie de la base sans pression des appareils syndicaux, fondée sur des revendications purement matérielles à l'origine, la grève du C.U.C.E.S. aura ainsi débouché sur une réflexion plus large qui peut devenir bénéfique dans un établissement où l'on n'ignore pas les valeurs de l'expérience et de la pratique.

EST

actualités

Grève au CUCES : un délégué du personnel victime d'une syncope pendant les négociations

NANCY. — Les difficiles pourparlers direction-syndicats qui ont abouti hier à l'aube à mettre fin à la grève entreprise depuis mardi au CUCES, ont duré toute la nuit, mettant les négociateurs à rude épreuve. Deux des jeunes femmes qui participaient aux séances, ont été prises de légers malaises. Pour l'un des représentants du personnel, ce fut plus grave puisque c'est une syncope qui le terrassait soudainement en fin de séance. L'établissement ne disposant d'aucun moyen de secours, pas même une trousse d'urgence, il fut fait appel à un médecin qui administra une piqûre pour ranimer le délégué. Celui-ci rentra ensuite chez lui pour prendre un nécessaire repos.

Essai de reconstitution de l'effectif cadre du CUCES sur la période 1960-1969

*(Article réalisé à la demande de Lucie TANGUY en décembre 1997
pour la période 1960-1967 et complété par la suite jusqu'à 1969.)*

La méthodologie de recherche a été mise en œuvre à partir de deux sources d'informations complémentaires :

- les écrits d'époque : consultation d'archives et de documents pédagogiques produits par ces institutions
- le récit des acteurs : entretiens auprès de quarante cinq personnes, anciens cadres de l'INFA ou du CUCES, ou encore personnalités extérieures en tant que témoins privilégiés

En ce qui concerne les archives, étant donné l'histoire chaotique de ces institutions qui a conduit à la perte ou à la destruction de dossiers entiers et du fait que l'archivage n'a été organisé en aucun lieu, ni au CUCES actuel ni dans une autre institution, le premier travail a consisté à reconstituer un fonds d'archives éparpillé et de retrouver le plus de documents possibles produits dans les années du champ de recherche. Les archives publiques nationales et départementales ont été explorées, mais il a surtout été fait appel aux archives privées, institutionnelles pour une très faible part et, pour la plus grande part, personnelles, en demandant aux anciens cadres du Complexe de nous prêter les documents encore en leur possession.

La multiplicité et la spécificité des sources d'archives rendent le fonds très peu uniforme selon les périodes et selon les domaines couverts. C'est ainsi que les archives comptables et celles touchant aux questions de la gestion du personnel sont très fortement sous-représentées dans le corpus. Aucun registre d'entrée et de sortie du personnel n'a pu être consulté¹, pas plus que des doubles de bulletins de salaire, ni même aucun récapitulatif de charges sociales patronales. Une demande d'autorisation de consultation des archives de la caisse de retraite du CUCES a été faite. Elle nous a été refusée en vertu du respect des textes protégeant le secret des informations relatives aux

¹ Il est d'ailleurs probable qu'un tel registre n'existait pas du moins dans les premières années de notre période d'étude

situations familiales, sociales ou médicales, qui portent à 120 ans à compter de la date de naissance, le délai au-delà duquel les dossiers de personnels peuvent être consultés.

Le travail qui suit s'appuie donc essentiellement sur une reconstitution à partir des informations recueillies par entretien, recoupées avec des informations plus formelles recueillies à travers des comptes rendus de réunion ou grâce aux organigrammes que nous avons pu retrouver. Pour le CUCES, ces derniers sont au nombre de trois :

- « *les collaborateurs du CUCES* », liste établie au tout début de 1964, figurant dans le compte rendu d'activité du CUCES élaboré à l'occasion du CA du 13 février 1964
- « *répartition des effectifs d'encadrement selon groupes Actions et Fonctions, état au 17 septembre 1966* », figurant en annexe d'une note de 40 pages sur les structures du CUCES du 10 septembre 1966
- « *organigramme du CUCES à partir du 15 octobre 1967* », figurant en annexe d'un document interne de 8 pages du 10 octobre 1967, définissant les objectifs généraux et les règles de fonctionnement du CUCES

Le travail a été complété, pour les deux années qui suivent, par deux autres documents de statuts différents :

- une note aux adhérents CGT du CUCES et de l'INFA, invitant à une réunion de section et comportant la liste des destinataires, datée du 29 octobre 1968
- une note d'information aux permanents du CUCES sur les élections des membres de la délégation du personnel comportant les candidats des listes CGT et CFDT, signée de M. DESHONS et datée du 27 novembre 1969.

Une situation du personnel de l'ACUCES au 1^{er} septembre 1975 (donc hors période d'étude) apporte par ailleurs une confirmation des départs de cadres qui se sont produits au début des années 70.

La reconstitution de l'effectif du CUCES est encore compliquée par les formes institutionnelles imbriquées qui constituent cette entité. En effet, le CUCES, créé en 1954, n'a aucune existence juridique. Ce n'est qu'en mars 1957 que seront déposés les statuts de l'Association du CUCES, et en mars 1958 que paraîtra le décret instituant l'Institut de promotion supérieure du Travail du CUCES. Ces deux institutions, l'une de statut public, l'autre de statut privé, seront intentionnellement confondues sous le même sigle, CUCES, jusqu'en 1968. L'Institut CUCES compte très peu de permanents jusqu'en 1972, les cadres du CUCES sont donc presque tous salariés de l'ACUCES. Mais cette dernière affirmation doit elle-même être encore relativisée, car parmi les personnes travaillant pour le CUCES, une multiplicité d'autres statuts sont possibles : détachement de l'université, contrat de consultants, ou encore mise à disposition de personnel du CUCES à l'INFA ou de l'INFA au CUCES.

Les informations qui suivent ne possèdent pas toutes le même degré de fiabilité. Nous nous efforcerons autant que possible, par des commentaires sur les sources, de donner au lecteur les moyens de se forger son opinion quant à leur validité. Pour ce qui concerne les dates de recrutement, qui sont sans aucun doute les informations les moins sûres, nous avons choisi de faire des hypothèses plutôt que de laisser « en blanc » celles qui sont les plus douteuses. Dater même approximativement nous a semblé important pour donner à comprendre la dynamique générale de l'ensemble. Cet exercice a en effet pour but de refléter, par une entrée institutionnelle spécifique, à la fois l'évolution de cet organisme, et sa puissance formatrice productive de vocations. Il est patent que le CUCES est bien un creuset d'où « sortent » des personnalités qui contribueront par la suite à dessiner le champ de la formation des adultes en y prenant une part active et déterminante.

L'effectif du CUCES peut être schématiquement décrit à partir d'un découpage en quatre périodes entre 1957 et 1973.

La première période couvre les six premières années d'activité, de 1954 à 1960. « L'équipe » du CUCES n'est alors constituée que de deux personnes : Michel DESHONS, recruté en 1955 en tant que secrétaire général et une secrétaire, Mlle LAFOUGE. Ces deux personnes animent et coordonnent l'ensemble de l'activité qui se décompose alors essentiellement en deux grandes actions de formation : le perfectionnement des ingénieurs et cadres et le lancement (en 1956) de la promotion supérieure du travail. Petit à petit, ils s'adjoignent des collaborateurs administratifs, mais l'équipe ne semble jamais devoir dépasser le chiffre de 5 personnes. Le premier Universitaire à assurer la « direction »² du CUCES, M. RAY, est très vite remplacé, dès mai 1955, par P. OLMER, directeur de l'Ecole des Mines de Nancy. A son départ pour d'autres fonctions, c'est G. FRIEDEL, professeur à la faculté de droit de Nancy, qui le remplacera au CUCES d'octobre 1957 à décembre 1959.

Une des premières actions de B. SCHWARTZ à son arrivée en janvier 1960 va consister à étoffer cette équipe qu'il qualifie de « squelettique ». La seconde période sera donc caractérisée par une « première vague » de recrutements qui se feront essentiellement par cooptation et en grande partie (mais pas seulement) à partir du vivier que constitue les anciens élèves de B. SCHWARTZ à l'Ecole des Mines. Notons que ce premier recrutement est le fait d'un petit noyau composé de B. SCHWARTZ, M. DESHONS, J. J. SCHEFFKNECHT, qui enseigne l'anglais à l'Ecole des Mines et pour lequel B. SCHWARTZ décroche un contrat de chargé d'études au CUCES dès 1961 et de

² Le titre exact est en fait « Président du Comité de direction »

G. LAJOINIE, consultant de la COFROR à l'Ecole des Mines et au CUCES depuis déjà quelques années. De cette première vague de recrutement sont issus les futurs chefs d'équipe. De 1962 à 1967, ils vont développer l'action du CUCES dans de nombreuses directions. C'est durant cette période que sont initiées la quasi-totalité des expérimentations. C'est la période de grande innovation, celle que nous nommons « l'âge d'or » du CUCES. C'est également la période où la collaboration entre CUCES et INFA³ sera la plus productive.

La troisième période de notre découpage commence en 1967, avec un formidable effort de recrutement qui vise à faire face à une demande de plus en plus importante. L'effectif du CUCES double en quelques mois. Cette brutale expansion aura pour principale conséquence d'obliger l'organisme à revoir son organisation. Fragilisé par sa croissance exponentielle immédiatement suivie des événements de mai 1968, le CUCES vit au cours de ces années une profonde remise en question de son projet, de ses financements et de ses structures institutionnelles.

La quatrième et dernière période étudiée (1970-1973) est celle du démantèlement du Complexe en trois institutions distinctes : CPST-PIC (ex-Institut CUCES) ; ACUCES qui reprend progressivement son sigle⁴ ; et l'INFA qui « s'autonomise » du CUCES principalement avec le changement de direction et l'établissement de son antenne parisienne. En ce qui concerne les effectifs, c'est une période tumultueuse. Les « prêts » de personnels entre les trois institutions s'arrêtent progressivement. Peu de recrutements nouveaux sont réalisés. On assiste au contraire à une véritable hémorragie de permanents. C'est le début de la grande « diaspora ». En 1973, l'ACUCES a déjà perdu 11% de ses cadres.

Ce mouvement continuera encore un peu à l'ACUCES dans les années qui vont suivre⁵, tandis qu'au CUCES-universités (ex-institut, ex-CPST-PIC) il faudra au contraire constituer une équipe jusqu'alors quasi inexistante. Pour ce qui concerne l'INFA enfin, tous les chercheurs seront reclassés dans d'autres institutions à la suppression de l'Institut national en mars 1973.

³ B. SCHWARTZ prend la direction de l'INFA en 1963 et quitte celle de l'Ecole des Mines en 1965. Les textes officiels créant l'INFA datent bien de 1963, mais l'institut ne devient réellement opérationnel qu'à la fin de 1965 (en octobre 1965 paraissent les textes sur le statut du personnel) voire même début 1966, au moment où l'INFA intègre ses propres locaux.

⁴ Le « A » de ACUCES réapparaît sur le papier à en-tête et sur les documents publicitaires à la mi-72.

⁵ Rappelons pour mémoire que l'ACUCES dépose son bilan en 1981 et que l'ensemble du personnel sera licencié en février 1982

Les tableaux qui suivent concernent une tentative de reconstitution de l'effectif des cadres⁶ du CUCES (et non de l'INFA) présents sur la période 1960-1969 pour laquelle nous possédons les informations les plus complètes. Le personnel administratif n'y figure pas pour la simple raison que les informations les concernant n'ont pu être recueillies en nombre suffisant. Etant donné les contraintes de la reconstitution, la liste figurant dans ces tableaux ne peut en aucun cas être considérée comme exhaustive.

Un classement suivant l'ordre alphabétique a été choisi malgré son faible intérêt. Un classement chronologique aurait été bien plus satisfaisant, mais du fait du manque de fiabilité de certaines dates, il aurait été trop aléatoire.

Quelques signes ou repères :

- les noms suivis d'un astérisque sont ceux des personnes interviewées ; pour celles-ci, la date d'entrée figurant sur le tableau est celle qu'elles nous ont fournie ; le double astérisque signifie qu'un bref contact (le plus souvent téléphonique) a bien eu lieu, mais pas une réelle interview
- (o64) signifie que la personne en question figure dans l'organigramme de l'année indiquée
- (RA) signifie que la personne en question est signalée comme responsable d'action dans l'organigramme de 1966
- (ED) signifie que la personne est signalée comme faisant partie de l'équipe de direction dans l'organigramme de 1966
- (INR) information non vérifiée auprès de la personne en question, qui résulte du croisement d'informations issues de plusieurs entretiens mais non recoupée avec celles de documents.

Sigles utilisés :

- AP Intervention à l'Assistance Publique (resp. G. DENIS)
- OCP Office Chérifien des Phosphates (A. BERCOVITZ)
- SNS Société Nationale de Sidérurgie – Algérie (J.J. SCHEFFKNECHT)
- PST Promotion supérieure du travail (cours du soir : BOUSCARLE, puis HUMBERTJEAN, puis VIALLET)
- TP Temps Plein PST (M. DESHONS, puis F. VIALLET)
- SU Système des Unités de Nancy (> 1967) (G. EGG)
- HBL Houillères du Bassin Lorrain, action collective (P. CASPAR)
- GIRED Groupe d'intervention et de recherche pour l'éducation liée au développement (J.-J. S)
- GPS Groupe de psychosociologie (A. BERCOVITZ)
- SOC Service d'orientation et de conseil (> 1967) (G. EGG)
- AC Briey Action collective du Bassin de Briey (A. ELIE)

⁶ Est cadre au CUCES toute personne qui n'est pas « secrétaire ». Ces deux catégories sont les seules répertoriées.

Nom	Date d'entrée	Parcours précédent	Fonctions au CUCES	Par la suite
ALBANI (o67)	1967		Equipe AC Briey	
ALLOUCH (o66/67)	1966		Equipe AP	
ALVAREZ (o67)	1967		Equipe HBL	
ANTOINE Pierre (o64)	1956	Professeur à l'Ecole Nationale Professionnelle de Nancy	Il assure la liaison entre les différents enseignants et entre les enseignants et les élèves de la promotion du travail naissante. Puis il participe aux services généraux du CUCES	Il rejoindra l'INFA à sa création officielle où il développera, secondé par la suite par P. HIGELE, les études et la formation dans le domaine de l'enseignement programmé.
ATTAL (o67)	1967		Equipe AP	
BALCON Roger	1968		Equipe GIRED	Rejoint A. BERCOVITZ à l'ACUCES Paris. Actuellement à la Chambre de Commerce de Nantes.
BARBARY Gérard* (o66/67) (RA)	1964	Enseignant, puis s'occupe de formation dans un organisme patronal pendant deux ans	Entre dans l'équipe d'ELIE (enquêtes Briey), puis anime un séminaire pour instituteurs itinérants, puis il est détaché à l'INFA pour la formation des maîtres du cycle terminal pratique. G. MALGLAIVE (INFA) l'y succédera. Puis il reprend la direction, à la suite de P. CASPAR, de l'équipe HBL et seconde M. DESHONS	Il prend la direction de l'ACUCES de 1973 à 1976. Il entre ensuite à l'AFPA où il devient directeur de la formation jusqu'à sa retraite.
BASTIEN (o66/67)	1966		Equipe AC Briey et cours du soir PST	
BERCOVITZ Alain* (o64/66/67) (RA)	1961 ⁷	Divers métiers et reprise d'études en cours du soir au CNAM. Entre à la COFROR où il fait des études de marché, du recrutement et du conseil en organisation du travail avec G. LAJOINIE	Travaille à une « méthode d'analyse des besoins » avec G. DENIS, puis responsable de l'intervention à l'OCP (Maroc), puis chargé de créer l'AUREFA de Nantes. Il crée le GPS en 1969	Il crée l'antenne ACUCES à Paris en 1972 et la dirige jusqu'en 1976. Il quitte l'ACUCES et entre à l'IFACE où il forme des formateurs de formateurs jusqu'en janvier 1996. Par ailleurs, consultant indépendant.

⁷ D'abord comme consultant de la COFROR, puis sous contrat à l'ACUCES

BOLO Paule* (o66/67)	1966	Missions de formation et de développement au Maroc et en Algérie pendant 8 ans.	Elle seconde A. ELIE pendant deux ans puis est détachée à l'INFA pour créer, avec G. PALMADE, la revue <i>Education permanente</i>	Quitte le CUCES en 1970 et entre au CNIPE où elle reste jusqu'en 1975. Rejoint l'ADEP et entre à l'UAP en 1986. Elle y reste jusqu'à sa retraite.
BOURBONNAUD (o67)	1967		Département ingénieurs et cadres	
BOUSCARLE (o64)	1963-64	Polytechnicien	Il est chargé de la coordination des cours du soir	Il restera très peu de temps au CUCES ⁸
CAMBOIS X. (o66/67)	1966		Cours du soir PST et Cycle Maîtrise	
CANALS Pierre**	1968		SU Nancy	
CARTON de GRAMMONT Bernard	1968 ⁹		SU Nancy	
CASPAR Pierre* (o64/66/67) (RA)	1963	Elève à l'Ecole des Mines, puis Master de mathématiques aux USA	D'abord avec G. EGG sur le perfectionnement des cadres, il démarre l'action aux Ciments Lafarge, constitue une équipe et y travaille jusqu'en 1968. Il prend ensuite la responsabilité de l'action collective de Merlebach (HBL)	Rejoint la délégation de VATIER (à TP) et F. VIALLET qu'il aide à créer Quatemaire Education. Il y reste jusqu'en 1981. En parallèle, deux missions dans des cabinets ministériels. Puis il entre au CNAM, à la chaire de formation des adultes dont il devient le directeur
CHAMPEL (Mlle) (o64)	1964		Recrutée en même temps que Claude DEBON, elle intègre le service d'études du CUCES	Elle rejoindra l'INFA à sa création.
CHARRIAUX Jean-Marie** (o66/67)	1964 (fin)	Ingénieur de formation puis thèse. Il exerce dans les houillères de la région d'Alès.	Entre dans le service d'études du CUCES, travaille à l'étude sur la reconversion, puis intervient à la SNS. En 1972-73, il rejoint le SU de Nancy	
CIPOIRE Marianne (INR)	1969		SOC	
CLEMENCIN Michel** (o66/67)	1965		Département Ingénieurs et cadres.	Il rejoint le CPST-PIC où il reste jusqu'en 1982. Actuellement à l'AFPA de Nancy
COMMERLATTI M.	1968			

⁸ Mentionné dans l'organigramme de 1964, il ne figure plus dans celui de 1966

⁹ Présent en 1969, information recoupée avec une note de M. DESHONS du 27 novembre 1969

(INR)				
COPEAUX (o67)	1967		Equipe HBL	
COUPECHOUX D. (INR)	1968			
CROGUENNOC Ronan*	1968	Formation psychosociale à Rennes avec M. PAGES (participe au T.Group de la Baleine) puis travaille sur une étude de reconversion de jeunes d'origine rurale. Effectue son service militaire en coopération à Tunis avec R. BALCON	GIRED, chantier de formation de formateurs du CITAM	Rejoint A. BERCOVITZ à l'ACUCES Paris. Actuellement responsable de formation à l'AFPOLS (HLM).
DE ANGELI Gérard (o67)	1967		Equipe GIRED et PST	
DE CHASSEY Francis (INR)	1969		Ingénieurs et cadres. Il rejoint le CPST-PIC	
DEBON-THESMAR Claude* (o64)	1964	Etudiante en psychologie à Grenoble et à la Sorbonne	Entre dans le service d'études du CUCES où elle mène l'une des toutes premières études sur les raisons des abandons en cours du soir.	Dès octobre 1965, elle rejoint l'INFA. Elle y reste jusqu'en 1972. Là, elle rejoint le CESI puis entre au CNAM où elle enseigne à la Chaire de formation des adultes.
DECOMPS Jean (INR)	1968-69	Elève à l'Ecole des Mines	SU Nancy	
DELAHOUSSE (o67)	1967		Equipe GIRED	
DENIS Gisèle* (o64/66/67) (RA)	1961 ¹⁰	Sélection de cadres et job évaluation à la COFROR, puis réalise une étude sur le Centre Interentreprises de Formation (futur CESI)	Travaille avec A. BERCOVITZ à la méthode d'analyse des besoins en formation en 1961, puis est chargée des premières enquêtes à Peugeot, elle prend ensuite la responsabilité de l'intervention à l'Assistance Publique	Quitte le CUCES à la fin de l'intervention à l'Assistance Publique et rejoint le CEREQ où elle restera jusqu'à sa retraite.

¹⁰ D'abord comme consultante de la COFROR puis sous contrat à l'ACUCES

DESHONS Michel* (o64/66/67) (RA) (ED)	1955	Divers emplois juridiques à Paris et à Tunis après une thèse de droit à la faculté de Montpellier	Délégué général du CUCES Dans les premières années, il coordonne le perfectionnement des cadres, il s'investira par la suite sur l'année à temps plein, puis ne se consacrera plus qu'aux tâches de direction	Il quitte le CUCES en janvier 1973. Pendant les trois premières années il travaille dans deux entreprises comme directeur des ressources humaines, puis il entre en 1973 à BSN comme responsable de formation. Il prend une préretraite en 1983.
DIDELIN Jean- Pierre (o64/66/67) (RA)	1961/62		Responsable du cycle maîtrise	Il figure encore dans le listing du personnel de 1975
DOUELLOU (o66)	1965-66		Ciments Lafarge (P. CASPAR)	
DUPONT (o67)	1967		Equipe Briey	
EGG Georges* (o64/66/67) (RA)	1962	Ingénieur en poste pendant 7 ans dans l'industrie sidérurgique de l'Est et en parallèle, assistant à l'Ecole des Mines	Il prend la direction du perfectionnement des ingénieurs et cadres, puis en 1968 devient le responsable de l'équipe Nancy et du système d'unités.	Il quitte l'ACUCES début 1974. Il entre comme conseiller pédagogique au groupe BSN et y crée une direction de l'organisation et de la formation. A partir de 1985, il crée deux cabinets de consultants, le SOF (SA d'audits sociaux et d'organisation) et un cabinet libéral.
ELIE Alain* (o64/66/67) (RA)	1963	Etudiant à l'Ecole des Mines de Nancy	Pendant quelques mois à mi-temps comme assistant à l'Ecole des Mines et à mi-temps au CUCES. Il est chargé d'une formation d'ouvriers d'entretien en lien avec l'AFPA, il accompagne G. LAJOINIE sur le terrain du bassin de Briey puis met en place le dispositif de l'action collective.	A partir de 1970 à temps partiel puis en 1971 entièrement, il est détaché au Ministère de l'Education nationale pour travailler au projet détendre les Unités Capitalisables à l'enseignement technique. Il travaille ensuite, toujours au Ministère, sur plusieurs autres dossiers (référentiel de compétences, contrôle continu, etc.)
ESPAGNAC (Mlle) (o67)	1967		Equipe AP	
FAVROT Geneviève (INR)	1968		Rejoindra par la suite l'ACUCES Paris	
FLAMANT (Mme) (o67)	1967		Equipe AP	
GERBERT Alain**	1968		Equipe HBL	Quitte l'ACUCES en 1982.
GERMANOS Nofal	1968		GIRED	

Ghesquiere Jacques (o67)	1967		Equipe GIRED	
GODIN (o67)	1967		Equipe AP	
GOIN Albert (o66/67) (ED)	1965-66		Secrétaire général	Il sera remplacé par JANIN à son départ de l'ACUCES vers 1973.
GOUIN Isabelle*	1967	Diplômée de journalisme et éducatrice psychomotricienne	Chargée de l'orientation et du suivi des auditeurs au SOC (Service d'orientation et de conseil)	Quitte l'ACUCES en 1974. Après plusieurs métiers différents elle est aujourd'hui journaliste à Bayard Presse
GRIFFATON Christian*	1969 ¹¹	Etudiant à la faculté de Nancy, il est recruté comme vacataire à l'INFA en 1966	Il entre dans l'équipe AC Briey	Il démissionne du CUCES en 1970
GUIGOU Jacques (o67)	1967		Equipe GIRED	Université d'Aix-Marseille.
HAUTENAUVE Michel* (o66/67) (RA)	1964-65	Licence en sciences économiques	Il entre dans le service d'études du CUCES où il participe à plusieurs études. Puis il est chargé de monter le service audio-visuel du CUCES. A partir de 1970, il tente de commercialiser le « Télé-groupe »	Il reste à l'ACUCES jusqu'à la fin. Puis il travaille pour un cabinet d'audit et en free lance dans les domaines de la formation et de l'expertise financière.
HOF Daniel (o66/67)	1965-66	Etudes à HEC	Perfectionnement des ingénieurs et cadres, il est ensuite chargé de quelques missions provisoires.	Il quitte le CUCES dans les années 69-70.
HUMBERT (o64)	1962-63		Cycle maîtrise sous la responsabilité de DIDELIN	
HUMBERTJEAN Pierre* (o66/67) (RA)	1964 ¹²	Diplômé d'une école d'ingénieur de Nancy (autre que l'Ecole des Mines), il donne des cours du soir au CUCES et devient assistant à l'Ecole des Mines. En 1962, il part deux ans en coopération en Guinée.	Il a pour mission d'améliorer l'enseignement de la physique aux cours du soir. Il prend ensuite la responsabilité de l'action collective de Senones, puis celle des cours du soir. Il est l'un des rares cadres de l'Institut CUCES.	A la séparation du CUCES et de l'ACUCES, il rejoint l'ACUCES où il restera jusqu'à la fin. Il y sera chargé de l'exportation des formations vers l'étranger. Ensuite il rejoint l'INRS (Institut National de recherche sécurité) jusqu'en 1994.

¹¹ D'abord comme vacataire au CUCES pour une enquête sur la campagne d'information sur le bassin de Briey

¹² Mais dès 1957 en tant qu'enseignant vacataire aux cours du soir de la PST

JOBERT Guy*	1967	Professeur d'économie dans l'enseignement technique, il est nommé à Forbach. En parallèle, il intervient en formation d'adultes.	Il travaille sur le chantier des Forges de Strasbourg puis dans le groupe de psychosociologie sous la direction d'A. BERCOVITZ. Il est aux côtés de ce dernier sur le chantier AUREFA de Nantes.	Il quitte le CUCES en 1972 pour aller monter le département d'éducation permanente de l'université Paris-Dauphine. Il y devient enseignant ainsi qu'à Sciences po. Il dirige la Revue Education Permanente.
JOSSE R. (o64)	1962-63 ¹³	Professionnel de l'industrie, il a participé à la création du BASSEPI de Peuple et Culture	Responsable de l'Action agricole	Quitte le CUCES fin 1964, son départ entraîne l'arrêt de l'Action agricole.
KRAVETZ Marc (INR)	1968		GIRED, mission d'établir des « guides de lecture »	Licencié du CUCES en 1969. Journaliste à Libération.
LAJOINIE Guy* (o64)	1957 ¹⁴	Etudiant de philosophie à la Sorbonne, il suit également le séminaire de G. FREIDMANN. Il entre comme consultant à la COFROR où il introduit la sociologie industrielle.	Il participe aux négociations et aux premières enquêtes à Briey et à de nombreuses autres actions en tant que conseiller.	En 1967 il est remplacé au CUCES par R. SAINSAULIEU. Il continue sa carrière à la COFROR jusqu'en 1978. Il travaille alors à la création de l'ANACT au Ministère du Travail puis crée son propre cabinet de « développement social et organisation ».
LE BIHAN Hélène	1968		Equipe GIRED	
LE BOLLOCH (o67)	1967		Chercheur de l'INFA (psychopédagogie) détaché au service audio-visuel	
LEBRUN (Mlle) (o66/67)	1966		Equipe AP	
LEFEBVRE (o64)	1963-64		Intervention à l'OCP	
LEHR (o67)	1967		PST	

¹³ R. JOSSE est en fait consultant d'organismes agricoles et n'intervient que ponctuellement au CUCES à titre de consultant-intervenant.

¹⁴ En fait G. LAJOINIE n'entrera jamais au CUCES. Il y intervient en tant que Consultant extérieur détaché à temps partiel.

LESNE Marcel* (o64)	1962 ¹⁵	Responsable de l'enseignement franco-musulman au Maroc, puis il est nommé Inspecteur d'Académie à Alger où il prend la responsabilité du service des centres socio-éducatifs. Il est rapatrié en France en 1962.	Monte et dirige le service d'études du CUCES jusqu'à la création officielle de l'INFA en octobre 1965	Il devient responsable de l'équipe sociologie des adultes de l'INFA. Puis directeur adjoint du CNAM en 1966. En 1970, il prend la direction de l'INFA à la suite de B. SCHWARTZ. Il en démissionne un an plus tard. Il réintègre le CNAM sur un poste de professeur. Il y monte la chaire de formation des adultes puis le C2F.
LOUBIERE (INR)	1968 ou après		Equipe HBL	
MARCHIO René (o67)	1967		Equipe HBL	
MEIGNANT Alain* (o66/67)	1966 ¹⁶	Etudiant en psychologie et sociologie à Nancy, il est recruté pour faire des vacations à l'INFA	Il participe à la grosse étude sur la reconversion, puis il est recruté par A. BERCOVITZ. Il est le premier salarié du Groupe de psychosociologie. Puis il part en coopération en Algérie où il travaille avec J.-J. SCHEFFKNECHT. Il reprendra la direction du GIRED, puis celle de l'ACUCES Paris en 1976.	Il quitte l'ACUCES en 1980. Il entre à Entreprise & Personnel où il crée un département formation. Il y reste 8 ans. Ensuite il entre à la SOLLAC où il monte la formation interne. Puis rejoint en 1994 le groupe Quaternaire où il prend la direction de Quaternaire-Education.
MIGNE Jean*	1962	A l'issue de ses études, il est pendant deux ans chargé d'études au Ministère du travail au service des conseils professionnels et travail	Il mène un travail complémentaire au CUCES auprès de ceux qui ont des difficultés aux cours du soir. Puis il participe à différentes études	Il rejoint l'INFA dès sa création officielle et y reste jusqu'à la fin en 1973. Il monte avec R. VOROBIEFF la mission de formation continue de l'université de Nancy 2, puis rejoint l'IUT où il est enseignant au département information-communication.
MIHE Gisèle (INR)	1969		HBL	
MIROGLIO Jacques (INR)	1968		AC Briey	

¹⁵ D'abord à temps complet au CUCES, il opte dès l'année suivante pour un poste à la faculté de Nancy

¹⁶ Il est en fait recruté d'abord à l'INFA sur un contrat d'un an, puis il rejoint l'ACUCES

MONTLIBERT (de) Christian * (o64)	1963	En parallèle à ses études, il entreprend pour R. PAGES une bibliographie sur l'éducation permanente.	Entre dans le service d'études du CUCES où il entreprend une étude sur les élèves des IPST.	Dès octobre 1965, il rejoint l'INFA où il travaille avec M. LESNE sur la construction d'une sociologie de la formation des adultes. En 1973, il rejoint l'université de Strasbourg.
MOULTON R. (INR)	1968			
NOUGUIER J. (o66/67)	1966		Equipe AC Briey et cours du soir PST	
PAGEL Anne-Marie** (o67)	1967		Equipe HBL, premiers entretiens sur le terrain, puis AC	
PAPAMALAMIS (o67)	1967		Equipe AC Briey	
PECHENART J. Marie* (o66/67) (ED)	1966 (début)	Professeur de lettres classiques, il est reçu au concours de l'ENA. Il devient en 1994 rapporteur d'une commission de la Délégation générale à la promotion sociale	Sa première mission consiste à étudier et à monter une formation générale au sein de la promotion sociale. Il est également chargé du lancement et de l'administration de l'INFA en attendant la nomination de l'administrateur général. Il devient le correspondant du CUCES en Allemagne et en Yougoslavie. A la suite de P. CASPAR il prend la responsabilité du Groupe d'intervention dans les organisations. Il participe à la direction du CUCES à partir de septembre 1966	Il quitte l'ACUCES en 1973. Il rejoint la Caisse des dépôts et Consignations où il monte la formation et le développement social. Il y reste jusqu'en 1986. Sur la demande de F. VIALLET, il reprend alors Quaternaire. Il y reste jusqu'à sa retraite.
PICARD (o67)	1967		PST	
PINEAU Gaston (INR)	1969 ¹⁷		SU	Université de Tours
POIMBOEUF Jean-Claude*	1969	Elève INSA de Lyon, puis coopération en Algérie	Responsable des unités de mathématiques sous la responsabilité de J. DESCOMPS	A l'ACUCES jusqu'en 1982, puis repris par le CUCES-Université. Ensuite enseignant à l'INSA de Lyon. Depuis janvier 97, il a rejoint Ingénieurs 2000
ROUX-MARCHAND Wilfried*	1968	Etudiant de sociologie à Nancy, puis coopération au Liban	Equipe GIRED	Il reste à l'ACUCES jusqu'en 1982 puis rejoint l'AFPA
SAMSON (Mlle) (o64/66)	1966		Cours du soir PST	

¹⁷ ou après ? (présent en 1972 selon nos sources)

SCHEFFKNECHT Jean-Joseph* (o64/66/67) (RA)	1961 ¹⁸	Enseigne l'Anglais à la faculté de Nancy et à l'Ecole des Mines	Il participe à la rédaction du texte de septembre 1961. Il pilote les chantiers à la SAP (Peugeot), initie celui de l'Assistance publique, puis dirige l'intervention à la Société nationale de sidérurgie d'Algérie. Il crée le GIREN en 1967.	Détaché au Ministère de l'Education Nationale à la délégation de VATIER, il contribue à la création des GRETA, puis il est Directeur technique de l'ADEP, puis travaille à Eurospace (formation par satellite au niveau européen. Il est aujourd'hui responsable de l'association « Ingénieur pour l'école ».
SCHEURER (Mlle) (o66/67)	1966		Equipe AP	
SCHINDLER (o67)	1967		Service audio-visuel	
SCHNAEBELE (o67)	1967		Equipe GIREN	
SIMONOT (o64/66/67)	1963-64		Equipe AP	
SZCZYCKI D. (o66/67)	1966		Equipe des cours du soir, il seconde également P. HUMBERTJEAN dans la vallée de Senones	
THIEBAULT A. (o67)	1967	Ancien auditeur de la PST du CUCES	Equipe AC Briey	Il reprendra la responsabilité de l'équipe de Briey au départ d'ELIE.
THOMASINI (Mlle) (o67)	1966		Equipe TP	
VIALLET François (o66/67) (RA)	1963-64	Elève à l'Ecole des Mines de Nancy, puis thèse aux Charbonnages de France	Responsable du temps plein à la PST, puis de l'ensemble des enseignements jusqu'à la réforme de la PST	Quitte le CUCES fin 1969 pour créer Quaternaire. Il en restera le directeur jusqu'à sa mort en 1986.
WOUTZ Francis (o66/67)	1967		Equipe HBL	Il prendra un temps la responsabilité de l'équipe HBL

¹⁸ D'abord détaché de l'université, puis sous contrat à l'ACUCES

Divers INFA

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 63-1031 du 14 octobre 1963 portant création d'un institut national pour la formation des adultes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 portant réforme de l'enseignement public, et notamment son article 41 ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est créé à Nancy un institut national pour la formation des adultes.

Art. 2. — L'institut national pour la formation des adultes est un établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est placé sous l'autorité du ministre de l'éducation nationale et rattaché à la direction de l'enseignement supérieur.

Art. 3. — L'institut national pour la formation des adultes a pour mission :

1° De réaliser des recherches pédagogiques en matière de formation des adultes et d'étudier les problèmes posés par l'éducation permanente ;

2° D'initier aux principes et aux méthodes de la pédagogie des adultes les membres du corps enseignant et les cadres des divers secteurs économiques qui sont ou peuvent être chargés de la formation des adultes.

Art. 4. — L'institut national pour la formation des adultes procède aux expériences et aux applications nécessaires à l'accomplissement des missions définies à l'article 3 ci-dessus.

Il organise des cours, conférences, colloques, sessions d'études, stages, voyages d'études et toutes formes d'enseignement intermittent ou à temps plein. Il attribue des bourses. Il édite des publications.

Il peut conclure des conventions d'enseignement et de recherche.

Art. 5. — Un décret fixera les conditions de fonctionnement administratif et financier de l'établissement.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 octobre 1963.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.

Décret n° 63-1032 du 14 octobre 1963 portant organisation administrative et financière de l'institut national pour la formation des adultes de Nancy.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 63-1031 du 14 octobre 1963 créant un institut national pour la formation des adultes ;

Vu le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements nationaux à caractère administratif, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Décrète :

Art. 1^{er}. — L'institut national pour la formation des adultes de Nancy est administré par un directeur assisté d'un conseil d'administration.

I. — Le conseil d'administration.

Art. 2. — Le conseil d'administration est composé comme suit :
Le ministre de l'éducation nationale ou son représentant, président.

Le directeur général de l'enseignement supérieur ou son représentant.

Le recteur de l'académie de Nancy.

Un représentant du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Un représentant du délégué général à la promotion sociale.

Un représentant du directeur général de l'organisation et des programmes scolaires.

Un représentant du directeur de l'institut pédagogique national.

Un représentant du commissariat général au plan et de chacun des ministères suivants : agriculture, armées, finances, industrie et travail.

Cinq personnalités désignées par le ministre de l'éducation nationale en raison de leur participation à l'activité économique ; parmi celles-ci figurent un représentant des organisations patronales, un représentant des associations d'ingénieurs et une personnalité choisie pour sa compétence et ses fonctions dans l'agriculture.

Cinq représentants des organisations syndicales de travailleurs, de cadres et d'enseignants, désignés par le ministre de l'éducation nationale.

Les doyens des cinq facultés de l'université de Nancy.

Cinq professeurs choisis par le ministre de l'éducation nationale et représentant les autres universités.

L'inspecteur principal de l'enseignement technique de l'académie de Nancy.

Le président de la région économique de Champagne et de Lorraine.

Le directeur de l'institut et le contrôleur financier assistent au conseil d'administration avec voix consultative.

Peut être appelée à siéger au conseil d'administration, dans les mêmes conditions, toute personne dont la présence serait jugée utile pour l'étude détaillée d'un point de l'ordre du jour.

Art. 3. — Les représentants des départements ministériels mentionnés à l'article 2 ci-dessus sont désignés par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition des ministres qu'ils représentent.

Les membres du conseil d'administration, autres que les membres de droit, sont désignés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable.

Lorsque le conseil d'administration a perdu un de ses membres par suite de décès, par démission ou pour toute autre cause, ou lorsqu'un membre cesse en cours de mandat d'exercer les fonctions en raison desquelles il a été nommé, il est pourvu à son remplacement dans un délai de trois mois. Le nouveau membre désigné reste en fonctions jusqu'à la date d'expiration normale du mandat de celui qu'il remplace.

Art. 4. — Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué par le ministre de l'éducation nationale ou à la demande de la moitié au moins des membres du conseil.

Art. 5. — Le conseil d'administration délibère sur :

Les questions qui sont de sa compétence aux termes des décrets susvisés des 10 décembre 1953 et 29 décembre 1962 ;

Les questions sur lesquelles il est consulté, et notamment sur les projets de décrets et d'arrêtés relatifs aux programmes d'enseignement, aux conditions d'admission, de scolarité et d'examen et aux titres et diplômes délivrés par l'institut avant que ces projets soient soumis au conseil de l'enseignement supérieur, ainsi que sur la nomination de certains personnels dans les conditions qui seront prévues par les textes correspondants ;

Son règlement intérieur ;

Le rapport que lui présente annuellement le directeur sur l'activité de l'établissement.

Art. 6. — Les délibérations du conseil d'administration sont approuvées par le ministre de l'éducation nationale dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances et des affaires économiques les délibérations portant sur le budget, le compte financier et les emprunts.

II. — Le directeur.

Art. 7. — Le directeur de l'institut national pour la formation des adultes est nommé par décret pris sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, pour une durée maximum de cinq ans renouvelable. Il est choisi soit parmi les professeurs titulaires ou anciens professeurs titulaires des facultés, soit parmi les

professeurs associés ou anciens professeurs associés de ces facultés, sur la double présentation du conseil d'administration de l'institut et du conseil de l'enseignement supérieur, chaque présentation devant comporter au moins deux noms. Toutefois, ces dernières conditions ne sont pas exigées pour la première nomination.

Art. 8. — Le directeur assure le fonctionnement de l'établissement soit en vertu des dispositions des décrets du 10 décembre 1953 et du 29 décembre 1962 susvisés et en application des délibérations du conseil d'administration, soit en vertu des pouvoirs propres qui lui sont conférés par le présent décret.

Il représente l'établissement en justice et dans les actes de la vie civile.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses dans les conditions prévues par le décret du 10 décembre 1953. Il nomme les personnels de l'institut, à l'exclusion de l'agent comptable.

III. — Régime financier.

Art. 9. — Les recettes de l'institut national pour la formation des adultes comprennent notamment :

Les subventions allouées par l'Etat et les collectivités et établissements publics pour le fonctionnement ainsi que pour le premier établissement et l'équipement ;

Les versements effectués par les collectivités et les établissements publics et par les organismes privés, pour l'organisation des stages, conférences, sessions et cycles d'études et pour l'exécution de travaux de recherche ;

Le produit de la vente des publications ;

Les dons et legs.

Art. 10. — Les dépenses de l'institut national pour la formation des adultes comprennent notamment :

Les frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement ;

Les frais d'organisation des stages, conférences, sessions et cycles d'études, d'exécution des travaux de recherche, d'élaboration et de diffusion des publications ;

Les versements aux organismes publics ou privés effectués en exécution des conventions prévues à l'article 15.

Art. 11. — L'institut national pour la formation des adultes est soumis au contrôle financier prévu par le décret du 25 octobre 1935.

Un contrôleur financier placé sous l'autorité du ministre des finances et des affaires économiques assure le contrôle financier de l'établissement ; ses attributions sont définies conjointement par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 12. — L'institut national pour la formation des adultes est soumis au régime financier et comptable défini par les articles 14 à 25 du décret du 10 décembre 1953 et 151 à 189 du décret du 29 décembre 1962, ainsi que par l'article 80 de la loi de finances pour 1963, 2^e partie (n° 63-156 du 23 février 1963), relatif à la responsabilité des comptables publics.

Art. 13. — L'agent comptable est nommé par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques. Il est mis fin à ses fonctions dans la même forme.

IV. — Dispositions diverses.

Art. 14. — Le fonctionnement de l'établissement est assuré sous l'autorité du directeur par des agents exerçant leurs fonctions à temps complet à l'institut national pour la formation des adultes, par des chargés de conférences rémunérés à l'heure ou à la vacation et par des collaborateurs occasionnels.

Art. 15. — Le directeur de l'institut national pour la formation des adultes est habilité à passer avec tous organismes utilisateurs publics ou privés des conventions d'enseignement ou de recherche. Ces conventions fixent l'objet du service à rendre et les conditions imposées aux organismes utilisateurs.

Dans les mêmes conditions, le directeur peut faire appel au concours d'organismes publics ou privés spécialisés et leur confier l'exécution de certaines tâches.

Ces dernières conventions réservent dans tous les cas à l'institut national la définition des objectifs et des programmes, l'agrément des collaborateurs techniques, la direction et le contrôle des travaux d'enseignement et de recherches.

Art. 16. — Le directeur de l'institut national pour la formation des adultes est habilité à passer avec les employeurs, au nom du ministre de l'éducation nationale, les conventions prévues par le décret n° 59-1389 du 10 décembre 1959.

Il accorde aux travailleurs, par délégation du ministre de l'éducation nationale, les indemnités compensatrices de perte de salaires prévues par le même décret, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'établissement et selon les modalités fixées par arrêté ministériel.

Art. 17. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 octobre 1963.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.

LISTE des MEMBRES du CONSEIL d'ADMINISTRATION de l'INFA

La composition du Conseil d'Administration de l'INFA a été fixée par décret n° 63-1032 du 14 Octobre 1963.

- Le Ministre de l'Education Nationale ou son représentant, Président,
- Le Directeur Général de l'Enseignement Supérieur ou son représentant,
- Le Recteur de l'Académie de Nancy,
- Au titre de représentant du Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports :
Mme BRESARD, Conseiller technique au Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports,
- Au titre de représentant du Délégué Général à la Promotion Sociale
M. BECHADE, Conseiller technique à la Délégation Générale à la Promotion Sociale,
- Au titre de représentant du Directeur Général de l'Organisation et des Programmes Scolaires :
M. VACHERET, Inspecteur Général de l'Instruction Publique,
- Au titre de représentant du Directeur de l'Institut Pédagogique National :
M. GAL,
- Au titre de représentant du Commissariat Général du plan d'équipement et de la productivité,
M. GRIMONPREZ, chargé de mission au Commissariat Général du plan d'équipement et de la productivité,
- Au titre de représentant du Ministère de l'Agriculture :
M. le Directeur Général de l'Enseignement et des Affaires Professionnelles et Sociales, ou son représentant,
- Au titre de représentant du Ministère des Armées :
Le Général d'armée GAMBIEZ, Directeur du Centre des Hautes Etudes Militaires,
- Au titre de représentant du Ministère des Finances :
M. le Directeur du Budget ou son représentant
- Au titre de représentant du Ministère de l'Industrie :
M. d'AVOUT, Inspecteur Général de l'Industrie et du Commerce

.../...

(Liste reprise à l'IST)

- Au titre de représentant du Ministère du Travail :
M. CHAZELLE, Directeur Général du Travail et de l'Emploi,
- Au titre de personnalités participant à l'activité économique :
M. BLOCH-LAINE, Directeur Général de la Caisse des Dépôts et
Consignations,
M. CONQUET, Directeur de l'Enseignement de la Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris représentant des Associations
d'Ingénieurs,
M. ESTRANGIN, Membre de l'Académie d'Agriculture de France,
M. GRANDPIERRE, Président d'Honneur de la C^o de Pont-à-Mousson
représentant des organisations patronales,
M. JANOT, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat,
- Au titre de représentants des organisations syndicales de travailleurs,
de cadres et d'enseignants :
M. LEBESCOND, représentant de la Confédération Française des
Travailleurs Chrétiens,
M. MARTIAL, représentant de la Fédération de l'Education Nationale,
M. PIERREJEAN, représentant de la Confédération Générale du Travail,
M. VILLENEUVE, représentant de la Confédération Générale du Travail,
(Force Ouvrière)
M. WIDEMANN, représentant de la Confédération Générale des Cadres,
- Les Doyens des cinq Facultés de l'Université de Nancy :
M. le Doyen de la Faculté des Lettres,
M. le Doyen de la Faculté des Sciences,
M. le Doyen de la Faculté de Droit,
M. le Doyen de la Faculté de Médecine,
M. le Doyen de la Faculté de Pharmacie,
- Au titre de professeurs représentant les autres Universités :
M. ELAIZOT, Professeur de Faculté des Sciences,
M. DAVID, Directeur du Centre de Formation Supérieure de l'Institut
des Sciences Sociales du Travail,
M. ESCARPIT, Professeur à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
de Bordeaux,
M. MIALARET, Professeur à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
de Caen,
M. STOETZEL, Professeur à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
de Paris,
- L'Inspecteur Principal de l'Enseignement Technique de l'Académie de Nancy,
- Le Président de la Région Economique de Champagne et de Lorraine.

Décret n° 65-850 du 1^{er} octobre 1965

(Premier ministre, Education nationale, Réforme administrative, Finances et Affaires économiques, Budget)

(Vu D. n° 63-1031 du 14-10-1963; D. n° 63-1032 du 14-10-1963;
D. n° 59-1348 du 23-11-1959)**Objet : Situation des personnels de l'Institut national pour la formation des adultes de Nancy.****TITRE I^{er}****Du directeur****ARTICLE PREMIER.** — L'emploi du directeur de l'Institut national pour la formation des adultes, qui est nommé conformément aux dis-

2270

B.O. n° 39 (28-10-65)

positions du décret n° 63-1032 du 14 octobre 1963 susvisé (1), est un emploi de contractuel comportant cinq échelons.

Ces échelons sont dotés des mêmes indices ou échelles de rémunération que ceux fixés pour les divers échelons du corps des professeurs de facultés des universités.

L'ancienneté exigée dans chaque échelon pour passer à l'échelon supérieur est la même que celle exigée pour l'avancement au choix des professeurs de facultés dans les différents échelons et classes de leur corps.

A la date de sa nomination, le directeur est nommé à un échelon comportant un traitement égal à celui qu'il perçoit dans son corps d'origine. Il conserve l'ancienneté acquise dans son ancien échelon.

Lorsque le directeur est professeur de l'une des facultés de l'Université de Nancy, il peut ne pas être placé en position de détachement sur l'emploi de contractuel. Dans ce cas, la rémunération qu'il perçoit en sa qualité de professeur de faculté est exclusive d'une autre rémunération principale en qualité de directeur de l'Institut national pour la formation des adultes.

TITRE II**Du personnel assurant l'enseignement supérieur****ART. 2.** — L'enseignement supérieur est dispensé à l'Institut national pour la formation des adultes par :Des professeurs ;
Des maîtres de conférences ;
Des maîtres assistants ;
Des assistants ;

exerçant à temps complet, choisis parmi les personnels enseignants des facultés ou recrutés parmi les personnalités qualifiées par leurs titres, leur activité professionnelle ou leurs travaux de recherche.

ART. 3. — Nonobstant toutes dispositions contraires, les membres du personnel enseignant des facultés, appelés à exercer à l'Institut national pour la formation des adultes, sont nommés et promus dans les conditions prévues par les textes en vigueur pour les corps auxquels ils appartiennent.

Les attributions dévolues au doyen à l'égard du personnel de l'enseignement supérieur sont exercées par le directeur de l'Institut.

Celles qui appartiennent au conseil et à l'assemblée de faculté sont exercées par les organes de l'établissement institués à cet effet.

ART. 4. — Les personnalités qualifiées n'appartenant pas à la fonction publique sont recrutées par contrat et rémunérées sur les emplois des personnels chargés de dispenser l'enseignement supérieur prévus au budget de l'Institut national pour la formation des adultes.

Les contrats, conclus pour une durée maximum de trois ans, sont renouvelables.

Le directeur nomme aux emplois correspondant aux grades de maître assistant et d'assistant. Il nomme, après avis favorable du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers, aux emplois correspondant aux grades de professeur et de maître de conférences.

Les intéressés sont rangés à l'échelon de début de l'emploi dans lequel ils sont recrutés.

Toutefois, par décision du directeur, ils peuvent être classés au 2^e échelon des emplois correspondant au grade de professeur, au 2^e ou 3^e échelon des emplois correspondant aux grades de maître de conférences, maître assistant et assistant.

Les personnels contractuels ainsi recrutés bénéficient des condi-

(1) R.L.R. vol. X, art. 981-2.

tions d'avancement au choix des personnels enseignants des facultés de même grade et sont soumis à des obligations de service identiques.

La hiérarchie indiciaire des personnels enseignants des facultés, des grades correspondants, leur est applicable.

Les dispositions de l'article 30 et des articles 34 à 39 inclus du décret n° 59-1348 du 23 novembre 1959 susvisé (2) leur sont également applicables.

TITRE III

Des autres catégories de personnels

ART. 5. — Les personnels d'enseignement général, technique et professionnel, les personnels des cadres administratifs, les personnels techniques et les personnels de service ayant la qualité de fonctionnaire sont normalement affectés dans les emplois de leur catégorie prévus au budget de l'Institut national pour la formation des adultes.

Les intéressés restent soumis à l'ensemble des dispositions réglementaires régissant leur corps d'origine.

ART. 6. — Le ministre de l'Education nationale, le ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative, le ministre des Finances et des Affaires économiques et le secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(J.O. du 8 octobre 1965.)

(2) R.L.R., vol. V, art. 461-6.

*Formation professionnelle :
institut national de formation des adultes.*

25025. — 22 juin 1972. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la grave situation dans laquelle se trouve l'institut national de formation des adultes et de son personnel. En effet, le conseil d'administration de l'I. N. F. A. n'a pas été réuni depuis janvier 1971 et il en résulte : 1° que le statut et les prérogatives du nouveau directeur sont des plus précaires puisqu'il n'a pas été statutairement désigné par le conseil d'administration, comme l'exigent les statuts de l'I. N. F. A. ; 2° que le budget de l'I. N. F. A. n'a pas été voté ce qui oblige l'institut à vivre sous le régime des crédits débloqués par 1/12 provisoires. Les conséquences de cet état de fait sont graves pour le fonctionnement de l'institut et pour les personnels : 1° études et travaux pratiquement arrêtés par l'impossibilité d'engager les dépenses ; 2° pas de remboursement des frais de mission, avancés depuis janvier 1972 ; 3° non-paiement de la prime de recherche en 1971 ; 4° menaces sérieuses sur le paiement de l'ensemble du personnel à partir de septembre 1972 et risques de non-renouvellement des contrats pour l'ensemble des enseignants-chercheurs (20 à Nancy et autant à Paris). Au moment où les universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont sollicités par des tâches nouvelles de formation permanente, l'I. N. F. A., créé en 1963 avec le statut d'un grand établissement d'enseignement supérieur, doit pouvoir continuer à remplir sa mission spécifique et se développer en faisant bénéficier tout l'enseignement supérieur de sa riche expérience en la matière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : a) réunir au plus vite le conseil d'administration de l'I. N. F. A. afin de permettre le fonctionnement normal de l'institut et de décider de l'adoption pour l'I. N. F. A. d'un programme précis et de l'affectation de moyens à ce programme ; b) prendre les mesures immédiates nécessaires pour résoudre trois problèmes urgents en suspens ; c) assurer le règlement de la deuxième partie de la prime de recherche due aux enseignants-chercheurs de l'I. N. F. A., tenant compte de la spécificité de la première partie de cette prime), ainsi que la mise en place de la procédure permettant le versement de la prime pour 1972 ; d) garantir le maintien de la prime d'enseignement et son versement rétroactif pour l'année 1971 où elle n'a pas non plus été réglée ; e) effectuer le versement rétroactif pour 1971 de l'indemnité versée jusque-là au personnel en compensation de ses charges supplémentaires, sous forme de deux heures complémentaires annuelles ; f) examiner, dans le cadre des discussions qui vont s'ouvrir très prochainement au sein du groupe paritaire sur les carrières de l'enseignement supérieur, des mesures en faveur des enseignants, chercheurs de l'I. N. F. A., tenant compte de la spécificité des tâches de ces personnels. Le S. N. E. Sup soumettra au groupe de travail paritaire un ensemble cohérent de propositions en ce sens.

Décret n° 73-334 du 23 mars 1973

(Economie et Finances ; Education nationale ; secrétariat d'Etat
auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget)

**Objet : Suppression de l'Institut national pour la formation des
adultes.**

ARTICLE PREMIER. — L'Institut national pour la formation des
adultes est supprimé à compter du 31 mars 1973.

ART. 2. — Les droits et obligations de l'Institut national pour la
formation des adultes seront, à compter du 31 mars 1973, transférés
à l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente,
à l'exception des biens que le ministre de l'Education nationale aura

1220

B.O.E.N. n° 15 (12-4-73)

décidé, par arrêté, d'attribuer à l'Institut national de recherche et
de documentation pédagogiques.

ART. 3. — Le décret n° 63-1031 du 14 octobre 1963 portant création
de l'Institut national pour la formation des adultes, ensemble les
décrets pris pour son application sont abrogés à compter du
31 mars 1973.

(J.O. du 24 mars 1973.)

Annexe 2-421

Répartition du personnel¹ à compter du 16 septembre 1970 entre Nancy et Paris

Copie d'archives (AN, carton 770469-94)

Postes	Postes créés		Nancy	Paris	Postes vacants	
	Nancy	Paris			Nancy	Paris
Professeurs de faculté	1	2	M. LAROCHE	M. PALMADE	0	1
Maîtres de conférence	1	2		M. OECONOMO	1	1
Professeurs agrégés	1	1	M. LE BOLLOCH		0	1
Professeurs certifiés	5	3	M. ANTOINE M. BERBAIN Mlle COLLOT M. RANJARD M. GAILLARD	M. FREMINE Mlle ICART	0	1
Maîtres assistants	11	12	M. FRITSCH M. HIGELE M. JOLY M. MALGLAIVE M. MARQUART M. MIGNE M. de MONTLIBERT Mlle MORALI M. MORIN M. VOROBIEFF	M. BALLIER M. BOLO M. BONNEL M. BOURDONCLE Mlle CHATEL Mlle FREICHE Mme KNECHT Mlle QUERRIEN Mme THESMAR M. THIEVAUD	1	2

¹ Sauf personnel administratif

DONNEES FINANCIERES

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres des comptes financiers de l'Institut contenus dans le carton 770 469-90 conservé au CAC de Fontainebleau.

Toutefois, quelques-uns de ces documents font état de « nombreuses erreurs comptables ».¹ Les résultats positifs proviennent essentiellement du non-emploi de sommes importantes provenant des subventions accordées, principalement en raison de la vacance de postes créés (difficultés de recrutement).

	Dépenses	Variation dépenses	Recettes	Variation recettes	Résultat
1965	876 678		1 567 308		+ 690 630
1966	1 512 153	+ 72,5%	1 810 462	+ 15,5%	+ 298 309
1967	1 594 722	+ 5,5%	1 798 397	- 0,7%	+ 203 675
1968	2 375 322	+ 48,9%	2 495 806	+ 38,8%	+ 120 484
1969	2 601 705	+ 9,5%	3 047 476	+ 22,1%	+ 445 771
1970	3 681 674	+ 41,5%	3 927 113	+ 28,9%	+ 245 439
1971	2 828 106	- 23,2%	4 195 134	+ 6,8%	+ 1 367 028
1972	3 192 175	+ 12,9%	3 116 470	- 25,7%	- 75 705

¹ Notamment l'état de 1971

LES CUCHEFS SONT-ILS CANNIBALES ?

Vers le milieu de son cours, le Fleuve NOIR irrigue l'immense plaine de Formadul, aux horizons encore mal explorés, mais que les spécialistes s'accordent à supputer fort riches.

Deux tribus se sont installées de part et d'autre du fleuve : les Cuces, turbulents et toujours affairés, sur la rive occidentale, et sur la rive orientale, les Inf'A, plus méthodiques et circonspects.

Les relations entre ces deux ethnies ne sont pas toujours faciles et il semble bien que leurs ressemblances soient pour autant dans ces difficultés que leurs différences.

Toutes deux vivent des ressources de la plaine de Formadul et doivent l'essentiel de leur subsistance au Fleuve NOIR, aussi surveillent-elles avec anxiété les moindres variations de son régime : pour eux comme pour les habitants du NIL, la crue est source d'abondance tandis qu'un amoindrissement du fleuve les réduirait bientôt à une vie de nomades subsistant de cueillettes hasardeuses par les vastes étendues de la plaine.

Les deux tribus sont divisées en familles ayant assez peu de rapports entre elles et possédant chacune son territoire de chasse et ses méthodes de culture dans la plaine de Formadul.

Chez les Cuces, ces familles sont dirigées par une oligarchie qu'on appelle les Cuchefs et qui se prévalent, face aux Inf'A, de l'ancienneté de leur race. Leurs légendes prétendent que les premiers Cuchefs sont nés du limon même du fleuve, ce qui leur permet d'exercer sur leur famille une autorité quasi de droit divin mais les rend en même temps particulièrement inquiets à l'égard du fleuve : qu'il vienne à s'assécher et c'en est fait de leur puissance et de leur richesse. D'autant plus qu'ils ont exploité leurs territoires avec fougue mais sans ordre ni méthode... la terre y est si riche !

Les Inf'A, au contraire, vivent plus chichement et consacrent le plus clair de leur temps à étudier méthodiquement ce qu'il faudrait faire pour exploiter au mieux ces terrains vierges.

Leurs méthodes étant complémentaires, on pouvait s'attendre à voir s'établir entre les deux tribus quelque collaboration. De fait, lorsque les Inf'A durent entreprendre, dans la plaine orientale, une exploitation plus productive, c'est un Cuchef qui traversa le fleuve pour prendre en main l'op

ration. D'aucuns racontent que certains Inf'A auraient souhaité éviter cette immixtion d'un Cuchef chez eux, mais l'ancienneté mythique des Cuchefs, leur confiance dans la protection du fleuve, le prix qu'ils attachaient à leurs privilèges leur donnaient l'énergie guerrière qui manquait aux Inf'A.

On le vit bien lorsque les Inf'A proposèrent aux Cuchefs d'envoyer des émissaires dans la plaine occidentale, pour analyser leurs terrains et leurs méthodes de culture : pour qui se prenaient donc ces étrangers, ces nouveaux venus ? Ils venaient profiter du travail durement accompli ! Ces territoires étaient chasse privée, les Cuchefs comptaient bien, "un jour", en entreprendre l'exploration et l'étude méthodiques et ils n'entendaient pas laisser à des Inf'A la gloire de cette tâche !

Mais voici qu'un beau jour on entendit, venant de très loin, là-haut dans les montagnes, de sourds grondements ; la terre frémit, puis trembla ; un vent de tempête se déchaîna sur la plaine ; les Cuces, en proie à une grande exaltation, initièrent une révolte et prétendirent secouer le joug des Cuchefs... On disputait ferme lorsqu'un guetteur vint dire que le niveau du fleuve avait brusquement baissé ! Le lendemain on pouvait presque passer à pied sec d'une rive à l'autre ! La panique s'empara alors des Cuchefs : qu'importait la révolte des Cuces tant que le dieu tutélaire les protégeait, mais s'il venait à manquer !....

L'idée leur vint alors de proposer aux Inf'A de s'unir, pour faire ensemble front au danger. Habités à plus de sobriété, ces Inf'A avaient moins à perdre que les Cuchefs et se trouvaient donc moins inquiets devant l'avenir. Néanmoins la proposition pouvait être intéressante : en associant le dynamisme des uns et la patience des autres on pouvait s'autoriser de grands espoirs, envisager l'exploration et la mise en valeur progressivement de toute la plaine de Formadul... Mais le souvenir qu'ils gardaient de leurs tentatives de collaboration avec les Cuchefs les retenait : tout plutôt que de passer sous la coupe de ces fils du fleuve, jaloux et capricieux. Se sentant forts, ils leur proposèrent froidement de devenir tous des Inf'A !

C'était bien sûr inacceptable pour les Cuchefs puisque ce qu'ils tentaient de préserver par cette association, c'était précisément leurs privilèges et leur puissance de Cuchefs. Ils auraient plutôt souhaité que les Inf'A devinssent des Cuces !

Aux dernières nouvelles, les choses en sont là : les Cuchefs craignant d'y perdre en richesse et puissance, les Inf'A de se faire dévorer... mais le niveau du fleuve a l'air de remonter...

P. RANJARD

aux

Groupes Parlementaires du Sénat

Paris, le 6 novembre 1972

Monsieur le Président,

C'est au moment où se discute à l'Assemblée Nationale la loi de finance donc le budget de l'Education Nationale qu'il nous semble opportun de soumettre aux membres du parlement, députés et sénateurs, un dossier relatif à l'Institut National pour la Formation des Adultes (I.N.F.A.), installé à Nancy et Paris, établissement public national de caractère administratif et actuellement seul établissement d'enseignement supérieur à avoir une vocation spécifique de recherche fondamentale en matière d'éducation d'adultes, de formation de formateurs et de documentation - information.

Cet institut connaît actuellement un certain nombre de difficultés dont la principale est la menace de disparition de l'établissement à la date du 31 décembre 1972 (nouvelle qui a été évoquée lors de la réunion du Conseil d'Administration du 17 octobre 1972 à la grande surprise de la majorité de ses membres) et ceci au profit d'une agence pour le développement de l'Education Permanente (A.D.E.P.), établissement à caractère industriel et commercial.

Il semblerait que le projet de cette agence se soit élaboré dans le secret puisqu'à ce jour, les organismes constitués auprès du Ministère dont le Conseil National de l'enseignement supérieur et de la recherche n'ont été avisés ni de la disparition possible de l'I.N.F.A., ni de la création de l'A.D.E.P..

Soulignons que le projet de disparition de notre établissement intervient au moment où le droit à la formation permanente pour tous les travailleurs est reconnu (lois de juillet 1971) et en cours de mise en place, et où un directeur ayant été nommé le 5 novembre 1971 pour le restructurer et le réorganiser, il devait être promu à un plein essor ; déjà des organismes refusant de traiter avec le privé et revendiquant le droit à une formation par l'éducation nationale font appel à l'I.N.F.A. tandis que l'I.N.R.D.P. nous transmet des demandes de service qu'il reçoit.

-- Cette menace si elle se réalise n'est pas sans poser de graves problèmes de reclassement pour le personnel de l'I.N.F.A. mais elle pose surtout le grave problème du rôle de l'EDUCATION NATIONALE dans la formation des adultes :

- Nous savons bien que, dans la situation actuelle, l'Université seule ne saurait et ne pourrait prendre à sa charge la totalité de la formation des adultes et dès maintenant des universités s'apprêtaient à travailler avec l'I.N.F.A..

- D'autre part que devons nous penser d'une telle menace à l'heure où se multiplient les organismes privés de formation !

-- Nous pouvons considérer que cette menace est en continuité avec les difficultés que l'I.N.F.A. a connu jusqu'à maintenant (l'I.N.F.A. a du fonctionner 9 mois sans directeur, 22 mois sans réunion du Conseil d'Administration, perte de locaux en juin 1972 au profit de l'I.C.S.U. ; difficultés de budget, blocage des crédits), difficultés qui très certainement ont constitué un gros handicap pour le bon fonctionnement de notre institut, grief invoqué principalement pour sa suppression.

-- Nous vous faisons parvenir par ce courrier, un certain nombre de documents relatifs à notre institut :

- une fiche technique et une notice explicative des différents statuts et missions de l'I.N.F.A. ;

- les documents relatifs au dernier conseil d'administration du 17.10.72 soit :

. le rapport d'activité présenté par Monsieur le Directeur,
. les objectifs 71.72.73 distribués avant le conseil d'administration aux membres du conseil et qui devaient permettre pour les uns de faire connaître les actions passées de l'I.N.F.A. et pour les autres, de permettre une discussion autour des différents projets de recherche que l'Institut se promettait de réaliser lors de l'année 1973 ;

- un communiqué qui a été lu lors du conseil d'administration par un des membres du conseil d'administration et qui a permis de préciser la menace qui pesait sur l'I.N.F.A. soit la disparition de son budget au profit de l'A.D.E.P. et de l'I.N.R.D.P..

Si nous jugeons nécessaire de porter à la connaissance des membres élus du Parlement la situation critique de notre Institut, c'est qu'il nous semble important que le projet de sa prochaine disparition leur soit mieux connu lors de la discussion du Budget de l'Education Nationale qui sera déterminant pour l'avenir de l'I.N.F.A. puisque c'est par ce dernier que sera peut-être ratifié l'absence de budget pour 1973.

Ce dossier nous vous le faisons parvenir au nom des deux sections syndicales SNEsup et SNAU de l'I.N.F.A.. Néanmoins nous sommes assurés du soutien de nos centrales syndicales et des démarches qu'elles ne manqueront pas de faire pour soutenir notre institut - et par là même le principe d'un Institut National de Recherche et de Formation pour les Adultes et son personnel.

-- En conséquence, Monsieur le Président, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir poser publiquement, lors de la discussion du budget de l'Education Nationale, les questions suivantes :

- Depuis quand la disparition de l'I.N.F.A. est-elle prévue ?

- Pourquoi des organismes comme le Conseil National de l'Enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.) qui auraient du discuter du projet de disparition de l'I.N.F.A., n'en ont pas encore été avisés ?

- Puisque l'Université n'est pas à même de prendre actuellement en charge la totalité de la recherche fondamentale et de la formation pour les adultes, quel organisme de l'éducation nationale pourra continuer à assurer les différentes missions de l'I.N.F.A. et avec quels moyens ?

Et enfin :

- Qu'est-ce que l'A.D.E.P. ?
- Qui est à l'origine du projet ?
- Quels sont ses statuts ?
- Quelles seront ses missions ?

Monsieur le Président, nous vous remercions de l'intérêt que vous saurez apporter à ce dossier et à l'avenir de notre établissement, et nous vous prions, Monsieur le Président, de croire en l'assurance de nos sentiments respectueux.

SNAU - INFA
SNESup - INFA

Le Monde
2 juin 1962

L'ACTUALITÉ UNIVERSITAIRE

UN INSTITUT DE FORMATION DES ADULTES VA ÊTRE CRÉÉ A NANCY

Un « institut national » pour la formation des adultes va être fondé à Nancy en janvier 1963. Le projet de décret concernant cette initiative vient d'être approuvé par le conseil de l'enseignement supérieur.

Cet organisme aura une double mission : faire des recherches sur les méthodes pédagogiques adaptées à l'enseignement des adultes ; « initier à ces méthodes les membres du corps enseignant ainsi que les cadres de l'administration, de l'industrie et des divers secteurs économiques ».

Il doit reprendre sur une plus large échelle une expérience réalisée au Centre universitaire de coopération économique et sociale de Nancy, qui est dirigé par M. Bertrand Schwartz. C'est une institution de promotion sociale qui a commencé en décembre dernier à organiser des sessions destinées à « former des formateurs ». La première, de deux semaines, a réuni une trentaine de cadres de l'industrie ; la seconde, en avril, des syndicalistes et des ingénieurs agricoles ainsi que des instituteurs chargés de la formation agricole. A l'issue de plusieurs stages à Nancy, ces hommes, qui ont pris au départ l'engagement de consacrer une partie de leur temps à la formation des adultes, devront passer aux actes dans leur entreprise ou leur milieu.

Le statut de cet institut établi par ce projet de décret lui accorde une liberté d'entreprise et de gestion, trop rarement donnée en France aux organismes universitaires. C'est ainsi qu'il peut « pro-

céder à toutes expérimentations et applications nécessaires à l'accomplissement de sa mission ». C'est-à-dire qu'il pourra par exemple financer ou aider des expériences de formation des adultes dans toute la France. Dans ce but, le directeur de l'institut « est habilité à passer avec tous organismes utilisateurs publics ou privés des conventions d'enseignement ou de recherche. Ces conventions fixent l'objet du service à rendre et les conditions imposées aux organismes utilisateurs ».

Une réforme du Conservatoire ?

L'institut dispose de l'autonomie financière, peut recevoir des legs et des dons. Enfin son conseil d'administration réunit, à côté de représentants de l'Education nationale et de cinq autres ministères, des syndicalistes patronaux, ouvriers et enseignants.

La pédagogie des adultes est encore dans l'« enfance » dans notre pays. En liaison avec l'institut, une commission va, à la demande du délégué à la promotion sociale auprès du premier ministre, examiner la question. Elle devra notamment préparer une réforme du Conservatoire national des arts et métiers, réforme estimée indispensable par le précédent gouvernement qui s'était inquiété du nombre excessif d'années d'études pour y obtenir des diplômes et du faible rendement d'une telle institution (1).

Une seconde commission, qui sera présidée par un fonctionnaire de la Cour des comptes, doit examiner les problèmes financiers posés par le développement de la promotion sociale.

A ce propos un réaménagement de la taxe d'apprentissage est envisagé. Il s'agirait d'en augmenter le taux et d'en étendre le domaine — actuellement celui de l'apprentissage — à toutes les activités de formation pour les jeunes ou les adultes. Cette commission devra également préciser comment on pourrait éviter que cette taxe ne serve parfois à soutenir artificiellement des centres de formation pour des professions déjà encombrées (couturiers, coiffeuses, etc., etc.).

Elle étudiera aussi le système des bourses et des indemnités accordées aux adultes suivant des cours de formation. Cette année encore le crédit de 2 millions de NF, prévu pour accorder des bourses — de 9 000 NF par an — aux adultes abandonnant leur activité professionnelle afin de poursuivre des études, n'a été que très partiellement utilisé. Les candidats ne manquent pas, mais l'éducation nationale n'a pour accorder ces bourses à plein temps, fixé des critères trop restrictifs.

B. GIROD DE L'AÏN.

(1) En 1960-1961, 12 654 candidats se sont présentés aux examens du baccalauréat et de ses centres associés. Le nombre des diplômés délivrés est le suivant : ingénieurs, 101 ; études supérieures techniques, 198. Il a été en outre accordé 812 « certificats généraux de cycle complet ».

l'éducation nationale

n° 816 - 16 février 1967



Centre de formation
des écoles de Nancy

(Annexes) 267

On le savait malade : il paraît mort !

L'Institut national pour la formation des adultes "liquidé" par décision budgétaire ?

L'Institut national pour la formation des adultes (INFA) implanté à Nancy, parc de Saurupt, et auquel le CUCES est intimement rattaché, n'est plus condamné à la mort lente, comme nous le disions dans une enquête très complète parue dans « L'Est Républicain » du 20 mai dernier : il est pratiquement mort. La première réunion du conseil d'administration qui ait eu lieu depuis 18 mois, s'est tenue le 17 octobre. Les faits sont clairs : au 31 décembre, l'INFA sera dépourvue, par décision ministérielle, de son budget autonome, au profit d'un nouvel organisme : l'ADEP (Association pour le développement de l'Education permanente). Une vingtaine de chercheurs et d'enseignants qui s'étaient dévoués à la cause de la formation permanente des adultes, seront reclassés ailleurs. Pourquoi ?

Une conférence de presse tenue hier dans les locaux de l'INA par les enseignants, l'a précisé : « Les syndicalistes présents se sont bornés à un exposé impartial des faits. Ils sont éloquents : l'établissement de l'enseignement supérieur, créé en 1963, adopté avec enthousiasme pour les missions qu'il se fixait, par M. Paye, alors ministre de l'Education nationale, dirigé et formé de main de maître par M. Schwartz, dont le talent a été reconnu, l'institut est « liquidé » administrativement en 1972.

Une décision jugée illégale

La question se pose d'une triple façon : est-ce une mesure légale, premier point ? A cette question, on ne peut que répondre non puisque le Conseil supé-

rieur de l'Université n'a pas été en mesure d'en discuter.

Est-ce une mesure humaine ? Il est difficile de répondre oui, lorsqu'on sait que l'INFA, et parallèlement le CUCES, ont « recyclé » quelque quatre mille enseignants par un enseignement psychopédagogique spécial, à la délicate fonction de « formateurs » à temps complet (30.000 à temps partiel) chargés de redonner des connaissances actuelles valables à des adultes frappés par la crise de l'emploi.

A partir de 1970 : le dépérissement

En fait, c'est là que l'on ne comprend plus. De 1963 à 1969, l'INFA a été encouragée au plus haut niveau dans ses objectifs. A partir de 1970, alors que la

loi d'orientation d'Edgar Faure venait en application, alors que la formation permanente était reconnue officiellement comme une nécessité d'Etat, l'INFA de Nancy était mise « en veilleuse » : budget maintenu au niveau de départ, alors qu'il aurait dû être augmenté, réduction de l'effectif des chercheurs, démissions en série, blocage des frais de mission, etc.

Décision de « centralisation » ou de « rentabilisation » ?

Hier, à la conférence de presse tenue par les enseignants de l'INFA, en dehors d'une amertume compréhensible, on repassait une question clef : « Est-ce que Paris veut « récupérer » à son profit un institut de province qui a fait ses preuves d'efficacité, notamment dans un département où la crise de l'emploi est évidente (12.000 bénéficiaires, adultes, des cours de formation dans la crise du Pays-Haut). Ou bien, si l'on aborde le problème véritablement au fond, n'est-il pas exact que cette liquidation évidente de l'INFA, à Nancy, correspond à une idée bien connue pour certains, au niveau de l'enseignement supérieur : supprimer par

tous les moyens une formation permanente qui ne soit pas dirigée par le patronat, au profit de l'industrie privée ? » En d'autres mots, on reprend à l'INFA et au CUCES la bataille connue au niveau de l'Université française contre la « rentabilité de l'enseignement » par rapport à la notion « laïque » de l'enseignement « service public » à la disposition de tous et dénué de la notion d'efficacité au stade de la production.

Il faudra bien « recycler » ceux qui « recyclent » !

Le problème de la suppression de l'INFA - Nancy est là. Ses chercheurs ne se battent pas pour eux-mêmes : il est pratiquement certain qu'ils seront reclassés. Ils se battent pour une idée qu'ils ont conçue, étudiée, mise en pratique : la formation

permanente des adultes, le « recyclage » comme on dit. C'est à l'ordre du jour. Et l'on ne « recycle » pas un adulte comme on apprend l'alphabet à un enfant. Il faut donc « recycler » d'abord ceux qui auront cette lourde charge. C'était le premier but de l'INFA. Si on la supprime, si du moins on transfère ses objectifs sur d'autres « gammes », avec, parfois, des nuances de rentabilité qui ne sont pas acceptables par l'Université, où va l'Enseignement ?

C'est toute la question que posaient hier, en conférence de presse, les maîtres de l'INFA. Ils la posent d'ailleurs aux plus hautes instances, lors de la discussion du budget de l'Education nationale à la Chambre des députés, les 9 et 10 novembre prochains.

Hubert VEILLON.

Est Républicain 3.11.72

Les réactions syndicales

De nombreuses réactions syndicales se sont déjà produites à l'annonce de la très probable suppression de l'I.N.F.A. En voici quelques extraits essentiels :

LES U.D. C.G.T. ET C.F.D.T. :
« L'originalité de l'organisation et des méthodes doit être sauvegardée. Les deux U.D. attachent une grande importance à l'existence à Nancy de cet organisme : il permet d'éviter que tous les avantages de la loi sur la formation professionnelle continue ne soient abusivement attribués par les seuls chefs d'entreprise en fonction de leur intérêt. »

La transformation des universités lorraines pour le service et la promotion de tous les travailleurs sera facilitée par l'existence d'un organisme qui a ouvert la voie en ce domaine à la France entière :

LE SNES - SUP : Sous la signature de Claude Mazauric, secrétaire général du SNEC-SUP, le problème de Nancy a été évoqué à Paris dès le 26 octobre. Le signataire déclarait :

« Cherchant à camoufler ses intentions pour travailler dans une atmosphère de silence et de mystère, le gouvernement a tout

simplement prévu la suppression de l'I.N.F.A. de Nancy et sa transformation en une « agence pour le développement de l'éducation permanente », établissement public à caractère industriel et commercial qui devrait fonctionner comme un établissement privé, gérant ses propres fonds et réalisant ses propres bénéfices. Son statut serait en quelque sorte comparable à celui de l'O.R.T.F. ou de l'Office des Eaux et Forêts et entrerait en concurrence avec des organismes comme l'Agence nationale pour l'emploi et l'O.N.I.S.E.P. et même les U.E.R. de sciences, si l'on en croit certaines affirmations des autorités ministérielles. »

Et pour conclure :

« On voit ainsi comment un service public de haut niveau peut être totalement démantelé dans l'intérêt à la fois des employeurs et des « officines de formation », dont le nombre se multiplie avec les encouragements matériels et moraux de l'autorité publique. »

LES AUDITEURS « DU C.U.C.E.S. : Les auditeurs du C.U.C.E.S., dont le rôle a été remarquable, à Nancy et dans la région, au plan de la formation

permanente et du recyclage, s'interrogent sur leur avenir :

« Les décisions concernant l'élaboration du statut de leur établissement vont être prises sans leur participation. »

« Lors de la réunion du 30 octobre dernier, les auditeurs ont envisagé les quatre possibilités de rattachement du C.U.C.E.S. à une université locale :

— Rattachement à Nancy 2 (Sciences) : Cette université ne veut pas donner au C.U.C.E.S. les dérogations nécessaires à sa survie.

— Rattachement à Nancy 2 (Lettres, Droit) : Même remarque que précédemment. En outre, cette université est à vocation littéraire et le C.U.C.E.S. y serait mal à l'aise. Néanmoins, de très sérieux efforts de recherche pour la formation des adultes y sont entrepris.

— Rattachement au service inter-universitaire, qui est en contradiction avec le souci d'efficacité propre à notre organisme.

— Rattachement à l'Institut national polytechnique : Cette université présente bien des garanties sur notre avenir ; pourtant le C.U.C.E.S. y serait peut-être considéré comme « l'enfant pauvre ».

Les chercheurs stupéfaits...

le Républicain Lorrain 3 nov 1972

A l'heure où la formation continue est officialisée, l'Institut national à NANCY (I.N.F.A.) ferme ses portes

Créé par décret en 1963, mis en œuvre sous l'impulsion du professeur Schwartz dès 1964, l'Institut national pour la formation permanente (INFA) fermera ses portes le 31 décembre prochain. Cette nouvelle, grave dans ses conséquences, n'a en fait pas été l'objet d'une annonce officielle. Pourtant, l'échéance est inéluctable. Devant les périls qui menacent leur institution, les chercheurs ont entrepris le plus rapidement possible une campagne d'information qui, semble-t-il, aboutira à une révision de cette décision. Hier après-midi, les membres de l'INFA avaient invité les représentants de la presse et de diverses organisations pour étaler au grand jour les pièces de ce dossier. En tout cas, on peut dire que ces chercheurs sont décidés à se battre, non seulement pour défendre leur outil de travail, mais surtout pour sauvegarder un institut public mis en place dans l'intérêt général.

C'est donc, en 1964, que l'I.N.F.A. voit le jour. Cet institut peut pleinement jouer son rôle notamment en regard de l'œuvre entreprise par le C.U.C.E.S. Au fil des années, l'I.N.F.A. compte une cinquantaine de chercheurs dans ses rangs. Individuellement ou en équipes, ces hommes et ces femmes se penchent sur les problèmes de l'homme pour la formation globale des hommes. Cet organisme public, à caractère administratif, répond donc à divers besoins de l'Education nationale, notamment.

Il serait trop long de citer tous les travaux qui ont été menés à bien. On retiendra néanmoins les recherches en matière de psychopédagogie des sujets que nous avons d'ailleurs déjà abordés au fil des ans, en suivant l'action de l'I.N.F.A.

Pendant ce temps, dans no-

tre pays, les principes de la formation continue n'étaient pas encore à l'honneur, ou pour le moins, pas encore institués en règles générales. Ce n'est que plus tard, beaucoup plus tard, le 16 juillet 1971, que la loi détermine officiellement les principes et les droits à la formation continue.

Et justement, à l'heure où les pouvoirs publics se préoccupent de modifier ces excellents principes, l'I.N.F.A. se voit rogner une grande partie de ses prérogatives. Situation pour le moins paradoxale ! Le budget 1971 ne diffère pas du précédent et, en ce sens, c'est volontairement l'amoindrir en raison de l'érosion de la monnaie. Des signes avant-coureurs mais imprécis, d'une issue fatale, se font jour. L'an dernier, les chercheurs ont vu leur contrat très

sévèrement limité dans le temps, soit jusqu'en septembre 1972. A cette date, les contrats étaient reconduits pour trois mois jusqu'au 31 décembre...

L'A.D.E.C. : un mystère

Le 17 octobre 1972, le conseil d'administration de l'I.N.F.A. se réunissait. L'action de l'I.N.F.A. ayant été volontairement réduite depuis quelques mois, le conseil d'administration ne s'étant pas réuni depuis dix-huit mois, une question était posée quant au devenir de l'I.N.F.A. Cette question se voulait d'autant plus précise que le projet de budget 1973 ne faisait plus état de la dotation normalement réservée à l'I.N.F.A. Il y avait de quoi s'étonner !

Le directeur national à la formation continue se voyait dans l'obligation d'annoncer la fermeture de l'I.N.F.A. pour la fin de l'année. Cette fermeture se ferait au profit d'un nouvel organisme, l'A.D.E.C., l'association pour le développement de l'éducation permanente. Malheureusement, les chercheurs de l'I.N.F.A. n'ont pas connaissance des statuts et prérogatives du nouvel organisme.

En fait, officiellement, l'A.D.E.C. n'existe pas encore et il n'y a pas d'assurance sur son identité précise.

De tous les syndicalistes et responsables (présents à la conférence tenue hier (S.N.E.-Sup., S.N.A.U., F.E.N., etc.), l'unanimité se fait pour dire que le principe de la rentabilité se profile de plus en plus nettement. Il importe de « faire » de la

formation continue pour donner aux ouvriers, employés et autres les moyens de produire plus et plus vite.

Les chercheurs de l'I.N.F.A. ne veulent pas de ce principe. Pour eux, ils sont au service de la culture générale du pays et des hommes pour répondre au droit de la formation continue.

...

Avec cette affaire qui les touche directement, les chercheurs de l'I.N.F.A. en viennent à poser la question générale de l'Education nationale. Pour eux, la formation continue doit entrer dans ce cadre très large et ne doit pas correspondre seulement à une formation spécialisée en vue de quelconques soucis de rentabilité.

Au cours de la conférence de presse, tenue hier, toutes les questions ont pu être examinées tour à tour, sous des angles divers.

Certains ont vu, dans cette mesure, l'emprise du pouvoir central qui voudrait ramener sur Paris une institution implantée en province. Pour les chercheurs, cette question est à exclure. Il ne s'agit pas d'une entorse à la régionalisation.

Et le problème du licenciement éventuel des chercheurs et des personnels divers ? Pour les chercheurs, la question n'est pas exactement là. Bien sûr, ils

ne cachent pas que le jour venu, le reclassement de cinquante personnes se posera. Mais ils veulent voir plus loin.

Pour eux, seul compte l'intérêt général de la formation continue dans le cadre de l'Education nationale.

Les points sont donc bien marqués. Les chercheurs de l'I.N.F.A. veulent avant tout se vir tous les formateurs d'aujourd'hui et de demain, dans un cadre très large de la culture.

Très rapidement, et l'acte est déjà commencé, ils vont alerter tous les parlementaires, les présidents des universités U.E.R. Déjà, certains groupes politiques de l'Assemblée nationale ont été informés.

Le budget de l'Education nationale passera, en effet, devant l'Assemblée, le 9 novembre prochain. Pour sauver l'I.N.F.A., c'est encore possible, il faut faire très vite !

L'immeuble du parc de Saurupt, à Nancy, celui qui a connu les merveilleux moments d'animation du C.U.C.E.S. et l'I.N.F.A., risque demain d'être plus qu'un grand corps sans âme. A l'image de ce bâtiment, les hommes de demain risquent de n'être plus que des corps sans âme et sans culture, si les principes de la formation continue ne correspondent qu'aux soucis matériels de rentabilité et de profit.

B.-J. M.

INSTITUT NATIONAL POUR LA FORMATION DES ADULTES

Service des PublicationsCatalogue des "Documents I.N.F.A."disponibles

- 1 - ANTOINE (P.); DESBROUSSES (H.)' .- "L'enseignement programmé - Points forts - Points faibles" - 1969, 136 pages ... 11 F.
- 2 - BALLIER (A.); GAILLARD (J.); LEFEVRE (M.); RANJARD (P.)
"Etude sur la formation des maîtres du cycle pratique
au Centre Académique de Paris" - 1969, 211 pages 15 F.
- 3 - COLLOT (A.); DESBROUSSES (H.) .- "Problèmes théoriques et
pratiques posés par l'apprentissage d'une technique :
étude menée à partir d'une formation en coupe-couture"
1970, 135 pages 11 F.
- 4 - Document collectif .- "Changements dans la Société
française contemporaine" - Panorama bibliographique 1947-1967
1968, 65 pages 7 F.
- 5 - FREICHE (J.); HIGELE (P.) .- "Insertion de l'enseignement
programmé dans un enseignement par correspondance"
1969, 201 pages 14 F.
- 6 - FREICHE (J.); HIGELE (P.) .- "Etude comparative de l'emploi
de livres et de machines dans un enseignement programmé
d'électricité" - 1971, 177 pages 13 F.
- 7 - FREICHE (J.); HIGELE (P.) .- "Etude exploratoire d'un ensei-
gnement de la théorie des ensembles destiné à des adultes
peu scolarisés" - 1970, 130 pages 11 F.
- 8 - FREICHE (J.); HIGELE (P.) .- "Etude de stratégies pédago-
giques utilisées dans un enseignement programmé linéaire"
1971, 266 pages 18 F.
- 9 - FRITSCH (Ph.) .- "Les élèves des Instituts de Promotion
Supérieure du travail" - 1970, 256 pages 17 F.
- 10 - LAFARGUE (M.) .- "La lecture chez les adultes peu scola-
risés" - 1967, 46 pages 6 F.
- 11 - LAFARGUE (M.) .- "Représentation de la lecture et Univers
culturel en milieu ouvrier" - 1966, 138 pages 11 F.
- 12 - LAROCHE (J.L.) .- "Diagnostic des structures opératoires
d'adultes de niveau C.E.P." - 1966, 83 pages 7 F.

Les prix indiqués s'entendent port et emballage compris

- 13 - LEGENDRE (M.) .- "Réactions de cadres à leur perfectionnement" - 1970, 113 pages 9 F.
- 14 - LESNE (M.); COLLON (Ch.); OECONOMO (C.) .- "Changement socio-professionnel et formation - Etude d'une situation de crise dans le Bassin de Briey" - 1968, 196 p... 14 F.
- 15 - MARQUART (F.); MONTLIBERT (Ch. de) .- "Etude sur l'exercice de la fonction d'architecte" - 1969, 206 pages ... 15 F.
- 16 - MIGNE (J.) .- "Evaluation d'une formation à l'expression orale" - 1968, 137 pages 11 F.
- 17 - MIGNE (J.) .- "Etude de représentations de notions physiques : la chute des corps" - 1970, 96 pages 8 F.
- 18 - MIGNE (J.) .- "L'expression et sa place en formation des adultes" - 1971, 68 pages 7 F.
- 19 - MONTLIBERT (Ch. de) .- "Les aspirations à la promotion" (thèse) - 1965, 158 pages 12 F.
- 20 - MONTLIBERT (Ch. de) (avec la collaboration de René MOUTON) .- "Formation des adultes et développement culturel : aspects monographiques d'un organisme de formation" - 1971, 52 pages 6 F.
- 21 - SCHIRCKS (Arnulf) .- "Evaluation des opérations intellectuelles d'adultes en formation (Thèse) 1970, 236 pages 16 F.
- 22 - THESMAR (Cl.) .- "Etude sur les raisons des abandons aux cours du soir" - 1965, 107 pages 9 F.

A PARAÎTRE

- Document collectif .- "Education des adultes 1955-1970, bibliographie française"
- FARDOUET (Ch.); HIGELE (P.) .- "Une expérience de formation à la recherche de panne auprès d'ouvriers d'entretien"
- MIGNE (J.) .- "Le concept de représentation et son rôle dans l'élaboration des connaissances scientifiques" (Thèse)

Où trouver des documents produits par l'INFA ?

ACTION EDUCATION NATIONALE, Monographie de classe, classe de 4ème pratique, non daté, 83 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ACTION EDUCATION NATIONALE, Projet de formation des maîtres du cycle terminal pratique, non daté, 63 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ANONYME, BIBLIOGRAPHIE : la psychothérapie institutionnelle, non daté, 36 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ANONYME, BIBLIOGRAPHIE : la créativité, non daté, 31 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ANONYME, BIBLIOGRAPHIE : les groupes d'évolution, non daté, 64 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ANONYME, Compte rendu du séminaire TEVEC, 1969, 16 p. + INFA/CUCES	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ANTOINE (P.) Compte rendu d'activité de formation à l'enseignement programmé, cycle de formation "La programmation dans la pédagogie", 1971, 20 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ANTOINE (P.), DESBROUSSES (H), L'enseignement programmé, point forts, points faibles, 1971, 136 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA

AFPA : siège national de Montreuil

BMEN : Bibliothèque municipale de Nancy

BNF : Bibliothèque nationale de France

CNAM : centre de documentation de la chaire de formation des adultes

CUCES : CUCES-Universités, parc de Saurupt, Nancy

INRP : Institut national de la recherche pédagogique

ISST : Institut des sciences sociales du travail : centre de documentation, Bourg-la-Reine

BALLIER (A.), GAILLARD (J.), LEFEBVRE (M.), RANJARD (P.), Étude sur la fonction des maîtres du cycle pratique au centre académique de Paris, 1971, 211 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
BEAUDE (M.), La formation syndicale à la CFTC-CFDT, non daté, 90 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
COLLECTIF Changements dans la société française contemporaine. Panorama bibliographique 1947 - 1967, 1971, 65 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
COLLECTIF, Éducation des adultes 1955-1970, bibliographie française, 1971, 64 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
COLLOT (A.), Pronostic et diagnostic de réussite des auditeurs à la PST (temps plein), 1969, 58 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
COLLOT (A.), DESBROUSSES (H.), Problèmes théoriques et pratiques posés par l'apprentissage d'une technique : étude menée à partir d'une formation coupe-couture, 1971, 135 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
DESHONS (M.), La formation dans la filière usine. Action de formation des contremaîtres, 1966, 31 p. INFA/CUCES	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
EQUIPE COLLOQUE INFA, Éducation et formation des adultes en France. Séminaire de Nancy 29, 30, 31 octobre 1968, 1969, 221 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
EQUIPE ENSEIGNEMENT PROGRAMME, Colloque enseignement programmé, 28 novembre au 1er décembre 1966, 1966, 22 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
EQUIPE FORMATION A L'ENSEIGNEMENT PROGRAMME, Projet auto-évaluation, chapitre 3 (nombres entiers, 1ère version) non daté, 44 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
EQUIPE FORMATION DE FORMATEURS, Enquête sur la formation des adultes dans l'éducation nationale, 1972, 51 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
EQUIPE IUT, L'expression et la formation générale dans les départements tertiaires des IUT. Compte rendu de colloque, 7 - 10 mai 1969, 1969, 169 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA

Équipe IUT, Rapport d'enquête sur l'expression et la formation générale dans les IUT, 1968, 76 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
EQUIPE PSYCHO-PEDAGOGIQUE [LAROCHÉ, COLLOT, SCHIRCKS, MIGNE, DESBROUSSES, FREICHE, HIGELE] Problèmes d'apprentissage et d'acquisition des connaissances, non daté, non p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
FARDOUET (Ch.), HIGELE (P.), Une expérience de formation à la recherche de panne auprès d'ouvriers d'entretien, 1972, 121 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
FREICHE (J.), L'éducation permanente des isolés, 1969, 83 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
FREICHE (J.), HIGELE (P.), Étude exploratoire d'un enseignement de la théorie des ensembles destiné à des adultes peu scolarisés, 1971, 130 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
FREICHE (J.), HIGELE (P.), Étude comparative de l'emploi de livres et de machines dans un enseignement programmé d'électricité, 1971, 177 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
FREICHE (J.), HIGELE (P.), Étude de stratégies pédagogiques utilisées dans un enseignement programmé linéaire, 1971, 266 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
FREICHE (J.), HIGELE (P.), Insertion de l'enseignement programmé dans un enseignement par correspondance, 1971, 201 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
FRITSCH (Ph.), Les élèves des Instituts de Promotion Supérieure du Travail, étude sociologique, 1971, 256 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
HIGELE (P.), Expérience de formation au raisonnement logique, 1969, 36 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
JODELET (F.), Le champ sémantique du mot "progrès". Analyse linguistique dans une perspective d'application psycho-sociologique, 1967, 106 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
JOSEPH (X.), La formation dans la filière installation. Actions de formation des monteurs d'installations, 1966, 112 p. INFA/CUCES	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA

LAFARGUE (M.), La lecture chez les adultes peu scolarisés, 1971, 46 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
LAFARGUE (M.), Représentations de la lecture et univers culturel en milieu ouvrier, 1971, 138 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
LAROCHE (J.L.), Diagnostic des structures opératoires d'adultes de niveau CEP, 1971, 83 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
LAROCHE (J.L.), Étude sur une population de contremaîtres-adjoints d'entretien en formation, intervention du CUCES à la SNS, (dév. des structures intellectuelles) 1967, 64 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
LEGENDRE (M.), Réactions de cadres à leur perfectionnement, 1971, 113 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
LEGENDRE (M.), Étude sur la formation des cadres, 1969, 70 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
LESNE (dir), [FRITSH, MARQUART, MONTLIBERT] Contribution à une étude de la fonction de conseillère ménagère, 1969, 107 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
LESNE (M.), COLLON (Ch.), OECONOMO (C.), Changement professionnel et formation, étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey, 1971, 196 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
LESNE (M.), MONTLIBERT (Ch. de), Recherche sur les besoins en formation en développement ou en perfectionnement des adultes. La fonction "ingénieur de fabrication", 1967, 119 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
MARQUART (F.), MONTLIBERT (Ch. de), LESNE (M.) (Dir.), Étude sur l'exercice de la fonction d'architecte, 1971, 208 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
MIGNE (J.), Étude sur les représentations de notions de physique : la chute des corps, 1971, 96 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
MIGNE (J.), Évaluation d'une formation à l'expression orale, 1971, 137 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA

MIGNE (J.), L'expression et sa place dans la formation des adultes, 1971, 68 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
MIGNE (J.), L'élaboration des connaissances, documents de travail, 1970, 47 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
MONTLIBERT (Ch. de), Les aspirations à la promotion, (thèse publiée par INFA/CUCES en janvier 1966) 1971, 158 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
MONTLIBERT (Ch. de) avec la collaboration de M. MOUTON, Développement culturel et éducation des adultes : aspects monographiques d'un organisme de formation, 1971, 52 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input checked="" type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA
MORIN (M.), Formation et éducation permanente à l'OCP, attitudes et représentations, 1966, 95 p. INFA/CUCES	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
MORIN (M.), La formation dans la filière Mine. Action de formation des chefs de taille, 1966, 65 p. INFA/CUCES	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
ROUJAS (M.F.) Adaptation et inadaptation, guide de lecture, 1970, 114 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
SCHIRCKS (A.), Exercice de raisonnement, 1971, 36 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input checked="" type="checkbox"/> BNF	<input checked="" type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
SCHIRCKS (A.) Apprentissage des structures opératoires, 1966, 23 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
SCHIRCKS (A.), Élaboration d'une épreuve de raisonnement, test, 1968, 51 p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input checked="" type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
SCHIRCKS (A.), Appendice relatif à la note du 22 octobre 1966 sur l'apprentissage des structures opératoires, 1966, 30~p. INFA	<input type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input type="checkbox"/> AFPA
SCHIRCKS (A.), [LAROCHÉ, LAFARGE, MIGNE] Un essai d'apprentissage structurel avec quelques adultes du cycle de maîtrise du CUCES, 1967, 74 p. INFA	<input checked="" type="checkbox"/> INRP <input checked="" type="checkbox"/> CNAM <input type="checkbox"/> ISST <input type="checkbox"/> BNF	<input type="checkbox"/> BMEN <input type="checkbox"/> CUCES <input checked="" type="checkbox"/> AFPA

SCHIRCKS (A.),

Évaluation des opérations intellectuelles d'adultes en formation (Thèse),

1971, 236 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA

<input type="checkbox"/> INRP	<input type="checkbox"/> BMEN
<input checked="" type="checkbox"/> CNAM	<input type="checkbox"/> CUCES
<input type="checkbox"/> ISST	<input checked="" type="checkbox"/> AFPA
<input type="checkbox"/> BNF	

THESMAR (Cl.),

Étude sur les raisons des abandons aux cours du soir,

1971, 107 p. INFA DOCUMENT DE L'INFA

<input checked="" type="checkbox"/> INRP	<input type="checkbox"/> BMEN
<input checked="" type="checkbox"/> CNAM	<input checked="" type="checkbox"/> CUCES
<input checked="" type="checkbox"/> ISST	<input type="checkbox"/> AFPA
<input checked="" type="checkbox"/> BNF	

TROGNON (A.),

Essai sur la notion de culture et ses transformations. Étude sur le système de représentation des animateurs culturels,

1969, 128 p. INFA

<input type="checkbox"/> INRP	<input type="checkbox"/> BMEN
<input checked="" type="checkbox"/> CNAM	<input type="checkbox"/> CUCES
<input type="checkbox"/> ISST	<input type="checkbox"/> AFPA
<input type="checkbox"/> BNF	

Fiches biographiques

La conception des fiches	280		
- SCHWARTZ Bertrand	281	- JOBERT Guy	312
- BARBARY Gérard	284	- LAJOINIE Guy	314
- BERCOVITZ Alain	285	- LESNE Marcel	316
- BOLO Paule	287	- MALGLAIVE Gérard	318
- CASPAR Pierre	289	- MARQUART François	320
- COLLOT Andrée	291	- MEIGNANT Alain	322
- CROGUENOC Ronan	293	- MIGNE Jean	324
- CUQ Robert	294	- MIROGLIO (GOUIN) Isabelle	326
- DEBON-THESMAR Claude	295	- MONTLIBERT Christian (de)	327
- DENIS Gisèle	297	- PALMADE Guy	329
- DESHONS Michel	299	- PECHENART Jean-Marie	331
- EGG Georges	301	- POIMBOEUF Jean-Claude	333
- ELIE Alain	303	- RANJARD Patrice	334
- FREICHE Janine	304	- ROUSSEL Lucienne-Marie-Pierre	336
- GRIFFATON Christian	306	- ROUX-MARCHAND Wilfrid	337
- HAUTENAUVE Michel	307	- SCHEFFKNECHT Jean-Joseph	339
- HIGELE Pierre	308	- VIALLET François	341
- HUMBERTJEAN Pierre	310	- VOROBIEFF Roland	343

La conception des fiches

Ces fiches biographiques ont été réalisées à la suite des entretiens, puis validées et complétées par les personnes elles-mêmes.

Extrait du courrier envoyé le 2 mars 1998 :

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la fiche que j'ai élaborée à la suite de notre entretien du..... Elle vous apparaîtra sans doute ridiculement succincte, mais je ne peux me permettre d'entrer dans le détail du parcours de chacun.

Je vous sou mets cette fiche afin que vous puissiez :

- m'autoriser à l'annexer à ma thèse,*
- la corriger si besoin était (dates, libellés exacts des fonctions, etc.),*
- en compléter éventuellement les éléments bibliographiques.*

Par ailleurs, s'il vous semble que cette fiche omet de citer un point important de votre parcours¹, je vous serais obligée de me le signaler.

En vous remerciant vivement pour votre aide précieuse, je vous prie de recevoir, M....., l'expression de mes meilleures salutations.

¹ Professionnel ou non-professionnel (en particulier, activités culturelles ou militantes) ayant du sens par rapport à l'histoire du Complexe

Une fiche a également été réalisée pour F. VIALLET, parce qu'il me semble qu'il représentait une figure importante de l'histoire du CUCES. Elle a été réalisée à partir d'informations recueillies au cours de divers entretiens et complétée grâce à un contact téléphonique avec sa femme, Christine VIALLET.

FICHE BIOGRAPHIQUE : Bertrand SCHWARTZ

Né le 26 février 1919 à Paris dans une famille de médecins, d'hommes de sciences et d'universitaires, il est le fils d'Anselme SCHWARTZ, chirurgien des hôpitaux de Paris et membre de la faculté de Chirurgie. Sa mère, Claire DEBRE est la sœur du Professeur Robert DEBRE. Son frère Laurent SCHWARTZ, universitaire, reçoit en 1950 la médaille Fields pour les mathématiques. Son autre frère, Daniel, est expert en statistiques.

Après des études aux Lycées Jeanson-de-Sailly, Saint-Louis et Louis Legrand, il entre en 1939 à l'école Polytechnique.

Il est incorporé dès le début de la guerre et officie comme sous-lieutenant à Dunkerque en juin 1940. Six mois passés en prison en Espagne le mettent en relation avec des hommes d'une autre origine sociale que la sienne et lui ouvrent les yeux sur une richesse humaine non suspectée jusqu'alors¹. En 1943, il rejoint les Forces Françaises Libres et la division Leclerc. Là il fait l'expérience de l'autonomie et prend conscience de l'importance de l'écoute de l'autre dans la prise de décisions capitales. Au côté de soldats très volontaires et parfois possédant une solide éducation, il « *réalise combien la combinaison de la formation et de la motivation est un puissant ressort pour l'action* »². Il fait le débarquement de Normandie.

Libéré trop tard pour intégrer l'Ecole des Mines à la rentrée de 1945, il décide de faire un stage d'ouvrier-mineur de six mois, après quoi il entre à l'Ecole des Mines de Paris. A sa sortie en 1948, il entre comme professeur à l'Ecole des Mines de Nancy. Il y est alors le seul enseignant à temps plein, les autres enseignements étant dispensés par des ingénieurs ou des assistants qui repartent une fois le cours terminé. Il soutient une thèse de physique sur les pressions de terrain dans les mines et prend la direction de l'Ecole des Mines en 1957. Il y entreprend la réforme des études. Il devient par ailleurs conseiller technique aux Charbonnages de France.

Il prend la direction du CUCES en janvier 1960, puis celle de l'INFA à sa création en octobre 1963. Il restera directeur de l'Ecole des Mines jusqu'en 1965.

En 1968, il rejoint le cabinet d'E. FAURE au Ministère de l'Education Nationale. Puis il est nommé par O. GUICHARD conseiller à l'Education permanente, poste créé pour lui, en

¹ Entretien avec Bertrand SCHWARTZ, 22 novembre 1995

² Biographie de Bertrand SCHWARTZ par Christian NIQUE, in *Dictionnaire Encyclopédique de l'éducation et de la formation*, 1994, p. 893-897

juin 1969. Il abandonne la direction de l'INFA en 1969, mais garde provisoirement celle du CUCES. En parallèle, il dirige le Projet Education Permanente du Conseil de l'Europe et travaille sur une prospective en matière d'éducation. Il quitte Nancy en même temps que la direction de l'Institut CUCES en janvier 1972 pour s'installer à Paris. Il est alors à temps plein au ministère. Mais le Ministre ne porte que peu d'intérêt à ses analyses ni à ses recommandations jugées trop ouvertement sociales.³ En 1973 pourtant le Ministre FONTANET lui demande de préparer un projet de réforme de tout le système éducatif intégrant les idées d'éducation permanente, mais dont l'Elysée ne voudra pas. Il quitte le ministère en 1974 pour entrer comme professeur à Paris Dauphine et devient conseiller des universités pour la formation des adultes.

En 1981, la gauche arrivée au pouvoir fait appel à lui pour étudier la question de l'insertion des jeunes. Son rapport, remis en juin 1981, préconise notamment la création de missions locales qui prennent en charge en globalité les problèmes sociaux et professionnels des jeunes, selon une approche territoriale correspondant au bassin d'emploi. Le développement de stages d'insertion en alternance découle encore de ses propositions. Dès 1982, il commence à créer des missions locales en tant que chargé de mission de deux ministères (le travail et les affaires sociales). A partir de 1984, B. SCHWARTZ crée la délégation interministérielle à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et lance l'opération « nouvelles qualifications ». Cette mission, suspendue deux ans au changement de majorité reprend en 1988 jusqu'en 1992. En 1990, il crée l'association « Moderniser sans exclure » dont il est aujourd'hui encore le Président.

B. SCHWARTZ est Docteur Honoris Causa de quatre universités étrangères (Montréal, Genève, Bologne, Louvain-la-Neuve). Il obtient, en 1989, le prix Grawmayer de l'Université de Louisville aux USA, prix dont les Américains souhaitent faire une sorte de prix Nobel de l'Education. A ce jour, cinq institutions éducatives de France (écoles, lycées) portent son nom.

Eléments bibliographiques :

- *L'éducation demain*, Fondation européenne de la culture, B. SCHWARTZ, Aubier Montaigne, 1973, 333 p.
- *Le développement européen de l'Education Permanente*, Commission des communautés européennes, H. JANNE et B. SCHWARTZ, Luxembourg : office des publications officielles des communautés européennes, 1976, 92 p.
- *Une autre école*, B. SCHWARTZ, Flammarion, 1977, 257 p.

³ *ibid.*

- *L'insertion sociale et professionnelle des jeunes*, B. SCHWARTZ, La documentation française, 1981, 146 p.
- *L'informatique et l'éducation : rapport à la CEE*, B. SCHWARTZ, La documentation française, 1981, 97 p.
- *Moderniser dans exclure*, B. SCHWARTZ, Ed. la découverte, 1994, 245 p. (réédition 1997)

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Gérard BARBARY

Né en : 1932

Date d'entrée au CUCES :

1964

Parcours précédent :

Natif de Metz, il est d'abord enseignant. Il quitte son poste et devient, pendant deux ans, responsable de formation dans un organisme patronal, l'UPIM (Union patronale interprofessionnelle de Moselle). Ami d'enfance de J.J. SCHEFFKNECHT, il est à ses côtés animateur de colonie de vacances, puis formateur de cadres de jeunesse et fait du théâtre.

Recrutement :

Il pose sa candidature au CUCES, qui recrutait alors pour le développement de l'action dans les mines de fer.

Fonctions au CUCES :

Il entre dans l'équipe d'A. ELIE et mène les premières enquêtes auprès de mineurs dans le bassin de Briey. Ensuite B. SCHWARTZ le charge d'animer un séminaire pour les instituteurs itinérants du milieu agricole, puis il lui demande de travailler sur le projet de formation des maîtres du cycle terminal pratique. En 1966, il est détaché à l'INFA pour piloter cette action. En 1970 il réintègre le CUCES pour prendre, pendant deux ans, la direction de l'action dans les houillères à la suite de P. CASPAR. Puis, B. SCHWARTZ s'éloignant de plus en plus de Nancy, il seconde M. DESHONS dans ses fonctions de direction. Lorsque M. DESHONS quitte Nancy en janvier 1973, il devient directeur intérimaire de l'ACUCES en attendant la nomination d'un directeur. Mais le provisoire dure et il devient directeur en titre de l'ACUCES et le reste pendant trois ans.

Date de départ de l'ACUCES :

1976

Parcours post-ACUCES :

Il entre à l'AFPA où il est directeur de la formation. Il y termine sa carrière.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Alain BERCOVITZ

Né en : 1931

Date d'entrée au CUCES :

1960 en tant que prestataire de service, 1961 en tant que salarié (il a 30 ans).

Parcours précédent :

Exclu de deux lycées, il termine ses études à 15 ans. Il entre à l'école des Métiers des vins et spiritueux. Puis vit de petits boulots, fait de l'art dramatique et part faire le tour de monde à bicyclette. A 23 ans, il reprend des études au CNAM (cours du soir en psychologie, sociologie, physiologie, histoire du travail) et découvre ainsi l'éducation des adultes. Il y fait une rencontre déterminante, Jean DUBOST, qui le fait entrer à la COFROR. Il y fait des enquêtes, des études de marché, puis avec Gisèle DENIS, du recrutement et avec Guy LAJOINIE, du conseil en organisation du travail. Il collabore, dès 1959, aux activités de l'ARIP.

Recrutement :

Bertrand SCHWARTZ cherchait quelqu'un susceptible de mettre au point une "méthode d'étude des besoins". Il en parle à Guy LAJOINIE, qui propose le travail, à Alain BERCOVITZ dans le cadre de la COFROR. Il y travaille avec Gisèle DENIS durant 18 mois. (En parallèle, Bertrand SCHWARTZ avait demandé à Jean-Joseph SCHEFFKNECHT de mettre au point des méthodes pédagogiques). Cette étude débouchera sur le texte de septembre 1961. Ce travail l'amenant fréquemment à Nancy, et ayant découvert avec enthousiasme ce qui s'y développait, il demande à Michel DESHONS de l'embaucher. Il quitte donc la COFROR pour le CUCES.

Fonctions au CUCES :

Embauché dans le département Education Permanente, il est chargé de l'action à l'Office Chérifien des Phosphates (Maroc) qui débute en 1963. Il y interviendra pendant plus de 5 ans. Il est le psychosociologue du CUCES, et intervient à ce titre dans diverses formations, il crée le "Groupe de psychosociologie" en 1969. Il est ensuite chargé de créer la première AUREFA, dans les Pays de Loire également en 1969. En 1972, il est mandaté pour créer l'antenne du CUCES à PARIS. Il y installe une équipe de sociologues et y travaille jusqu'en 1976.

Date de départ du CUCES :

Septembre 1976 (il a 45 ans, 16 ans passés au CUCES).

Parcours post-CUCES :

Il entre à l'IFACE où il forme des formateurs de formateurs jusqu'en janvier 1996 où il est mis à la retraite. Il est par ailleurs consultant indépendant. Il poursuit actuellement cette activité notamment dans le champ sanitaire et social.

Eléments bibliographiques :

- *Education et alternance*, A. BERCOVITZ, J.-F. CHOSSON, L. CRAYSSAC, J.-F. DUMORTIER, et al. (introduction de M. LESNE), Edilig, 1982, 287 p.

- *Pour apprécier la qualité de la formation : guide méthodologique*, A. BERCOVITZ, P. FIEVET, D. POIRIER, Paris : l'Harmattan, 1994, 94 p.

- *La curiosité déplacée : propos sur l'apprentissage et la motivation*, A. BERCOVITZ, Erès, 1995, 117 p.

Nombreux articles dans diverses revues, dont *Education Permanente* (n° 7, 25, 34, 49/50, 65, 113, 121), *Connexions*, *Actualité de la formation permanente*, etc.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Paule BOLO

Née en : 1929

Date d'entrée au CUCES :

Septembre 1966 (elle a 37 ans).

Parcours précédent :

Littéraire de formation, elle s'engage en 1954 dans des réseaux d'assistance au FLN. Arrivée au Maroc en 1958, on lui confie des missions de formation d'adultes, d'abord au sein du Ministère du Travail, puis à l'Office National des Irrigations, où elle prend une part active dans la formation des paysans marocains à la culture de la betterave. Quatre ans plus tard, elle quitte le Maroc pour l'Algérie. Elle est embauchée au Bureau d'Etudes et de Recherches Industrielles à Alger, qui s'occupe de toutes les unités industrielles qui se créent au lendemain de l'indépendance. Confrontée à de gros besoins de formation de formateurs, elle sollicite l'assistance de nombreux organismes français sans trouver le bon interlocuteur. De relations qu'elle a gardées au Maroc elle apprend qu'un organisme compétent en formation d'adultes est intervenu à l'OCP. Elle prend donc contact avec B. SCHWARTZ et J.-J. SCHEFFKNECHT à l'occasion d'un séjour en France et leur demande d'intervenir en Algérie.

Recrutement :

Un an après le premier contact avec le CUCES, elle se trouve, pour des raisons personnelles, dans l'obligation de quitter l'Algérie. Voulant exercer le "métier" qu'elle s'était fait en Afrique du Nord, et ne voyant qu'un organisme en France susceptible de l'accueillir, elle sollicite une embauche au CUCES auprès de B. SCHWARTZ. A. ELIE cherchait alors un collaborateur pour l'action à BRIEY, elle est embauchée sur ce poste.

Fonctions au CUCES :

Pendant deux ans, elle seconde A. ELIE à BRIEY. Puis, en juillet 1968, la décision est prise de concrétiser un projet déjà ancien, celui de la création d'une revue qui reflète les idées et les actions des équipes nancéiennes. B. SCHWARTZ confie le chantier à P. BOLO. Administrativement, il est jugé préférable que la revue soit officiellement abritée par l'INFA, du fait de son caractère national. P. BOLO est donc "prêtée" à l'INFA et rejoint à Paris l'équipe de G. PALMADE. Le premier numéro de la Revue Education Permanente sort en mars 1969.

Date de départ du CUCES :

1971 (elle a 42 ans, 5 ans passés au CUCES). Son départ est provoqué par les clarifications juridico-administratives et statutaires entre le CUCES, l'ACUCES et l'INFA : en 1971, tous les salariés "prêtés" doivent réintégrer leur organisme d'origine. Ne souhaitant pas revenir à Nancy, elle quitte le CUCES.

Parcours post-CUCES :

Elle entre au CNIPE où elle restera jusqu'en 1975. Ensuite, elle rejoint J. J. SCHEFFKNECHT à l'ADEP où elle travaille jusqu'en 1986. Se présente alors une opportunité : l'UAP ayant d'importants problèmes de formation sollicite l'intervention d'une personne de l'ADEP. Elle se porte volontaire et, à 56 ans, est embauchée par l'UAP pour mener à bien ce gros chantier durant 8 ans, après quoi elle prend sa retraite.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Pierre CASPAR

Né en : 1936

Date d'entrée au CUCES :

1er avril 1963 (il a 27 ans).

Parcours précédent :

Engagé au niveau national dans des mouvements de jeunesse (UFCV) et impliqué dans la formation des moniteurs de colonies de vacances, il est très sensibilisé aux questions de formation d'adultes. Il fait également du théâtre. Elève à l'Ecole des Mines, il prend activement part à la réforme, en tant que délégué des élèves mineurs. Parallèlement à ses études, il est enseignant dans un lycée technique, puis dans un lycée agricole. A sa sortie de l'Ecole des Mines, il part faire un Master de mathématiques aux Etats-Unis, puis il fait son service militaire en Algérie. A son retour, il cherche du travail et est embauché comme attaché de direction à Air-France, mais n'y entrera finalement pas, étant contacté à ce moment là par Bertrand SCHWARTZ pour entrer au CUCES.

Recrutement :

Il a gardé avec Bertrand SCHWARTZ des liens très forts. Ce dernier cherche un assistant pour Georges EGG et lui propose le poste. Pour un faisceau de raisons (familiales, affectives, intellectuelles, etc.), il répond à l'appel.

Fonctions au CUCES :

Adjoint de Georges EGG à la direction de la formation des ingénieurs, ils se partagent ensuite les "centres de formation" de manière géographique et disciplinaire. Il prend en charge le "sud" et les formations de développement personnel, G. EGG prenant en charge les disciplines scientifiques. Puis, G. EGG étant appelé à d'autres fonctions, il prend la responsabilité de l'ensemble du secteur alors qu'il a déjà démarré l'action de formation aux ciments LAFARGE (1963). Il consacre à cette dernière action d'abord un quart de temps, puis un mi-temps, puis l'ensemble de son temps : il constitue une équipe et y travaille jusqu'en 1968. Il prend alors la responsabilité de l'action collective de MERLEBACH pendant deux ans. En 1970, le poste de Michel DESHONS, qui pensait partir, lui est proposé. Mais il quitte le CUCES, avec François VIALLET, pour créer une société de service dans l'ingénierie des ressources humaines.

Date de départ du CUCES :

1er février 1971 (il a 35 ans, 8 ans passés au CUCES). Il part créer Quaternaire Education avec François VIALLET, pour "vivre autre chose", et accroître la cohérence entre son statut et ses actions professionnelles.

Parcours post-CUCES :

Resté à Quaternaire comme PDG jusqu'en 1981, il entre ensuite au cabinet du Ministère du Travail, il y restera 18 mois. Il est ensuite élu comme professeur titulaire de la chaire de formation des adultes du CNAM, mais est à nouveau appelé à occuper des fonctions dans la vie publique en tant que directeur de cabinet au Secrétariat d'Etat à l'Energie. Il passe définitivement la main à Quaternaire à la mort de François VIALLET et poursuit sa carrière au CNAM où il occupera successivement les responsabilités de Président du Département Travail et Entreprises, Président du Conseil de perfectionnement, Président de la commission du Bicentenaire et Administrateur. Membre actuel du Comité de rédaction de la revue *Education Permanente*.

Quelques éléments bibliographiques :

- *Formation des adultes ou transformation des structures de l'entreprise : une expérience du CUCES*, Editions d'Organisation, 1970, 261 p.
- *Créer vous-même votre entreprise : pourquoi ? Comment ?*, P. CASPAR, J.-R. GRINDA, F. VIALLET, Paris : Editions d'Organisation, 1973, 130 p.
- *Problèmes : méthodes et stratégies de résolution*, P. CASPAR, Editions d'Organisation, 1978, 230 p.
- *Profession, responsable de formation*, P. CASPAR, M.-J. VONDERSCHER, Ed. d'Organisation, 1986, 211 p.
- *L'investissement intellectuel : essai sur l'économie de l'immatériel*, P. CASPAR, C. AFRIAT, Paris : Economica, 1988, 184 p.
- *L'investissement formation*, *Education Permanente*, 95, 1988, P. CASPAR (dir.)
- *Apprécier et valoriser les hommes : réflexions et pratiques*, P. CASPAR, J.-G. MILLET, Ed. Liaisons, 1990, 228 p.
- *Le savoir à la portée de la main*, P. CASPAR, Editions d'Organisation, 1991, 270 p.
- *La formation des dirigeants*, *Education permanente*, 114, P. CASPAR (Dir.), 1993.
- Nombreux articles dans différentes revues.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Andrée COLLOT

Née en : 1944

Date d'entrée à l'INFA :

Octobre 1967

Parcours précédent :

Etudiante en psychologie à la faculté de Nancy, un de ses professeurs, M. MORIN la charge d'une bibliographie sur « progrès et changements ». Un autre de ses professeurs, F. JODELET, lui propose de faire un mémoire sur « langage oral/langage écrit ». Ces travaux entrent dans le cadre de recherches de l'INFA.

Recrutement :

Elle entre comme vacataire à l'INFA, puis sous contrat de 10 mois. Elle doit y « faire ses preuves » pour obtenir une reconduction de son contrat.

Fonctions à l'INFA :

Elle intègre l'équipe de psychopédagogie et travaille avec J.-L. LAROCHE sur le raisonnement logique. En mai 1968, avec Hélène DESBROUSSES, elle adopte des positions radicales et prône le lien recherche-action. Elle participe à des formations, dans le cadre de la PST, puis dans le bassin de Briey où elle impulse et monte, avec H. DESBROUSSES, la formation des femmes de mineurs. Puis elle rejoint G. MALGLAIVE. A eux deux, ils forment l'équipe « pédagogie de l'objet technique ». Elle participe également à l'action « Formation des animateurs des CIFFA ».

Date de départ de l'INFA :

1973.

Parcours post-INFA :

Elle démissionne un peu avant la fin de l'INFA et part travailler en free lance (études et accompagnement d'actions) dans le champ du travail social (formation de travailleurs sociaux) puis de l'enseignement secondaire. Elle intègre ensuite le CRDP et intervient en parallèle pendant 6 ans sur la licence de sciences de l'éducation, option « métiers de la formation » du CUCES-Universités. Elle entre dans cet organisme en 1993. Elle y est aujourd'hui responsable de toute la formation de formateurs.

Eléments bibliographiques :

- *Le raisonnement dans l'étude d'un problème socio-économique*, A. COLLOT, H. DESBROUSSES, INFA, 1969, 42 p.
- *Réflexions sur un atelier de formation initiale*, A. COLLOT, H. DESBROUSSES, INFA, 1970, 78 p.
- *Problèmes théoriques et pratiques posés par l'apprentissage d'une technique : étude menée à partir d'une formation coupe-couture*, A. COLLOT, H. DESBROUSSES, INFA, 1971, (étude de 1970), 135 p.
- *Pour savoir le dire, pour savoir l'écrire*, A. COLLOT, A. FLIELLER, CNDP, 1981.
- *Devenir social et professionnel des femmes : effet de formation, enquête menée en Lorraine dans le bassin de Nancy*, A. COLLOT (dir.), CRDP, GRETA, Nancy, 1986, 97 p.
- *La pluralité culturelle dans les systèmes éducatifs européens*, A. COLLOT (dir.), G. DIDIER (dir.), B. LOUESLATI (dir.), CRDP Nancy ; CNDP, 1993

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Ronan CROGUENNOC

Né en : 1942

Date d'entrée au CUCES :

Juillet 1968

Parcours précédent :

Etudiant en psychosociologie à Rennes, il participe au T Group de « la Baleine » animé par M. PAGES. Il a par ailleurs une connaissance de la pédagogie active par des activités au sein de l'UFCV. De 1963 à 1965, il travaille pour un cabinet. Il y réalise des études sur la reconversion de jeunes d'origine rurale. Puis il part faire son service militaire en coopération culturelle en Tunisie où il est rejoint par R. BALCON. De là-bas ils répondent à une petite annonce émanant du CUCES qui recherche des personnes ayant une connaissance du Maghreb et de l'éducation des adultes.

Recrutement :

Des cadres du CUCES se déplacent à leur rencontre en Tunisie pour des entretiens d'embauche (il s'agit de J.-M. CHARRIAUX, M. DESHONS et J.-J. SCHEFFKNECHT). R. BALCON et lui-même sont recrutés dans l'équipe du GIRED.

Fonctions au CUCES :

Il travaille au chantier de la formation de formateurs du CITAM qui se déroule à Nancy sur deux ans en alternance. Il ne va pas sur le terrain en Algérie. Lorsque A. MEIGNANT reprend la direction du GIRED, il rejoint, avec R. BALCON, A. BERCOVITZ à l'antenne de l'ACUCES, rue de Rennes à Paris.

Date de départ du CUCES :

1975

Parcours post-CUCES :

Depuis 1975, il travaille dans les structures de formation de l'UNFOHLM (Union nationale des fédérations d'organismes HLM). Il est actuellement directeur adjoint de l'AFPOLS (Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social).

Eléments de bibliographie :

- *Contribution à la problématique de la formation des formateurs, étude de cas*, R. CROGUENNOC, ACUCES, 1970, 159 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Robert CUQ

Né en : 1928

Date d'entrée à l'INFA :

1971

Parcours précédent :

Agrégé de philosophie, il enseigne à Poitiers, puis à l'Ecole normale supérieure d'éducation physique. Là, il s'intéresse à la pédagogie et à l'animation des groupes. Il entre à la Sorbonne en 1965, en psychologie puis en psychosociologie. Il mène de nombreuses activités de formation de groupes. Il fait partie de la commission réunie par J. DELORS sur la formation professionnelle qui prépare la loi de 1971 sur la formation continue.

Recrutement :

Il est nommé directeur de l'INFA le 25 novembre 1971.

Fonctions à l'INFA :

Sa mission consiste à doter l'INFA d'un cadre lui permettant de faire face au développement de la formation continue. Il doit en particulier faire des propositions à R. VATIER en ce qui concerne les statuts, le conseil d'administration et le conseil scientifique. Un an plus tard, il apprend que le budget de l'INFA n'est pas reconduit pour 1973 et qu'un autre établissement, l'ADEP, va être créé.

Date de départ de l'INFA :

Le 13 novembre 1972, un arrêté décharge R. CUQ de ses fonctions de direction.

Parcours post-INFA :

Il participe au montage de la mission de formation continue de Paris V. Puis il en devient le directeur en 1973, en même temps que Président du Centre Inter-universités de Paris d'Education Permanente.

Eléments bibliographiques :

Il collabore à l'ouvrage de D. CHEVROLET, *L'université et la formation continue. Signe et sens d'une situation de l'éducation*, Casterman, 1977, 193 p.

Nombreux articles sur la formation continue et la formation des formateurs ou enseignants.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Claude DEBON-THESMAR

Née en : 1941

Date d'entrée à l'INFA :

1964 (au CUCES en 1963)

Parcours précédent :

Après une licence de psychologie à Grenoble, elle s'installe à Paris où elle obtient deux diplômes à la Sorbonne, l'un de psychopathologie, l'autre de psychosociologie. Au cours de l'été qui suit, elle retourne voir son professeur à Grenoble. Celui-ci, la voyant disponible et mobile lui fait part d'un projet de B. SCHWARTZ, qui est un de ses amis. Un institut va être créé à Nancy et B. SCHWARTZ recherche des universitaires pour y développer la recherche en pédagogie des adultes. Elle part donc pour Nancy.

Recrutement :

Elle entre tout d'abord au CUCES, puis « passera » à l'INFA. Elle est l'une des premières recrutées à l'INFA. Elle n'est précédée que par M. LESNE et Ch. de MONTLIBERT.

Fonctions à l'INFA :

Au CUCES, elle participe au développement de la formation des adultes en particulier des formations d'ingénieurs-formateurs aux usines Peugeot de Sochaux et des cadres infirmiers de l'Assistance Publique de Paris. Elle réalise par ailleurs une étude sur *Les raisons des abandons aux cours du soir*. C'est l'une des toutes premières études qui seront par la suite publiées dans le cadre des *Documents de l'INFA*.

A l'INFA, elle poursuit des recherches dans l'équipe de Marcel LESNE, sur les besoins en formation et sur la fonction d'ingénieur de fabrication. Elle fait partie de l'équipe responsable de l'action de formation des maîtres du cycle terminal pratique. En 1967, elle quitte Nancy et s'installe à Paris, où elle conduit au CESI une étude sur la relation pédagogique professeur-assistant-élèves dans les formations d'ingénieurs adultes de deux ans à temps plein. Par la suite, elle travaille avec F. MARQUART et J.M. BARBIER sur la fonction de conseillère ménagère (étude commanditée par la CNAF).

Date de départ de l'INFA :

Début 1972.

Parcours post-INFA :

Elle rejoint le CESI, puis entre au CNAM où elle est assistante, puis chef de travaux, puis Maître de conférence à la Chaire de formation des adultes.

Eléments bibliographiques :

- *Etude sur les raisons des abandons aux cours du soir*, C. THESMAR, INFA, 1971, (étude sous le nom de Cl. DEBON de 1965), 107 p.
- *La relation pédagogique professeur-assistant-élèves dans une institution de formation d'adultes*, C. THESMAR, CESI, 1970, 334 p.
- *La fonction de conseillère ménagère animatrice*, C. THESMAR, INFA, 1971.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Gisèle DENIS

Née en : 1927

Date d'entrée au CUCES :

1961 (elle a 34 ans)

Parcours précédent :

Après des études à l'Institut de psychologie, elle entre à la COFROR où elle a des activités de conseil auprès de Directions de personnel (mise en place de procédures de sélection de cadres, études de Job Evaluation, etc.). Dans le cadre de cet emploi, elle est amenée à faire une étude sur le Centre Interentreprises de Formation de R. VATIER qui vient d'ouvrir ses portes (1958-59). C'est l'occasion d'un premier contact avec B. SCHWARTZ qui suit ce travail en tant qu'administrateur du CIF. Elle est amenée, au cours de ce travail d'évaluation, à insister davantage sur la signification sociale de la situation de formation vécue par les stagiaires que sur leurs aptitudes et traits de caractères individuels.

Recrutement :

Par la suite, toujours en tant que salariée de la COFROR, elle travaille pour le CUCES, qui devient son seul client. Comme pour Alain BERCOVITZ, son recrutement consiste en un glissement progressif de la COFROR au CUCES.

Fonctions au CUCES :

Elle est chargée des premières enquêtes de recueil de besoins dans les usines Peugeot, dans le cadre de l'intervention à la SAP. Elle prend ensuite la responsabilité, avec Jean-Joseph SCHEFFKNECHT, de l'intervention à l'Assistance Publique. Elle y travaille jusqu'à la fin du contrat. Il lui apparaît que les problèmes d'organisation du travail sont aussi importants à résoudre que la formation à dispenser. L'intervention à l'AP permet de mener de front ces deux aspects, chacun prenant appui sur l'autre. Etant responsable d'une petite équipe intervenant à Paris à l'Assistance Publique, elle envisage un temps de monter une antenne du CUCES à Paris, mais cette idée n'aura pas de suite immédiate.

Date de départ du CUCES :

1970 (elle 43 ans, une dizaine d'années passées au CUCES)

Parcours post-CUCES :

Elle entre au CEREQ. Elle y restera jusqu'à sa retraite prise en 1992.

Eléments bibliographiques :

- *La maintenance industrielle*, G. DENIS, CEREQ, 1985, 155 p.
- *Evolution du travail et des emplois dans les services administratifs et logistiques de l'hôpital*, F. ACKER, G. DENIS, CEREQ, 1988, 190 p.
- *ANPE – Mission emploi qualification santé*, F. ACKER, G. DENIS, La documentation française, 1995, 155 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Michel DESHONS

Né en : 1928

Date d'entrée au CUCES :

1er mars 1955.

Parcours précédent :

Il soutient en janvier 1955 une thèse de droit à la faculté de Montpellier sur « les relations de l'entreprise privée aux USA avec ses partenaires internes et externes. » Simultanément à la préparation de sa thèse, il occupe divers emplois juridiques qui ne le motivent pas beaucoup à Paris et à Tunis.

Recrutement :

En 1954, il entend parler de la création, à Nancy, d'un organisme qui ferait le lien entre l'industrie et l'université. Il s'intéresse à ce projet et écrit pour poser sa candidature. Dans un premier temps, elle n'est pas retenue car une personne est pressentie pour occuper le poste de permanent. Mais cette personne ne faisant pas l'unanimité, les responsables du CUCES cherchent à le joindre huit mois plus tard et finissent par le retrouver à Tunis.

Fonctions au CUCES :

Seul permanent du CUCES pendant toutes les premières années (jusqu'en 1960), il est l'homme orchestre. Aidé d'une secrétaire, il démarre l'action du CUCES. Il coordonne la formation en direction des ingénieurs et cadres, puis assure le montage du dossier de la promotion sociale. A l'arrivée de B. SCHWARTZ au CUCES, il continue à assurer ses fonctions d'animation et de coordination et participe à la rédaction des textes fondateurs de mars 1960 et septembre 1961. B. SCWHARTZ dit n'avoir jamais pris une décision sans consulter M. DESHONS. Le CUCES est en fait dirigé par le binôme SCWHARTZ-DESHONS. De 1961 à 1964, il a la responsabilité directe et entière de l'année d'étude à temps plein préparant au DEST. Simultanément, il participe au lancement des actions à la SAP, à l'OCP, à l'Assistance publique. Puis en 1965, il participe aux études préparatoires dans le bassin de Briey et en 1970, dans le bassin houiller. A partir de 1968, en tant que Délégué Général de l'Association du CUCES, il s'éloigne du terrain pour se consacrer aux tâches de gestion et de coordination qui deviennent de plus en plus lourdes, la taille de l'organisme ayant considérablement augmenté. Il s'investit beaucoup également dans la mise en place et la rentabilisation commerciale d'un instrument de production pédagogique audio-visuelle.

Date de départ du CUCES :

Janvier 1973.

Parcours post-CUCES :

De 1973 à 1976, il travaille dans deux entreprises où il exerce des fonctions de responsable des ressources humaines. Puis en 1979 il entre à BSN comme responsable de formation. En 1983 il prend une préretraite consécutive au contrat de solidarité signé par Kronenbourg.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Georges EGG

Né en : 1930

Date d'entrée au CUCES :

1962 (il a 32 ans).

Parcours précédent :

Ingénieur, il a fait sa formation à l'Ecole des Mines de Nancy (bien avant la réforme). Il est en poste durant 7 ans dans l'industrie sidérurgique de l'Est (dans une des usines de de WENDEL). Cet emploi le laisse insatisfait et il s'y ennue. Il décide, deux à trois ans avant son entrée au CUCES, de devenir en parallèle, assistant à l'Ecole des Mines. Il y donne des cours et mène des T.P. de statistique.

Recrutement :

Souhaitant quitter son entreprise, il se met en recherche d'un autre emploi. Sur le point de conclure avec un nouvel employeur, il rencontre Bertrand SCHWARTZ à l'issue d'un cours à l'école des Mines. Celui-ci, apprenant son désir de quitter son emploi, lui propose un poste au CUCES.

Fonctions au CUCES :

Il prend la direction des enseignements en direction des ingénieurs et cadres.

Il découvre l'entraînement mental grâce à un stage à Peuple et Culture. Il est très vite amené à animer de tels stages. Il fait également une formation à la gestion sur les conseils de M. DESHONS.

En 1968, il est chargé de la mise en place et du suivi du SOC (Service d'orientation et de conseil). Il devient le responsable de l'Equipe-Nancy.

En 1969, il est délégué pour négocier, avec les représentants de l'université, la création de l'Unité de recherche et d'enseignement à caractère dérogatoire.

Date de départ du CUCES :

Début 1974 (44 ans, 12 ans au CUCES), il a envie de vivre autre chose (impression de répétition).

Parcours post-CUCES :

De 1974 à 1985 : Il entre comme conseiller pédagogique au groupe BSN. Il y crée une direction de l'organisation et de la formation, puis une direction des stratégies socio-industrielles (formation, organisation, planification socio-économique, communication). De 1985 à ce jour : il crée deux cabinets de consultant : une SA (SOF : Stratégie, Organisation, Formation), qui a vocation à travailler sur

l'accompagnement des changements et la gestion des ressources humaines, et un cabinet libéral d'audit social et des organisations.

Eléments bibliographiques :

- *Comparaison de caractéristiques concernant les étudiants de l'IUT de Nancy et les participants du CUCES : année 1969-1970*, M. CIPOIRE, G. EGG, J.-P. TISSERAND, CUCES, 1970, 30 f.
- *Audits des emplois et gestion prévisionnelle des ressources humaines*, G. EGG, Ed. des Organisations, 1987, 173 p.
- *Réussir une fusion d'entreprise : au-delà des aspects financiers et juridiques*, G. EGG, Ed. Liaisons, 1991, 233 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Alain ELIE

Né en : 1937

Date d'entrée au CUCES :

1963

Parcours précédent :

Elève à l'Ecole des Mines, il participe activement à la réforme des études. Il se destine à une carrière d'ingénieur d'exploitation. Des ennuis de santé pendant son service militaire l'amènent à opter momentanément pour l'enseignement.

Recrutement :

Il devient assistant à l'Ecole des Mines pour un mi-temps et, pour l'autre mi-temps, au CUCES (cours de PST). Il intègre le CUCES à temps plein après quelques mois.

Fonctions au CUCES :

Il est chargé de la formation des ouvriers d'entretien en lien avec l'AFPA. Puis il travaille, avec B. SCHWARTZ et G. LAJOINIE sur l'étude préalable à l'action collective de Briey. Il se forme sur le tas. Il devient le responsable de cette action à son démarrage effectif en 1966 et le reste jusqu'à son départ. Parallèlement, après avoir suivi une formation à l'entraînement mental, il devient instructeur à Peuple et Culture.

Date de départ du CUCES :

1970-1971 (départ progressif).

Parcours post-CUCES :

Il entre au Ministère de l'Education nationale, d'abord à mi-temps, puis à temps complet à partir de 1971. Il travaille pendant une quinzaine d'années au projet d'étendre les unités capitalisables dans l'enseignement technique et prend la responsabilité de nouveaux dossiers, tels que le contrôle continu pour l'obtention de diplômes, les référentiels de compétences. Il est actuellement chef du Bureau des technologies nouvelles pour l'enseignement à la Direction de la technologie du Ministère

Eléments bibliographiques :

- *Elèves en difficulté et technologie nouvelle*, A. ELIE (dir.), M. DENISE (dir.), J.-F. BETHON (dir.), Ministère de l'Education nationale, 1995, 305 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Janine FREICHE

Date d'entrée à l'INFA :

Septembre 1966.

Parcours précédent :

Elle obtient une licence de psychologie et de sociologie, puis un diplôme de psychologie sociale à l'Institut de psychologie. Elle entame une thèse avec J. STOETZEL.

Recrutement :

Une offre d'emploi à l'INFA, affichée à l'institut de psychologie, attire son attention. Elle pose sa candidature, motivée en cela par un article de B. SCHWARTZ qu'elle vient de lire sur la réforme de l'Ecole des Mines. Elle est embauchée pour trois ans (renouvelables) comme maître-assistante contractuelle pour réaliser des études sur les technologies éducatives appliquées aux adultes.

Fonctions à l'INFA :

Dans l'équipe de P. ANTOINE, elle travaille essentiellement sur une approche comparée de l'efficacité des méthodes pédagogiques traditionnelles et de celles de l'enseignement programmé. Par la suite, elle mène également des travaux sur la pédagogie institutionnelle, sur les dispositifs d'évaluation et sur les effets de la formation chez les adultes et sur l'apprentissage de concepts mathématiques (théorie des ensembles). Lorsque l'INFA s'installe à Paris, elle partage au début son temps pour moitié sur Paris et Nancy, puis travaille sur Paris uniquement où elle prend la direction de l'équipe « Utilisation des média » à l'occasion d'un contrat INFA/OFRATEME.

Date de départ de l'INFA :

1973, à la fin de l'INFA.

Parcours post-INFA :

Elle entre tout de suite au CESI où elle devient responsable de la formation de formateurs, puis y initie une activité de conseil en entreprise. Elle y reste 8 ans. En 1981, elle entre à Bull comme responsable formation-management-France. Puis elle rejoint la direction générale où elle prend la responsabilité de la communication interne. En 1986, elle entre à Thomson (branche électronique médicale) comme responsable pour l'Europe du développement social, puis à Thomson CSF où elle prend la responsabilité des politiques emploi et formation. Depuis 1991, elle est Directeur d'études à Entreprise & personnel où elle investit sur les problèmes

d'emploi et de temps de travail. Elle est également responsable du développement international de l'institut. Elle a été vice présidente nationale des GARF (Association des responsables de formation d'entreprise) de 1989 à 1994.

Eléments bibliographiques :

- *Etude exploratoire d'un enseignement de la théorie des ensembles pour des adultes peu scolarisés*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1970), 130 p.
- *Etude comparative de l'emploi de livres et de machines dans un enseignement programmé d'électricité*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1971), 177 p.
- *Etude de stratégies pédagogiques utilisées dans un enseignement programmé linéaire*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1967), 266 p.
- *Insertion de l'enseignement programmé dans un enseignement par correspondance*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1969), 201 p.
- De 1971 à ce jour, nombreux articles sur l'évaluation, l'emploi, le temps de travail dans les revues *Education Permanente*, *Personnel* (revue de l'ANDCP).
- *L'emploi dans l'entreprise : l'apprentissage des ruptures*, J. FREICHE, M. LE BOULAIRE, Ed. Liaisons, 1995, 119 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Christian GRIFFATON

Né en : 1942

Date d'entrée à l'INFA :

Août 1966, puis à l'ACUCES en septembre 1969.

Parcours précédent :

Diplômé d'études supérieures de philosophie, étudiant en sociologie à la faculté des lettres de Nancy (Professeur M. LESNE), il est employé, depuis 1965, pour des enquêtes à l'occasion de différentes études menées à l'INFA par C. de MONTLIBERT.

Recrutement :

Il devient vacataire régulier à l'INFA à partir d'août 1966. Il est également employé par des organismes comme l'ARIP ou la SEDA (Société d'études et d'animation, alors dirigée par M. ROCARD), auxquels l'INFA sous-traite certaines enquêtes.

Fonctions à l'INFA puis à l'ACUCES :

Son premier travail consiste à dépouiller une enquête par entretiens d'anciens auditeurs de l'année à temps plein du CUCES, titulaires du DEST. Il participe ensuite à différentes études : situation de crise et formation, les publics des IPST, les idéaux de la formation, etc. En janvier 1969, il est recruté dans l'équipe de l'ACUCES chargée de l'action collective de formation dans le bassin de Briey pour l'étude du public inscrit en formation. Il obtient, en septembre 1969, un contrat à durée indéterminée pour suivre les études de public.

Date de départ de l'ACUCES :

En désaccord avec les méthodes et les pratiques de l'ACUCES, il démissionne en juillet 1970.

Parcours post-ACUCES :

Il entre à l'OFRATEME (Office français des techniques modernes d'éducation) puis au CNDP (Centre national de documentation pédagogique) et à l'INRP (Institut national de recherche pédagogique).

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Michel HAUTENAUE

Né en : 1938 (père ouvrier)

Date d'entrée au CUCES :

1965

Parcours précédent :

Il est natif de Gérardmer. Après une licence d'économie, il travaille un an à l'encadrement de jeunes étrangers qui se destinent au professorat à l'occasion de sessions de formation organisées par la faculté de Nancy au Lycée de Gérardmer. Là, il rencontre M. LESNE, chargé de ces formations.

Recrutement :

Il est recruté par M. LESNE à la sortie de son service militaire et entre dans son équipe en tant qu'économiste. Sur la demande de ce dernier, il participe très vite à un stage de dynamique des groupes à l'ARIP.

Fonctions au CUCES :

Il participe à la recherche sur la reconversion, puis aux enquêtes dans le cadre de l'étude sur les ingénieurs de fabrication. On lui donne à choisir entre rester au CUCES ou passer à l'INFA. Il choisit de rester au CUCES où il monte à partir de 1966 le secteur audio-visuel. Il travaille à la réalisation de nombreuses séquences pédagogiques en lien avec DIDELIN et avec un technicien (Alain SCHINDLER) puis avec LE BOLLOCH, psychologue détaché de l'INFA sur le secteur audio-visuel. A partir du début 1970, il développe la commercialisation du Télé-groupe.

Date de départ de l'ACUCES :

1982, à la fin de l'ACUCES.

Parcours post-ACUCES :

Reconversion difficile. Après quelques mois de chômage, il travaille pour différents cabinets (SEDA, SYNDEX) et en free lance dans le champ de l'expertise financière. Il décroche en particulier des contrats avec l'ANPE, où il anime des sessions de recherche d'emploi et de création d'entreprises, et intervient sur la demande de comités d'entreprise. Il exerce aujourd'hui à partir de son cabinet, sis à Gordes.

Eléments bibliographiques :

- *Contribution à une recherche sur la formation des adultes : trois études sur les conversions professionnelles*, J.M. CHARRIAUX, J. GUIGUOU, M. HAUTENAUE, A. MEIGNANT, sous la dir. de M. LESNE, CUCES, 1966, 217 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Pierre HIGELE

Né en : juin 1942

Date d'entrée à l'INFA :

Septembre 1965 (il a 23 ans)

Parcours précédent :

Après une licence et un DEA de chimie à l'université de Nancy, il s'apprête à terminer sa thèse de troisième cycle dans un laboratoire de chimie organique. Bien qu'ayant un parcours exclusivement scientifique, il ne souhaite pas devenir chimiste et se sent attiré par les sciences humaines.

Recrutement :

L'INFA recrutait massivement pour son ouverture officielle en octobre 1965. Il pose sa candidature qui est tout de suite retenue car l'INFA recherchait un jeune chercheur scientifique pour développer l'enseignement programmé dans le cadre des enseignements scientifiques de la PST au CUCES.

Fonctions à l'INFA :

Il passe la première année à travailler avec P. ANTOINE, à tester un système d'enseignement programmé auprès d'adultes en formation au CUCES sur la règle à calcul. C'est également au cours de cette première année qu'il soutient sa thèse de troisième cycle. Puis il intègre l'équipe de psychopédagogie animée par J.L. LAROCHE. Il fait équipe avec J. FREICHE pendant plusieurs années, va sur le terrain des actions collectives ou de la PST pour y faire des enquêtes, appliquer des tests ou animer des sessions d'enseignement programmé. Lorsque l'INFA rejoint Paris, il reste à Nancy et poursuit ses recherches dans l'équipe nancéienne.

Date de départ de l'INFA :

1973, à la fin de l'INFA

Parcours post-INFA :

Il négocie le transfert de son poste de maître de conférence de l'INFA à l'université de Nancy et rejoint donc le département de sciences de l'éducation avec F. MARQUART et D. MORALI. En 1974, il participe à la création du DESS de formation, puis plus tard, à la licence de sciences de l'éducation. Il devient professeur et poursuit ses recherches dans le champ de l'éducabilité cognitive et devient l'un des auteurs des ARL (Ateliers de Raisonnement Logique).

Eléments bibliographiques :

- *Etude exploratoire d'un enseignement de la théorie des ensembles pour des adultes peu scolarisés*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1970), 130 p.
- *Etude comparative de l'emploi de livres et de machines dans un enseignement programmé d'électricité*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1971), 177 p.
- *Etude de stratégies pédagogiques utilisées dans un enseignement programmé linéaire*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1967), 266 p.
- *Insertion de l'enseignement programmé dans un enseignement par correspondance*, J. FREICHE, P. HIGELE, INFA, 1971, (étude de 1969), 201 p.
- *Les ARL : exercices progressifs pour l'apprentissage des opérations intellectuelles*, P. HIGELE, G. HOMMAGE, E. PERRY, P. TABARY, Nancy : CAFOC, 1983 et 1988, 404 p.
- *Apprendre à raisonner : les ARL*, P. HIGELE, Strasbourg : CRDP, 1990, 16 p.
- *Ateliers de dessin technique*, P. HIGELE, Paris : Dunod, 1990, 124 p.
- *Construire le raisonnement chez les enfants*, P. HIGELE, Paris : Retz, 1997, 192 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Pierre HUMBERTJEAN

Né en : 1931

Date d'entrée au CUCES :

1957, comme enseignant aux cours du soir, puis en 1964 à plein temps (il a 33 ans).

Parcours précédent :

Diplômé d'une école d'Ingénieur de Nancy en 1955, il devient assistant à l'université afin de prolonger son sursis, évitant ainsi son départ pour la guerre d'Algérie. En 1957, pour compléter son salaire d'assistant, il donne des cours du soir (thermodynamique, mécanique appliquée) dans cet organisme qui vient d'ouvrir des cours de PST : le CUCES. Là il apprend que B. SCHWARTZ, qui vient d'entreprendre la réforme de l'Ecole des Mines, recherche des assistants. Il devient donc assistant en Mécanique des fluides à l'Ecole des Mines. Il part faire son service militaire de 1958 à 1960 à Metz et continue d'assurer les cours du soir au CUCES à Nancy. A la fin de son service, ne se sentant pas d'attrance pour l'industrie, il réintègre l'Education Nationale. Parallèlement à ses activités professionnelles, il milite en tant que "Parent d'élève" et sera par la suite Président d'une MJC à Nancy. En 1962, il part pour deux ans avec sa famille en coopération en Guinée.

Recrutement :

De l'Afrique, il écrit à B. SCHWARTZ et à M. DESHONS son intention de rentrer en France. A son arrivée, il est recruté au CUCES. Il y est employé sur un poste Education Nationale de l'Institut CUCES.

Fonctions au CUCES :

Il est embauché avec la mission d'améliorer l'enseignement de la physique aux adultes. Il y travaille quelques années. Cela l'amènera à participer à une commission nationale de réforme de l'enseignement de la physique dans le secondaire. Parallèlement, il devient responsable des cours du soir à Nancy. Une de ses préoccupations est d'essayer de modifier les conceptions et les pratiques pédagogiques des enseignants qui travaillent pour le CUCES. Il prend ensuite la responsabilité de l'action collective de la vallée de Senones, dans les Vosges. Il participe au groupe de travail qui se réunit en 1969 pour étudier les statuts de l'Unité d'Education Permanente, dans le cadre de la loi d'orientation du 31 décembre 1968 (projet qui n'aboutira pas). A la séparation du CUCES et de l'ACUCES, il démissionne de l'Education Nationale et rejoint l'Association (début 1973). Il y

restera jusqu'à la fin, il y sera chargé, entre autres, de développer des actions de formation à l'étranger.

Date de départ de l'ACUCES :

Février 1982, à la mort de l'ACUCES (il a 51 ans, 18 ans passés au CUCES/ACUCES).

Parcours post-ACUCES :

Il rejoint l'INRS (Institut National de Recherche Sécurité) qui dépend de la Sécurité Sociale et qui travaille dans la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail. Il y est l'un des responsables du service de formation. Il y reste jusqu'à sa retraite, prise en 1994.

Eléments bibliographiques :

Articles dans *Education permanente* et autres publications.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Guy JOBERT

Né en : juillet 1943

Date d'entrée au CUCES :

Novembre 1967 (il a 24 ans)

Parcours précédent :

Professeur d'économie dans l'enseignement technique, il est nommé à FORBACH (Moselle) en 1964. Son passé de syndicaliste CGTiste n'est pas étranger à cette mutation dans l'Est. Il mène, en parallèle, des actions de formation d'adultes et entame sa propre formation à la psychosociologie par des lectures et des stages (surtout à l'ARIP).

Recrutement :

Passionné par un article de Bertrand SCHWARTZ sur la réforme de l'Ecole des Mines et apprenant qu'il dirige le CUCES qu'il découvre par hasard grâce à une brochure, il se met en tête de devenir un "correspondant" de l'organisme. Il raconte à Alain MEIGNANT, au cours du stage qu'il suit, sa rencontre ratée avec Bertrand SCHWARTZ (il n'avait pas de rendez-vous). Celui-ci se charge de lui faire rencontrer Alain BERCOVITZ. A la sortie de l'entretien, il est embauché au CUCES.

Fonctions au CUCES :

Il partage ses activités entre la formation et l'intervention dans les entreprises (Forges de Strasbourg, Compagnie Générale d'Electricité, Commissariat à l'énergie atomique...). Il participe aux côtés d'Alain BERCOVITZ, à la création du "Groupe de psychosociologie". Après avoir œuvré à la création de la première AUREFA dans les pays de la Loire, il crée une antenne du CUCES à Montpellier.

Date de départ du CUCES :

A l'automne 1972 (il a 29 ans, cinq ans passés au CUCES) il quitte Nancy pour l'université de Paris-Dauphine.

Parcours post-CUCES :

Contacté par Max PAGES, il est chargé de monter, à l'Université Paris-Dauphine, le Département d'Education Permanente. Il en est le directeur pendant 10 ans. Depuis 1982, il est enseignant à Dauphine et à Sciences Po, où il assure la co-responsabilité d'un cycle de formation continue en sociologie d'entreprise avec Renaud SAINSAULIEU. Par ailleurs, il dirige depuis 1980 la revue Education Permanente et a été vice-président de Peuple et Culture. Ses activités de recherche l'ont conduit à s'intéresser pendant de nombreuses années à l'analyse du travail

des agents de conduite des centrales nucléaires. Il a soutenu une Habilitation à diriger des recherches sur le thème : « La compétence à vivre. Contribution à une anthropologie de la reconnaissance au travail ».

Eléments bibliographiques :

- « Processus de professionnalisation et production du savoir », *Education Permanente*, 80, 125-145.
- *Les formateurs d'adultes, matériaux pour l'étude sociologique d'un groupe professionnel*, Délégation à la Formation professionnelle, 1987, ronéo, 314 p. G. JOBERT, Tome 1 : « Les formateurs d'adultes : objet d'étude sociologique ».
- « Une nouvelle professionnalité pour les formateurs d'adultes », *Education Permanente*, 87, G. JOBERT, mars 1987, 19-33.
- « L'audit de la formation, entre le contrôle et la recherche du sens », *Education Permanente*, 91, décembre 1987, 39-52.
- « Position sociale et travail du consultant », G. JOBERT, in *L'intervention sociologique*, *Education Permanente*, 113, décembre 1992, 157-177.
- « Les formateurs et le travail, chronique d'une relation malheureuse », G. JOBERT, in *Comprendre le travail*, *Education Permanente*, 117, septembre 1993.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Guy LAJOINIE

Né en : 1923

Date d'entrée au CUCES :

Il n'est jamais "entré" au CUCES. Il y est consultant. Il est signalé dans l'organigramme de 1964 comme "Conseiller à temps partiel". Il intervient au CUCES dès 1957 (il a 34 ans).

Parcours précédent :

Etudiant en philosophie à la Sorbonne, il s'ennuie et décide de suivre le nouveau séminaire de G. FRIEDMANN (1948). Il travaille pour ce dernier avec A. TOURAINE et J.-D. RAYNAUD. Il milite au PC et à la CGT. Se sentant plus "homme de terrain" qu'universitaire, il renonce à faire une thèse. G. FRIEDMANN le met en relation avec un gros cabinet parisien de conseil : la COFROR (Compagnie Française d'Organisation). Dans ce cabinet composé d'ingénieurs s'intéressant aux changements techniques dans les entreprises, il introduit une nouvelle dimension : la sociologie industrielle et de nouvelles thématiques comme la résolution de conflits. Il fait des conférences pour l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières). Recommandé à A. GRANDPIERRE de Pont-à-Mousson, puis à P. OLMER, alors directeur de l'Ecole des Mines, qui se montre intéressé par son champ de compétences, il en vient à rencontrer B. SCHWARTZ qui lui demande de l'aider dans sa réforme de l'Ecole des Mines. Il devient responsable de la préparation des élèves au "stage ouvrier" et à son exploitation et crée un cours de sociologie « industrielle » (1958).

Fonctions au CUCES :

Détaché à temps partiel, il intervient (de 1957 à 1967) également pour le CUCES sur le thème des "relations humaines" dans l'Information économique et sociale des élèves ingénieurs et le Perfectionnement des ingénieurs et cadres. Il introduit dans les "enseignements" la méthode des cas. Pendant 10 ans, il joue le rôle de conseiller, il n'est jamais en responsabilité directe sur une action mais participe à beaucoup d'entre elles (par exemple : il négocie aux côtés de B. SCHWARTZ avec les syndicats, les maires, etc. du bassin de Briey ; ou avec la chambre syndicale de la sidérurgie pour aplanir les difficultés à la suite de la création de l'année à temps plein de la PST). Il est de toutes les discussions. Il est reconnu par certains cadres du CUCES comme le "théoricien" qui apporte un autre éclairage et conseille des lectures.

Date de départ du CUCES et de l'Ecole des Mines :

1967 où il est remplacé par R. SAINSAULIEU à l'Ecole des Mines.

Parcours post-CUCES :

Il continue sa carrière à la COFROR. Cette dernière est rachetée en 1974 par un groupe américain. Il travaille alors comme chargé de mission au Ministère du Travail au moment de la création de l'ANACT. Puis il crée son propre cabinet "Développement social et organisation" qui intervient à la demande de Comités d'Entreprise. Parallèlement il donne des cours à l'Université Paris-Dauphine.

Eléments bibliographiques :

- « la suppression des salaires au rendement : un essai de solution », G. LAJOINIE, *Revue Sociologie du travail*, 2, 1961.
- *Coût des conditions de travail : guide d'évaluation économique*, G. LAJOINIE et H. BUSSERY (dir.), ANACT, 1979, 122 p.
- *Modes d'organisation et technologie : introduction de l'automation dans les PMI*, G. LAJOINIE, J.H. JACOT, ANACT, 1988, 146 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Marcel LESNE

Né en : 1916

Date d'entrée au CUCES :

1962 (puis en 1965 à l'INFA)

Parcours précédent :

Ancien élève de l'Ecole normale d'instituteurs de Douai, après ses obligations militaires (de 1937 à 1945 : service national, guerre, captivité), il poursuit ses études à la Sorbonne. Il rejoint le Maroc en 1946 où il devient responsable régional de l'Enseignement franco-musulman, puis chef de service de l'enseignement technique. En 1959, il soutient une thèse d'état sur une tribu marocaine, sans penser à faire une carrière universitaire. Appelé à Alger, il devient, avec le titre d'inspecteur d'Académie, responsable du service des centres socio-éducatifs à l'Académie d'Alger. En 1961, il est nommé maître de conférence à la Faculté d'Alger (ethnographie et ethnologie du Maghreb).

Recrutement :

Rapatrié en France en 1962 à la suite de l'attentat contre les dirigeants des centres socio-éducatifs, un poste lui est affecté à la Faculté de Nancy, en vue de seconder B. SCHWARTZ au CUCES. Celui-ci lui confie la PST. A temps complet au CUCES pendant la première année, il opte ensuite pour un enseignement à la faculté où il crée la chaire de sociologie qu'il occupe jusqu'en 1966.

Fonctions au CUCES, puis à l'INFA :

En 1963, il dirige une équipe de recherche sociologique au CUCES et entreprend de construire une « sociologie de l'éducation des adultes ». En 1966, il est nommé directeur adjoint du CNAM. Cette fonction l'amène à réduire fortement son temps de présence à Nancy. En 1970, il prend la direction de l'INFA à la suite de B. SCHWARTZ. Mais, n'ayant pas obtenu les moyens qu'il avait demandés, il démissionne en mars 1971.

Date de départ de l'INFA :

1971.

Parcours post-INFA :

Un poste de professeur étant créé au CNAM, il y entre et y crée la chaire de formation des adultes puis le C2F. Il y restera jusqu'à sa retraite.

Eléments bibliographiques :

- *Evolution d'un groupement berbère : les Zemmour*, M. LESNE, Rabat, Ecole du Livre, 1969 (thèse principale), 472 p.
- *Les Zemmour, essai d'histoire tribale*, M. LESNE, Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, Aix, 1966-67 (thèse complémentaire), 212 p.
- *Contribution à une recherche sur la formation des adultes. Trois études sur les conversions professionnelles*, M. LESNE (dir.), CUCES, 1966
- *Recherche sur les besoins en formation en développement ou en perfectionnement d'adultes. La fonction "ingénieur de fabrication"*, M. LESNE, C. de MONTLIBERT, INFA, 1967, 119 p.
- *Changement professionnel et formation, étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey*, M. LESNE, C. COLLON, C. OECONOMO, INFA, 1971, (étude de 1968), 196 p.
- *Formation et analyse sociologique du travail*, M. LESNE, C. de MONTLIBERT, Paris : La documentation française, 1972, 147 p.
- *L'analyse des besoins en formation*, J.-M. BARBIER, M. LESNE, CNAM, 1977, 259 p.
- *Travail pédagogique et formation d'adultes : éléments d'analyse*, M. LESNE, PUF 1977 (réédition l'Harmattan 1994), 185 p.
- *Lire les pratiques de formation d'adultes : essai de construction théorique à l'usage des formateurs*, Paris : Edilig, 1984, 238 p.
- *Socialisation et formation*, M. LESNE, Y. MINVIELLE, Paris : Padeïa, 1990, 237 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Gérard MALGLAIVE

Né en : 1940

Date d'entrée à l'INFA :

Septembre 1966

Parcours précédent :

Après des études d'ingénieur à l'INSA de Lyon, où il milite à l'UNEF et pour la paix en Algérie, il part faire son service militaire au titre de la coopération en Algérie après l'indépendance. Là, devenu « pied rouge », nommé dans une école d'ingénieur, de 1963 à 1965 avec des copains, il monte une école du soir pour les adultes et les jeunes qui ont quitté prématurément le lycée pour le maquis et qui se retrouvent à des postes de responsabilité après l'indépendance. Natif de l'Est de la France, il a conservé des amis à Nancy qu'il visite régulièrement. C'est ainsi qu'il apprend qu'existe une école du soir nommée CUCES Il s'y intéresse et se documente sur son action. En 1965, il décide de rentrer en France et de s'installer à Nancy, son projet étant de reprendre des études de sociologie tout en donnant des cours du soir au CUCES.

Recrutement :

Introduit grâce à un ami nancéien auprès de Bertrand SCHWARTZ, qui cherche justement à recruter du monde, il rencontre plusieurs permanents du CUCES et opte pour travailler avec G. BARBARY sur une action de formation des maîtres. C'est donc à l'INFA, et non au CUCES, qu'il est recruté.

Fonctions à l'INFA :

Dans l'équipe de G. BARBARY, il participe en direct à la formation des formateurs de maîtres du cycle terminal pratique. Au départ de G. BARBARY, qui prend d'autres fonctions au CUCES, il en devient le responsable. Homme de confiance de B. SCHWARTZ, il établit le lien entre ce dernier et M. LESNE au moment du changement de direction à l'INFA. Puis, les classes pratiques étant supprimées, il représente M. LESNE (devenu directeur de l'INFA) à des réunions au Ministère avec R. VATIER. Là, on lui demande de prendre la responsabilité du développement de la formation continue à l'Education Nationale. C'est ainsi qu'il va mettre en place l'action de formation des C.I.F.F.A. Cette action survit quelques mois à la suppression de l'INFA, elle est reprise par l'ADEP.

Date de départ de l'INFA :

En 1973, à la fin de l'INFA.

Parcours post-INFA :

Il rejoint l'ADEP où il ne reste que quelques mois. Puis, courant 1973, M. LESNE lui demande de venir le rejoindre au CNAM où il prend la direction de la toute nouvelle équipe de formateurs de formateurs. A la suite de M. LESNE, il prend la direction du C2F. Il obtient son doctorat d'Etat en 1988. Puis il est consulté lors de la mise en place des IUFM. Il y préconise, sans succès, une formation en alternance. A partir de 1990, il s'implique dans les nouvelles formations d'ingénieurs et devient directeur d'Ingénieur 2 000.

Eléments bibliographiques :

- *Politique et pédagogie en formation d'adultes*, G. MALGLAIVE, Ligue française de l'enseignement et de l'Education permanente, 1981, 258 p.
- *Quelles pédagogies pour les nouvelles technologies ?*, G. MALGLAIVE (dir.), centre de formation des formateurs du CNAM, La documentation française, 1987, 167 p.
- *Enseigner à des adultes : travail et pédagogie*, G. MALGLAIVE, PUF, 1990, 250 p

FICHE BIOGRAPHIQUE : François MARQUART

Né en : 1942

Date d'entrée à l'INFA :

Automne 1966 (il a 24 ans)

Parcours précédent :

Après une licence de philosophie à la faculté de lettres de Nancy, il est pendant un an maître auxiliaire dans le second degré (français, philosophie). Il est par ailleurs engagé comme militant dans les associations de quartier du Haut-du-Lièvre (grande barre de Nancy) et à Peuple et Culture. En 1965, il est embauché à temps partiel comme sociologue au Conseil départemental social et culturel de Meurthe et Moselle. Il est aussi chargé de cours à l'école d'architecture et dans des centres de formation de travailleurs sociaux. Il reprend en parallèle des études en sociologie (où M. LESNE est l'un des ses enseignants) et en psychologie sociale. Il obtient également en 1966 un DESS de la faculté de droit-sciences économiques.

Recrutement :

Il est recruté par M. LESNE comme assistant de recherche vacataire au sein de l'équipe "sociologie de l'éducation". Il participe à une université d'été de Peuple et Culture, payé sur des crédits INFA, dans la perspective de réfléchir à l'articulation des deux univers, à la suite de quoi il intègre l'INFA. Au début, il est employé sur des contrats précaires, puis obtient, en 1969, un contrat à durée indéterminée de maître-assistant.

Fonctions à l'INFA :

Dès son arrivée, il travaille à la production de *"Pour une sociologie de l'éducation des adultes"* (1966) avec M. LESNE, P. FRITSCH et C. de MONTLIBERT, puis travaille au sein de l'équipe sociologie sur les besoins en formation. En collaboration avec C. de MONTLIBERT, il réalise une *Etude sur la fonction d'architecte* (mai 1969). Il anime ensuite l'équipe de recherche CNAF (sur les conseillères ménagères). Ce travail le conduit à choisir l'échelon parisien au moment de la bipartition (1970).

Date de départ de l'INFA :

Fin 1972, à la suppression de l'INFA (il a 30 ans, 6 ans passés à l'INFA)

Parcours post-INFA :

Il demande et obtient un poste d'assistant associé au Département de Sciences de l'Education de Nancy II. En 1975, il soutient sa thèse de 3ème cycle et devient Maître Assistant, puis en 1980, Maître de Conférence. Il soutient une thèse sur travaux et devient Professeur des Universités en 1989. Il a été pendant 20 ans (1975-1995) responsable d'un DESS concernant l'étude des problèmes posés par la formation des adultes.

Eléments bibliographiques concernant cette période :

- *Sociologie de l'éducation des adultes*, P. FRITSCH, M. LESNE, F. MARQUART, C. de MONTLIBERT, INFA, 1966, 17 p.
- *Etude sur l'exercice de la fonction d'architecte*, F. MARQUART, C. de MONTLIBERT (M. LESNE dir.), INFA, 1971, (étude de 1969), 208 p.
- *L'action sociale et l'économie sociale familiale*, F. MARQUART (dir.), INFA/CNAF, 1974, 302 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Alain MEIGNANT

Né en : 1943

Date d'entrée au CUCES :

1966 (contrat d'un an pour faire une étude), il a 23 ans.

Parcours précédent :

Nancéien d'origine, il fait ses études à Nancy en psychologie et sociologie. M. LESNE est l'un de ses professeurs. F. JODELET, son professeur de psychosociologie le met en relation avec le CUCES, qui cherche des enquêteurs vacataires, où il suit une formation à l'entretien animée par l'ARIP.

Recrutement :

Il est recruté pour un an pour réaliser une étude sur la reconversion, sous la responsabilité de Ch. de MONTLIBERT et M. LESNE. Puis il est recruté en contrat à durée indéterminée par le CUCES qui l'affecte au groupe de psychosociologie dirigé par A. BERCOVITZ.

Fonctions au CUCES :

Il intervient principalement dans les entreprises et anime également parfois des séminaires pour le Département Ingénieurs et Cadres. C'est ainsi qu'il a G. JOBERT comme stagiaire. Puis il part en septembre 1968 faire son service militaire en coopération en Algérie. Là il travaille avec J.-J. SCHFFKNECHT à la SNS pendant 16 mois, puis il revient à Nancy. Après le départ de J.-J. SCHEFFKNECHT au Ministère, puis le départ de R. BALCON, c'est lui qui reprend la responsabilité du GIREC. Il soutient, en 1971, sa thèse de 3^{ème} cycle sur « L'intervention socio-pédagogique » fortement appuyée sur l'analyse d'interventions du CUCES. En 1976, il prend la direction de l'ACUCES PARIS. Il démissionne en 1980.

Date de départ de l'ACUCES :

1980 (il a 37 ans, 14 ans passés à l'ACUCES)

Parcours post-ACUCES :

Il entre à Entreprise & Personnel où il crée le Département formation. Il y reste 8 ans. Ensuite, il prend la responsabilité du Développement des ressources humaines de l'entreprise SOLLAC. En mai 1994, il rejoint Quarternaire où dirige le « pôle management et ressources Humaines ». Il est également professeur associé (à temps partiel) à l'IAE de Tours et enseignant à Paris I. Membre actuel du Comité de rédaction de la revue *Education Permanente*.

Eléments bibliographiques :

- *L'intervention sociopédagogique dans les organisations industrielles*, A. MEIGNANT, Paris ; La Haye : Mouton, 1972, 227 p.
- *La formation, outil stratégique pour l'entreprise*, Ed. d'Organisation, 1986, 143 p.
- *Saute manager ! : les techniques "out door" dans la formation des cadres*, A. MEIGNANT, J. RAYER, Ed. d'Organisation, 1989, 116 p.
- *La stratégie du plan individuel de formation et ses tactiques*, A. MEIGNANT, Retz, 1990, 159 p. (réédité sous le titre *Développez vos compétences : le plan individuel de formation*, par Press Pocket, 1993, 167 p.)
- *Manager la formation*, A. MEIGNANT, Liaisons, 1991, 314 p. (4^{ème} édition : 1997)
- *La qualité de la fonction ressources humaines : diagnostic et action*, A. MEIGNANT, R. DAPERRE, Liaisons, 1994, 136 p.
- *Les compétences de la fonction ressources humaines : diagnostic et action*, A. MEIGNANT, Liaisons, 1995, 151 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Jean MIGNE

Né en : 1935

Date d'entrée au CUCES :

Mars 1962 (puis à l'INFA en juillet 1964)

Parcours précédent :

Il a effectué une partie de son service militaire au Laboratoire Psychotechnique de l'Armée de terre. De mars 1962 à juin 1964, il est chargé d'études en psychologie à l'échelon régional de l'emploi du Ministère du Travail à Nancy.

Recrutement :

Il exerce une activité complémentaire au CUCES de mars 62 à juillet 64. Il devient alors maître assistant vacataire dans l'équipe de psychologie.

Fonctions au CUCES puis à l'INFA :

Au CUCES, il travaille le samedi et le soir. Son rôle consiste à faire passer des tests aux auditeurs en difficulté aux cours du soir. Sa première étude à l'INFA consiste à réaliser une enquête sur la participation à la vie collective sur 5 communes des environs de Nancy. Puis il réalise une évaluation de la formation à l'expression orale d'auditeurs de la PST, puis mène, sous la direction de Moscovici, une étude du passage des représentations aux concepts sur le thème de la chute des corps.

Date de départ de l'INFA :

1973, à la fin de l'INFA.

Parcours post-INFA :

Pendant un an il est chargé de la mission de formation continue à l'université de Nancy 2, en collaboration avec R. VOROBIEFF. Puis il entre, en 1974, à l'IUT de Nancy où il enseigne actuellement dans le département Infocom.

Eléments bibliographiques :

- deux articles parus dans *Education Permanente* : « Les obstacles épistémologiques », n°2, 1969, 39-65, « Pédagogie et représentation », n°8, 1970, 65-87.
- *Evaluation d'une formation à l'expression orale*, J. MIGNE, INFA, 1971, (étude de 1968), 137 p.
- *Etude sur les représentations de notions de physique : la chute des corps*, J. MIGNE, INFA, 1971, (étude de 1970), 96 p.
- *L'expression et sa place dans la formation des adultes*, J. MIGNE, INFA, 1971, (étude de 1971), 68 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :
Isabelle MIROGLIO (GOUIN)

Née en : 1942

Date d'entrée au CUCES :

Novembre 1967 (elle a 25 ans).

Parcours précédent :

Elle est titulaire d'un diplôme de journaliste et d'éducatrice psychomotricienne et s'apprête à signer un contrat pour être journaliste en Afrique lorsque son cousin, François VIALLET, au cours d'une discussion, la décide à postuler au CUCES.

Recrutement :

Elle est reçue en entretien par P. CASPAR et J.M. PECHENART qui l'embauchent pour recevoir en entretien les personnes au moment de leur inscription aux cours de PST.

Fonctions au CUCES :

Elle fait passer des tests en français et en mathématiques afin d'orienter au mieux les candidats aux cours du soir. A sa création, elle rejoint le SOC (Service d'orientation et de conseil) où elle intervient avec deux autres femmes, Michelle BAR-ROUX et Marianne CIPOIRE (elles sont surnommées « les socquettes »). Elle épouse en 1972 Jacques MIROGLIO qui travaille alors sur l'action collective du bassin de Briey.

Date de départ de l'ACUCES :

1974

Parcours post-ACUCES :

Elle part avec J. MIROGLIO pour un « retour à la nature » de sept ans dans la Drôme. Puis elle entre à l'ANPE de d'Avignon en tant que responsable des stages « retravailler ». Elle y reste 11 ans. Elle effectue ensuite une reconversion en reprenant des cours à l'université d'Aix. Elle obtient un diplôme pour être directrice de maison de retraite. Elle exerce un an et se retrouve au chômage. En 1992, elle entre à Bayard Presse. Elle y est aujourd'hui responsable du Service Courrier des lecteurs de la revue mensuelle pour retraités *Notre temps*.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Christian de MONTLIBERT

Né en : 1937

Date d'entrée au CUCES :

Septembre 1963.

Parcours précédent :

Etudiant, il réalise de nombreuses enquêtes de motivation. Par la suite contractuel au laboratoire de psychologie sociale de la Sorbonne, il travaille avec R. PAGES pour lequel il réalise une bibliographie sur l'Education Permanente. Il réalise également divers travaux sur les mécanismes d'influence et sur la dynamique des groupes. A la sortie du service militaire il est informé par G. LAJOINIE, qu'il a eu l'occasion de rencontrer précédemment, que le CUCES cherche à recruter.

Recrutement :

Il rencontre l'ensemble de l'équipe du CUCES. Son étude bibliographique sur l'Education permanente joue en sa faveur. Il est recruté dans l'équipe de M. LESNE.

Fonctions au CUCES puis à l'INFA :

Il mène une première étude sur les trajectoires des adultes inscrits au cours du soir. Ces travaux font l'objet de sa thèse de 3^{ème} cycle, sous la direction de STOETZEL, qu'il soutient en 1965. Il « passe » à l'INFA dans l'équipe de sociologie de l'éducation des adultes. Il entreprend ensuite sous la direction de M. LESNE, des études de « sociologie des situations de travail », sur les ingénieurs de fabrication (dans la cimenterie), puis sur la fonction d'architecte. Il donne également des cours de sociologie à la faculté de Nancy.

Date de départ de l'INFA :

1973 à la fin de l'INFA.

Parcours post-l'INFA :

Pendant un an, son poste est transféré à l'université de Nancy. Puis il rejoint l'université des sciences humaines de Strasbourg où il enseigne aujourd'hui à la faculté des Sciences Sociales, Pratiques Sociales et Développement, où il exerce également successivement de nombreuses responsabilités administratives. Il a par ailleurs été, de 1978 à 1980, consultant auprès du Conseil de l'Europe sur le chômage des jeunes et donne depuis 1990 de nombreuses conférences sur le thème de l'exclusion sociale, notamment à Lausanne. Il lance et dirige à partir de 1991 une revue : *Regards sociologiques*. De nouvelles orientations l'amènent à développer aujourd'hui ses recherches vers une sociologie de l'économie

Eléments bibliographiques :

- *Les aspirations à la promotion*, C. de MONTLIBERT, thèse publiée par INFA/CUCES en janvier 1966, Document de l'INFA, 1971, (étude de 1965), 158 p.
- *Sociologie de l'éducation des adultes*, P. FRITSCH, M. LESNE, F. MARQUART, C. de MONTLIBERT, INFA, 1966, 17 p.
- *Recherche sur les besoins en formation en développement ou en perfectionnement d'adultes. La fonction "ingénieur de fabrication"*, M. LESNE, C. de MONTLIBERT, INFA, 1967, 119 p.
- *Etude sur l'exercice de la fonction d'architecte*, F. MARQUART, C. de MONTLIBERT (M. LESNE dir.), INFA, 1971, (étude de 1969), 208 p.
- *Développement culturel et formation des adultes : aspects monographiques d'un organisme de formation*, C. de MONTLIBERT avec la collaboration de M. MOUTON, 1971, (étude de 1971), 52 p.
- *Formation et analyse sociologique du travail*, M. LESNE, C. de MONTLIBERT, Paris : La documentation française, 1972, 147 p.
- *Les jeunes et l'emploi en Europe*, C. de MONTLIBERT, avec la contribution de P. FELDHEIM et de G. SEIDENSPINNER, Conseil de l'Europe, 1978, 147 p.
- *Le contrôle de la vie privée. Essai d'analyse sociologique de la contribution des travailleurs sociaux à la reproduction sociale*, C. de MONTLIBERT, Neufchâtel, Ed. Delval, 1988, 161 p.
- *Crise économique et conflits sociaux*, C. de MONTLIBERT, l'Harmattan, 1989, 207 p.
- *L'institutionnalisation de la formation continue*, C. de MONTLIBERT, Presses Universitaires de Strasbourg, 1991, 182 p.
- *Introduction au raisonnement sociologique*, C. de MONTLIBERT, Presses Universitaires de Strasbourg, 1990 (2^{ème} édition), 285 p.
- *L'impossible autonomie de l'Architecte. Sociologie de la production architecturale*, C. de MONTLIBERT, Presses Universitaires de Strasbourg et Maison des Sciences de l'Homme, 1995, 227 p.
- *La domination politique*, C. de MONTLIBERT, Presses Universitaires de Strasbourg, 1997, 174 p.
- *Maurice Halbwachs 1877-1945*, C. de MONTLIBERT, Presses Universitaires de Strasbourg, 1997, 110 p.
- nombreux articles dans différentes revues.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Guy PALMADE

Né en : 1920

Date d'entrée à l'INFA :

Fin 1964

Parcours précédent :

Il a 20 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation et de la recherche psychosociologique. Après des études en sciences humaines, il dirige le Bureau de psychologie industrielle à la CEGOS. Il quitte la CEGOS pour devenir conseiller à EDF-GDF, pour qui il mène différentes recherches et intervient dans le département PROFOR. Il est également professeur à l'Ecole supérieure d'électricité à Clamart. Il intervient à la SIPCA (sessions d'information et de perfectionnement des cadres) et collabore avec la COFROR. Il restera conseiller à temps partiel à EDF-GDF, après son embauche à l'INFA. Les études et les interventions à EDF-GDF portent, dès 1953, sur les images de ces entreprises. Les interventions de diverses natures, la conception et la mise en œuvre de sessions résidentielles de longue durée se prolongeront par la suite de façon continue. G. PALMADE est, par ailleurs, Président fondateur de l'ARIP.

Recrutement :

Soutenue par J. STOETZEL (membre du CA de l'INFA), sa candidature est examinée et acceptée au cours du Conseil d'Administration du 26 octobre 1964.

Fonctions à l'INFA :

Il conduit l'animation de nombreux groupes de formation à la psychosociologie et aux méthodes actives. Il intervient dans l'action de formation des maîtres du cycle pratique dont il est, un temps, directeur pédagogique et il lui arrive d'intervenir également dans des actions du CUCES. Dans le secteur de la recherche, son projet est d'initier les milieux de la formation d'adultes à la pédagogie générale. Par ailleurs, il dirige une grosse étude sur les motivations et les attitudes par rapport au changement à partir d'environ 200 entretiens non directifs. Un gros matériel, lourd à exploiter, est réuni. Le pré-rapport effectué en 1966 met en évidence le trouble et l'anxiété de la population étudiée par rapport au changement. Ces premiers résultats sont accueillis avec perplexité. L'étude n'est pas achevée au moment de la dissolution de l'INFA et le matériel, récupéré par l'ADEP sera perdu. En 1969, il suit la mise en place de la revue Education Permanente par Paule BOLO.

Date de départ de l'INFA :

1973, à la fin de l'INFA.

Parcours post-INFA :

Il continue ses interventions auprès d'EDF-GDF et poursuit ses recherches dans des domaines divers, sans rapport direct avec la formation, notamment dans le cadre de la recherche urbaine.

Eléments bibliographiques :

- *L'unité des sciences humaines*, G. PALMADE, Dunod, 1961, 367 p.
- « Introduction à la pédagogie de l'étude de problèmes », G. PALMADE, in *Pédagogie et psychologie des groupes*, ARIP, 1968,
- *La caractérologie*, G. PALMADE, PUF (Que sais-je), 1971 (11^{ème} édition), 128 p.
- *Les méthodes en pédagogie*, G. PALMADE, PUF (Que sais-je), 1971 (8^{ème} édition), 128 p.
- *La psychotechnique*, G. PALMADE, PUF (Que sais-je), 1974 (8^{ème} édition), 127 p.
- *La psychothérapie*, G. PALMADE, PUF (Que sais-je), 1990 (9^{ème} édition), 127 p.
- *Interdisciplinarité et idéologies*, G. PALMADE, Ed. Anthropos, 1977, 291 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Jean-Marie PECHENART

Né en : 1937

Date d'entrée au CUCES :

Début 1966 (il a 29 ans).

Parcours précédent :

Professeur de lettres classiques (français-latin-grec), il a des activités syndicales (à l'UNEF comme étudiant puis au SNES) et religieuses (mouvement catholique). Il est reçu à l'ENA mais ne souhaite pas y entrer. A la suite de quoi, en 1964, il devient sans l'avoir vraiment choisi, rapporteur d'une commission de la Délégation Générale à la Promotion Sociale spécialement orientée vers les moyens d'enseignement destinés aux adultes. Là, il rencontre B. SCHWARTZ, membre de la commission et des membres du CUCES (M. LESNE, C. DEBON) invités à titre d'expert sur des questions d'éducation des adultes.

Recrutement :

Lassé de l'administration, il se décide à partir travailler pour l'Allemagne. B. SCHWARTZ le détourne de ce projet en lui proposant de venir travailler au CUCES. Il se trouve en effet face à une demande des enseignants de la promotion du travail qui constatent que leurs auditeurs ne savent pas s'exprimer. Il pense qu'un littéraire devrait pouvoir leur monter des "cours d'expression".

Fonctions au CUCES :

Il mène des investigations dans les cours du soir qui le conduisent à monter une "formation générale" au sein de la Promotion Sociale qui préfigure le dispositif d'unités capitalisables. Parallèlement, B. SCHWARTZ le charge d'ouvrir l'INFA, l'administrateur général en titre n'étant pas encore trouvé. Il se charge du budget, des contrats et de l'organisation du séminaire d'ouverture.

Parce qu'il connaît bien plusieurs langues étrangères, il devient le "correspondant" du CUCES en Allemagne, en Autriche et en Yougoslavie. Il fait plusieurs séjours à l'étranger. P. CASPAR lui demande de collaborer à la création d'une équipe d'intervenants dans les entreprises. Il prend en charge cette équipe lorsque P. CASPAR prend la responsabilité de la reconversion du bassin houiller (1968). Il est ensuite détaché à l'Education Nationale, à partir de 1970, pour secondar B. SCHWARTZ au Ministère où il travaille entre autres sur le dossier des AUREFA.

Date de départ du CUCES :

1973 (il a 36 ans, 7 ans passés au CUCES).

Parcours post-CUCES :

Il rejoint la Caisse des Dépôts et Consignations où il monte la formation et le développement social. Il y reste jusqu'en 1986. F. VIALLET lui demande alors de reprendre QUATERNAIRE. Après quelques hésitations, il décide d'accepter et s'efforce de développer l'entreprise jusqu'à sa retraite qu'il prend en mars 1997.

Membre actuel du Comité de rédaction de la revue *Education Permanente*.

Eléments bibliographiques :

- *Nouvelles tendances dans l'éducation des adultes*, J.-M. PECHENART avec le Pr. KNOLL, Quelle Und meyer Verlag, Heidelberg, 1969.
- *Beitrag zur Definition einer Education Permanente*, J.-M. PECHENART avec le Pf. PFNISS, Leykam Paedagogischer Verlag, Vienne-Sraz, 1969.
- *Comment investir en formation*, G. LE BOTERF, avec la collaboration de P. DURAND-GASSELIN et J.-M. PECHENART, Ed. d'Organisation, 1989, 214 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Jean-Claude POIMBOEUF

Né en : 1939

Date d'entrée au CUCES :

1969

Parcours précédent :

Elève à l'INSA de Lyon, dans la même promotion que G. MALGLAIVE, il en sort en 1963 et soutient une thèse de chimie organique. Puis, en 1966, il part en coopération pour trois ans à l'Ecole Polytechnique d'Alger. A la suite de quoi il cherche du travail en France.

Recrutement :

Connaissant un peu le CUCES par la presse, il prend contact avec cet organisme. Il est embauché comme responsable des unités de mathématiques sous la responsabilité de G. EGG et J. DESCOMPS dans l'équipe-Nancy.

Fonctions au CUCES :

Responsable des unités de mathématiques et de chimie dans le système d'unités, il intervient par la suite sur d'autres actions de formation dont une à la demande d'une société japonaise qui monte une usine textile en Algérie. Il a des activités militantes, notamment syndicales, et participe de manière active à l'élaboration de l'accord d'entreprise de l'ACUCES.

Date de départ de l'ACUCES :

Il reste jusqu'à la fin de l'ACUCES en février 1982.

Parcours post-ACUCES :

Il intègre le CUCES-Universités (passe d'un statut privé à un statut public). Il devient titulaire de son poste en 1987 et directeur adjoint du CUCES-Universités en 1989. En 1991, il part pour Lyon où il prend la responsabilité de la Mission Formation Continue de l'INSA jusqu'en 1996. Depuis janvier 1997, il a rejoint Ingénieur 2000 pour s'y occuper du développement de la Qualité sous la direction de G. MALGLAIVE.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Patrice RANJARD

Né en : 1937 (père architecte)

Date d'entrée à l'INFA :

Septembre 1967 (il a 30 ans)

Parcours précédent :

Professeur d'espagnol pendant 5 ans au lycée Henri IV à Paris, il s'y ennueie. Il milite dans une association, « Défense de la jeunesse scolaire », qui revendique un autre projet d'école. Il suit en parallèle une psychanalyse. Par l'intermédiaire de l'un de ses élèves, qui se trouve être le fils de Jean DUBOST, il prend contact avec l'ARIP et entame, à titre personnel, une formation psychosociologique.

Recrutement :

Deux articles de B. SCHWARTZ attirent son attention. Il lui écrit une lettre dans laquelle il sollicite un entretien. En réponse, on lui demande des compléments d'information, sa « candidature » étant susceptible d'intéresser l'INFA. Acceptant de jouer le jeu de la candidature, il se retrouve bientôt nommé au lycée Henri Poincaré de Nancy, mis à la disposition du directeur de l'INFA.

Fonctions à l'INFA :

Il intègre l'équipe Education nationale, dirigée par G. BARBARY. Il devient un des animateurs de la formation des maîtres du cycle terminal pratique, sous la responsabilité pédagogique de G. PALMADE. Il y travaille ensuite avec G. MALGLAIVE. Il est l'auteur du fameux texte « Les CUCHEFS sont-ils cannibales ? » qui décrit d'une manière satirique les relations entre les deux « clans », du CUCES et de l'INFA.

Date de départ de l'INFA :

1973, à la fin de l'INFA (6 ans d'INFA, il a 36 ans)

Parcours post-INFA :

Il rejoint l'OFRATEME où il travaille pendant trois ans. Cet organisme est ensuite refondu dans l'ensemble INRP/CNDP. Il rejoint l'INRP, où il exerce toujours. En 1982, il travaille à la mise en place de la formation continue des enseignants (participation au rapport PERETTI). Il soutient une thèse en sciences de l'éducation en 1990. Il prend sa retraite le 31/12/96, le jour de son 60^{ème} anniversaire et exerce, depuis, la profession de psychothérapeute.

Eléments bibliographiques :

- *Etude sur la fonction des maîtres du cycle pratique au centre académique de Paris*, A. BALLIER, J. GAILLARD, M. LEFEBVRE, P. RANJARD, INFA, 1971, 211 p.
- « Une action de formation de maîtres » ; *Education permanente*, 12, oct.-déc. 1971, 161-187
- *Les enseignants persécutés*, P. RANJARD, Paris : R. Jauze, 1984, 248 p.
- *L'individualisme, un suicide culturel : les enjeux de l'éducation*, Préface de G. MENDEL, Paris ; Montréal : l'Harmattan, 1997, 378 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :
Lucienne-Marie-Pierre ROUSSEL

Née en : 1935

Date d'entrée à l'INFA :

Mise à disposition de l'INFA en 1967.

Parcours précédent :

Elle est angliciste, ancienne élève de l'ENS Fontenay aux Roses. Rentrant de l'étranger en France, un collaborateur du secrétaire général du Ministère de l'Education nationale lui propose de travailler sur les problèmes de mise en place de l'enseignement des langues vivantes dans les IUT.

Recrutement :

Nommée pour un mi-temps à l'IUT de Ville d'Avray, elle est mise à disposition par le Ministère à l'INFA pour l'autre moitié de son service.

Fonctions à l'INFA :

A la suite de Ph. GIRARD, elle prend en charge la responsabilité de l'équipe IUT (organisation de colloques) et celle du bulletin pédagogique « Langues vivantes ».

Date de départ de l'INFA :

Début 1972.

Parcours post-INFA :

Elle rejoint l'équipe « Education Permanente » de B. SCHWARTZ au Ministère. Elle y travaille à ses côtés et avec Michel MIGAYROU sur la traduction des idées d'Education Permanente dans la réalité du système d'enseignement français. En parallèle, elle travaille avec B. SCHWARTZ sur le grand rapport sur l'Education Permanente pour le Conseil de l'Europe. Au départ de B. SCHWARTZ du Ministère, en 1975, elle rejoint la Direction générale où elle est chargée, en particulier, des dossiers « innovations ». Puis elle est nommée Inspecteur d'Académie en 1976. En 1984, elle rejoint le cabinet de J.-P. CHEVENEMENT, puis, en 1986, elle entre à l'Inspection générale en tant que chargée de mission.

FICHE BIOGRAPHIQUE : **Wilfrid ROUX-MARCHAND**

Né en : 1941

Date d'entrée au CUCES :

Mars 1968

Parcours précédent :

Il a des activités dans le scoutisme de 13 à 25 ans. Natif de Nancy, il effectue des études à la faculté de Nancy, d'abord en philosophie et en droit, puis (sur les conseils d'A. MEIGNANT) en sociologie, avec pour professeur M. LESNE. Puis il part faire son service militaire en coopération au Liban. Il y termine sa licence à Beyrouth. Une annonce dans un hebdomadaire attire son attention. Le CUCES (qu'il connaît un peu pour avoir rencontré quelques-uns de ses cadres à l'occasion de la création d'une MJC à Nancy) recherche un sociologue pour travailler sur le développement du Tiers-Monde. Il postule.

Recrutement :

Il est embauché comme vacataire, puis sur un contrat à durée indéterminée à la suite de mai 1968.

Fonctions au CUCES :

Il travaille sur le chantier de la SNS dans l'équipe du GIRED, puis, après la loi de 1971, en intervention sociopédagogique dans les organisations. Il travaillera, par la suite, en ingénierie du développement dans d'autres pays. Il occupe des responsabilités syndicales au sein de la CFDT et joue un rôle de premier plan dans l'élaboration de l'accord d'entreprise de l'ACUCES.

Date de départ de l'ACUCES :

1982 à la fin de l'ACUCES.

Parcours post-ACUCES :

Il entre à la Direction Technique de l'AFPA à Metz, puis à Lyon (Département Industrie) en 1997. Auditeur agréé de l'IAS (Institut International de l'Audit Social) en 1987.

Eléments bibliographiques :

- « *Un chantier à plusieurs voies* », contribution à l'ouvrage collectif « *Une mémoire technologique pour demain* » sous la direction de Mohamed BENGUERNA, 1992 Editions El HIKMA Alger- FPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme) Paris (Cet ouvrage relate l'expérience que de nombreux acteurs du complexe sidérurgique d'El HADJAR ont pu confronter au cours d'une rencontre organisée à Paris en Avril 1991).

- Contribution à « *L'intervention dans les organisations et les institutions* », Protocoles du 11^e séminaire national de psychologie industrielle, sous la direction de Jacques ARDOINO, ANDSHA, 1974, EPI Paris.
- « *Du contrôle à l'audit, aperçu sur l'élargissement d'une pratique* », contribution au n° 41/42 (automne-hiver 1991/92) « *La société sous expertise* », de la Revue « Société française ».
- « *La pluralité des référentiels : une contrainte et un atout pour l'expert* », contribution au volume « *L'expertise publique au service de l'emploi* », collection carrée, AFPA Montreuil 1996.

FICHE BIOGRAPHIQUE :
Jean-Joseph SCHEFFKNECHT

Né en : 1932 (père instituteur)

Date d'entrée au CUCES :

1960 (il a 28 ans). Il est détaché de la faculté des Lettres de Nancy avant de devenir salarié du CUCES.

Parcours précédent :

Enseignant d'anglais à la faculté des Lettres de Nancy et à l'Ecole des Mines, il utilise les méthodes actives. En parallèle il fait du théâtre, du mime, des marionnettes. Il est également instructeur national de moniteurs de colonies de vacances (en art dramatique) et militant à Peuple et Culture. Il entreprend une thèse sur l'entraînement mental.

Recrutement :

Il obtient le poste de "chef de travaux de pédagogie" créé pour le CUCES en 1960, poste négocié par B. SCHWARTZ auprès de G. BERGER pour développer son projet « Education Permanente ».

Fonctions au CUCES :

Il travaille sur ce projet qui aboutit au texte de septembre 1961, "Le CUCES, Département Education Permanente". Puis il lance la première expérimentation aux Usines Peugeot de Sochaux (décembre 1961). Il intervient ensuite dans le chantier de l'Assistance Publique (1964). Il prend par la suite la responsabilité de l'intervention auprès de la SNS en Algérie (1966) et crée le cursus de Formation de Formateurs longue durée. Il est l'initiateur du GIRED (Groupe d'Intervention et de Recherche pour l'Education liée au Développement) créé au sein du CUCES en 1967.

Date de départ du CUCES :

1971 (il a 39 ans, 11 passés au CUCES).

Parcours post-CUCES :

Il est détaché du CUCES au Ministère de l'Education Nationale, dans la Délégation de R. VATIER, où il contribue à la création de l'ADEP, ainsi qu'à la conception des GRETA à partir de l'approche territoriale expérimentée dans les actions collectives. Ensuite, il rejoint l'ADEP, en tant que Responsable de l'ensemble industriel, pour en devenir le Directeur Technique en 1976. Il quitte l'ADEP en 1988 après avoir essayé sans succès de la transformer en Groupement d'Intérêt Economique (GIE). Puis il part développer avec H. CURIEN une chaîne européenne de formation continue par

satellite, Europace. Il crée ensuite une association "Ingénieur pour l'école" dont il devient le secrétaire général, et une société de service qui lui permet de mener des expérimentations en direct.

Eléments bibliographiques :

- *Le métier de formateur. Typologie des formateurs d'adultes : éléments d'introduction à la pratique de formation de formateurs*, J.-J. SCHEFFKNECHT, Conseil de coopération culturelle, Conseil de l'Europe, 1971 (réédité en 1975), 52 p.
- *Une politique d'éducation permanente pour aujourd'hui*, rapport du symposium de Sienne du 29 mai au 1^{er} juin 1979, J.-J. SCHEFFKNECHT, Rapporteur général, Conseil de coopération culturelle, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1980, 42 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

François VIALLET⁴

Né en : 1937 (père polytechnicien)

Date d'entrée au CUCES :

1963

Parcours précédent :

Elève à l'école des Mines dans la même promotion que P. CASPAR, il participe de manière active à la réforme des études. Il y est président des élèves. A sa sortie il fait une thèse dans le laboratoire de pression de terrain de l'Ecole des Mines, parrainé par B. SCHWARTZ. Par ailleurs catholique pratiquant, il est très impliqué dans le scoutisme et participe avec F. DUPLESSIS à des camps de jeunes délinquants.

Recrutement :

B. SCHWARTZ fait appel à lui pour développer les cours du soir.

Fonctions au CUCES :

Il contribue à réformer les cours du soir. Puis il prend, à la suite de M. DESHONS, la responsabilité du temps plein de la PST, puis celle de l'ensemble de la Promotion Sociale dont il assure la mutation vers les dispositifs préfigurant les unités capitalisables. Il restera dans les mêmes fonctions jusqu'à son départ. Il participe par ailleurs au groupe Prospective. Au CUCES, il est un des opposants les plus affirmés aux méthodes non directives et à la dynamique des groupes.

Date de départ du CUCES :

Janvier 1970

Parcours post-CUCES :

Il part fonder Quaternaire Education, épaulé par P. CASPAR. Il y développe des activités d'ingénierie de la formation. Déjà très malade, il organise sa propre succession à Quaternaire. Il meurt le 15 juillet 1986.

Eléments bibliographiques :

- *Créer vous-même votre entreprise : pourquoi ? comment ?*, P. CASPAR, J.-R. GRINDA, F. VIALLET, Paris : Editions d'Organisation, 1973, 130 p.

- *Métiers de formateurs : comment décrire leurs situations professionnelles*, G. LE BOTERF, F. VIALLET, Paris : Epi, 1976, 118 p.

⁴ Fiche biographique réalisée à partir de plusieurs entretiens d'anciens cadres du CUCES (dont ceux de J.M. PECHENART et P. CASPAR) et d'un contact téléphonique avec Christine VIALLET.

- *80 fiches d'évaluation pour la formation et l'enseignement*, F. VIALLET, P. MAISONNEUVE, Ed. d'Organisation, 1981, 215 p.
- *L'Audit de la formation professionnelle*, G. LE BOTERF, P. DUPOUEY, F. VIALLET, Ed. d'Organisation, 1985, 192 p.
- *L'ingénierie de la formation*, F. VIALLET, Ed. d'Organisation, 1987, 184 p.

FICHE BIOGRAPHIQUE :

Roland VOROBIEFF

Né en : 1935

Date d'entrée à l'INFA :

Fin 1967 (il 32 ans).

Parcours précédent :

D'abord instituteur, il reprend des études (notamment un certificat de psychologie sociale à la Sorbonne) qu'il paye grâce à des petits boulots. Il devient assistant de recherche à l'ISST, où il travaille pendant 6 ans sur les problèmes de l'automatisation administrative. Puis il entre au Ministère du Travail à l'Echelon National de l'emploi (prémisses de l'ANPE). Il milite au sein du PCF et de la CGT.

Recrutement :

Alors qu'on lui propose un poste comme responsable adjoint de la formation et de la recherche à l'UNEDIC, J.-D. RAYNAUD, son patron de thèse, lui conseille de prendre contact avec B. SCHWARTZ qui cherche un sociologue du travail ayant une expérience de la recherche.

Fonctions à l'INFA :

Il rejoint l'équipe de C. OECONOMO. Son premier chantier consiste à étudier les raisons de l'échec de l'action collective du CUCES dans les Vosges. Il va ensuite renforcer l'équipe du CUCES dans le bassin houiller (à MERLEBACH et à FORBACH). Il est donc un membre de l'INFA "prêté" au CUCES.

Ses travaux de recherche à l'INFA portent plus particulièrement sur la formation des militants syndicalistes et sur les systèmes de formation internes aux syndicats. Il signe en 1971, avec FRITSCH et MONTLIBERT, un *Etat de la formation professionnelle continue en France*.

Date de départ de l'INFA :

Octobre 1972 (il a 37 ans, 5 ans passés à l'INFA).

Parcours post-INFA :

Il part avec J. MIGNE mettre en place la mission pour la formation continue à l'Université de Nancy II. Il devient ensuite directeur adjoint, puis directeur du CUCES-Universités. Appelé au Secrétariat Général de la formation professionnelle à Paris en 1981, il est dépêché sur le terrain afin de voir s'il est possible de sauver l'ACUCES en très grandes difficultés. La conclusion sera la dissolution. Après plusieurs missions au Ministère de l'Education Nationale, il rejoint le CNED où il reste 4 ans. Des raisons familiales le poussent à reprendre une activité à Nancy. Il

revient au CUCES-Universités en 1989 où il s'occupe de relations internationales. Mais l'organisme va mal et diverses décisions institutionnelles sont prises qui le lui font quitter en 1994. Il s'installe, avec ses activités précédentes, à l'Institut Régional du Travail de Nancy.

Eléments bibliographiques :

- *Etude sur l'action CUCES dans la vallée de Senones-Rabodeau*, C. OECONOMO, R. VOROBIEFF, CUCES, 1968.